● KLAUS BARBIE, OU LA BARBARIE CONTEMPORAINE – Pages 3 à 5

LE MONDE diplomatique

N° 398 - 34e année — MAI 1987

36 pages - 15 F

Algérie : 6 DA — Antilles fr., Réunion : 19,00 F — Belgique : 85 FB — Canada : 2,25 $ C — C.-d'Iv. : 870 F CFA — Espagne : 270 P — E.-U. : 2,50 $ US — Gr.-Bret. : 1,10 £ — Irlande : 1,70 £ — Italie : 3 500 lires — Maroc : 14,50 dir. — P.-Bas : 5,00 Fl. — Sénég. : 900 F CFA — Suisse : 3,80 FS — Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 31

Publication mensuelle — 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

La dette contre la démocratie en Amérique latine

Par MARIO VARGAS LLOSA

(Page 16.)

CES MENSONGES QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE...

L'art de la désinformation

Débordant de sollicitude pour le menu peuple sans défense, un académicien de bonne famille écrivait voilà deux mois : *« Deux pestes sont à notre porte : le terrorisme et le SIDA. »* Double tromperie. Premièrement, par erreur de lieu, car ces deux pestes ne sont pas à notre porte mais, déjà, dans nos murs. Ensuite, par erreur de calcul, car, si l'on ose une formule d'un goût douteux, de ces deux pestes, la plus redoutable est la troisième : la désinformation, qui seule vise les esprits, l'âme même d'une nation. Contre cette menace, un sursaut s'imposait.

Ce sursaut s'est d'abord manifesté aux Etats-Unis, où, depuis quelques années, deux organisations sont apparues : Accuracy in the Media et Accuracy in Teaching traquent, dans la presse et dans l'enseignement, quiconque s'écarte tant soit peu de l'orthodoxie libérale et reaganienne, pourtant bien vacillante. Cet affaiblissement et les hésitations de l'exécutif rendent d'autant plus nécessaire la courageuse intervention des preux chevaliers qui veulent mettre hors d'état de nuire les esprits subversifs, consciemment ou non employés à faire le jeu du Kremlin. Ces brigades de délateurs sont les dignes successeurs de l'American Protection League, qui, avant la fin de la première guerre mondiale, regroupa 250 000 volontaires s'acharnant à donner la chasse aux espions, aux suspects. Elles sont aussi les héritières de tous ceux qui, après la seconde guerre mondiale, alimentèrent le maccarthysme.

Avec son habituel retard sur l'Amérique, la France se lance enfin, à son tour, sur la piste des mauvais citoyens qui, à une échelle insoupçonnée, pratiquent cette désinformation dont Moscou attend qu'elle mine le moral du peuple et annihile ses défenses spirituelles pour mieux affaiblir sa sécurité militaire. *Comme aux Etats-Unis, ces « chasseurs de sorcières » recrutent sans difficultés* des volontaires qui, seuls juges de la vérité et de l'intérêt national, vont clouer au pilori les traîtres infiltrés dans la presse, la télévision, l'édition, le cinéma. Les plus proches ancêtres de ces délateurs se dépensèrent sans compter pendant l'Occupation.

Que l'on se garde bien de rire de ces médiocres zélateurs d'un ordre monolithique : *la désinformation existe vraiment. Mais elle ne s'exerce pas d'abord là* où ils l'attendent. Qui sont ses agents ? Quelle cause servent-ils ? A quelles techniques modernes ont-ils recours ?

Pour répondre à ces questions, *le Monde diplomatique* ouvre (voir pages 17 à 24) un dossier riche en informations qui stimulent la réflexion.

C. J.

LE «PRINTEMPS» DE MOSCOU

« Transparence » des débats opacité des réformes

Comment définir avec précision le lien entre, d'une part, ce qui change à l'intérieur de l'Union soviétique et, d'autre part, les ouvertures stratégiques de M. Gorbatchev en direction des Etats-Unis et de leurs alliés ? Pour évidente qu'elle soit, cette relation comporte des zones d'ombre qui, pour des raisons différentes, préoccupent aussi bien certains responsables soviétiques que les gouvernements occidentaux. L'article ci-dessous éclaire les aspects internes du « cours nouveau » que Moscou donne à sa politique.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

DANS une grande école de Moscou, *les étudiants sont réunis*, à la conférence du Komsomol (1), et s'attendent comme d'habitude aux discours et aux élections préparées à l'avance. Surprise : un jeune orateur, suivi d'autres, conteste sans ménagement l'enseignement dispensé, revendique l'autogestion étudiante, dénonce le « formalisme » du Komsomol, prétend s'y emparer du pouvoir. Réactions de la direction de l'école et du parti : les meneurs sont qualifiés d'*« oppositionnels »*, d'*« anarchistes »* en mal de *« barricades »*. Des pressions sont exercées sur des enseignants, les « opposants » devraient être coincés aux examens, peut-être exclus de l'établissement. « Activité de groupe oppositionnel » : on sait, en URSS, ce que parler veut dire. Mais qu'ont-ils fait d'autre, ces « anarchistes », que de vouloir appliquer le « cours nouveau » de M. Gorbatchev ? L'histoire – une parmi d'autres – n'est pas chuchotée : un journal soviétique la raconte, et met en cause l'organisation du parti (2).

Ailleurs, ce sont des journalistes moscovites *qui se plaignent* d'intimidations pour s'être intéressés de trop près aux « écoles spéciales » et aux villas luxueuses de certains dignitaires (3). *« Je cherche les limites de la transparence »*, nous dit M. Vitali Korotitch, le nouveau rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Ogoniok* – ci-devant l'un des magazines les plus ennuyeux de Moscou, et qui enquête désormais sur... la censure, le manque de droits des avocats, ou encore les récentes émeutes au Kazakhstan, dans la mesure où la permission lui sera accordée de rencontrer les personnes actuellement détenues (4).

Que disent ces « histoires » du Moscou d'aujourd'hui ? Que la « transparence » *(glasnost)* médiatique déborde largement, désormais, la dénonciation des déficiences de l'économie et de la société, qu'elle atteint le fonctionnement des institutions, du parti, de la justice. Qu'au moment où, en Occident, beaucoup d'observateurs se demandent encore si cette « transparence » n'est pas tout simplement une « opération de charme » destinée aux pays de l'Ouest, en URSS, deux années consécutives de « reconstruction » *(perestroïka)* gorbatchévienne soulèvent des questions d'un tout autre genre.

Des milieux conservateurs, et *d'autres qui étaient acquis* à l'idée d'un changement nécessaire, s'inquiètent : ne risque-t-on pas des débordements, une déstabilisation du pouvoir ? *« Ils ont deux ans pour faire leurs frasques »*, assure un responsable démis de la politique culturelle à propos des nouveaux dirigeants de l'Union des cinéastes. Et d'aucuns de parler sur le même ton de M. Gorbatchev, promis au même sort que Khrouchtchev (5). Un écrivain n'hésite pas à comparer les effets « destructeurs » de la « transparence » dans la critique littéraire et la presse à l'*« invasion des barbares civilisés »*... en 1941, auxquels il serait temps d'opposer un nouveau « Stalingrad » si l'on veut éviter l'effondrement de la culture et des valeurs nationales (6).

A l'opposé, les milieux les plus radicalement réformateurs s'impatientent : M. Gorbatchev va-t-il assez vite ? *« Aucune réforme, aucun changement structurel n'a encore vu le jour qui soit en tout cas susceptible de nous garantir contre un retour en arrière. »*

En un mot comme en cent : si l'URSS, plus « transparente » que jamais, ne fait qu'entrer dans la voie de réformes encore nébuleuses, la bataille politique est désormais engagée pour en décider l'issue.

Est-il bien nécessaire de répéter qu'il n'y a pas de « bouleversement du régime », que M. Gorbatchev n'a pas l'intention d'abolir le communisme et que c'est bien « à l'intérieur du système soviétique » qu'il entend relever le défi posé par le déclin des performances et, partant, de la puissance, du crédit intérieur et extérieur de l'URSS ? (7).

(Lire la suite page 10.)

(1) Union léniniste de la jeunesse communiste soviétique.

(2) *Sovietskaïa Koultoura*, 27 janvier 1987.

(3) *Pravda*, 9 février 1987.

(4) Entretien accordé au journal télévisé de la radio-télévision belge d'expression française. L'hebdomadaire *Ogoniok* tire à 1 500 000 exemplaires.

(5) Promoteur de la « déstalinisation » après 1953, N. S. Khrouchtchev avait été démis de ses fonctions lors d'une « révolution de palais », en octobre 1964.

(6) *Literatournaïa Rossia*, n° 13, 1987, organe de l'Union des écrivains de la République fédérative de Russie.

(7) Voir nos articles précédents : « L'URSS au seuil critique », *le Monde diplomatique*, novembre 1982 ; « L'URSS des années 80 : le temps des contradictions », mars 1985 ; « Un vent de fraîcheur souffle sur Moscou », février 1986 ; « URSS : l'heure des réalités vraies », juin 1986.

DANS CE NUMERO :

La véritable menace

Klaus Barbie, dont le procès commence à Lyon, pensait appartenir à la race des seigneurs. Cela l'autorisait à mépriser, à torturer, à déporter. Ses crimes, dont *le Monde diplomatique* rappelle la nature, ne relèvent point d'un passé révolu mais malheureusement d'une « BARBARIE CONTEMPORAINE » *(pages 3 à 5)*, à l'œuvre aujourd'hui encore dans bien des pays. Par exemple, en Afrique du Sud, dans ces « TERRES DE CREPUSCULE » que décrit le romancier J.M. Coetzee *(page 32)*.

TROMPERIES DES MAITRES

Les nazis tentèrent d'édifier une société de maîtres et d'esclaves en usant non seulement de la violence physique mais aussi de la propagande. Certains, aujourd'hui, voient dans la « désinformation » l'arme totale de l'Union soviétique pour asservir la planète. Ils refusent d'accepter les promesses du « PRINTEMPS DE MOSCOU » *(pages 1 et 10). Mais tout n'est pas si simple. Et la frénétique* croisade actuelle est conduite par des officines qui pratiquent elles-mêmes, avec une redoutable efficacité, dans la presse et à la télévision, « L'ART DE LA DESINFORMATION » *(pages 17 à 24)*. Cette pratique généralisée du mentir-vrai désoriente même les Etats; ainsi, à propos du conflit Iran-Irak, peut-on évaluer les « IMPASSES ET FAUX CALCULS DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE » *(pages 6 et 7)*. De même, sur une question capitale comme la sécurité européenne, doit-on, rappelle Michel Jobert, se méfier des « EXERCICES DE PUISSANCES » *(pages 8 et 9)*.

FRAGILES PLURALISMES

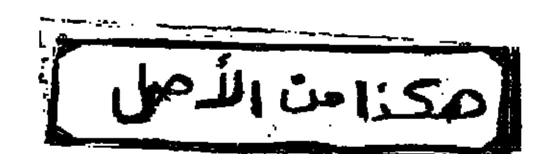
Le régime démocratique devrait être en mesure de protéger les citoyens contre les violences et les mensonges des « maîtres ». Pourtant, à peine rétablis au Sud, ces régimes demeurent la cible de multiples menaces. En Amérique latine, comme l'explique l'écrivain Mario Vargas Llosa, « LA DETTE EST CONTRE LA DEMOCRATIE » *(page 16)*. Tandis que, dans une « AMERIQUE CENTRALE SOUS PRESSIONS », les conflits perdurent *(pages 12 à 15)*. En Asie aussi, « LES MENACES S'ACCUMULENT SUR LA JEUNE DEMOCRATIE PHILIPPINE » alors que la nouvelle Constitution protège, sans hardiesse, les droits de l'homme *(pages 26 à 28)*.

TERRES D'ESPOIR

Parmi ces droits, les plus élémentaires – manger, se loger, se soigner – restent hors de portée du plus grand nombre et leur pratique dépend souvent de « L'EVOLUTION CONFLICTUELLE DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT » *(page 25)*. Celles-ci concernent surtout l'agriculture. Mais le recours à des méthodes importées ne va pas sans conséquences: ainsi aujourd'hui « LE TIERS-MONDE EST VICTIME DU COMMERCE DES PESTICIDES » *(page 33)*. Certains pays, toutefois, réussissent à emprunter des voies originales, comme « LE SINGULIER CHEMINEMENT DU CAP-VERT » *(page 29)* ou la « NOUVELLE FORME DE MOBILISATION SOCIALE AU BURKINA-FASO » *(pages 30 et 31)*.

M 2136-398 - 15 F

Voir le sommaire détaillé page 36.



DEUX HISTORIENS ANALYSENT LE RÈGNE DE LOUIS XIV

Le Roi sans nuages ni soleil

Par ROMAIN D'ERLON

DE toutes les sciences, l'histoire est celle qui entretient les rapports les plus étroits et les plus équivoques avec l'idéologie, entre autres raisons parce qu'elle est, par nature, liée au politique : avant d'être objets de la science historique, le fait, l'événement sont politiques. Quant à l'historien, bien souvent, délibérément ou non, il fait œuvre de combat. Ainsi, sans parler de Michelet, qui n'est pas un historien au sens où on l'entend aujourd'hui et dont toute l'œuvre n'est qu'anathème et passion, l'école historique animée par Ernest Lavisse a contribué par ses travaux à enraciner le régime républicain en France. Inversement, les ouvrages d'hommes comme Jacques Bainville menaient le combat d'arrière-garde de la cause monarchiste. L'historiographie contemporaine, malgré la distance prise par l'école des Annales avec le politique, n'échappe pas au clivage gauche-droite. C'est ainsi que, aujourd'hui encore, nous ne percevons le plus souvent la Révolution française, Louis XIV, Napoléon Ier, Napoléon III (1), pour s'en tenir aux grands événements ou aux grands hommes – qui, par nature, exacerbent les sentiments et suscitent des positions tranchées – que dans le miroir doublement déformant de leur légende noire ou de leur légende dorée.

A cet égard, en ces temps d'anniversaire, il sera intéressant d'observer comment seront célébrés des événements comme le millénaire de la fondation de la monarchie capétienne ou, dans deux ans, le bicentenaire de la Révolution française.

La prise de pouvoir en 987 par Hugues Capet, coup d'Etat dont Yves Sassier se fait l'historien attentif (2), fonde cette monarchie qui, face aux tentatives de substitution dynastique faites au dix-neuvième siècle par les Bonaparte et les Orléans, ne cessera de se proclamer seule « légitime ». Aujourd'hui (mais il y a un siècle, c'est-à-dire hier, ce n'était pas vrai) c'est un événement trop ancien pour provoquer le tumulte dans la République. Il n'en va pas de même pour la Révolution française, sujet éminemment sensible qui continue à diviser historiens et hommes politiques. Telle qu'on voit se dessiner la célébration du bicentenaire, il y a tout à parier qu'on réduira la Révolution à ses principes et à ces quelques années où l'on s'efforça de transformer la monarchie absolue en monarchie constitutionnelle. Mais, sur la république jacobine, sur Robespierre et sur Bonaparte, on jettera d'une main gantée de dégoût un voile pudique. D'ailleurs, s'il est vrai que Danton possède sa statue et sa rue au cœur vivant de Paris, le plus grand et le plus authentique de nos révolutionnaires, Robespierre, n'a rien dans la toponymie de la capitale qui puisse évoquer son souvenir.

redresse les idées fausses ou convenues donnent à ses démonstrations, lorsqu'il s'y livre, une force certaine. C'est, en particulier, le cas sur ces deux points essentiels que sont la nature du pouvoir royal en France au dix-septième siècle et la diplomatie louis-quatorzienne.

La France sous la monarchie absolue est déjà, contrairement à une analyse devenue tellement admise que rien ne pourra en extirper la fausseté dans l'opinion, un Etat de droit, en ce sens



(Roger Viollet)

LOUIS LE GRAND, MÉDAILLE DE 1674.

Mythe ou histoire

AU reste, privilégier 1789 aux dépens de 1793 n'aurait rien d'étonnant dans la perspective nécessairement mythologique qui est celle d'une commémoration officielle où l'unité d'un peuple se recrée à travers des images et des fables valorisantes dans lesquelles il se reconnaît tout entier. Car, lorsque l'histoire n'est pas militante, elle devient souvent mythologie, parce qu'elle est l'un des éléments qui constituent l'identité nationale, structurée dans une mémoire collective. De cette mythologie, façonnée notamment par les manuels scolaires plus que par les travaux universitaires (la différence entre les ouvrages d'Ernest Lavisse et les manuels qui portent son nom est éclairante à cet égard), nous connaissons par cœur l'opéra fabuleux, du cor de Roncevaux à l'appel du 18 juin, de Jeanne au bûcher au soleil d'Austerlitz. En soi, le genre n'a rien de méprisable. Encore faut-il – et c'est là le propre de l'historien – faire le partage entre le mythe et la connaissance historique.

C'est ce que François Bluche a voulu faire dans son monumental Louis XIV (3) : Voltaire, le premier de nos historiens au sens moderne de ce mot, est, avec son Siècle de Louis XIV, à l'origine de la légende dorée de « Louis le Grand » ; Ernest Lavisse est l'un des propagateurs les plus intelligents de la légende noire (4) ; François Bluche, lui – et c'est ce qui fait l'intérêt majeur de son livre – s'efforce, sans toujours éviter la polémique, de nous montrer un roi nu de toute légende. Ainsi nous donne-t-il de Louis XIV une image plus attachante et plus humaine que la statue froide et altière que le Grand Roi prit soin de façonner lui-même pour ses contemporains et pour la postérité et dont Rigaud a laissé un fidèle reflet dans ses portraits.

Il ne faut pas exiger de cette étude imposante ce qu'elle n'est pas tenue de nous offrir. Il s'agit, en effet, d'une biographie et non d'un tableau de la France à l'époque de Louis XIV comme Pierre Goubert en a établi un voilà plusieurs années (5). Il est donc naturel que François Bluche ait centré son propos sur la personne du roi et sur les aspects principaux de sa politique, n'abordant que lorsque c'est nécessaire l'histoire économique, financière ou sociale de la France au dix-septième siècle. En revanche, on peut regretter que l'auteur ait à ce point privilégié le récit aux dépens de l'analyse. En effet, la connaissance qu'a de son sujet ce spécialiste de l'Ancien Régime, et la sagacité avec laquelle il

que le roi ne peut, comme voudrait le faire croire une formule bien connue mais mal comprise, agir selon « son bon plaisir ». Monarque de droit divin, il doit dans son action se conformer aux principes de la doctrine chrétienne avec comme but et comme crainte ultimes le fait qu'il devra, un jour, rendre compte à Dieu, dont procède son pouvoir. Même si cette conception peut paraître exotique aujourd'hui, elle n'en constitue pas moins un frein, dont nous avons du mal, de nos jours, à apprécier l'efficacité, à ce qu'il est convenu d'appeler l'arbitraire royal. Mais surtout, le roi est limité dans l'exercice de son pouvoir par la nécessité de respecter les « lois fondamentales » qui sont, bien qu'elles ne soient pas toutes écrites, l'équivalent approximatif de notre Consitution et l'équivalent exact de ces lois et coutumes qui aujourd'hui encore tiennent lieu de Constitution au Royaume-Uni, puisque celle-ci n'existe pas sous la forme d'un texte normatif unique.

Certes, il n'y a pas à l'époque de Lous XIV de juridiction chargée de faire respecter la légalité des règlements ou de veiller à la constitutionnalité des lois. Mais il existe depuis fort longtemps, depuis Philippe le Bel au moins – et c'est pourquoi la France est, à cet égard, le premier pays au monde à se constituer en Etat de droit, – des juristes, les « légistes », qui précisent la portée des lois fondamentales, définissent ce qu'est le pouvoir royal, et par là même insèrent son exercice dans un cadre juridique. De plus, dans les faits, il existe des contre-pouvoirs qui excipent de ces lois fondamentales pour limiter le pouvoir du roi. Or ces contre-pouvoirs, qu'ils soient institutionnels (le Parlement de Paris) ou sociaux (les Grands, la noblesse), Louis XIV ne les a pas détruits, contrairement à une légende répandue par Saint-Simon et curieusement reprise par l'historiographie du dix-neuvième siècle. On les retrouve, actifs et puissants, tout au long du dix-huitième siècle et ils finiront par avoir raison de la monarchie absolue.

Ainsi le roi de France n'est-il pas le Grand Turc, et ses contemporains se plaisent à opposer, dans une antithèse rapide mais opératoire, la monarchie française au despotisme oriental, analysé à travers la définition que donnaient de la tyrannie les auteurs de l'Antiquité : un régime où la seule règle est le caprice, la passion du prince.

Même en politique extérieure, par excellence « domaine réservé » du roi, et contrairement à des légendes tenaces fondées sur des propos apocryphes passés dans la vulgate de la mythologie nationale (« l'Etat c'est moi » ou « j'ai trop aimé la guerre »), François Bluche a beau jeu de montrer que ce n'est pas la passion mais la raison qui inspire les décisions royales. Car il faut se garder de juger d'après les critères qui sont les nôtres et qui n'étaient pas ceux du dix-septième siècle. De nos jours, seule la guerre défensive est considérée comme légitime. A l'époque de Louis XIV, la politique extérieure des Etats est fondée explicitement, et non pas hypocritement comme aujourd'hui, sur des rapports de forces et la guerre est l'un des moyens, parmi beaucoup d'autres (comme le recours aux espèces sonnantes et trébuchantes pour former des alliances), qu'on utilise en toute légitimité pour modifier ces rapports de forces à son profit. Chaque Etat, à commencer par l'Angleterre et les Provinces-Unies, les deux grandes puissances rivales de la France, mène donc en toute bonne conscience une politique qu'on qualifierait aujourd'hui d'impérialiste. Les guerres de Louis XIV ne doivent rien à l'on ne sait quelle passion belliqueuse, qui s'exprimait bien davantage chez son adversaire le plus opiniâtre, Guillaume d'Orange, mais elles s'inscrivent dans le cadre d'une politique multi-séculaire et qui consiste, non pas du tout à donner à la France des « frontières naturelles », conception qui ne peut avoir de sens au dix-septième siècle et qui ne sera théorisée que sous la Révolution, mais à unifier le territoire troué d'enclaves étrangères et à éloigner la menace permanente qui pèse sur Paris en reculant les frontières du Nord et de l'Est. Rappelons qu'au début du règne de Louis XIV celles-ci suivent, très grossièrement, une ligne Somme-Meuse-Saône-Rhône : Lille, Sedan, Nancy, Strasbourg, Besançon ne sont pas des villes françaises. Vauban infléchit, du reste, dans un sens défensif, cette politique du « pré carré » en entourant le royaume d'une ceinture de places fortes dont l'efficacité se révélera redoutable à court terme (le territoire ne sera plus envahi jusqu'en 1792), mais dont on peut discuter les effets à long terme. En effet, si l'on considère l'histoire des relations internationales depuis le traité d'Utrecht de 1713, tout se passe comme si, en créant cette frontière artificielle qui doit tout aux circonstances et rien aux délimitations naturelles ou linguistiques, Vauban avait, dans l'esprit des gouvernants français et étrangers, tracé pour jamais les limites de la France : toute tentative pour les modifier paraîtra désormais superflue aux premiers et illégitime aux seconds. En 1815, c'est à peu près aux frontières de Vauban que la France est ramenée.

On a peine aujourd'hui à considérer que la diplomatie louis-quatorzienne était particulièrement modérée. Tel fut pourtant le cas. Il suffit pour s'en convaincre de songer à la puissance démographique, militaire, financière, dont disposait la France dans l'Europe du dix-septième siècle : elle était comparable, image grossière mais éloquente, à celle que détenait l'Allemagne hitlérienne à la veille de la seconde guerre mondiale. C'est tout dire.

Fouquet : une victime expiatoire

C'EST une autre question controversée du règne de Louis XIV que Daniel Dessert étudie dans son dernier livre (6). Après avoir retracé l'ascension de la famille Fouquet et de son plus illustre rejeton, l'auteur examine avec minutie ce qu'on a coutume d'appeler l'« affaire Fouquet ». Celle-ci revêt deux aspects, l'un financier, l'autre politique.

L'analyse du premier se développe, en quelque sorte, en marge du magistral Argent, pouvoir et société au Grand Siècle (7) que Daniel Dessert nous a donné, il y a peu – un de ces livres fondamentaux comme il n'en paraît pas tous les dix ans et où l'auteur avec une intelligence remarquable démontait tous les rouages de ce qu'il nomme le « système fisco-financier » de l'Ancien Régime.

Daniel Dessert n'a pas de mal à montrer que ce n'est pas Fouquet qui est coupable, mais le système fisco-financier – dont le surintendant des finances n'est que l'un des plus brillants produits – qui est vicieux. L'essentiel est cependant ailleurs : lorsque à la mort de Mazarin, Louis XIV déclare vouloir gouverner personnellement, il entend rompre avec le système incarné par le cardinal. L'« affaire Fouquet » est le signe le plus éclatant de cette rupture : il ne fallait pas que le règne personnel du jeune roi fût souillé à ses débuts par quelque scandale financier hérité de la gestion précédente. Un bouc émissaire était nécessaire. Ce fut Fouquet. Louis XIV n'a pas renvoyé Mazarin : il n'a pas tué son père politique, attendant que celui-ci meure de sa bonne mort. Mais il a frappé à travers son protégé Fouquet ce que représentait Mazarin : un premier ministre de fait, tout-puissant, ayant une conception toute personnelle de la gestion des finances publiques et coupable, en définitive, après avoir été la cause immédiate du déclenchement de la Fronde, d'avoir trop bien réussi à la maîtriser... A la naissance d'un grand pouvoir, il faut toujours une grande victime : Louis XIV a fait condamner Fouquet comme Napoléon a fait exécuter le duc d'Enghien, non pas que, dans l'un et l'autre cas, les victimes, sans être tout à fait innocentes des crimes qu'on leur reprochait, fussent plus coupables que d'autres, mais parce que la logique même du pouvoir exigeait qu'elles fussent sacrifiées.

C'est là ce que ne veut pas voir Daniel Dessert, qui, tout à son ardeur de réhabiliter Fouquet, est poussé à dénigrer systématiquement Colbert, coupable d'avoir désigné le surintendant au roi comme victime expiatoire. Comme si la justice rendue au premier devait s'exercer au détriment du second. Certes, on sait depuis les travaux de J.-L. Bourgeon (8) et de J. Meyer (9), notamment, que Colbert n'était pas le ministre modèle qu'Ernest Lavisse a créé de toutes pièces pour mieux faire ressortir la noirceur de Louis XIV. Mais l'histoire ne doit pas céder à la tentation trop simple de l'antithèse manichéenne de l'ombre et de la lumière. Fouquet et Colbert faisaient carrière sous le même prince. Leurs ambitions se contrariaient. Le second, cynique et retors, a assis son pouvoir sur la perte du premier et a ensuite créé avec beaucoup d'intelligence sa légende de ministre industrieux, zélé, soucieux du bien public. Ce procédé se rencontre tous les jours dans les allées du pouvoir. Encore Colbert ne disposait-il pas de la télévision pour donner aux populations ébahies une image béatifiée de sa personne.

(1) Sur Napoléon III, on lira avec profit le livre récent de Louis Girard, spécialiste du Second Empire, qui traite avec une grande sûreté d'analyse et une parfaite sérénité d'esprit de l'un des personnages les plus haïs de l'histoire de France : Napoléon III, Fayard, Paris, 1986, 560 pages, 150 F.

(2) Yves Sassier : Hugues Capet, Fayard, Paris, 1987, 364 pages, 98 F.

(3) François Bluche : Louis XIV, Fayard, Paris, 1986, 1 040 pages, 180 F.

(4) Ernest Lavisse : Histoire de France illustrée, tomes VII et VIII, Louis XIV, Paris, 1911.

(5) Pierre Goubert : Louis XIV et vingt millions de Français, Fayard, Paris, 1966.

(6) Daniel Dessert : Fouquet, Fayard, Paris, 1987, 412 pages, 99 F.

(7) Daniel Dessert : Argent, pouvoir et société au Grand Siècle, Fayard, Paris, 1984, 832 pages.

(8) J.-L. Bourgeon : les Colbert avant Colbert, Paris 1973.

(9) J. Meyer : Colbert, Paris, 1981.

CORRESPONDANCE

« La seconde mort de l'industrie lourde »

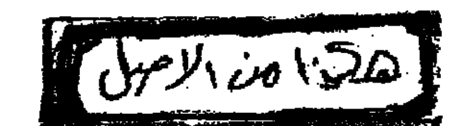
Auteur d'un article paru dans le numéro de la revue Tiers Monde consacré à « La nouvelle industrialisation du tiers-monde », M. Marc Humbert conteste la manière dont Alain Lipietz a présenté ses thèses dans le numéro de février 1987 du Monde diplomatique (« La seconde mort de l'industrie lourde », page 35). Il relève en particulier cette phrase : « Le système industriel mondial dicte sa loi (...), les sociétés locales doivent chercher à s'y insérer », qui, dit-il, résume mal sa pensée.

M. Humbert invite le lecteur à se référer à son propre texte (nº 107 de la revue Tiers Monde), notamment ce passage : « Le point de départ est la situation concrète où le pays se trouve, non seulement dans sa dimension industrielle, mais dans toutes les dimensions du système socio-économique national, d'une société d'hommes. Il faut faire converger toutes les forces vives de cette société pour un cheminement progressif, seule manière d'être endogène, vers le projet commun, ce qui doit indubitablement produire une autre société dont les structures et le fonctionnement auront changé. »

Klaus Ba…

Un nazi id…

Par GUY MOREL et JEAN-JACQUES GUINCHARD



Klaus Barbie, ou la barbarie contemporaine

Un procès d'aujourd'hui

TROP de sottises ont déjà été écrites à propos de l'Occupation, de la Résistance, de l'épuration. Bien d'autres vont encore être déversées, à pleins flots, lors du procès de Klaus Barbie, qui s'ouvre ce mois-ci à Lyon.

Et d'abord celle-ci, pétrie de bons sentiments, mais qui porte la marque d'une stupéfiante inconscience : le procès Barbie, dit-on, doit être une *« leçon d'histoire » pour les jeunes générations*, auxquelles il révélera toute l'horreur du nazisme. L'ignoreraient-elles ? Cela voudrait dire qu'elles n'ont pas vu le film d'Alain Resnais, *Nuit et Brouillard*, pas lu tant d'admirables témoignages de résistants et de rescapés des camps nazis. Ce qui ne pourrait que mettre en cause une culture frivole, un enseignement désincarné, des familles sans mémoire, une industrie médiatique axée sur la facilité, le gadget, la médiocrité, la vulgarité. Autant de circonstances qui peuvent atténuer, mais non pas effacer, la responsabilité de ces jeunes générations. Impardonnable. Quelques semaines de procès ne suffiront pas à inverser le courant.

L'inconscience va plus loin encore. Considérer le procès Barbie comme une leçon d'histoire, ce serait supposer que les arrestations arbitraires, la négation systématique des droits de la défense, la pratique généralisée de la plus bestiale torture, l'extermination massive, etc., appartiennent à un passé bien révolu. Comme le supplice de Jeanne d'Arc, les dragonnades ou les crimes de l'Inquisition — quelques lignes dans les bons manuels. Ou comme le sang versé sous la Terreur, qui, bicentenaire oblige, intéresse des historiens en mal de démonstration mais peu concernés par les archives de la période 1939-1945...

Or le dossier Barbie n'est pas un dossier d'hier. Le « boucher de Lyon » va certes être jugé, par le tribunal, pour des crimes qu'il a commis en France entre 1942 et 1944 pour le compte des nazis, mais il travailla ensuite pour les services de la démocratie américaine en Allemagne, puis, avec des complicités s'étendant jusqu'au Vatican, transporta sa « boucherie » en Bolivie, au profit d'abominables dictateurs considérés avec indulgence par des Etats libéraux, à la fois inventeurs des droits de l'homme et exportateurs d'armes ou d'équipements policiers volontiers fournis aux émules contemporains de Himmler. Des crimes d'hier aux crimes d'aujourd'hui, une parfaite continuité, la poursuite ininterrompue d'une seule et même activité, avec les mêmes méthodes, le même féroce acharnement. L'histoire du nazisme ne s'est pas arrêtée un beau jour de mai 1945. L'effondrement du régime hitlérien n'a pas mis fin aux pratiques de la Gestapo. La peste brune a simplement contaminé d'autres parties du monde. Pour les citoyens observant le procès de Lyon, impossible de juger les crimes d'hier en ignorant les crimes d'aujourd'hui. Commis par Klaus Barbie ou par ses semblables, Allemands d'origine, comme Walter Rauff, qui continua de défendre l'« Occident » dans les polices du Portugal puis du Chili, ou ressortissants d'autres pays, qui perfectionnèrent au-delà de toute imagination humaine les techniques de leurs maîtres.

Voilà quarante-deux ans que la Gestapo est morte. Elle se survit aujourd'hui même dans l'appareil répressif de Pinochet, si digne dans son superbe uniforme lorsqu'il reçoit filialement la bénédiction de Jean-Paul II. Hier encore, elle débordait d'activité en Argentine, dans le pieux silence des évêques, qui préféraient oublier la fin tragique de l'un d'eux, Mgr Angelelli, assassiné en 1976. Le nazisme a régné douze ans, la dictature brésilienne vingt-quatre ans — et la plupart de ses



(Roger Viollet)

DES RÉSISTANTS FRANÇAIS AVANT LEUR EXÉCUTION
Ailleurs, actuellement, les mêmes méthodes, la même férocité

tortionnaires échapperont à toute justice. Selon nos libéraux, démocratie politique et économie de marché cheminent de pair, se confortant mutuellement. En combien de pays fleurissent en même temps capitalisme et barbarie policière au quotidien ? Le procès Barbie, leçon d'histoire ? Oui, à condition de ne pas gommer l'histoire la plus actuelle.

Si l'on arrête l'« histoire » à ce jour de 1944 où Klaus Barbie s'enfuit de Lyon, alors son procès peut apparaître, aux yeux des jeunes générations, comme un tardif règlement de comptes. Si l'on rappelle que, à la faveur d'un effondrement économique, Hitler fut porté au pouvoir par le suffrage universel, force est alors de s'interroger sur la fragilité des précieuses démocraties d'aujourd'hui. Les présidents Alfonsin et Sarney ont raison de répéter, sur tous les tons, que la survie de leurs toutes jeunes démocraties parlementaires est plus importante que le remboursement des dettes fabuleuses contractées par les dictateurs militaires qui les ont précédés. L'Europe et l'Amérique du Nord, les banques commerciales et le FMI peuvent-ils comprendre pareille leçon d'histoire ? *(voir page 16 l'article de Mario Vargas Llosa)*.

Que Me Paul Vergès ne cherche ici aucun argument dont il prétendrait servir sa cause délirante. Il n'aura rien prouvé lorsque, documents à l'appui, il aura rappelé ce que chacun sait : les démocraties n'ont pas toujours les mains pures. Les crimes de Barbie et des tortionnaires chiliens, argentins, brésiliens, etc., ont été commis au nom d'une doctrine d'État — doctrine nazie, doctrine dite de « sécurité nationale » — conçue pour renforcer un pouvoir absolu, discrétionnaire. Les crimes qui parfois, hélas !, souillent l'honneur des démocraties sont au contraire commis en violation des principes mêmes de l'Etat (1), prisonnier de ses propres faiblesses au point de ne plus savoir faire respecter sa propre loi. L'Etat libéral n'en est pas pour autant innocenté. Il doit au contraire y puiser une raison supplémentaire de placer les valeurs démocratiques en tête de ses priorités, de se montrer intraitable à l'égard de toutes les atteintes aux principes qui le légitiment.

Il se trahit lui-même lorsque, porté par l'idéologie sécuritaire qu'il exploite à des fins électorales, il préfère l'ordre à la justice. Il se trahit encore et s'expose aux pires épreuves lorsqu'il privilégie sa propre tranquillité, comme le firent les démocraties européennes entre 1933 et 1939, ou l'isolationnisme américain jusqu'à Pearl-Harbour, fin 1941. Il se trahit aujourd'hui lorsqu'il s'associe à des régimes antidémocratiques, qui couvrent leurs crimes du sanglant manteau de l'anticommunisme, ou lorsqu'il fait passer un sordide affairisme avant le respect des seules valeurs propres à la démocratie. Il renonce à quelque chose d'essentiel lorsqu'il croit trouver dans la dénonciation des crimes de l'adversaire une atténuation ou une excuse de ses propres faiblesses.

Un tel confusionnisme s'étale sous nos yeux, aujourd'hui. Rendant compte de deux ouvrages consacrés à l'Occupation, le *Times Literary Supplement* (2) écrit par exemple : à Clermont-Ferrand, les ouvriers et la direction des usines Ducellier et Michelin *« devraient-ils porter tort à leurs moyens d'existence ?... Leur responsabilité à l'égard de leurs familles n'a-t-elle pas priorité sur leur responsabilité à l'égard d'abstractions comme la nation ou le patriotisme ? »*. Un aussi médiocre prosaïsme, exprimé en 1987, tendrait à justifier honteusement l'attentisme qui prévalut en 1940-1944, et il donnerait maintenant raison à ceux qui vont répétant *« Rather red than dead »* (Plutôt rouge que mort). Et comment ose-t-on parler d'*« abstractions »* quand étaient en question la trop réelle présence des troupes nazies, la trop concrète disparition, sous nos yeux, de juifs et de résistants ?

A ce confusionnisme s'ajoute une permanente volonté de salir la Résistance, qui, d'après *Newsweek* (3), effectua à la Libération *« une purge qui fut uniformément vindicative et souvent injuste »*. Certains historiens (4) portent sur l'épuration un jugement plus réaliste. Comment ne pas souhaiter que tant de commentateurs qui se montrent si légers aient un jour l'occasion, pris dans des circonstances comparables à celles de l'Occupation, de faire preuve d'un courage au moins égal à celui des résistants que, du fond de leur bibliothèque, bien calés dans leur fauteuil, ils jugent si sévèrement...

CLAUDE JULIEN.

(1) Cf. Henri Noguères, *La vérité aura le dernier mot*, Seuil, Paris 1985.

(2) 3 avril 1987.

(3) 20 avril 1987.

(4) Voir par exemple Herbert R. Lottman, *The People's Anger : Justice and Revenge in Post-Liberation France*, Hutchinson 1987.

LE VISAGE SOUS LE MASQUE

Un nazi idéaliste, anticommuniste, irréprochable...

Par GUY MOREL *
et JEAN-JACQUES GUINCHARD

« L'*ADJUDANT BARBIE est un camarade sans reproche.* (...) *Son comportement en tant que SS, aussi bien dans son travail qu'en dehors, est irréprochable* (1). » *« Il est plein d'un parfait sang-froid et sans peur. Il est profondément anticommuniste et c'est un nazi idéaliste* (2). » Sept années séparent ces deux citations, et Klaus Barbie n'a donc rien perdu de l'estime de ses supérieurs. La hiérarchie SS de 1940 et l'officier traitant américain de 1947 sont d'accord. Barbie n'a pas changé, et ne changera pas au long des quarante ans de sa carrière, de l'Allemagne à la Bolivie.

Son parcours est l'une de ces « résistibles ascensions » dont le nazisme est à la fois l'instrument et le résultat. Né en 1913, grandi dans la rancœur de la défaite, Barbie trouve dans le NSDAP de Hitler, parvenu au pouvoir l'année de ses vingt ans, la chance historique sans laquelle il n'aurait rien été. Evoquant aujourd'hui sa vie d'adolescent, fils d'un modeste instituteur de Trèves qui serait mort des suites d'une blessure de guerre, il parle d'études auxquelles il aurait dû renoncer, avec ce ton d'apitoiement sur soi qui lui est coutumier et qui n'est peut-être pas un simple et indécent trait de caractère.

Point de départ de son itinéraire, l'adhésion aux Jeunesses hitlériennes à dix-huit ans, et surtout l'engagement comme auxiliaire bénévole du Sicherheitsdienst (SD), le puissant service de renseignement de la SS, qui le charge d'espionner les milieux catholiques dont il est issu. Infiltration et délation, en échange d'une hypothétique promesse d'études de droit.

En 1935, Barbie appartient au SD et apprend son métier à Berlin, à la préfecture de police de l'Alexanderplatz. Technique des enquêtes, des interrogatoires, qu'il met à profit lors de sa première étape professionnelle en Hollande occupée, où il a pour mission de réprimer les mouvements de résistance et de participer à l'encerclement et à la déportation des juifs, tâche où son sadisme se manifeste déjà. Son succès lui vaut une promotion au grade de lieutenant et son affectation au KdS (Kommando de la Sipo-SD) de Lyon, en novembre 1942. Tout est en place pour deux ans de terreur.

Klaus Barbie, policier nazi. On comprend aisément ses efforts, quarante ans après, pour gommer l'adjectif de sa douteuse carte de visite, pour se faire passer surtout pour un policier efficace. Mais c'est peut-être bien là le défaut de sa cuirasse. Bon flic, Barbie ?

Dans le cadre d'un Etat de droit, le policier compétent règle ses techniques sur l'identité et le format de son adversaire — gangster, délinquant en col blanc, petit voleur... Rien de tel chez un Barbie qui attaque avec la même brutalité toutes ses cibles : un ouvrier, un ingénieur (Max Barel, résistant communiste mort sous la torture), un professeur au Collège de France (le professeur Gompel, mort dans la « baraque aux juifs » du fort Montluc), un homme ou une femme (Lise Lesèvre, dont le cas a été *in extremis* joint aux chefs d'inculpation). Elle doit lui paraître naïvement légaliste, cette admiration dont témoigne aujourd'hui son éphémère patron américain Dabringhaus pour la formation dispensée en Angleterre pendant la guerre aux officiers alliés, formation très efficace qui excluait tout recours à la violence physique (3).

Criminel crapuleux, sans fanatisme

AUTRE tache sur la réputation professionnelle du policier Barbie : une constante criminelle, qui se révèle d'abord dans ses fréquentations. Les autorités nazies enjoignaient à leurs subordonnés dans les pays occupés de tisser un réseau de *Vertrauensleute*, « gens de confiance » représentatifs de tous les milieux sociaux, élites comprises (4). Sur ce point, Barbie doit admettre qu'il n'a pas respecté les directives, frayant surtout, sinon exclusivement, avec une faune de criminels comme les gangsters pseudo-politiques du Mouvement national antiterroriste (MNAT), membres de *« son armée privée, forte de cent vingt hommes* (5) », dans le cadre d'une véritable division du travail et aussi du butin. Ainsi, en même temps qu'un boucher, Barbie se révèle, plus profondément encore, un *Gauner*, c'est-à-dire un criminel crapuleux de bas étage.

Mais le portrait ne serait pas complet si l'on ne cernait pas le nazisme de Klaus Barbie. Fanatique ? Pas au sens habituel. Aucun tragique wagnérien, aucun apocalyptisme chez cet homme pourtant intimement identifié au projet national-socialiste. Son credo politique s'est apparemment réduit à une imprégnation qu'il n'éprouve pas le besoin de proclamer. D'autres nazis plongeaient dans le délire idéologique ; d'autres encore, tel Eichmann, l'administrateur du génocide, se conformaient à une norme d'*« hommes de devoir »* au service de la *« banalité du mal »* (6). L'histoire de Klaus Barbie est celle d'un individu plutôt quelconque qui a mis au service de ses propres intérêts l'extraordinaire et effrayante rigidité dont l'idéologie avait blindé sa personnalité.

Il n'a jamais été le SS de la légende, athlétique et incorruptible, sanglé dans son uniforme noir. Au physique, il a de son propre aveu souffert au cours de ses classes à l'école SS de Berneau. C'est précisément parce qu'il menait presque toujours en civil ses interrogatoires que ses victimes ont pu plus tard l'identifier. Enfin, malgré affabulations et blessures, il ne s'est « illustré » que sur le seul « front » lyonnais, ce qui le prive du poncif de l'argumentaire des criminels de guerre, tuer ou être tué.

Echantillon de son assimilation du nazisme, son antisémitisme, si l'on ose dire, « normal ». Car si, en marge de la répression politique, Barbie n'a jamais mesuré sa contribution au génocide — rafles de Hollande, déportation des enfants d'Izieu, etc. — il ne s'est pas signalé par des déclarations frénétiques. C'est à l'ensemble de ceux qu'il a trouvés sur sa route qu'il a refusé toute humanité, résistants ou non, juifs ou non, adultes ou enfants.

Dernier trait révélateur, cette tendance à se présenter comme une victime. Ce tortionnaire affirme avoir souffert de la guerre, physiquement et par la séparation familiale qu'elle lui a imposée. Pur cynisme ? Certes, mais bien plutôt signe qu'il avait totalement intégré les mécanismes mentaux inculqués aux SS : le coupable, c'est la victime, quoi qu'on lui ait fait subir. Hannah Arendt a mis en lumière à propos d'Eichmann le résultat de ces exercices d'anesthésie de la conscience morale, finalement inversée en pitié que le nazi s'accorde à lui-même. C'est le même système qui fonctionne lorsque Barbie dit à la mère de Simone Lagrange, en lui rendant sa fille *« le visage déchiré (...), la lèvre fendue (...), couverte de sang » : « Eh bien, voilà, vous pouvez être fière de vous !* (7) », et lorsqu'il se plaint dans l'avion du retour en France d'être sale et mal habillé.

Il reste à retracer le sillage sanglant d'un tel homme dans la région de Lyon, en deux années dont le bilan tient en trois chiffres : 4 342 meurtres, 7 591 déportations, 14 311 arrestations suivies de tortures (8), auxquels il faut ajouter les pillages et les incendies, une manie de Barbie en campagne.

Un classement par « spécialités » des activités de Barbie sera plus parlant qu'une chronologie, sans même prétendre à l'exhaustivité :

— arrestation de résistants ou de suspects, dans le cadre de sa spécialité policière, accompagnées de tortures (Jean Moulin et ses compagnons à Caluire le 21 juin 1942 ; le professeur Gompel, décédé le 3 février 1944, arrêté trois jours plus tôt ; Lise Lesèvre le 13 mars 1944 ; Max Barel, le 6 juillet 1944...), rafles comme aux ateliers SNCF d'Oullins le 9 août 1944 (deux morts, plusieurs arrestations) ;

— déportations dans le cadre du génocide : rafle de l'Union générale des israélites de France (84 déportations le 9 février 1943), déportation de 44 enfants et 7 adultes de la colonie d'Izieu le 6 avril 1944, organisation du dernier convoi mixte (650 déportés juifs et résistants) le 11 août 1944 ;

— opérations militaro-policières menées avec la Milice ou la Wehrmacht : 25-30 novembre 1943, « Saint-Barthélemy » grenobloise après une manifestation patriotique ; « Pâques sanglantes » de Saint-Claude (Jura), du 7 au 13 avril 1944 (11 massacrés, 307 déportés) ;

— assassinats et massacres purs et simples : celui du commissaire Cros, qui avait laissé s'échapper des résistants, le 8 juin 1943 ; 8 personnes massacrées le 4 octobre 1943 puis 22 otages le 10 janvier 1944 à l'Ecole de santé de Lyon ; 5 fusillés place Bellecour le 27 juillet 1944 ; 109 morts à Bron les 17, 18 et 21 août, 120 à Saint-Genis-Laval le 20 août 1944.

Enfin, c'est sous l'autorité de Barbie que, du 21 avril au 10 août 1944, 351 détenus de Montluc furent tirés de leurs cellules et exécutés, pour la plupart sur un bord de route (9). Il en fut de même pour 42 juifs de mai à août (10). Le sort de 1 400 détenus reste à ce jour indéterminé. Ni déportés ni libérés, ils reposent probablement dans des charniers qui n'ont pas encore été découverts.

Tel est le bilan de l'ère Barbie. Par l'effet de lenteurs parfois complaisantes, ou de celles d'une justice qui, elle, n'a rien de sommaire parce qu'elle est celle d'un Etat de droit, Klaus Barbie n'aura à répondre que de la partie émergée de ses crimes. Mais pour le reste, par-delà la prescription juridique, la mémoire est une obligation morale et historique.

* Auteur de *Barbie, pour mémoire*, Editions de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, Paris, 1986.

(1) Rapport cité par Ladislas de Hoyos, *Barbie*, Laffont 1984, p. 21.

(2) Rapporté par Erhard Dabringhaus, *l'Agent américain Klaus Barbie*, « Les révélations de l'officier du contre-espionnage américain chargé de contrôler les activités du criminel nazi », trad. fr. Pygmalion/Gérard Wattelet, 1986.

(3) Dabringhaus, *op. cit.*, p. 98.

(4) De Hoyos signale une circulaire envoyée par le SD en 1937 : *« Chaque chef de poste doit tendre à s'assurer le concours d'un ou plusieurs hommes de confiance dans sa région. Chacun de ces agents aura lui-même des informateurs qui ne devront, à aucun prix, savoir qu'ils travaillent pour nous. Qui peut devenir V.-Mann ? Chaque homme disposant d'un minimum de culture, de bon sens, d'objectivité, de logique »*. *Op. cit.*, p. 32. Cette institution initialement destinée à l'Allemagne fut étendue aux pays occupés.

(5) Tom Bower, *Klaus Barbie : itinéraire d'un bourreau ordinaire*, trad. française, Calmann-Lévy, 1984, p. 55.

(6) Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem, Rapport sur la banalité du mal*, trad. française, Gallimard, 1964.

(7) Bower, *op. cit.*, p. 61 : les deux parents de Mme Lagrange ont été tués à Auschwitz.

(8) Chiffres établis au procès de la Gestapo de Lyon en 1954.

(9) *Source :* Office des anciens combattants et victimes de guerre.

(10) Selon une liste établie par Mme Beate Klarsfeld.

KLAUS BARBIE OU LA BARBARIE CONTEMPORAINE

La terreur comme système

– 16 septembre 1941 : ordonnance secrète du maréchal Keitel, chef suprême de la Wehrmacht : *« Il faut avoir en vue que la vie humaine dans les pays intéressés* [occupés] *n'a aucune valeur dans la majorité des cas et qu'un effet de terreur ne peut être obtenu qu'à l'aide de mesures exceptionnellement cruelles »* ; tout acte de résistance sera désormais considéré comme d'origine communiste ; pour tout soldat allemand tué, cinquante à cent « communistes » seront exécutés.

– 7 décembre 1941 : décret « Nacht und Nebel » (Nuit et brouillard) : tout accusé non condamné à mort sera déporté en Allemagne, et aucune information ne doit plus être donnée sur son sort.

– 12 juin 1942 : ordonnance de Himmler systématisant l'application du « troisième degré » – privation de nourriture, de sommeil, exercices épuisants, flagellation, supplice de la baignoire, torture électrique, etc. – aux catégories de prisonniers suivantes : *« communistes, marxistes, Témoins de Jéhovah, saboteurs, terroristes, membres des mouvements de résistance, agents parachutés, éléments antisociaux, réfractaires ou vagabonds polonais et soviétiques »*.

On sort à l'évidence du cadre du « crime de guerre », de la « bavure » commise sur le champ de bataille. Otages, déportations, tortures : c'est le *« crime contre l'humanité »* qui est désormais programmé.

Que fait-on des femmes et des enfants ?

« Je vous demande avec insistance d'écouter simplement ce que je dis ici en petit comité et de ne jamais en parler. La question suivante nous a été posée : *« Que fait-on des femmes et des enfants ? »* – Je me suis décidé et j'ai là aussi trouvé une solution évidente. Je ne me sentais, en effet, pas le droit d'exterminer les hommes – dites, si vous voulez, de les tuer ou de les faire tuer – et de laisser grandir les enfants qui se vengeraient sur nos enfants et nos descendants. Il a fallu prendre la grave décision de faire disparaître ce peuple de la terre. Ce fut pour l'organisation qui dut accomplir cette tâche la chose la plus dure qu'elle ait connue. Je crois pouvoir dire que cela a été accompli sans que nos hommes ni nos officiers en aient souffert dans leur cœur ou dans leur âme. Ce danger était pourtant réel. La voie située entre les deux possibilités : devenir trop dur, devenir sans cœur et ne plus respecter la vie humaine, ou bien devenir trop mou et perdre la tête jusqu'à en avoir des crises de nerfs – la voie entre Charybde et Scylla est désespérément étroite. »

Himmler, discours de Posen devant les Reichsleiter et les Gauleiter, 6 octobre 1943, in *Discours secrets*, trad. fr., Gallimard, Paris 1978, page 168.

La police française et les SS

« Messieurs les secrétaires généraux et préfets,

» Je suis vraiment heureux de vous saluer ici comme invités en présence de mes camarades de la SS et de la police, et j'espère que vous allez passer quelques heures en conversation agréable avec eux (...).

» Après les quelques entretiens que j'ai eus avec le secrétaire général Bousquet, j'avais le sentiment que sous sa conduite énergique le travail de la police française pourrait encore être sensiblement augmenté. Ayant obtenu sa pleine force de réalisation, la police française doit, sous sa propre responsabilité, contribuer à la lutte contre nos ennemis communs – communistes, terroristes, saboteurs – de concert avec les forces de la SS et de la police sous mes ordres.

» J'ai pris la résolution de fixer par écrit les directives générales d'une collaboration, la limitation des tâches respectives, ainsi que les possibilités de mon aide pour la réorganisation de la police française. Je me réjouis que M. le secrétaire général Bousquet ait approuvé ma décision, de sorte que pour vous, MM. les préfets, et pour vous, mes commandants, les questions d'une collaboration de la police sont nettement réglées.

» Pour terminer, je constate que les hommes de la police française se sont montrés ces derniers temps particulièrement courageux et énergiques dans la lutte *contre nos ennemis communs, même au prix du sang* (...). »

Allocution prononcée le 8 août 1942 par Oberg, devant les préfets régionaux, les intendants de police et les officiers des KDS (accords Bousquet-Oberg).

Nuremberg 1945 – Paris 1986

Le crime contre l'humanité se caractérise essentiellement par les éléments suivants :

L'auteur du crime contre l'humanité doit avoir agi dans le cadre de son adhésion à une politique d'hégémonie idéologique, telle que l'idéologie nationale-socialiste du IIIe Reich. Son mobile doit être spécial, alors que le crime de guerre exige seulement l'intention coupable.

Le fait constitutif du crime contre l'humanité doit entrer dans l'énumération des atteintes à la personne physique donnée par l'art. 6 (c) du statut de Nuremberg : assassinat, extermination, réduction en esclavage, déportation et tous autres actes inhumains ou persécution, ce qui le différencie essentiellement des crimes de guerre qui, selon notre législation, sont constitués par tous crimes ou délits de droit commun non justifiés par les lois et coutumes de guerre.

Les victimes de crimes contre l'humanité doivent appartenir à une collectivité raciale ou religieuse persécutée au nom d'une politique d'hégémonie, ou entrer dans la catégorie des adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de leur opposition. C'est d'ailleurs en raison de leur appartenance à cette communauté ou à ce groupe qu'elles sont persécutées.

Juifs et résistants persécutés de façon systématique au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, les uns en raison de leur appartenance à une communauté raciale ou religieuse, les autres en raison de leur opposition à cette politique, peuvent être victimes de crimes contre l'humanité.

Chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, arrêt de renvoi de Klaus Barbie devant la cour d'assises du Rhône, 9 juillet 1986.



(Keystone)

LE PROCÈS DES PRINCIPAUX CHEFS NAZIS EN 1946
Tous coupables de crimes contre l'humanité

UN AGENT DE

« La dégradation

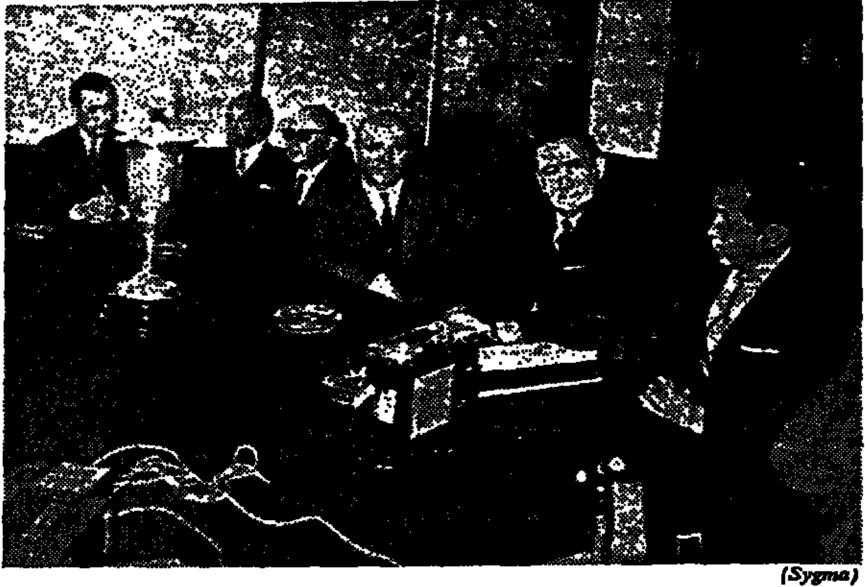
POURQUOI un Eichmann voit-il sa carrière brisée net par l'effondrement du IIIe Reich, tandis qu'un Walter Rauff, l'inventeur des chambres à gaz mobiles, ou un Barbie trouvent un second souffle au service, respectivement, de la police politique de Pinochet et des généraux boliviens ? Parce que, par-delà l'assouvissement de leur sadisme, ils ont acquis des techniques et des contacts criminels parfaitement négociables, et qui ont régulièrement trouvé preneur.

Il faut prendre au sérieux ce propos tenu par Barbie dans l'avion qui le ramène en France : *« En temps de guerre, le bien et le mal n'existent pas, tout le monde tue* (1). » Cette référence au *« temps de guerre »*, c'est la reprise du postulat nazi de la permanence naturelle de l'état de guerre. Ce n'est donc pas sans logique que Barbie, pendant quarante ans, a rebondi de guerre en guerre : guerre chaude comme SS, guerre froide comme agent américain, guerre civile comme auxiliaire des dictateurs boliviens, guerre subversive, enfin, aux côtés de l'« Internationale noire » des années 70.

Le 5 avril 1940, Goebbels dévoilait à la presse allemande le but de la guerre d'agression, *« destinée à étendre à l'Europe entière la révolution que nous avons réalisée à une plus petite échelle pour l'Allemagne »*. Cette extension correspondait à un plan d'ensemble où la SS et le SD devaient avoir un rôle de plus en plus important – au point de constituer finalement un véritable Etat SS, – mais qui se mit en place selon des modalités différentes.

La nomination de Barbie à son premier poste en France (2) coïncida avec deux évolutions majeures et concordantes : l'accroissement du pouvoir de la SS dans l'appareil nazi et le zèle de plus en plus net des collaborateurs français à prévenir les désirs des vainqueurs.

A partir de 1933, la SS doubla de plus en plus systématiquement les rouages de l'Etat allemand, d'abord la police et le renseignement, en opérant à l'intérieur un quadrillage total de la société et, ensuite, en confiant aux hommes du RSHA (3) la répression et *la liquidation des « ennemis du Reich »* dans les pays occupés. Car le maintien de l'ordre, en général, excéda vite les compétences de la Wehrmacht, dépassée par la montée des actes de résistance (4). C'est sur ce terrain que la SS prit toute son envergure : répression proprement dite, mais aussi exécution de l'ordre donné par Hitler lui-même : *pourrir* les peuples vaincus (5).



(Sygma)

EN BOLIVIE, LE « BOUCHER DE LYON » DEVENU HOMME D'AFFAIRES
Un consultant recherché en matière de répression et de terreur

Des agents de pourrissement tels que Barbie trouvèrent en France un terrain très favorable. Meilleurs politiques que les purs soldats, ils surent tirer parti du semblant de souveraineté détenu par Vichy et de la « divine surprise » que constitua pour eux l'acharnement des autorités, dès 1940, à traquer les résistants, à vider les camps de concentration *français* dans ceux des nazis et même à mener une politique antisémite totalement spontanée.

1942 est donc une année charnière, celle de l'apogée aussi bien de la SS que des collaborateurs. Installés rue des Saussaies à Paris, les chefs de la Gestapo Knochen, Boemelburg, Dannecker reçurent comme un signal la nomination du général SS Oberg au poste de chef de la SS et de la police en France, les SS ayant désormais la haute main sur une politique de terreur systématique. La collaboration entre polices *s'engagea alors au plus haut* niveau.

Heydrich en personne intronisa Oberg le 5 mai 1942 dans les salons du Ritz, en présence de hautes personnalités des deux pays, telles que de Brinon, délégué du maréchal en zone occupée, Darquier de Pellepoix, commissaire aux affaires juives, René Bousquet, secrétaire général de la police. *C'est avec ce dernier que furent* négociées les conditions d'une collaboration entre les deux polices. Un fait suffira à illustrer le principe reconnu par les nazis comme le plus efficace, celui d'une *large autonomie* de la police française : la rafle du Vél d'Hiv, le 16 juillet 1942, soit 12 884 arrestations de juifs, toutes opérées par des fonctionnaires français.

Du côté allemand, Oberg couvrit la France d'un réseau répressif de onze kommandos régionaux, système qui fut étendu à l'ensemble du territoire après l'invasion de la zone sud. Le kommando de Lyon, le deuxième après celui de Paris, avec un effectif de cent à cent vingt hommes pour contrôler le Rhône, la Haute-Savoie, l'Isère, la Drôme – départements qui abritèrent de nombreux maquis, – comportait une section IV (*lutte contre les* « ennemis du Reich », contre la résistance), dont le responsable était Klaus Barbie.

(1) *Rapporté par Ladislas de Hoyos, Barbie*, Laffont, 1984.

(2) Chef du SD à Gex (près de la frontière suisse). Barbie fit alors des incursions sous une fausse identité dans la zone Sud encore non occupée (jusqu'au 11 novembre 1942), dans le cadre d'une mission qui reste mal élucidée. L'intéressé alléguera après la guerre un engagement contre l'Orchestre rouge : pour *souligner sans doute la continuité de son* action contre le communisme.

(3) *Reichssicherheitshauptamt*, office principal de sécurité du Reich, créé le 27 septembre 1939 par décret de Himmler, Reichsführer SS, en réunissant sous une même autorité administrative les services de police et de renseignement, *Sicherheitspolizei* (SIPO) et *Sicherheitsdienst* (SD), dirigé par Heydrich jusqu'en juin 1942, puis par Kaltenbrunner.

(4) Le général von Stülpnagel avait estimé impossible l'application de la circulaire secrète de Keitel. On avait tout de même fait fusiller, avant juin 1942, quatre cent soixante-treize otages livrés par les autorités françaises, et quatre cent cinquante-sept autres personnes avaient été condamnées à mort par les tribunaux militaires allemands... L'innocence de la Wehrmacht est une légende.

(5) *« Je pourrirai les pays que j'occuperai, je ferai dénoncer les uns par les autres ; et je serai le dénonciateur des uns en les désignant comme les dénonciateurs des autres. (...) Je sèmerai la boue. »* (Hitler, 1942.)

« Comment nous avons remis Barbie à la France »

A l'heure où s'ouvre à Lyon le procès de Klaus Barbie, paraît un livre intitulé : *Comment j'ai piégé Barbie* (1). Son auteur, Gustavo Sanchez Salazar, est l'homme qui captura l'officier nazi en Bolivie et le remit *au gouvernement français*.

Ancien vice-ministre de l'intérieur bolivien, il retrace dans son livre l'activité politique de Barbie en Bolivie depuis que le tortionnaire SS s'y installa en 1951 sous le faux nom de Klaus Altmann. Il raconte, en *particulier, comment Barbie créa en 1964 le* commando paramilitaire « les Fiancés de la mort » composé de quelques anciens nazis comme Joachim Fiebelkorn, Herbert Köplin, Hans Juergen, Manfred Külmann et d'un Français, vétéran de la guerre d'Algérie, Maurice Leclerc. Ce groupe était au service des dictateurs boliviens. Au point que l'un de ceux-ci, le général Garcia Meza, en viendra à nommer Klaus Barbie « colonel honoraire de l'armée bolivienne »...

Gustavo Sanchez Salazar a raconté, dans un entretien, *dans quelles circonstances il remit Barbie à la* France.

AU début, Barbie n'était pour nous qu'un Allemand d'origine douteuse qui collaborait avec les gouvernements les plus réactionnaires de mon pays, en particulier en matière de répression et dans l'organisation de groupes paramilitaires. Ensuite, lorsque Serge et Beate Klarsfeld déterminèrent avec précision que ce conseiller des dictateurs Barrientos et Banzer n'était autre que Klaus Barbie *« le boucher de Lyon » et qu'il avait été* condamné à mort deux fois en France, par coutumace, pour ses crimes atroces durant la guerre, nous décidâmes de le démasquer, de nous emparer de lui et de faire justice.

La France avait sollicité formellement son extradition ; *le président Pompidou avait personnellement écrit au* général Banzer qui s'était résigné à faire arrêter Barbie. En prison, il vivait comme un prince, il y recevait ses amis et commandait dans les meilleurs restaurants des repas somptueux. La Cour suprême finit pas décréter sa mise en liberté et refusa de l'extrader.

C'est alors que Serge Klarsfeld comprit qu'on ne parviendrait à rien par la voie légale et il commença à imaginer *un enlèvement semblable à celui* d'Eichmann en Argentine. L'idée, bien entendu, n'était pas de le tuer ni de le maltraiter, mais simplement de le traduire devant un tribunal.

En 1972, Serge Klarsfeld prit contact avec Régis Debray. Celui-ci pensait que je devais m'occuper de l'opération *à partir du Chili où j'étais alors en exil. Je suis allé* à Paris le 20 octobre 1972. Nous avons mis au point le plan, réuni les fonds nécessaires et, en décembre 1972, nous nous sommes retrouvés à Santiago-du-Chili.

Régis prit contact avec certains de ses amis qui faisaient partie du gouvernement de Salvador Allende et qui acceptèrent de *faciliter* l'acheminement de Barbie vers l'Europe. Nous pensions le séquestrer en février, pendant les fêtes du carnaval en Bolivie, le *faire sortir du* pays par le col du Desaguadero où confluent les frontières de Bolivie, du Chili et du Pérou. Mais des difficultés surgirent *qui nous obligèrent* à retarder l'action ; le renversement de Salvador Allende nous empêcha définitivement de mettre à exécution notre plan.

Dix ans plus tard, une fois la démocratie rétablie en Bolivie, le président Siles Suazo me nomma vice-ministre de *l'intérieur. Je fis arrêter Barbie.* Je savais que je ne pouvais le garder longtemps prisonnier ; que ses amis de l'Internationale noire obtiendraient sa libération et le *feraient à nouveau* disparaître. Le président Siles informa le gouvernement d'Allemagne *fédérale* qu'il s'apprêtait à expulser Barbie. Les Allemands *réagirent très mollement.* Je pense qu'ils n'en voulaient pas.

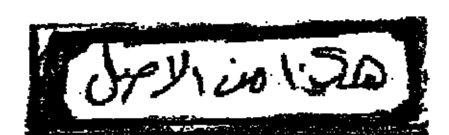
J'ai alors appelé mon ami Régis Debray *qui était* conseiller du président Mitterrand. Je lui dis que nous avions arrêté Barbie et qu'il nous fallait l'expulser au plus vite sinon il *nous échapperait* encore une fois. Il me demanda un délai de quelques heures, le temps de consulter François Mitterrand. C'était normal, mais je lui dis que s'il y *avait des problèmes* je convoquerais le jour même une conférence de presse pour annoncer publiquement que ni la France ni l'Allemagne ne voulaient se charger du *criminel de* guerre Barbie.

Une heure après, Régis me rappela pour me dire que le gouvernement *français* était d'accord. Que le président Mitterrand allait envoyer le soir même son avion présidentiel à Cayenne, en Guyane, où nous remettrions à l'équipage le *« paquet »*. Ce que nous avons fait.

J'aimerais que le procès qui s'ouvre en France mette en relief quelque chose *d'essentiel : que* Barbie continua de se comporter en nazi tout le temps après la guerre. D'abord sous la protection des services d'intelligence américains et ensuite *en collaborant* ouvertement avec les successives dictatures boliviennes. Il fut ici conseiller en torture et en assassinat. A ce titre, il fit exécuter certains leaders politi*ques importants*, comme le dirigeant socialiste Marcelo Quiroga Santa Cruz...

(Propos recueillis par Mario Brulzi, parus dans *El Periodista de Buenos-Aires*, 6 mars 1987.)

(1) En collaboration avec Elizabeth Rejman, préface de Gilles Perrault, Editions Messidor, Paris, 1987, 95 F.



UN AGENT DE

...adation



...la France »

POURRISSEMENT ET SES EMPLOYEURS SUCCESSIFS

méthodique de tout un peuple »

A cette structure nazie s'articulaient les auxiliaires du PPF et de la Milice, sans lesquels les policiers allemands n'auraient souvent su qui frapper (6).

Pour donner une idée de la situation à ce moment de l'Occupation, on ne saurait être plus exact et plus concis qu'Edith Thomas, dans le numéro deux, clandestin, des *Lettres françaises* (octobre 1942) : « *La vérité : les étoiles sur les poitrines, l'arrachement des enfants aux mères, les hommes qu'on fusille chaque jour, la dégradation méthodique de tout un peuple.* »

Durant l'été 1944, la Libération obligea bien sûr Barbie et ses semblables à abandonner leur terrain de chasse. Dans le chaos qui s'empara progressivement de l'Allemagne, il réussit, à travers diverses péripéties, à éviter en tout cas d'être arrêté sous sa véritable identité. On le retrouve émargeant de 1947 à 1951 au Counter Intelligence Corps, l'organisme de contre-espionnage de l'armée américaine en Allemagne occupée. Le témoignage de son supérieur Dabringhaus, s'il ne satisfait pas à toutes les curiosités, est éclairant sur le contexte dans lequel une chance inespérée fut offerte à tous ces très récents ex-nazis, et spécialement aux SS comme Barbie. Dabringhaus montre l'inexpérience des spécialistes fraîchement débarqués des Etats-Unis pour assurer la relève de troupes lasses, mais connaissant bien l'ennemi qu'elles venaient de vaincre ; la confusion des conditions de détention, qui favorisa le passage dans la clandestinité de nombreux criminels ; le cloisonnement des services spéciaux, rivaux de puissance alliée à puissance alliée, mais également à l'intérieur d'une même armée ; enfin, les effets du nouveau découpage hégémonique du monde, les anciens ennemis se mobilisant très vite ensemble contre l'Union soviétique devenue l'adversaire absolu.

Mais c'est John Loftus qui formule le mieux la situation : « *Alors même que les Alliés victorieux préparaient le procès des criminels de guerre à Nuremberg, leurs services de contre-espionnage recrutaient secrètement des agents de l'Holocauste, en vue de la guerre à venir* (7). »

Une double chasse

EN d'autres termes, sur fond de guerre froide et de rivalités entre services, une double chasse aux nazis se déroulait. Le public, alors comme aujourd'hui, n'a connaissance que de l'officielle, l'honorable, que menèrent ouvertement polices et justices des Etats alliés, puis des institutions comme l'Office fédéral (ouest-allemand) d'enquête sur les crimes commis pendant l'ère nazie (8), ou d'inlassables personnalités comme Simon Wiesenthal ou les Klarsfeld. On ignore l'autre, secrète et tortueuse, menée sans états d'âme pour recruter ceux que leur appartenance récente à la SS – organisation déclarée criminelle en bloc à Nuremberg... – qualifiait justement pour des tâches de renseignement ou de guerre subversive : compétence technique et vulnérabilité au chantage.

Pourtant, de 1947 à 1951, Barbie ne semble pas avoir brillé. Chargé avec ses acolytes d'infiltrer le Parti communiste bavarois, entre autres tâches, il paraît surtout avoir poursuivi ses propres activités de marché noir et d'escroqueries.

Il est clair d'autre part que, si les militaires américains employaient Barbie, lui-même les utilisait tout autant comme paravent de sa participation à la constitution de réseaux clandestins SS en Allemagne, visant à s'assurer la maîtrise des postes de décision politiques et économiques en RFA (9).

Pour ses employeurs, les résultats de Barbie ne suffisaient sans doute pas à contrebalancer son caractère compromettant. Mais ses accointances, même temporaires, avec le CIC, l'OPC (Office of Policy Coordination), branche « action » de la future CIA, de Frank G. Wisner Jr, inspirateur d'un plan qui visait à infiltrer et à parachuter des saboteurs et des spécialistes de la subversion derrière le « rideau de fer », en puisant largement dans le vivier des ex-collaborateurs, enfin, avec l'embryon du BND (Bundesnachrichtendienst) du général reconverti Gehlen, tout cela, additionné aux inerties administratives, joua en faveur de Barbie, qui obtint avec sa famille un aller simple pour la Bolivie par la « Ratline », la bien-nommée filière des rats, organisée à l'initiative américaine pour faire passer en Amérique du Sud, ex-nazis et collaborateurs menacés, via l'Autriche et l'Italie et avec la connivence de milieux proches du Vatican.

Ainsi mis à l'abri de l'insistance d'ailleurs relative de la justice française, Barbie connut des débuts modestes, avant d'entamer la part la plus fructueuse de sa carrière, et celle qui faillit bien en être le couronnement.

Pourquoi l'Amérique latine, et la Bolivie en particulier (10) ? Le continent était accueillant : ancienneté d'une implantation allemande souvent prospère ; germanophilie traditionnelle des élites ; éloignement géographique favorisant l'ignorance du déroulement de la guerre en Europe ; des dictatures idéologiquement sympathisantes, le plus souvent vues d'un bon œil par les Etats-Unis et désireuses de perfectionner leurs polices politiques par l'embauche de spécialistes éprouvés. Bref, un marché de la terreur et des sociétés inégalitaires, un ensemble parfait pour des hommes foncièrement hostiles à la démocratie.

Barbie possédait, de son côté, le bon profil : inutilisable dans des opérations derrière les lignes soviétiques, faute de posséder les qualités d'un homme d'action, mais psychologiquement à l'aise dans la peau d'un homme d'affaires roué et d'un consultant en matière de répression et de terreur.

Naturalisé (précocement) en 1957, Barbie réalisa sa première affaire vraiment importante dans le commerce du quinquina, en direction essentiellement de la RFA, en ayant l'habileté d'y associer l'armée bolivienne. Puis il saisit au vol, en 1966, l'occasion d'une souscription nationale et patriotique ouverte par le général Barrientos pour l'armement d'un cargo aux couleurs boliviennes (la Bolivie ayant perdu en 1879 son accès au Pacifique), et tira le meilleur parti financier de la Transmaritima Boliviana qui fut alors fondée, compagnie largement fictive, mais pas au point de ne pas rendre de précieux services aux militaires trafiquants d'armes et de drogue, trafics auxquels il fut par la suite directement mêlé.

Au printemps 1966, Barbie commet un esclandre qui le montre plein de confiance en l'avenir : il salue publiquement l'ambassadeur de RFA d'un retentissant « *Heil Hitler !* »... Jusqu'en 1980, date du cent quatre-vingt-neuvième coup d'Etat de l'histoire de la Bolivie, auquel il prêta la main, Barbie ne fut inquiété sérieusement qu'une fois, en 1972, lorsque Beate Klarsfeld vint le relancer jusqu'à La Paz, fidèle à son efficace tactique du coup d'éclat. Il s'avère pourtant que les services secrets français, sinon le gouvernement, connaissaient ses coordonnées depuis 1961 ou 1963. La liste des chassés-croisés qui aboutirent finalement à la disgrâce du señor Altmann, *alias* Klaus Barbie, et à son expulsion, serait fastidieuse *(voir encadré)*. On se contentera de retracer les événements les plus symptomatiques.

En France, les années 70 et le début des années 80 furent marquées par une réhabilitation lénifiante des idées de Vichy, par une flambée d'attentats d'inspiration raciste et néo-nazi, par la banalisation médiatique de l'hitlérisme, par l'apparition d'historiens « révisionnistes » affairés à nier la réalité du génocide, et par l'émergence d'une « nouvelle droite » dont les thèses inégalitaires puisaient au vieux fonds de la pseudo-science nazie.

Comme l'écrit à l'époque Jean-Marc Théolleyre, « *il est significatif que les organisations ou les hommes visés* [par les attentats], *et parfois victimes jusqu'à la mort, soient toujours ceux que la littérature d'extrême droite tient pour ses ennemis traditionnels, qu'ils soient communistes, juifs, syndicalistes, et que l'on désigne volontiers, quand toute prudence est oubliée, sous le vocable de « racaille rouge ». On retrouve là, dans toute sa brutalité, le ton de la presse d'extrême droite des années 1934-1940 et, bien sûr, celle de la collaboration* (11) ».

L'été 1980, la boucle est bouclée : juillet, coup d'Etat du général Garcia Meza, surnommé pour d'évidentes raisons l'« hyperdealer », avec l'aide d'auxiliaires étrangers dirigés par Barbie ; le 2 août, l'attentat néo-fasciste de la gare de Bologne fait quatre-vingt-un morts – trait d'union entre les deux événements, Della Chiaie et Pagliai, membres d'un groupe du type Escadron de la mort.

La formation de ce groupe, les « fiancés de la mort », d'abord engagé dans la liquidation physique de petits revendeurs de coca, cela afin de donner des gages de bonne volonté aux Etats-Unis préoccupés par l'afflux croissant de la drogue bolivienne, était l'œuvre de Barbie, dans un style tout à fait identique à celui de ses activités de l'Occupation. Conseiller spécial de la « Seguridad », il contribua activement, selon des témoignages dignes de foi, comme celui de militants de la CONADE (résistance bolivienne) ou de l'attaché militaire français à Lima, le colonel Clavier, à l'intensification de la répression.

Selon Ladislas de Hoyos, Barbie aurait déjà été mêlé, dix ans plus tôt, à une série de meurtres précédant l'avènement du général Banzer, comme celui de son prédécesseur Barrientos en 1969, suivi la même année par l'assassinat du syndicaliste Jorge Soliz, et en 1970 par ceux d'Alfredo Alexander, directeur du journal *Hoy*, et de sa femme ; de celui, enfin, de Jaime Otero Calderon, un journaliste bien informé.

Et encore s'agit-il là de la partie émergée d'un ensemble vraisemblablement bien plus sanglant. Au début des années 80, pourtant, la chance avait tourné pour Klaus Barbie : le patient travail de protestation des associations de résistants et des Klarsfeld rencontra la volonté politique du gouvernement français de 1981. Ce dernier trouva un terrain d'entente avec le président Siles Suazo, libéral revenu au pouvoir en 1982, avec l'intention affichée de ne plus protéger un criminel lié aux pires « *narcotraficantes* » de son pays.

Du côté des victimes, le temps a émoussé le désir de vengeance, sans effacer la revendication de la pure et simple justice. Mais il n'a pas entamé la bonne conscience du bourreau, ni son obstination à s'arroger le sens d'une histoire que le système dont il est issu a voulu jadis bloquer, et par les moyens les plus atroces.

G. M. et J.-J. G.

(6) « *Lorsque je fus interrogé pour la première fois par la Gestapo, je compris bien vite que les policiers allemands n'étaient pas à la hauteur de leur tâche. Ils l'ont été plus tard lorsque la Milice française les a aidés.* » J. Geoffroy, *Au temps des crématoires*, Imprimerie Mistral, Cavaillon. Résistant, arrêté à Avignon le 7 août 1943, déporté à Buchenwald et Flossenburg.

(7) John Loftus, *l'Affreux secret : quand les Américains recrutaient des espions nazis. De Gehlen à Barbie*, traduction française, Plon, 1985, p. 181. Ancien enquêteur du bureau d'investigations spéciales du ministère américain de la justice (OSI), Loftus traite surtout des nazis biélorusses de la brigade SS Belarus, recyclés par les Etats-Unis (l'OPC de Frank G. Wisner). Il montre les lacunes du rapport Ryan, publié en août 1983 par Washington et préludant à des excuses officielles à la France.

(8) Office créé à Ludwigsburg en 1958 après que le procès de onze gardiens d'Auschwitz eut mis en lumière l'intégration des cadres nazis à la société allemande de l'époque Adenauer. Les observateurs s'accordent à reconnaître le sérieux de cette institution, malheureusement handicapée par l'énormité de la tâche (83 000 dossiers à traiter) et les mauvaises volontés agissantes.

(9) Ce en quoi les nazis n'échouèrent pas toujours, loin de là. Pour une évocation critique du climat intellectuel de cette véritable renazification, voir Lothar Baier, *Un Allemand né de la dernière guerre. Essai à l'usage des Français*, Edition Complexe, 1985. Le best-seller de Frederick Forsythe, *le Dossier Odessa* (première édition anglaise 1972), très minutieusement documenté, a révélé au grand public l'étendue de cette « *Kameradenschaft* » discrète mais puissante.

(10) De nombreux criminels nazis se sont fondus dans la société ouest-allemande. D'autres ont monnayé leurs talents au Proche-Orient. Ainsi de la toute dernière cible de Serge et Beate Klarsfeld, Alois Brunner, résidant à Damas depuis de nombreuses années et qu'Interpol vient d'accepter d'inscrire sur ses listes.

(11) Jean-Marc Théolleyre, *les Néo-Nazis*, Temps actuels, 1972. Voir aussi, du même auteur, *Procès d'après-guerre*, la Découverte/*le Monde*, 1986.

BIBLIOGRAPHIE :

Henri Michel et B. Mirkine-Guetzevitch, *les Idées politiques et sociales de la Résistance*, PUF, Paris, 1954.

Henri Michel, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1972, et *la Guerre de l'ombre*, Grasset, Paris, 1970.

Henri Frenay, *La nuit finira*, Laffont, Paris, 1973.

Claude Bourdet, *l'Aventure incertaine*, Stock, Paris, 1975.

Charles Tillon, *On chantait rouge*, Laffont, Paris, 1977.

Charles d'Aragon, *la Résistance sans héroïsme*, Le Seuil, Paris, 1977.

FILMOGRAPHIE :

- 1945 : *Rome, ville ouverte*, de Roberto Rossellini (Italie).
- 1948 : *la Dernière Etape*, de Wanda Jakubowska (Pologne).
- 1955 : *Nuit et Brouillard*, d'Alain Resnais et Jean Cayrol (France).
- 1960 : *Kapo*, de Gillo Pontecorvo (Italie).
- 1961 : *l'Enclos*, d'Armand Gatti (France).
- 1964 : *la Passagère*, d'Andrzej Munk (Pologne).
- 1966 : *l'Authentique Procès de Carl-Emmanuel Jung*, de Marcel Hanoun (France).
- 1966 : *le Chagrin et la Pitié*, de Marcel Ophuls (France).
- 1969 : *l'Armée des ombres*, de Jean-Pierre Melville (France).
- 1974 : *Portier de nuit*, de Liliana Cavani (Italie).
- 1982 : *le Choix de Sophie*, d'Alan J. Pakula (Etats-Unis).
- 1985 : *Shoah*, de Claude Lanzmann (France).

Cf. le dossier – Caméras politiques – consacré aux « Criminels de guerre », *le Monde diplomatique*, novembre 1983.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

RANÇON D'UN ENGAGEMENT OBSTINÉ

Impasses et faux calculs

LES Etats-Unis et la France sont les deux seules puissances occidentales dont Téhéran dénonce l'engagement aux côtés de Bagdad dans la guerre du Golfe. Les négociations qui se poursuivent depuis plusieurs années pour normaliser les relations entre Paris et Téhéran piétinent, tandis que les tensions s'aggravent. Même l'URSS, pourtant formellement alliée à l'Irak, dont elle est le principal fournisseur en armements, est parvenue à établir de fructueuses relations avec la révolution islamique. L'incapacité de la France à rééquilibrer sa politique à l'égard des deux belligérants ne peut, à terme, que lui infliger des préjudices durables au Proche-Orient.

Par FRANCIS BEAUJEU

En raison de ses dimensions territoriales, de son potentiel humain, la combativité de sa population, et de la consistance sociale de son régime, l'Iran peut difficilement perdre sa guerre contre l'Irak. En revanche, ce dernier, bien que mieux doté en armements, dispose globalement de capacités de résistance inférieures et risque donc, à terme, de capituler face à son puissant voisin.

Révisant leurs premières estimations favorables à l'Irak, nombre d'analystes militaires et diplomatiques occidentaux se posent désormais la question de savoir quelles seraient les conséquences économiques et politiques, régionales et internationales, d'une éventuelle victoire de la République islamique. Trois scénarios sont envisageables : une débâcle militaire de l'Irak (le moins probable) ; la paralysie progressive de l'Etat irakien, due à l'interruption de l'aide financière des pays arabes soucieux de ménager l'avenir de leurs relations avec l'Iran ; le renversement enfin, du régime de Bagdad, qui pourrait être lié ou non au deuxième scénario.

Dans les trois cas de figure, la République islamique imposerait à l'Irak ses conditions de paix, voire son hégémonie, bouleversant les données régionales et internationales. Elle dicterait sa volonté aux pays du Golfe, dominerait l'OPEP, *modifierait ainsi le paysage* pétrolier, marginaliserait nombre de pays arabes, telles l'Egypte et la Jordanie, contraints de s'aligner eux aussi ou de s'effacer, s'ils ne sont pas submergés par un raz de marée islamique.

Dans l'adversité, nombre de pays « modérés » de la région s'en remettraient davantage à la protection des Etats-Unis, qui verraient grandir leur influence et leur rôle, tandis que l'Iran et ses amis arabes du temps de guerre (la Syrie, la Libye, le Yémen du Sud) se tourneraient davantage vers l'Union soviétique qui aurait su, contre vents et marées, conserver un pied dans chacun des deux camps belligérants. Certaines puissances européennes, telles la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, le Japon encore, ayant observé une relative neutralité dans le conflit du Golfe, pourraient continuer à entretenir des relations confiantes, et fructueuses, avec les pays de la région.

La France, elle, risque d'accumuler les inconvénients, de perdre sur tous les tableaux, à moins qu'elle ne parvienne, avant l'échéance, à normaliser ses relations avec l'Iran. Recevant le chargé d'affaires français, M. Hachemi Rafsandjani, président du Parlement iranien, lui déclarait : *« La politique de la France à l'égard de l'Iran est absolument inqualifiable. Si ce n'était la reconnaissance que nous ressentons pour l'hospitalité que vous aviez accordée à l'imam Khomeiny avant la révolution, nous aurions sans doute rompu toute relation avec votre pays, car les torts que vous avez infligés à notre révolution sont pires que ceux que l'Amérique nous avait fait subir. En ce moment, vos fusées* (livrées à l'Irak) *coulent nos navires dans le Golfe, vos banques bloquent nos fonds, votre police protège nos ennemis terroristes, qui ont massacré les meilleurs de nos dirigeants. Il est vrai que les Russes fournissent, eux aussi, une aide militaire à l'Irak, mais ils ne se comportent pas comme vous dans les autres domaines. »* Le président du Parlement adressait un avertissement solennel à la France en ajoutant : *« Si vous décidiez, le jour où nous aurions vaincu l'Irak, de changer de politique, il serait trop tard. Nous ne pourrions pas l'accepter, et notre peuple et ses représentants ne le comprendraient pas* (1). »

Dans cette hypothèse, nombre de pays arabes et musulmans se détourneraient aussi de la France, par solidarité, ou de crainte de mécontenter la République islamique triomphante. L'Irak lui-même ne serait pas en mesure de manifester sa gratitude. Vaincu, exsangue et très probablement sous influence iranienne, pourrait-il, ou voudrait-il, rembourser les quelque 20 à 30 milliards de francs dus aux entreprises militaires et civiles françaises ? La France risque fort, alors, de subir un double désastre, financier et politique.

Pour justifier leur soutien exclusif à l'Irak, les responsables français font souvent valoir que Paris ne fait rien d'autre que d'exécuter d'anciens contrats d'armements. Affirmation peu convaincante. D'une part, il est de notoriété publique que d'importantes transactions ont été conclues ces toutes dernières années, d'autre part, la conjoncture actuelle, marquée par la guerre du Golfe, ne peut être comparée à celle des années 70, quand l'harmonie qui régnait entre Bagdad et Téhéran permettait aux gouvernements de l'époque – ceux de M. Jacques Chirac et de M. Raymond Barre – d'entretenir d'excellentes relations avec l'Iran, tout en équipant les forces irakiennes.

La situation changea du tout au tout en septembre 1980, quand Bagdad *dénonça unilatéralement le traité* d'Alger (1975) délimitant ses frontières avec l'Iran, tandis que ses armées déferlaient sur la République islamique, arabisaient les noms des villages et villes occupés au Khouzistan, (baptisé « Arabistan »), et mettaient en œuvre un projet destiné, disait-on, à démembrer en une dizaine de républiques autonomes le territoire iranien.

Le président Giscard d'Estaing ne pouvait nourrir de doutes sur l'identité de l'agresseur et n'ignorait pas la règle, tout autant politique que morale, qui interdit à la France d'alimenter des guerres régionales en vendant des armes aux belligérants. Il témoignait, en outre, d'un intérêt particulier pour les relations avec l'Iran, *« le plus grand pays de la région, dont l'importance politico-stratégique est incontestable »*, comme il le réaffirma à M. Guy Georgy, au moment où celui-ci devait prendre ses fonctions d'ambassadeur à Téhéran.

L'ancien président de la République eut, comme premier réflexe, de suspendre, dès le début des hostilités, la livraison de soixante Mirage F-1, équipés de missiles air-air, pourtant commandés par l'Irak en 1977. Mais, se ravisant quatre mois plus tard, il autorisa l'envoi à Bagdad des premiers appareils français le 31 janvier 1981, à un moment où la quasi-totalité de l'aviation iranienne était clouée au sol, faute de pièces de rechange et de pilotes. M. Bani Sadr, alors président de la République islamique, considéra l'initiative française comme un *« acte de guerre »*, tandis que la presse iranienne qualifiait la France de *« satellite des Etats-Unis »* et d'*« ennemie »*, au même titre que le *« Grand Satan »* américain. L'engrenage ainsi déclenché devait entraîner irrésistiblement la France sur la voie de la belligérance.

Le pouvoir socialiste accélère cependant le glissement aux côtés de Bagdad sous les effets combinés d'*a priori* idéologiques, de faux calculs et de considérations économico-financières.

Contrairement à ce qu'escomptait M. Giscard d'Estaing en accordant l'asile politique à l'imam Khomeiny dans les mois qui précédèrent la révolution, la République islamique n'épargne pas les intérêts français. Au même titre que les entreprises de toutes nationalités, de l'Est comme de l'Ouest, les sociétés françaises sont lésées par la rupture de contrats conclus sous l'ancien régime. La *Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur* (COFACE) estime à plus de 10 milliards de francs les compensations qu'elle devra verser aux parties sinistrées.

Les fabricants d'armements, les industriels, les milieux d'affaires d'une manière générale, préfèrent, à tout prendre, traiter exclusivement avec l'Irak qui leur paraît être une oasis de stabilité et de prospérité par comparaison avec l'Iran, voué à l'« anarchie révolutionnaire » et à la faillite. Le monde arabe quasi unanime avait, en outre, commencé à déverser des milliards de dollars dans la trésorerie de Bagdad pour soutenir son économie et son effort de guerre.

Le refus de la neutralité

L'OPTION irakienne semblait d'autant plus raisonnable, tout autant à la classe politique qu'aux milieux d'affaires, qu'elle ne comportait *pas de risques*, du moins le croyait-on. Selon des thèses très répandues à l'époque (celles-là mêmes qui avaient incité Bagdad à déclencher les hostilités), le rapport des forces militaires entre les deux belligérants, d'une part, l'impopularité et la faiblesse du régime khomeiniste, de l'autre, conduiraient inéluctablement à la défaite de l'Iran. La France ne tarderait pas ainsi à retrouver la place de choix qu'elle occupait traditionnellement des deux côtés du Chatt-el-Arab.

A ces calculs politico-économiques sont venus s'ajouter, après l'avènement des socialistes au pouvoir, des projections idéologiques, d'ailleurs largement partagées par l'opinion et les médias. Globalement, l'image présentée de la guerre du Golfe mettait aux prises un régime « laïque » (en Irak) à une « théocratie » (en Iran), les partisans du « modernisme » aux suppôts d'un « système *médiéval* ». *Outre le caractère* sommaire de cette vision des choses – spécifique au contexte historique français, – celle-ci masquait les véritables enjeux du conflit, d'ordre national, régional ou international, et déplaçait dès lors le débat du terrain géopolitique vers celui de la confrontation du Mal et du Bien.

Bref, à droite comme à gauche, rien n'incitait la classe politique française à observer une neutralité (autre que verbale) dans la guerre du Golfe. Ponctuées de récriminations réciproques et de menaces, de mesures agressives et de représailles, les relations entre Paris et Téhéran, malgré de brèves éclaircies, n'ont cessé de s'assombrir.

La première crise majeure qui conduit à une quasi-rupture entre les deux pays, se produit le 29 juillet 1981 quand atterrit en France un avion détourné transportant les deux principaux adversaires du régime khomeiniste, MM. Bani Sadr, l'ancien président de la République islamique, et Massoud Radjavi, le chef des Moujahidin du peuple.

(1) *Djoumnouri islami*, 30 mars 1985.

Nationalisme persan ?

Par YANN RICHARD *

« *LE véritable islam n'est pas celui qui vient de Perse »*, déclarait récemment M. Walid Joumblatt, le chef des druzes libanais (1). Derrière cette affirmation et le nom mythique ancien de « Perse » (que les Iraniens n'ont jamais employé pour désigner leur pays, et qui a été officiellement banni du vocabulaire diplomatique en 1935 à la demande de Reza Chah), se cachent des connotations profondes exacerbées par la guerre entre l'Iran et l'Irak. Les nationalistes arabes croient y voir un conflit atavique, réveillé par les révolutionnaires « rétrogrades » de Téhéran, entre les aryens (Iraniens) et les sémites, ou entre des hérétiques fanatisés (les chiites) et les authentiques musulmans « progressistes ».

L'histoire de l'Iran est tellement imbriquée dans celle de la Mésopotamie, la culture islamique iranienne est tellement liée à la culture arabe, et le chiisme à la terre irakienne, que ce fantasme ne tient pas. Certes, les élites laïques de l'Iran moderne cherchent à définir leur identité nationale plus par le passé antique que par l'islam, et décrivent volontiers comme une humiliation l'invasion de l'Empire sassanide par les troupes musulmanes et la victoire des Arabes (Qâdissiya, en 637, Nahâvand, en 642). Mais ce rejet culturel n'est pas plus significatif que la *nostalgie des écoliers français qui relisent avec fierté les exploits* de Vercingétorix.

Au septième siècle, les minorités religieuses de l'Empire sassanide (chrétiens, juifs, manichéens) ont accueilli les nouveaux maîtres comme des libérateurs, et les tribus arabes qui étaient au service des Sassanides se convertirent même à l'islam avant la conquête. La quasi-totalité des Iraniens les imitèrent dans les deux premiers siècles de l'hégire, contrairement à ce qui se passa en Syrie, en Egypte ou en Espagne, où les populations conquises gardèrent souvent leur religion. Les avantages politiques et fiscaux accordés aux nouveaux convertis ne suffisent pas à expliquer ce passage massif à l'islam, qui a profondément transformé l'âme iranienne : il y avait aussi l'attrait pour une religion monothéiste plus *dépouillée, dynamique, égalitaire*, et la désaffection pour le ritualisme excessif du zoroastrisme (2).

Que le persan s'écrive avec l'alphabet arabe, et que son vocabulaire littéraire soit composé à 50 % de mots arabes n'est pas un phénomène fortuit : déjà le *pahlavi* (ou « moyen-perse », la langue des Sassanides) utilisait un alphabet sémitique et un vocabulaire *syriaque*. *Cette culture sémitique n'est, en réalité,* pas ressentie comme étrangère par les Iraniens qui disent leur prière en arabe, qui lisent le Coran en arabe, et faisaient leurs études classiques en arabe... un peu comme les catholiques utilisaient le latin jusqu'au concile Vatican II. Les plus grands savants iraniens, Biruni, Avicenne, Ghazzâli, etc., ont surtout écrit en arabe, seul moyen pour eux de s'exprimer à un niveau conceptuel élaboré. Même chose pour les historiens (Tabari), les mystiques (Hallâj), les philosophes (Mollâ Sadrâ) : la culture dont ils émanent, dans laquelle ils ont pensé et créé, est une culture commune à tout le monde musulman, sa langue est arabe.

LE chiisme renforce la conscience qu'ont les Iraniens d'appartenir à une communauté culturelle arabe. Contrairement à ce qu'on s'imagine souvent, cette branche de l'islam n'est aucunement iranienne. A l'origine, c'est un parti légitimiste qui défend les droits politiques d'Ali et des descendants du Prophète, donc de sang arabe, les imams. La descendance du Prophète est hautement tenue en estime par les chiites et, l'imam Khomeiny lui-même, qui est *seyyed*, s'honore de son sang arabe.

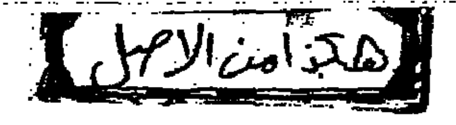
La communauté chiite d'Irak est historiquement la plus ancienne, et il est bon de rappeler qu'elle est numériquement *majoritaire dans l'Irak actuel*. Bien que le huitième imam ait son mausolée en terre iranienne (à Mashhad, où il est mort en 818), les tombeaux des dix autres imams sont, soit en Irak (Najaf, Karbala, Samarra, Kazemeyn), soit à Médine, en Arabie, l'objet de pèlerinages et d'une constante dévotion de la part des chiites. Jusqu'en 1921, le seul grand centre d'études théologiques *chiite était en Irak (territoire ottoman), où les ulémas iraniens* jouissaient d'une grande indépendance par rapport au pouvoir politique de Téhéran. (Cette tradition a été reprise notamment par l'âyatollâh Khomeiny entre 1965 et 1978.) Une importante minorité iranienne vivait même dans les lieux saints chiites d'Irak jusqu'aux expulsions massives qui les en ont chassés en 1971, à une période de grande tension entre le chah et le régime baasiste.

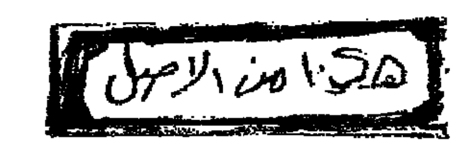
Il est vrai que la conversion de l'Iran au chiisme, au début du seizième siècle, a établi une coupure politique et culturelle entre ce pays et le reste du monde musulman, dont la plus grande partie était dominée par les Turcs ottomans sunnites, et que le contrôle des lieux saints chiites d'Irak a été l'enjeu de nombreux conflits. Mais les frontières se fixèrent, au dix-neuvième siècle, sur des critères historiques et géographiques stables, laissant des tribus arabes chiites, et même des sunnites ou des mazdéens, du côté de l'Iran. Le fait nouveau qui vint troubler cette relative stabilité à partir de 1979 n'est certainement pas un quelconque nationalisme iranien, beaucoup plus fortement affirmé *au contraire avant la révolution* islamique, mais plutôt une idéologie de libération au nom de la religion : le nouveau régime iranien s'est voulu le porte-parole et le signe de cette libération dans tout le monde islamique, avec un espoir plus concret sans doute dans les régions peuplées par des chiites.

L'IRAK, pays récent, a plus de difficulté à définir son identité nationale que l'Iran, qui n'en a pas changé depuis l'Antiquité. Mais, aujourd'hui, la définition « nationalitaire » semble bien étriquée pour expliquer la déstabilisation créée par la révolution islamique. Il y a une fierté nationale et patriotique en Iran, mais ce n'est pas l'élément déterminant du conflit. Ne s'agit-il pas plutôt de l'émergence d'une nouvelle force transnationale devant laquelle les Etats, créés au *lendemain de la première* guerre mondiale, auront à se prononcer, peut-être à se redéfinir ?

(1) *Le Monde* du 18 mars 1987.
(2) Il y a encore des minorités zoroastriennes en Iran et elles élisent un député au Parlement islamique.

* Chercheur au CNRS.





AUX COTÉS DE BAGDAD DANS LE CONFLIT IRAN-IRAK

de la diplomatie française

L'un et l'autre appellent aussitôt au renversement de la *« dictature »*. Avant même que la demande d'extradition ne parvienne de Téhéran, le gouvernement de Paris décide le rapatriement immédiat de la colonie française, le rappel de la quasi-totalité des diplomates en poste, y compris l'ambassadeur, M. Guy Georgy.

Le précédent de la prise en otages des diplomates américains, en novembre 1979, risquait-il de se reproduire, comme le redoutaient les responsables français ? On peut en douter, compte tenu, notamment, des différences fondamentales qui caractérisent les deux conjonctures, et du comportement ultérieur des autorités iraniennes. La réouverture, en novembre 1982, du prestigieux Institut français de Téhéran, le maintien en activité de deux centres culturels, d'un important poste d'expansion économique et du bureau d'action linguistique confirment, si besoin est, leur volonté de ne pas couper les ponts avec la France, indispensable partenaire européen pour réduire l'isolement de la République islamique, brouillée tant avec les Etats-Unis qu'avec l'URSS.

Malgré tout, le problème du statut privilégié accordé aux opposants iraniens demeure entier et ne cesse, insidieusement, de miner les relations entre les deux pays, en témoignant, aux yeux de Téhéran, du parti pris de Paris. Non seulement la France abrite les principaux adversaires du régime khomeiniste, toutes tendances confondues – des monarchistes aux « gauchistes » islamiques, en passant par les nationalistes kurdes, – mais, contrairement à la réglementation du droit d'asile, elle leur donne une pleine liberté d'expression, voire d'action. M. Massoud Radjavi, en particulier, se vante ou est accusé d'innombrables attentats meurtriers qui coûtent la vie à des centaines d'Iraniens, dont nombre de hauts dignitaires de la République islamique.

Une laborieuse normalisation

LA crise atteint son paroxysme quand la France décide, en 1983, de doter l'Irak d'un instrument de guerre redoutable : cinq appareils Super-Etendard, armés de missiles Exocet, ceux-là mêmes qui avaient infligé de lourdes pertes à la marine britannique lors de la guerre des Malouines. Pour les dirigeants iraniens, le soutien français à Bagdad – les ventes d'armements en quantités croissantes – change, du coup, qualitativement. Les Super-Etendard ne sont pas vendus, mais « prêtés » pour ne pas charger la trésorerie du régime baasiste ; dès lors, ce ne sont pas les représentants de Dassault qui concluent une transaction purement commerciale mais M. Charles Hernu, le ministre de la défense en personne, qui signe le protocole d'accord. *« La France est désormais cobelligérante dans le conflit »*, déclare l'ambassadeur d'Iran aux Nations unies.

Son pays redoute les conséquences de l'initiative française : les Super-Etendard dotés d'Exocet sont destinés à détruire les installations pétrolières et portuaires, à réduire, et si possible arrêter, les exportations de brut, à asphyxier progressivement la République islamique.

M. Claude Cheysson, alors ministre des relations extérieures, explique que la France souhaite, certes, contribuer au rétablissement de la paix, *« mais pas au prix d'une victoire iranienne »*. La défaite de l'Irak serait, en effet, désastreuse pour l'économie française. Déjà, l'effondrement des exportations pétrolières de Bagdad, dont les revenus en devises s'étaient réduits des deux tiers en 1983, inquiète les fournisseurs de matériel militaire (40 % des exportations françaises d'armements) et les industriels (SPIE-Batignolles, Saint-Gobain, Technip, Thomson, entre autres). Ceux-ci cherchent à protéger leurs créances, évaluées alors entre 40 et 50 milliards de francs (de 5 à 6 milliards de dollars, au taux du jour). La France, soutenait-on, n'avait d'autre choix que de s'engager davantage dans l'engrenage.

A la même époque, les champions de cette thèse – un *« complexe militaro-industriel »*, comme on a pu l'écrire – obtiennent davantage : la conclusion, en août 1983, d'un accord-cadre prévoyant tout à la fois un premier rééchelonnement de la dette irakienne et l'octroi à Bagdad d'un prêt bancaire, garanti par la COFACE, de plus de 1 milliard de dollars. Ironie du hasard, qui allait exacerber la colère de Téhéran, cette somme correspond très exactement à celle due à la République islamique et que Paris refuse de rembourser. Le litige dit « d'Eurodif », pièce maîtresse du contentieux franco-iranien, rebondit.

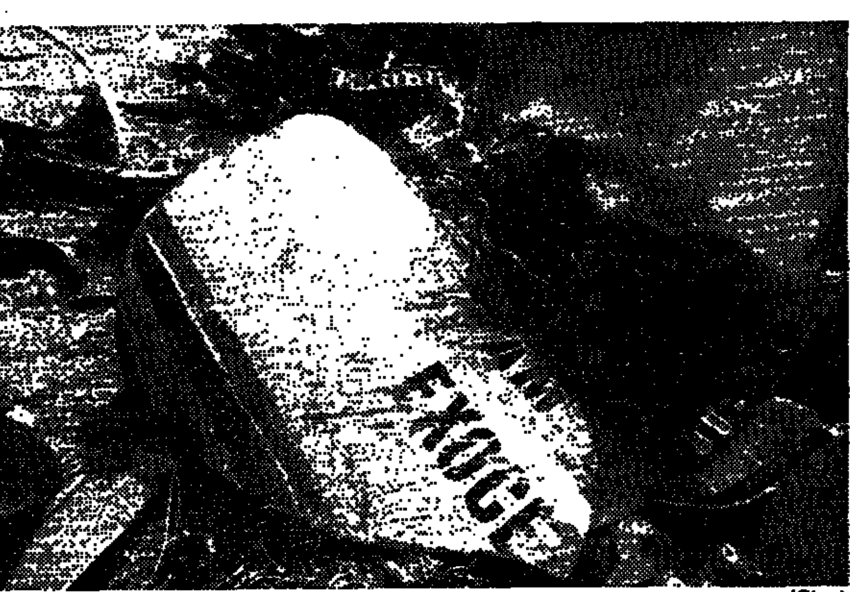
L'affaire remonte à 1974, date à laquelle l'ex-chah consent un prêt de 1 milliard de dollars au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), geste qui lui vaut une participation de 10 % au capital d'Eurodif, consortium multinational chargé de l'enrichissement de l'uranium. Téhéran obtenait ainsi le droit d'enlever sa part du produit, qui devait alimenter deux centrales nucléaires commandées deux ans plus tard à des entreprises françaises (Framatome, Alsthom, SPIE-Batignolles, Framateg).

Au lendemain de la révolution islamique, le nouveau pouvoir, décidé à mettre un terme au *« règne des multinationales »* dans l'ancien empire des Pahlavi et aux effets de la *« mégalomanie »* du chah, prend deux mesures distinctes : il annule la commande de centrales nucléaires et informe Eurodif du retrait de l'Iran du consortium, ce qui l'autorise à demander au CEA le remboursement du prêt de 1 milliard de dollars.

Eurodif et les constructeurs des centrales, s'estimant lésés, réclament – chacun de son côté – d'importants dommages et intérêts et, par une décision du tribunal de commerce de Paris, le 24 octobre 1979, font saisir les fonds déposés auprès du CEA. Le verdict est, cependant, annulé le 21 avril 1982 par la cour d'appel de Paris qui donne raison au gouvernement islamique : le prêt consenti au CEA étant de nature étatique ne peut être l'enjeu d'un litige impliquant des entreprises et relevant donc du droit privé ; le gouvernement de Téhéran est, dès lors, fondé à réclamer la restitution immédiate de ses fonds, capital et intérêts.

L'affaire n'est pas réglée pour autant. Mettant à profit l'arsenal de procédures juridiques, notamment en faisant consigner les fonds libérés à la Chambre de commerce internationale, (CCI), le CEA parvient à maintenir le « gel » des avoirs iraniens. Téhéran accuse Paris d'*« escroquerie »* destinée à le priver de devises dont il a grand besoin, en particulier pour financer la guerre.

Quelles que soient la complexité du contentieux et la validité des arguments avancés de part et d'autre, le conflit, perçu comme essentiellement politique, contribue à envenimer les relations franco-iraniennes, qui traversent une zone de fortes turbulences au cours du deuxième semestre de 1983 – au moment même où l'Irak se voit gratifié d'un prêt bancaire et d'armements de haute technologie (les Super-Etandard).


(Sipa)

LES RESTES D'UN MISSILE EXOCET TOMBÉ SUR TÉHÉRAN
« La France est désormais cobelligérante dans la guerre »

Coup sur coup, en novembre 1983, les autorités islamiques ferment l'Institut français de recherches (iranologie, archéologie) et la représentation commerciale française à Téhéran, éliminent les banques françaises des opérations pétrolières, donnent des instructions de ne plus acheter français. L'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, entre autres, dont les ventes à l'Iran augmentent brusquement, se substituent allégrement à la France sur ce marché. Sur les onze mille Français, – techniciens, banquiers, hommes d'affaires, chercheurs, professeurs – qui résidaient en Iran en 1978, il n'en restait plus, à la fin de 1983, qu'une centaine.

Les représailles économiques ouvertement déclenchées s'accompagnent et sont suivies de nombreux attentats contre les intérêts français, perpétrés anonymement ou au nom d'organisations fantomatiques, en Iran même, au Liban et, ultérieurement, en France. L'opération-suicide dirigée en octobre 1983 contre une caserne à Beyrouth coûte la vie à une soixantaine de soldats français de la force multinationale. Elle est revendiquée par le Djihad islamique qui devait quelques mois plus tard, en mars 1985, enlever les premiers otages français, en exigeant que la France cède aux revendications iraniennes.

Dès le printemps de 1984, Paris ébauche un recentrage qui devrait apaiser Téhéran. Le contingent français de la force multinationale au Liban est rapatrié. Les chefs des milices musulmanes sont reçus officiellement en France avec égards, en particulier le leader du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, qui est gratifié d'une audience du président de la République. Le directeur de la DAI (Direction des affaires industrielles qui, au ministère de la défense, est chargée de l'exportation d'armes), l'ingénieur général René-Pierre Audran, envoie en Iran des officiers supérieurs, en juillet puis en septembre, pour explorer les possibilités de vendre du matériel militaire à la République islamique. Les tractations échouent devant les requêtes, jugées inacceptables, des interlocuteurs iraniens (2).

Il faut attendre la nomination de M. Roland Dumas à la tête du ministère des relations extérieures, en décembre 1984, pour que des efforts intenses soient déployés en vue d'une normalisation. Partisan de longue date d'une politique équilibrée au Proche-Orient, l'ami et le confident du président Mitterrand réactive les négociations sur le contentieux financier, insiste pour que les opposants iraniens en France observent la réserve d'usage, et tente de freiner les ventes d'armements à l'Irak, d'ailleurs de moins en moins solvable.

Cependant, une bonne partie de l'administration française, influencée peu ou prou par le « lobby pro-irakien », ne suit pas, ou entrave, le mouvement impulsé par le ministre des relations extérieures. Le ministère des finances demeure aussi intransigeant qu'auparavant sur le chapitre d'Eurodif. Le ministère de l'intérieur, du moins au niveau des services qui coopèrent avec ceux de Bagdad, ferme le plus souvent les yeux sur les agissements des opposants iraniens. Le ministère de la défense négocie, dans le plus grand secret, la vente à l'Irak d'une nouvelle fournée de 24 Mirage-F1.

Téhéran se déchaîne, à ce propos, début octobre 1985. Le quotidien *Etelaat* y voit la preuve que *« la France ment quand elle prétend vouloir améliorer ses relations avec la République islamique »*. Le président du Parlement, M. Hachemi Rafsandjani, stigmatise et l'*« ignominie »* du gouvernement de Paris et l'*« hostilité anti-islamique des socialistes »*.

Les tractations se poursuivent néanmoins. Il est vrai qu'à la même époque, fin octobre 1985, arrivait au port iranien de Bandar-Abbas une cargaison française de 100 000 obus, venant, par des voies détournées, de Cherbourg ; des obus vendus à des prix prohibitifs, sans que l'on sache si la transaction de la société Luchaire avait obtenu ou non l'aval réglementaire des autorités françaises (3).

Téhéran paraît rejeter au second plan le volet du contentieux concernant les armements ; Paris assouplit ses positions touchant au dossier d'Eurodif ; les deux capitales parviennent ainsi à élaborer un règlement global qui devait déboucher sur l'échange de l'ensemble des otages français détenus au Liban contre un seul des cinq membres du commando pro-iranien emprisonnés en France pour avoir tenté en juillet 1980, d'assassiner l'ancien premier ministre Chapour Bakhtiar. A deux reprises, en janvier et en mars 1986, le projet d'accord est mis en échec *in extremis*.

Y a-t-il eu – comme l'affirme la presse de gauche – une intervention occulte d'émissaires du RPR pour faire avorter un règlement qui aurait bénéficié à la majorité socialiste lors des élections législatives du 16 mars ? Quoi qu'il en soit, les dirigeants islamistes ont préféré attendre l'accession au pouvoir de M. Jacques Chirac, croyant vraisemblablement obtenir des concessions plus substantielles tant sur le chapitre financier que sur le nombre des terroristes pro-iraniens qui seraient graciés, ou encore dans le domaine du « rééquilibrage » de la politique française dans la guerre du Golfe.

Si tel était le cas, Téhéran aurait commis une lourde erreur d'appréciation. En effet, le gouvernement de droite paraît moins bien placé que son prédécesseur pour régler les problèmes pendants. Le « complexe militaro-industriel », favorable à l'Irak, est bien plus influent dans les milieux « néo-libéraux » qui orientent désormais la politique française, en particulier auprès de M. Jacques Chirac, qui, depuis les années 70, a conservé d'étroites relations avec le régime de Bagdad et avec son président, M. Saddam Hussein. Le chantage exercé par le truchement des otages français et par des attentats meurtriers, enfin, réduit singulièrement la marge de manœuvre du gouvernement de Paris.

La volonté affichée de normaliser les relations de la France avec l'Iran ne s'est pas traduite dès lors par des mesures significatives. Certes, l'un des chefs de l'opposition iranienne réfugié en France, M. Massoud Radjavi, a été expulsé en juin 1986 et un chèque de 330 millions de dollars a été remis en novembre aux autorités iraniennes, en guise d'acompte sur le remboursement (toujours hypothétique) de la dette d'Eurodif. Mais, estimant que ces gestes étaient loin de correspondre à son attente, Téhéran y a répondu par la libération au compte-gouttes de cinq des dix otages français, tout en multipliant, ailleurs, les actes de violence perpétrés par des groupes terroristes qui lui sont inféodés.

L'expérience de ces dernières années a démontré que des concessions partielles ne débouchent sur rien sinon sur la poursuite de la guerre larvée entre Téhéran et Paris. Le bon sens indique que seul un règlement global conduirait à une pleine normalisation. Or celle-ci n'est imaginable que sur la base sinon d'un désengagement à l'égard de l'Irak, du moins d'un rééquilibrage des relations de Paris avec Bagdad et Téhéran. Il serait vain d'espérer que la France puisse fournir des armements exclusivement à l'un des deux belligérants sans être perçue par l'autre comme une ennemie.

FRANCIS BEAUJEU.

(2) L'ingénieur général Audran, surnommé au ministère de la défense « M. Irak » en raison du rôle central qu'il jouait dans l'élaboration des contrats d'armements conclus avec Bagdad, sera assassiné à Paris quatre mois plus tard, le 25 janvier 1985.

(3) L'enquête ouverte en janvier 1986, après qu'un journal de Cherbourg eut éventé l'affaire, n'a pas débouché sur des poursuites judiciaires au moment où ces lignes sont écrites.

RECTIFICATIFS

● « LA MONGOLIE JOUE SES ATOUTS DANS LE GRAND JEU ASIATIQUE ». – Dans l'article de Richard Nations paru sous ce titre le mois dernier (pp. 14 et 15), une malencontreuse erreur de transmission nous a fait omettre le nom de la France parmi les pays qui avaient, avant les Etats-Unis, établi des relations diplomatiques avec la République populaire mongole.

● « LA FORTERESSE ASSIÉGÉE ». – Le nom de l'auteur du roman *la Forteresse assiégée*, qui a fait l'objet d'un compte rendu dans le numéro d'avril (p. 26) est Qian Zhongshu et non Gian Zhongshu.

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 mai

4	ISRAEL	Fête nationale.
9	TCHÉCOSLOVAQUIE	Anniv. de la libération.
14	PARAGUAY	Fête de l'indépendance.
17	NORVÈGE	Fête de la Constitution.
20	CAMEROUN	Fête nationale.
25	ARGENTINE	Fête nationale.
25	JORDANIE	Fête de l'indépendance.
31	AFRIQUE DU SUD	Fête nationale.

DÉBAT

LES NÉGOCIATIONS STRATÉGIQUES

Un exercice

LE dialogue américano-soviétique au sujet des euromissiles a suscité en France certaines confusions qui sont bien loin de favoriser une claire prise de conscience des véritables intérêts de l'Europe. Poursuivant un débat engagé dans *le Monde diplomatique* du mois de février, M. Michel Jobert fait ici un utile rappel historique et situe dans leur continuité des options qu'il a toujours nettement affirmées. La sécurité du continent européen ne saurait en tout cas être tranchée dans le secret des délibérations gouvernementales qui tiennent l'opinion publique à l'écart des grandes décisions et prétendent la rassurer en cultivant l'illusion d'un consensus. Dans les colonnes de ce journal, le débat fera intervenir des personnalités françaises et européennes dont la voix mérite d'être entendue.

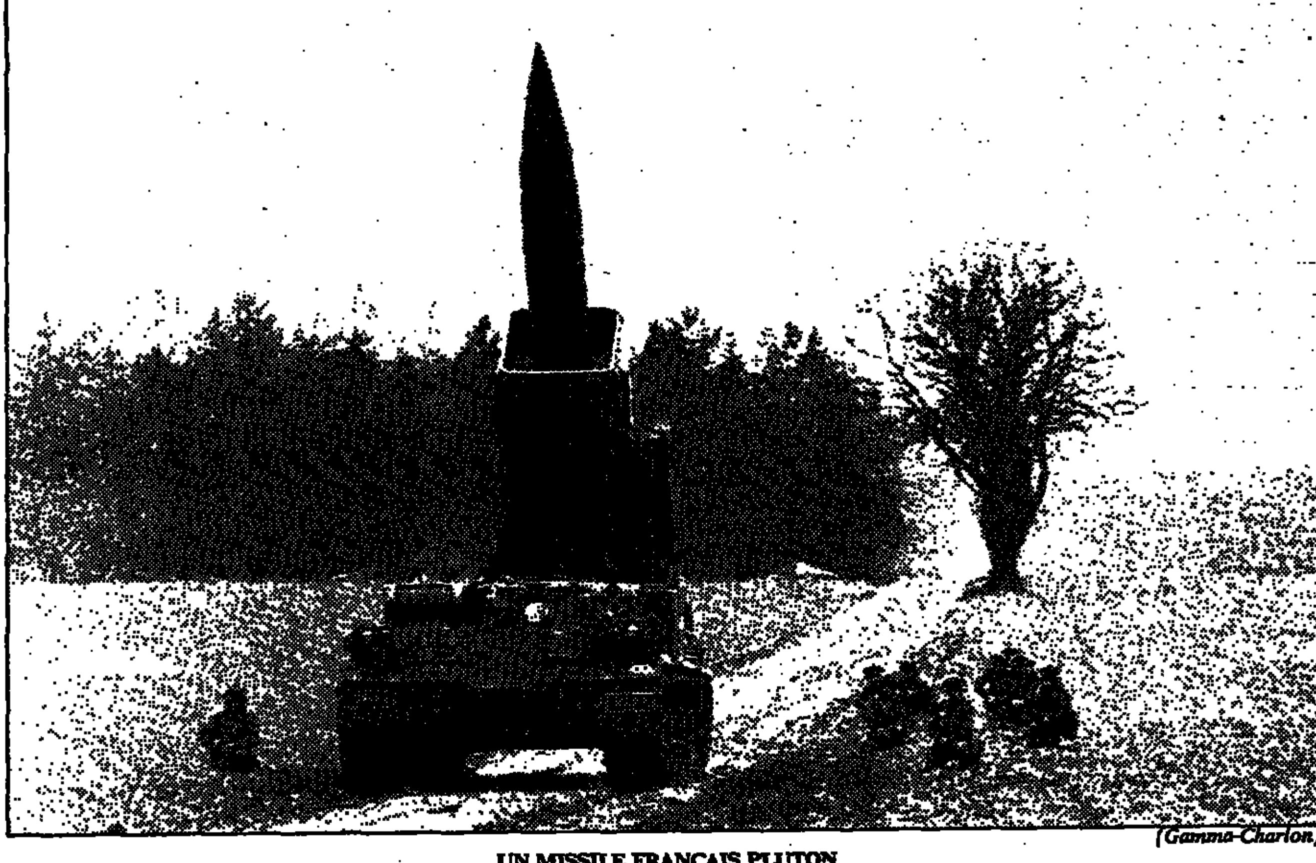
Par MICHEL JOBERT *

De 1945 à nos jours – près d'un demi-siècle, – les Russes et les Américains se sont partagé le monde. Ils espèrent bien continuer – s'étant persuadés aisément que leur intervention était nécessaire aux quatre coins de la planète et qu'elle répondait à des aspirations idéologiques ou morales – la même démarche. Au début, avec la démonstration de l'arme atomique sur Hiroshima, les Etats-Unis avaient pris la tête du partage. L'URSS eut plus d'opiniâtreté et, en souvenir de Pierre le Grand, n'eut de cesse d'arrondir ses conquêtes de guerre en Europe et de déborder son partenaire en Asie, en *Afrique, en Amérique même. Militai*rement, elle se hissa à la parité, jusque dans l'espace, quand elle ne prit pas quelque avance. Les soldats tirant les politiques, dans l'un et l'autre empire, ceux-ci accumulèrent des arsenaux pharamineux en armements classiques ou nucléaires. *Les Américains*, qui avaient mis au point des procédés élaborés dans l'économie et la monnaie, pour récupérer sur leurs « protégés » l'essentiel de leur effort guerrier, espéraient l'essoufflement des Russes. Mais la patience des peuples asservis s'est révélée infinie, et le « réalisme » que manifeste M. Gorbatchev, aujourd'hui, ne signifie pas que son pays soit désor*mais contraint par l'opinion publique* de faire un choix entre le beurre et les canons.

Voilà vingt ans que ces deux empires, qui exècrent que l'on évoque leur « condominium », auraient dû s'entendre pour conserver le même contrôle en dépensant moins. *Seules* leurs propres inconséquences y ont fait obstacle. La centaine et demie de nations qui ont, depuis 1945, garni la planète n'ont jamais justifié pareille accumulation de forces. Mais la méfiance et la duplicité sont telles, entre les partenaires, qu'ils ne se sont jamais sentis libres pour rayonner de quelque bon sens. Pourtant, que de *connivences, en tous les points* du globe, la plus récente étant l'évanouissement de l'escadre soviétique avant le bombardement américain sur Tripoli, en janvier dernier ! Il en est une, moins circonstancielle, constante, pour éviter la dissémination de l'arme atomique. Ainsi la France aura trouvé au travers de sa route, avec quelle violence, Russes et Américains, dès qu'elle décida de devenir une puissance atomique. Pourquoi rappeler ce temps de l'Histoire, même si on l'a vécu à l'avant-scène ? Parce que nos duettistes semblent avoir compris qu'ils n'endigueront la prolifération des armements nucléaires, au-delà des leurs, qu'en *jouant désormais la pièce rose du* désarmement, après avoir stocké des arsenaux tellement énormes que ceux-ci ont perdu leur signification pour la terreur ou seulement le contrôle de la classe mondiale.

En 1983, avec quelque provocation et quelque forfanterie technique, M. Reagan lance son Initiative de défense stratégique (IDS) visant à neutraliser toute attaque atomique. En octobre 1986, à Reykjavik, et en février 1987, à Moscou, M. Gorbatchev propose un désarmement atomique bien tempéré, c'est-à-dire, si possible, à son avantage. Les deux démarches sont complémentaires : la première amorce la seconde. « Me suivrez-vous jusqu'aux lasers dans l'infini ? » demande M. Reagan. *« Après réflexion, dit M. Gorbatchev,* si nous mettions d'abord en œuvre votre excellente proposition atomique, formulée en 1981 et appelée l' « option zéro » ? » Et chacun de se demander ce qui se passe à Moscou, pour qu'on y accepte aujourd'hui ce qu'on refusait hier. Rien de bien nouveau sur le plan du « désarmement ». Mme Thatcher peut dire qu'elle a eu avec M. Gorbatchev *« a fascinating conversation »*, ce qui fait scintiller les commentaires mondiaux mais qui participe de la courtoisie banale, en conversation anglaise. Elle aura appris ce qu'elle sait par cœur, comme les présidents de la République française, depuis des années, que Russes et Américains sont d'accord pour inclure les moyens atomiques français et britanniques dans leurs propres comptabilités de désarmement. Ils espèrent bien y parvenir.

* Ancien ministre des affaires étrangères.



(Gamma-Charlon)

UN MISSILE FRANÇAIS PLUTON
Donner du poids à l'Europe afin qu'elle devienne le « pacificateur » du continent

Nul besoin, en effet, de supputer un nouveau cours, une nouvelle donne du désarmement. Ce qui se passe – ou ce qui se passera, peut-être, dans six mois... ou six ans – relève d'une analyse et d'une logique bien connues.

Malgré l'absence de résultats, les négociations américano-soviétiques sur le désarmement se poursuivent cahin-caha, depuis la crise de 1962, ouverte par l'installation de missiles soviétiques à Cuba. John F. Kennedy y fut d'une résolution romaine ; de Gaulle le soutint sans barguigner ; Khrouchtchev *sut jusqu'où il ne fallait pas aller trop* loin (comme tout dirigeant soviétique, en constante recherche de ce point). Pourquoi cette opiniâtre application pour un dialogue sur le désarmement ? Parce que c'est indispensable sur le grand théâtre mondial. On ne peut désespérer impunément tous les Gary Davies de la terre ! Et voilà que M. Reagan rêve, depuis des années, peut-être *très sincèrement*, de mettre l'atome hors la loi ! Les raisons économiques sont évidentes, même si elles n'ont pas été déterminantes, avec ou sans « promenade dans les bois ». Mais trois éléments conseillent désormais aux deux Grands la désinflation nucléaire :

– l'entrée en force dans le club nucléaire de très nombreux pays du tiers-monde : l'Inde, le Pakistan, Israël, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Argentine (?) et demain peut-être la Corée du Sud ;

– le progrès scientifique et technique, renforçant *ipso facto* les arsenaux des deux Grands en permettant de diminuer leur volume, sans en diminuer, bien au contraire, l'efficacité ;

– le vieillissement des armements atomiques qui, sauf s'ils sont remis à niveau, les rend inutiles. On ne réactive pas de vieux missiles comme de vieux chars.

Ces trois réalités n'ont pas surgi brutalement. Mais elles ont pris une force *singulière, dans un paysage qui ne* s'est guère modifié. Regardons-le. L'homme n'étant pas doté de toutes les formes supérieures de la raison, le désarmement nucléaire paraît aussi impossible que le désarmement général universel, perspective si noble. Lorsque l'un des deux Super-Grands affirme qu'il souhaite la disparition totale des armements nucléaires, c'est qu'il souhaite *l'échec de négociations, en donnant* le mauvais rôle à l'autre. Les armes stratégiques (missiles balistiques sol-sol ou mer-sol, missiles de croisière logés dans les bombardiers) ne vont pas disparaître pour deux raisons :

– l'équilibre de la dissuasion a apporté la paix aux deux Grands et à l'Europe. Le nucléaire, c'est la victoire impossible par l'attaque ;

– sans moyens de frappe adaptés, URSS et Etats-Unis perdent, pour leurs associés, leur valeur, comme ils perdent leurs moyens de pression. Ils ne peuvent non plus se mettre à la merci d'une tierce nation qui maintien*drait ou construirait* une capacité nucléaire.

Dernier élément qui impose que la *négociation soit globale ou ne le soit* pas : l'engagement nucléaire, au moins du côté américain, est conçu pour être progressif, c'est-à-dire pour amener l'URSS à la négociation. Engagements tactiques précédant des engagements stratégiques, atteignant, eux, les territoires des deux Grands, mais également gradués jusqu'à la frappe apocalyptique des grands centres urbains, rien n'est dissociable dans cette construction très hiérarchisée. A courte, moyenne, longue portée, les *armes atomiques sont parties d'un tout.* On ne peut négocier sur l'une sans penser à l'autre.

*Mais alors, pourquoi cette négocia*tion sur les armes intermédiaires et pourquoi maintenant ? Il faut la replacer dans le temps : elle n'a pas commencé hier et ne s'achèvera probablement pas dans six mois.

Dans les revues...

■ Robert W. Clawson et Mark R. Rubin présentent dans **STRATÉGIQUE** une réflexion sur l'image que les Soviétiques se font de la participation française à l'OTAN entre 1984 et 1986. (Nº 87, trimestriel, premier trimestre 1987, 60 F. – La Documentation française, 75007 Paris.)

■ **COMMENTAIRE** consacre une trentaine de pages aux relations Est-Ouest : la stratégie soviétique en cette fin de siècle, le dilemme économique de M. Gorbatchev, les *droits de l'homme*, les leçons du *totalitarisme*. (Nº 37, trimestriel, printemps 1987, un an : 280 F. – 8, rue Garancière, 75006 Paris.)

■ La place et le rôle de la France dans le Pacifique Sud sont examinés en *détail* dans **POLITIQUE ÉTRANGÈRE**, avec une attention particulière pour la Nouvelle-Calédonie et les politiques de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. (Trimestriel, printemps 1987, 80 F. – 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14.)

■ **ÉTUDES INTERNATIONALES** consacre un numéro spécial aux pêches maritimes : le nouveau contexte international et les politiques des pays concernés. (Nº 1, mars, trimestriel, 10 dollars (can.). – Centre québécois de relations internationales, Faculté des sciences sociales, Université Laval, Québec, Qué., GIK 7P4, Canada.)

■ Malcolm Browne, journaliste scientifique au New York Times, explique dans **LE TEMPS STRATÉGIQUE** ce qu'est, selon lui, la « guerre des étoiles » : « Un projet visionnaire qui rassemble des moyens matériels jamais vus et stimule la recherche dans les domaines les plus nouveaux... » (Nº 20, printemps, trimestriel, 25 FS. – 2, rue Bovy-*Lysberg, Case 418, 1211 Genève 11.)*

■ **DROIT SOCIAL** publie un numéro spécial sur le nouveau droit, en France, des licenciements pour motifs économiques. (Nº 3, mars, mensuel, 149 F. – Editions techniques et économiques, 3, rue Soufflot, 75005 Paris.)

■ Au sommaire de la **REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL**, une étude comparée sur l'évolution des systèmes de sécurité sociale à l'épreuve de la crise. (Nº 1, vol. 126, janvier-février, bimestriel, 15 F. – *Bureau international du travail, CH-1211* Genève 22.)

■ **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES** dresse le bilan décevant d'un an de pouvoir de droite et publie un dossier sur les salaires des Français. (Nº 46, avril, mensuel, 16 F. – 12, rue du Chaignot, 21000 Dijon).

■ Sous le titre « L'Etat en question », **INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES** *aborde, en particulier, la question des rapports* entre l'Etat et le marché ainsi que l'offensive anti-égalitaire contre l'Etat. (Nº 17, hiver 1987, trois numéros par an; abonnement annuel : 24 dollars. – CP 206 Succ. C., Montréal, Québec, Canada, H2L 4K1.)

■ « Une police au service des citoyens », tel est le titre du dossier qu'**APRÈS-*DEMAIN*** *consacre au rôle effectif* de la police française. (Nº 292, mars, mensuel, 33 F. – 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

■ **TRAVAILLEUR PAYSAN** rend compte des Assises paysannes qui se sont tenues en mars dernier à Bondy et qui doivent aboutir à la création d'une nouvelle organisation syndicale. (Nº 62, avril 1987, mensuel, 15 F. – 45, rue Sedaine, 75011 Paris.)

■ Au sommaire de la **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE**, une étude sur l'évolution des rapports du Parti communiste italien avec l'URSS depuis 1975. (Nº 2, avril, trimestriel, 85 F. – 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07.)

■ La **NOTE DE L'IRES** aborde les problèmes du chômage et de l'emploi des jeunes dans les quatre principaux pays européens et aux Etats-Unis. (Nº 11, janvier, trimestriel, 55 F. – 1, rue de la Faisanderie, 75016 Paris.)

■ Le professeur El Hadi-Chalabi, dans **GRAND MAGHREB**, analyse les rapports entre « Islam, droit et politique en Algérie ». (Nº 56, 16 mars, mensuel, 32 F. – 38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex.)

■ **POUR LA PALESTINE** présente un dossier « 1967-1987 : vingt ans d'occupation », ainsi qu'un témoignage sur la guerre d'usure contre les camps palestiniens du Liban. (Nº 17, trimestriel, 15 F. – BP 184-04, 75160 Paris Cedex 04.)

■ Un journaliste palestinien expulsé, Akram Haniyyé, raconte son travail en Cisjordanie sous l'occupation dans la **REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES** (nº 23, *printemps 1987, trimestriel, 53 F. – Les Editions de Minuit, Paris*).

■ Une nouvelle lettre d'information en France. Dans le premier numéro de **L'AFRIQUE DU SUD EN DIRECT**, un article sur la terreur au Natal et un autre sur les sanctions internationales. (Nº 1, 21 avril, bimestriel ; abonnement un an : 200 F. – 44, rue d'Hauteville, 75010 Paris.)

■ *« Afrique du Sud ambiguë »*, tel est le thème du dernier numéro de **POLITIQUE AFRICAINE**. (Nº 25, mars 1987, trimestriel, 70 F. – Editions Karthala, Paris.)

■ *Joaquin Villalobos*, un des théoriciens de la guérilla salvadorienne, définit, dans un document que publie **INPRECOR**, la « stratégie de la guerre populaire » dans son pays. (Nº 241, 28 avril, bimensuel, 12 F. – 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.)

■ **CIMADE INFORMATION** nous offre un riche numéro spécial sur « Haïti : un an après », avec des articles sur le rôle de l'Eglise, la situation des paysans, l'économie sinistrée... (Nº 3/4, mars-avril 1987, mensuel, 20 F. – 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.)

■ Témoignages des acteurs des événements de février 1986, aux Philippines, figurent dans **ALTERNATIVES NON VIOLENTES**, sous le thème « Non-violence contre dictature ». (Nº 63, avril, trimestriel, 28 F. – 16, rue Paul-Appell, 42000 Saint-Etienne.)

■ « La crise philippine et la révolution », c'est le thème d'un numéro spécial fort documenté que publie **SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**. (Nº 6, mars, trimestriel, 120 FB. – Rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.)

■ La **LETTRE DE SOLAGRAL** présente une analyse détaillée du très important « Rapport sur l'état de l'environnement en Inde » qui doit être publié en français, fin 1987. (Nº 58, avril, mensuel, 15 F. – 5, rue François-Bizette, F-35000 Rennes.)

■ Un guide pratique pour permettre de choisir de partir dans le tiers-monde ainsi qu'une réflexion sur le tourisme, voilà le dossier proposé par **CROISSANCE DES JEUNES NATIONS**. (Nº 293, avril 1987, mensuel, 24 F. – 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)

■ **FOI ET DÉVELOPPEMENT** publie une étude de Hugues Puel sur la problématique des besoins essentiels de l'homme en tant que fondement du développement. (Nº 149/150, avril-mai, mensuel, abonnement un an 45 F. – Centre Lebret, 39, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.)

■ Au sommaire de **FUTURIBLES**, un *panorama des applications des biotechnologies* à la personne humaine, par Henri Atlan. (Nº 108, mars, mensuel, 43 F. – 55, rue de Varenne, 73541 Paris Cedex 07.)

■ *Dans* **SCIENCES ET TECHNIQUES**, deux témoignages d'immersion d'ingénieurs français dans les univers mythiques de la Silicon Valley et du Japon. (Nº 36, avril, mensuel, *29 F. – 2, rue Béranger, 75003 Paris.)*

■ Pour faire connaître le savoir-faire des entreprises françaises, le Centre de prospective et d'évaluation (CPE) lance une lettre d'information en anglais **FRENCH TECHNOLOGY SURVEY (FTS)**. (Nº 1, mars, abonnement dix numéros par an 1 500 F. – Aditech/FTS, 96, boulevard Auguste-*Blanqui*, 75013 Paris.)

■ **NÉOLOGIE LEXICALE** se propose de collecter et diffuser les néologismes. Dans son premier numéro elle recense plus de quatre cent cinquante nouveaux mots anglais. (Nº 1, décembre 1986, annuel, 40 F payables à l'agent comptable de l'université Paris-VII. – GRIL, EILA, couloir 46-56, 2e étage, université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75251 Paris Cedex 05.)

■ La **REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES** consacre sa dernière livraison aux phénomènes ethniques, au nationalisme, aux classifications et aux préjugés. (Nº 111, février, trimestriel, abonnement un an 315 F. – UNESCO/ERES, *19*, rue Gustave-Courbet, 31400 Toulouse.)

■ Devant la crise de la culture et la crise du politique, faut-il, une fois pour toutes, « revenir à Gramsci » ? C'est le pari que fait la revue **M.** (Nº 9, mars, mensuel, 30 F. – 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)

■ L'inauguration récente du Musée d'Orsay, à Paris, offre l'occasion à la revue **LE DÉBAT** de consacrer sa dernière livraison au thème « Vers un autre XIXe siècle ». (Nº 44, mars, trimestriel, 68 F. – Gallimard, Paris.)

■ Après la mort des maîtres penseurs (Sartre, Aron, Foucault), sommes-nous à la fin d'une époque ? se demande Paul Valadier dans **ÉTUDES**. (Tome 366, nº 4, avril, mensuel, 35 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ Un dossier sur le livre et la lecture en France réuni par Marie-Claude Siron pour **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX**, avec de nombreux éléments documentaires et statistiques (Nº 558, 17 avril, un vendredi sur deux, 16 F. – La Documentation française, Paris.)

■ Pousser la critique « du totalitarisme, de l'irrationnel, de l'obscurantisme » et agir contre « les marchands de consensus », tels sont quelques-uns des objectifs d'une nouvelle revue : **ÉPOQUE**. Dans son premier numéro, on lira le texte de François Dopené « Le libéralisme contre la liberté d'information ». (Nº 1, mars, bimestriel, 35 F. – 3, cité Magenta, 75010 Paris.)

■ Dans **POSITIF** : un important dossier sur le cinéma brésilien et des entretiens avec Oliver Stone *(Platoon)* et Luigi Comencini *(la Storia)*. (Nº 314, avril, mensuel, 35 F. – 1, quai Conti, 75016 Paris.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

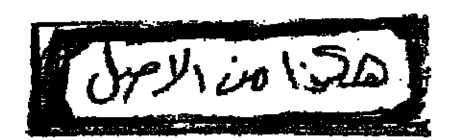
● THE WORLD BANK ATLAS 1987 : *(Atlas de la Banque mondiale 1987)* : les principaux indicateurs économiques et sociaux pour 184 pays et territoires *(Banque mondiale, Washington DC, 1987, 29 pages, en anglais, français et espagnol)*.

Banque interaméricaine de développement.

● RAPPORT ANNUEL POUR 1986 : les activités de la Banque en faveur des pays de la région *(BID, Washington DC, 1987, 182 pages)*.

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

● LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES ÉMISSIONS DE TÉLÉVISION : la part des émissions importées dans les programmes locaux, leur provenance. Dans la série « Etudes et documents d'information », nº 100 *(UNESCO, Paris, 61 pages, 100 F)*.



ET LA SÉCURITÉ DE L'EUROPE

de puissances

En 1970, pour moderniser un arsenal hors d'âge, les Soviétiques se lancent dans la construction puis le déploiement des SS-20. Les Etats-Unis n'y font pas objection, et il faut toute l'insistance du chancelier Schmidt pour qu'ils s'engagent dans la modernisation de leur arsenal européen. Mais le déploiement ne se fera que si les Soviétiques refusent de réduire le nombre de leurs SS-20. La négociation est donc toujours possible. Elle est engagée dès juillet 1980. En novembre 1981, le président Reagan lance l'idée de l'« option zéro ». L'étape décisive fut la mise au point d'un compromis, dit de « la promenade dans les bois » : réduction des lanceurs SS-20 à 75 en Europe et à 80 en Asie, contre le renoncement américain au déploiement des Pershing II en Europe, et la limitataion des missiles de croisière à 300 (464 initialement prévus).

Andropov refusa ce compromis. Les manifestations pacifiques en Europe tournèrent au fiasco. L'échec fut grand pour l'Union soviétique : aurait-elle accepté le compromis, les missiles américains de moyenne portée auraient été strictement limités. Or, pouvant frapper l'URSS sur son territoire, ceux-ci apportent aux Etats-Unis un avantage dans l'équilibre stratégique. Aujourd'hui, l'URSS veut obtenir ce qu'elle a refusé en 1982, et plus encore. La situation de M. Reagan lui en offre-t-elle l'occasion ? Peut-être, puisque ce président américain est affaibli par la fin d'un mandat qui n'est pas renouvelable et par les palinodies de l'« Irangate ». Après avoir été l'ange de la fermeté, il voudrait être celui de la paix : question d'image à léguer. Ses partenaires soviétiques n'ont pas intérêt à abattre un homme déjà atteint. Un demi-succès avec lui paraîtra peut-être préférable à une manœuvre de grande ampleur.

Mais de nombreux responsables américains considèrent cette négociation, dans un idéal de paix, comme un leurre. Aussi faut-il gagner du temps et peu leur importe que leurs décisions éloignent un règlement : modernisation accélérée de l'arsenal stratégique, débordement des accords SALT de 1972 au-delà des seuils autorisés pour les têtes nucléaires ou par une interprétation extensive des accords sur les anti-missiles, permettant de tester les systèmes à réaliser par l'IDS. En outre, devant les clameurs européennes, spécialement anglaises et françaises, les Américains affirment maintenant qu'on ne saurait traiter des armes nucléaires à portée intermédiaire (2 000 à 5 000 km) sans traiter des missiles à courte portée (500 à 1 000 km), ni, ajoutent les Européens, de l'artillerie nucléaire, chimique, ni des armes et forces conventionnelles, etc.

Il y eut quelques instants comiques quand on s'avisa de recenser et de classer les armes existantes ou en projet, pour l'information des chefs d'État ou de gouvernement. La négociation est toujours là ; on peut l'alimenter très longtemps. A court terme, pour les armes à portée intermédiaire, qui sont à l'ordre du jour, la fixation de leur nombre et de leur lieu de stationnement constitue le plus facile. Quant au contrôle des engagements — absence de stocks, élimination des moyens de production, inspections sur place, — on en conçoit toute la difficulté. D'ailleurs, entre un gros missile à courte portée et un petit missile à portée intermédiaire, des modifications de charge, de propulseurs, peuvent effacer les différences. Après les missiles, resteront en question les bombardiers qui, en Europe, ont la capacité, à eux seuls, de tout détruire. Mais, surtout, les situations géographiques font des armements à moyenne portée des objectifs différents pour l'URSS, puissance continentale au centre de l'ensemble euro-asiatique, et pour les Etats-Unis, protégés par les océans et le désert polaire.

Ces Européens dont on dispose sans les consulter

DANS cette complexité, à la fois décourageante et propice à de multiples arrangements, la recherche des intentions devient essentielle. Pour les Russes et les Américains, le but est de maintenir, au moindre coût si possible, une primauté politique et militaire qui assure la pérennité des blocs qu'ils animent. Il est d'endiguer la prolifération nucléaire par un désarmement bien conduit à partir d'un surarmement qui permet, sans trop de danger, de marcher à reculons en faisant tomber les apprentis dans la trappe. Pour les Européens atomiques (Français et Anglais), il faut échapper à des comptabilisations globales qui, pour eux, seraient ravageuses. Or, sur celles-ci, Russes et Américains sont bien d'accord : ce serait une sorte de « normalisation » des voltigeurs ! Les Américains, pour s'assurer des docilités européennes, ont souvent menacé de retirer leurs forces d'Europe. S'il s'y décidaient, ce ne sont ni les cris ni les supplications des Européens qui les détourneraient de l'appréciation qu'ils auraient faite de leurs intérêts. N'en doutons pas ! Assurément l'Europe, qui a vécu depuis 1945 sous leur parapluie atomique, en est inquiète. Pourtant, elle sait, depuis 1974, que les Etats-Unis ne la protégeront pas en toutes circonstances. Elle a fait jusqu'ici semblant de ne pas le croire. C'était plus commode !

Si les négociations soviéto-américaines, à Genève, se précipitaient, son « mental » — comme on dit aujourd'hui — en serait bouleversé : car les réalités vont faire surface. La première : l'Allemagne préférera une sorte de neutralité qui permettra de ne pas compromettre l'espoir d'une réunification du peuple allemand. La seconde : par conséquent, l'organisation d'une défense européenne sera encore plus incertaine qu'elle ne l'est aujourd'hui, même si les Etats-Unis devaient l'encourager sincèrement, ce qu'ils se sont bien gardés de faire jusqu'ici. Troisième certitude : la résolution de quelques nations européennes, la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, peut contrebalancer l'effet des arrangements soviéto-américains. L'heure de vérité venue, seuls comptent les moyens dont on dispose. Le général de Gaulle n'avait cessé de le dire !

L'analyse allemande est particulièrement intéressante : ou bien elle est faite pour justifier une certaine neutralisation de l'Europe, qui a toujours été le corollaire, par les temps qui courent, de la réunification de l'Allemagne, toujours espérée ; ou bien elle annonce des temps nouveaux et, quoique avec doute sur ceux-ci, il faut l'enregistrer. Les débats au Bundestag n'ont pas mis en question la conviction exprimée par le chancellier Kohl que la République fédérale était fermement attachée à l'Occident et à l'Alliance atlantique : toute tentative d'amélioration des relations avec l'Est ne pourrait reposer que sur cette base. Mais, selon les orateurs, la politique allemande doit être désormais axée sur l'Europe, c'est-à-dire sur le continent, dans son ensemble. La frontière de l'Elbe est allégrement franchie.

Selon le ministre allemand des affaires étrangères, le monde est en mutation rapide. L'ère des deux super puissances touche à sa fin. Après la bipolarisation, d'autres centres du pouvoir vont « codéterminer » la marche du temps. Un de ces centres est l'Europe, toute l'Europe à l'ouest de l'Union soviétique. La France et l'Allemagne ont un rôle primordial à jouer dans cette Europe. L'Union soviétique est en train de changer. Elle s'ouvre à l'Ouest. Il faut l'aider à parfaire sa transformation, au bout de laquelle peut se découvrir une société russe plus démocratique. Une telle Union soviétique serait le meilleur garant d'un nouvel ordre européen de paix. Dans le cadre de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), la France et l'Allemagne doivent donner du poids à l'Europe, qui deviendrait le « pacificateur » du continent. L'Allemagne se révèle éloquente, après avoir été atlantiquement exemplaire. Mais qui pouvait douter d'un tel infléchissement ? Les Américains doivent apercevoir aujourd'hui que, de Reykjavik à Genève, leurs conversations avec les Russes comportent des conséquences qui ne se limitent pas aux seuls missiles intermédiaires. Ils auront grand mal à éviter qu'elles ne débordent. Le négociateur soviétique Karpov leur a reproché de ne pas « vouloir » l'option zéro qu'ils avaient eux-mêmes proposée. Les Allemands risquent de leur en dire autant, en allant même jusqu'à murmurer : « Etes-vous encore une superpuissance ? » Et cela expliquerait leurs présentes orientations.

Il en est des « euromissiles » comme des « eurodollars ». L'initiative de leur création comme leur mise en œuvre n'ont rien à voir avec les Européens. Une fois encore, leurs territoires sont des terrains de manœuvre, dont on dispose le plus souvent sans les consulter. Si ces armes et cette monnaie ont fini par les obnubiler au point que le vocabulaire les leur impute abusivement, qu'ils n'y puisent pas le sentiment de leur importance ! Celui-ci ne viendra que d'une volonté opiniâtre à exprimer la liberté de l'Europe, sans laquelle elle demeurera une « non-personne ».

Les variations russo-américaines sur les niveaux d'un surarmement, voire sur son hypothétique contraction, sont fréquemment de nature théâtrale. Elles sont jouées pour l'édification de l'opinion publique, américaine, européenne ou... russe. M. Gorbatchev a en effet à convaincre, chez lui, de nombreux esprits du bien-fondé d'électro-chocs en série. Depuis Foster Dulles (1953), on le sait, la négociation est peut-être dans les paroles, mais non dans les choix gouvernementaux. Elle est réputée sans issue : les Soviétiques faiblissent-ils, il faut pousser l'avantage pour qu'éclate leur faiblesse économique ou politique ; durcissent-ils le ton, c'est qu'ils n'ont pas renoncé à un expansionnisme qu'il faut endiguer militairement. Ce raisonnement est aussi bien celui des Russes à l'égard des Américains.

Attendre que l'adversaire s'effondre sous le poids d'inconséquences dénoncées dès longtemps est une attitude à la fois commode et simple. Mais les opinions publiques veulent être entourées de soins. Ainsi la proposition d'« option zéro », faite en 1981 par M. Reagan, était moins destinée à engager avec les Russes un certain règlement qu'à rassurer les Européens sur la détermination inchangée des Américains à les défendre ; et à éviter que la contagion pacifiste ne gagne les foules européennes. En renouvelant, en mai 1982, cette proposition, M. Reagan pouvait espérer apaiser les antinucléaires américains sensibles au vocabulaire : la réduction d'un arsenal est plus éloquente que sa limitation. Enfin, l'IDS de mars 1983, visant la mise hors jeu de l'atome, était encore plus mirobolante, surtout si on l'intégrait dans les négociations sur le désarmement !

En ces années, la vérité ne circule que très chaudement vêtue.

MICHEL JOBERT.

LE «PRINTEMPS» DE MOSCOU

«Transparence» des débats, opacité des réformes

(Suite de la première page.)

Mais qui aurait imaginé, il y a un an, les orientations et l'allure des changements ? Sans doute avait-on perçu la très forte détermination des nouveaux dirigeants du Kremlin à restaurer le goût du travail, de l'efficacité, de la discipline dans l'économie. Mais, un an plus tard, les réformes piétinent, et n'affectent guère le mode de production et la vie quotidienne. Par contre, le renouveau avance à bride abattue là où on l'attendait le moins : dans le domaine des libertés d'expression, de la création culturelle.

L'objectif, manifestement, est de « créer un climat », en faisant appel aux « leaders d'opinion » et aux couches sociales les plus disponibles pour le renouveau : journalistes et créateurs. N'avaient-ils pas eux-mêmes préparé le terrain ? La presse parachève son tableau des ombres en investissant, de mois en mois, de nouveaux territoires précédemment tabous : hausse de la mortalité infantile, expansion de l'usage des drogues (alors que l'alcoolisme diminue sensiblement), prostitution, suicides, etc. Cette vague de critiques charrie des accents contradictoires, tantôt purement moralisateurs, tantôt cherchant à mettre en évidence les forces « autodestructives » à l'œuvre dans le système. Il est de nouveau question, par exemple, des initiatives populaires qu'une bureaucratie obtuse n'a pas cessé de réprimer, quitte à se plaindre ensuite de l'« apathie des masses ». On a reparlé de ces fructueuses expériences d'autogestion abandonnées dans l'agriculture, comme celle menée à la fin des années 60 par Khoudienko au Kazakhstan. Une organisation du travail comme on en veut aujourd'hui et dont les brillants résultats d'il y a vingt ans (productivité et salaires en hausse) avaient effrayé les autorités, au point que Khoudienko fut jugé pour dilapidation des fonds de l'État, exclu du parti et privé de travail pendant deux ans.

La « transparence » a sans doute des effets positifs sur l'opinion à l'étranger. Encore faut-il remarquer que les publications soviétiques en langues étrangères – si l'on excepte le ton surprenant des *Nouvelles de Moscou* (8) et de certains articles diffusés par l'agence Novosti – s'obstinent à propager une image monolithique, uniforme ou très affadie de la vie soviétique.

Mais, pour l'essentiel, la transparence obéit à des besoins internes : surmonter la manie du secret, abolir les cloisonnements, débloquer les canaux d'informations économiques, techniques, scientifiques, sans lesquels une modernisation est impensable.

Le sous-développement de la sociologie, les interdits posés à la recherche ou aux publications nuisent autant à la gestion économique qu'à l'établissement de la confiance entre les dirigeants et la population, estime l'une des têtes chercheuses de la réforme, Tatiana Zaslavskaïa (9).

Au-delà des préoccupations tactiques, la « transparence » obéit aussi à l'un des articles de foi du réformisme gorbatchévien : le rôle décisif du « facteur humain ». A la différence des « perfectionnements » de l'ère brejnevienne, et à l'encontre d'une conception technocratique (purement organisationnelle) de la « reconstruction », M. Gorbatchev et les réformateurs-radicaux (10) se montrent persuadés que rien ne changera sans une profonde remotivation (aussi bien matérielle que morale) des personnes.

D'où la découverte du caractère démoralisant du mensonge, des demi-vérités, du « double langage », l'insistance passionnée sur des valeurs qu'on croyait appartenir à la seule tradition humaniste russe du dix-neuvième siècle et à la dissidence qui s'en réclame : la « réhabilitation de la conscience », la responsabilité morale du citoyen, les valeurs spirituelles dont l'abandon expliquerait pour une bonne part la dégradation de la conscience professionnelle, l'alcoolisme, le dessèchement des rapports humains.

L'écrivain-paysan Ivan Vasiliev parle du *« déficit du sens de la communauté »*, que l'on peut vérifier dans le laisser-aller général, la destruction de l'environnement, l'abandon des vieillards à eux-mêmes, etc. (11).

Thèmes récurrents de la littérature des années 60-70, dont la plupart des « guides spirituels », les Raspoutine, Zalyguine, Aïtmatov, etc. (12), jouent un rôle important dans la conduite des affaires culturelles aujourd'hui (13).

Une personnalité peu connue du grand public émerge dans ce débat sur le « réveil de la conscience » : l'académicien D.S. Likhatchev, linguiste et spécialiste de la Russie médiévale, dont les premiers travaux remontent aux années 20 et qui fut déporté sous Staline au bagne des Solovki. Il fait aujourd'hui figure de « sage », consulté en haut lieu, et auquel a été confiée la présidence du Fonds de la culture. Les « vilenies » qui se sont accumulées dans la vie publique, D.S. Likhatchev les attribue tout spécialement au fait que *« la conscience (...) gardait le silence ». « Etait-ce par peur ? La vérité ne peut pas faire peur, car la vérité et la peur sont inconciliables... Une seule chose doit nous faire peur : le mensonge ; si nous éprouvons cette peur, il régnera alors dans notre société un climat sain »* (14).

Le Komsomol (les jeunesses communistes), en perte de vitesse, n'est pas le dernier critiqué, brocardé, parfois hué, dans ces émissions, dans des spectacles, et jusque dans des réunions préparatoires à son congrès où des voix se sont élevées pour demander la *« dissolution »* de cette organisation *« inutile »*. Cela, en dépit des efforts déjà considérables qui ont été consentis pour « rajeunir » le mouvement des jeunes : un nouveau leader moderniste, Viktor Mironenko, le dynamisme et la franchise de journaux tels que *Komsomolskaïa Pravda* et *Moskovskii Komsomoletz*, l'ouverture et la prise en charge des groupes musicaux auxquels s'ouvrent peu à peu la radio et la TV, mais que boude encore l'unique firme de disques Melodia... S'adressant au congrès de cette organisation en avril, M. Mikhaïl Gorbatchev n'ignorait pas le fossé qui s'est creusé entre elle et une jeune génération qui lui préfère une multitude florissante de groupes informels, autour de divers centres d'intérêt, principalement le rock soviétique, qui tend à supplanter, en popularité, les groupes occidentaux.

Symptomatique, la photo publiée par un journal et montrant l'un de ces groupes, dont plusieurs membres se masquaient le visage. La légende disait : *« Nous ne voulons pas de mur entre eux et nous... Mais est-ce que, vraiment, nous ne le voulons pas ?* (19). »

Un « consensus moral »

LA recherche d'une sorte de « consensus moral » – destiné à combler le vide spirituel consécutif tant à la dissolution des anciennes valeurs qu'au discrédit de l'idéologie communiste – implique donc une alliance entre le pouvoir et des « leaders d'opinion » plus ou moins éloignés du marxisme-léninisme, appartenant à diverses sensibilités, humanistes-démocrates, écologistes, passéistes russes autant que « modernistes » technocrates. Jusques et y compris une figure de la dissidence libérale comme Andreï Sakharov, également rallié aux initiatives de renouveau et de désarmement de M. Mikhaïl Gorbatchev, tout en y incluant son propre combat pour la libération des prisonniers de conscience (15).

Une opinion publique autonome, en gestation depuis vingt ans, se voit reconnaître droit de cité, et obtient même des résultats concrets. Le gigantesque projet de détournement des fleuves sibériens vers le sud a été provisoirement abandonné, l'usine polluante du lac Ladoga, près de Leningrad, fermée, celle du lac Baïkal en voie de reconversion (16).

Objet de la plus ancienne mobilisation écologiste, la « mer sacrée » de Sibérie a été *« l'une des places fortes du combat de l'opinion publique pour la démocratisation, la transparence* (17) ».

Les réformateurs occupent désormais des positions dominantes à l'académie des sciences, à la tête de l'Union des cinéastes et de la nouvelle Association des sociétés théâtrales, ainsi que, mais dans une nettement moindre mesure, à l'Union des écrivains et dans quelques « grosses revues » influentes (18).

Ces changements de direction s'accompagnent de restructurations de la vie culturelle. Soixante-neuf théâtres (sur six cent trente-quatre) sont déjà en autogestion-autofinancement, et on assiste à une poussée des studios amateurs et semi-professionnels.

L'Union des cinéastes, sous l'impulsion de réalisateurs tels que Elem Klimov et Rolan Bykov, libère en cascade des films bloqués depuis des années et pèse sur la réorganisation de la production. Aux studios Mosfilm, par exemple, les scénarios et tournages sont conçus en « unités de création », puis négociés avec l'autorité compétente, *« là où il fallait précédemment franchir vingt-quatre échelons »*. L'Union s'attaque également aux problèmes de distribution et de diffusion à l'étranger. L'objectif est de combattre la *« double censure »* des meilleurs films soviétiques sur la scène internationale : celle des bureaucrates de Moscou et de leurs représentations diverses à l'étranger, tout comme celle – politique ou commerciale – des distributeurs et de la critique occidentale. Problème posé, d'ailleurs, pour les artistes de toutes catégories : celui du « boycottage » de la culture soviétique moderne par les représentants officiels de l'URSS, qui s'obstinent à n'en proposer que les représentations les plus académiques.

Longtemps en retard sur le mouvement, la télévision n'a pas été la moins interpellée. Non sans virulence. Pour ses lenteurs, lors de l'affaire de Tchernobyl. Ses pudeurs dans l'information en général. Mais aussi : la médiocrité de ses programmes de variétés. Là encore, une nouvelle direction fait bouger les choses. Des débats sur des problèmes aigus de l'actualité et de l'histoire, des émissions en direct, les « téléponts » avec les Etats-Unis, passionnent l'opinion. Même la jeunesse se tourne vers le petit écran, depuis qu'un dialogue d'une exceptionnelle franchise lui est proposé, chaque mois, par la célèbre série *« 12e Etage »*. L'une des émissions de cette série, par exemple, fit appel aux jeunes de Tomsk qui, rassemblés par milliers sur une place de la ville et sous l'œil des caméras, ont dressé – dans une ambiance quasi « soixante-huitarde » – le procès de l'enseignement et du manque de démocratie dans l'école. Lors d'une autre émission, ce sont les jeunes ouvriers de l'usine automobile Togliatti qui ont brossé le tableau des entraves bureaucratiques à leurs propres désirs de travailler mieux, d'innover, de recevoir des formations plus adéquates.

Les ouvriers sont-ils préparés ?

L'EXEMPLE du Komsomol, tout comme celui des syndicats, considérés par les travailleurs comme un département de l'administration chargé des services sociaux, illustre la difficulté majeure de M. Gorbatchev dans sa volonté de provoquer un sursaut populaire : il ne dispose que des encadrements institutionnels qui, de manière structurelle, inoculent la passivité.

D'autant que, à la différence de l'intelligentsia, largement bénéficiaire de la « transparence » et de l'abolition de la censure préalable, la grande masse des jeunes, des ouvriers, des paysans, restent soit indifférents aux agitations du Tout-Moscou, soit dans l'attente de changements capables d'améliorer leur vie quotidienne et qui, dans la logique du système, ne peuvent que *« tomber d'en haut »*.

Une attente partagée, de fait, entre l'espoir et l'inquiétude. Espoir de voir allégées les corvées de l'approvisionnement et les humiliations subies, au travail et dans les administrations, du fait de l'arbitraire bureaucratique. Inquiétude devant l'éventuel bouleversement d'un système malgré tout garant de l'emploi et du faible rendement au travail.

Les réformes économiques n'en sont qu'à leurs premiers pas. Le nouveau mode de gestion des entreprises, plus autonomes (et, déjà, l'autofinancement concerne 20 % de la production commercialisée) et les relations contractuelles, est appelé à se généraliser, y compris dans le complexe agro-industriel où 11 millions de travailleurs (contre 1 million en 1982) sont concernés par le travail en équipes autonomes (dans certains cas : familiales).

Les débuts sont difficiles. En janvier-février 1987, 77 % seulement des entreprises industrielles ont exécuté leurs contrats, ce qui n'est pas sans incidence sur la nouvelle chute des performances (plans de productivité non exécutés, augmentation de la production industrielle de + 2,9 % contre + 4,9 % l'année précédente, marquée par un léger redressement pour l'ensemble de l'économie).

Les rationalisations dans les chemins de fer (125 000 travailleurs « libérés » et en principe reclassés) sont controversées. Modernisation technique et suppressions d'emplois auxiliaires pénibles ou « inutiles » vont poser un problème de recyclage qui, d'ici à la fin du siècle, ne concernerait pas moins de 50 millions de personnes. Quant aux « contrôles de qualité » frappant depuis janvier les productions défectueuses dans quelque 1 500 entreprises, ils entraînent des baisses de salaires et des situations parfois qualifiées de « dramatiques ».

Le projet – et la stratégie de réforme – concocté par le groupe de Novossibirsk (20) a reçu une consécration officielle en étant publié par l'organe doctrinal du parti *Kommounist* (21). Il présente un ensemble de mesures (différenciations salariales, hausses de prix) comme autant de correctifs à l'injustice sociale. La gratuité de certains services sociaux est même contestée en tant que « favoritisme » à l'égard des catégories les mieux payées, et la redistribution des ressources est recommandée en faveur des catégories les plus pauvres – malades, jeunes, pensionnés. La lutte contre les revenus illicites (l'une des sources d'inégalité) sera menée, complémentairement, par la répression des fraudes, corruptions et privilèges, et par la légalisation des initiatives individuelles. Depuis ce 1er mai 1987, le travail indépendant (sans salariés) est autorisé pour les retraités, invalides, femmes au foyer, étudiants, et même kolkhoziens et salariés de l'Etat pendant leurs loisirs (22).

La démocratisation doit prendre corps dans la nouvelle loi sur l'entreprise en cours de discussion (23). Des élections de chefs d'atelier, et dans quelques cas de directeurs, suscitent remous, surprises et controverses, dont les échos sont rapportés dans la presse et les conversations à Moscou : *« Que devient le principe de l'unité de commandement des entreprises ? Faut-il ou non recourir au vote secret ? Les ouvriers sont-ils préparés, souhaitent-ils vraiment cette soudaine participation aux responsabilités ? Ne faudrait-il pas, avant de parler d'autogestion, que les travailleurs puissent mieux se défendre au moyen de syndicats indépendants de l'administration ? »*

Peut-être M. Gorbatchev veut-il forcer le cours des événements, en permettant ce précédent inouï : la retransmission à la télévision d'un arrêt de travail dans une usine de Moscou dont les ouvriers protestaient contre les conditions d'insécurité (24).

Plus fondamentalement peut-être, mais avec beaucoup moins de certitudes, l'horizon s'ouvre à la démocratisation du parti et de l'Etat depuis le plenum de janvier 1987. Les propositions les plus audacieuses de M. Gorbatchev sur la pluralité des candidatures et le vote secret aux élections n'ont pas été retenues dans la résolution du comité central (25). Elles n'en continuent pas moins à être évoquées dans la presse.

Plus surprenant, la réforme de la justice est, elle aussi, à l'ordre du jour. Les plaintes contre les tribunaux, la milice, la Procurature (26) se multiplient. La Cour suprême de l'URSS, lors d'une mémorable assemblée en novembre 1986, s'est faite l'écho des erreurs judiciaires, des restrictions aux droits de la défense, au contrôle social et à la publicité des procès. Il fallait entendre cette haute assemblée résonner de ces mots : *« Sans compréhension de l'âme, sans respect de la personne, sans compassion et sans clémence, il ne peut y avoir de légalité ni de justice* (27) ». Lors d'un débat, publié, sur ce thème, un juriste fit état des *« pressions exercées sur les tribunaux par les dirigeants locaux et les chefs haut placés de tout rang »*, tandis qu'un professeur suggérait l'instauration d'une cour constitutionnelle *« chargée de vérifier la légalité de toute loi* (28) ».

Il n'y a guère que le KGB et l'armée qui soient épargnés, jusqu'à présent, par cette véritable « levée de boucliers » de l'opinion publique, qui, déjà, s'aventure à soulever la question des conditions de détention dans les « colonies de travail correctif » (29).

Force d'inertie et résistance plus active

« UNE lutte sociale est en cours... Non seulement avec ceux qui sont incapables d'une quelconque reconstruction, qui ne la souhaitent pas, qui s'accrochent à leurs privilèges... Elle a lieu aussi dans l'âme de ceux qui aspirent au changement [mais] *ne veulent ou ne peuvent que difficilement s'arracher à la force des habitudes* (30). »

Une force d'inertie, mais pas seulement. Le profond scepticisme d'une grande partie de l'intelligentsia qui, tout en saisissant l'occasion d'exprimer son amertume, ne se sent pas pour autant mobilisée pour le renouveau. L'impatience d'une autre frange d'intellectuels qui exhortent à l'action constructive : *« Les temps sont complexes, mais pas seulement : dramatiques... Ou bien nous renouvelons pleinement les « gènes du système », ou bien nous retombons dans les eaux stagnantes pour longtemps, sinon pour toujours. C'est maintenant ou jamais* (31) ! »

C'est aussi la réserve qu'inspirent les ambiguïtés mêmes du projet réformateur : certains veulent bien la modernisation, la « computérisation » mais *« pas la démocratie »*. Ou encore la transparence, *« mais pas la reconstruction »*. Ou bien tout à la fois, mais à la condition qu'ils puissent continuer à tout commander (32).

Un film comme *le Repentir*, d'Abouladze, évoquant la tragédie stalinienne, a provoqué un violent choc émotionnel. *« Faut-il rouvrir les blessures du passé ? »*, demande un journal du Komsomol ; et il répond *« oui »* sans hésiter, car *« l'histoire vit en nous »*, elle est *« notre espace moral »*, et le passé doit être mis à jour si l'on ne veut pas que se répètent des erreurs tragiques (33). Mais cette question divise la population. Et la tendance à *« cracher sur le passé »*, tout comme l'engouement pour les modes occidentales, risquent d'engendrer des blessures d'amour-propre national, des humiliations peut-être aussi redoutables pour le « renouveau » que la résistance bureaucratique. De surcroît, lorsqu'on parle du combat titanesque qu'il faudrait engager contre « la bureaucratie », encore faut-il savoir qu'est en jeu le sort non seulement de monstrueux profiteurs, mais aussi d'une multitude de « petites mains » qui ont des raisons de considérer comme plus humanitaire que tout autre un régime qui leur garantit l'emploi et le minimum vital, si médiocre soit-il. Un des analystes soviétiques du système bureaucratique, M. V. Choubkine, estime qu'il ne saurait y avoir de « chirurgie » anti-bureaucratique, mais seulement une lente « guérison » usant de toutes les ressources d'une législation démocratique et de la société civile à développer.

C'est dire que la partie engagée est délicate, pleine d'écueils pour les réformateurs. Le nouveau Rubicon à franchir, dans la foulée de la « transparence », c'est que les « contre » s'expriment, c'est que le débat se déroule sans dérive vers l'intolérance, l'insulte, la violence. C'est – dans un pays sans traditions démocratiques – se former à ce que M. Gorbatchev appelle *« la confrontation des points de vue, la discussion et la rupture avec les vieux stéréotypes* (34) ».

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(8) Publié en plusieurs langues étrangères, l'hebdomadaire *les Nouvelles de Moscou* a aussi une édition en russe. Précédemment peu recherchée, elle disparaît maintenant des kiosques quelque temps après sa distribution. Ce journal, nouvellement dirigé par Egor Yakovlev, a fait scandale en publiant, dans son édition du 29 mars, un texte de dissidents en exil, dont Vladimir Boukovski, dirigeant de l'Internationale de la résistance. La virulence du texte (qui compare l'éducation militaire et patriotique en URSS au *« dressage des jeunesses hitlériennes »*) suffisait pourtant à disqualifier les auteurs aux yeux des lecteurs soviétiques, et la réponse de E. Yakovlev contrastait par sa sérénité. *Les Nouvelles de Moscou* ont été contraintes par la suite de publier des « répliques » plus cinglantes.

(9) *Pravda*, 6 février 1987.

(10) A l'encontre de l'esprit technocratique, Inna Roudenko fait même référence, dans *les Nouvelles de Moscou* du 29 mars 1987, à « Che » Guevara et au docteur Schweitzer.

(11) *Pravda*, 7 décembre 1986.

(12) Voir *le Monde diplomatique*, juin 1986.

(13) L'écrivain et « écologiste » Sergueï Zalyguine s'est vu confier la direction de la revue *Novy Mir*, célèbre pour le rôle qu'elle joua lors du « dégel » post-stalinien et dans les années 60, sous la direction d'Alexandre Tvardovski.

(14) *Literatournaïa Gazeta*, 1er janvier 1987.

(15) Selon le correspondant à Moscou du *New York Times* (4-5 avril 1987), cette attitude déçoit dans les milieux dissidents.

(16) L'inquiétude des écologistes, y compris à propos du sort du Baïkal, n'en reste pas moins très vive, et leur contestation porte désormais (depuis Tchernobyl) sur l'énergie nucléaire, précédemment hors controverse.

(17) Oleg Volkov, *Literatournaïa Gazeta*, 8 avril 1987.

(18) Il s'agit de revues littéraires publiant romans, récits, nouvelles, poésie, etc., mais également articles et débats sur les problèmes de société et d'économie, et tirant à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

(19) *Literatournaïa Gazeta*, 22 octobre 1986.

(20) Les académiciens Abel Aganbegian, Tatiana Zaslavskaïa et d'autres économistes et sociologues issus de la cité scientifique de Novossibirsk (Sibérie occidentale), où la plupart sont encore fixés.

(21) *Kommounist*, no 13, 1986.

(22) Un excellent dossier en langue française sur « Le programme de réformes de Mikhaïl Gorbatchev », constitué par Roberte Berton-Hogge et Dominique de Lapparent, est publié par *Problèmes politiques et sociaux*, série URSS, la Documentation française, 20 mars 1987.

(23) Projet de loi publié dans la *Pravda* du 8 février 1987.

(24) *La Repubblica*, 20 avril 1987.

(25) Voir *Problèmes politiques et sociaux*, la Documentation française, op. cit.

(26) Organe chargé de la surveillance de la légalité.

(27) *Literatournaïa Gazeta*, 17 décembre 1986.

(28) *Literatournaïa Gazeta*, 21 janvier 1987.

(29) *Literatournaïa Gazeta*, 15 avril 1987.

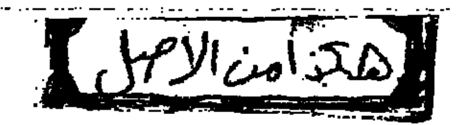
(30) K.I. Lavrov, *Pravda*, 6 décembre 1986.

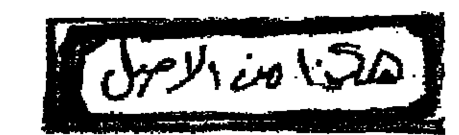
(31) Mikhaïl Oulianov, *Sovietskaïa Koultoura*, 7 février 1987.

(32) Robert Rojdestvenskii, *Literatournaïa Gazeta*, 8 avril 1987.

(33) *Moskovskii Komsomolets*, 12 février 1987.

(34) Allocution de M. Gorbatchev, le 1er octobre 1986, devant les titulaires des chaires de sciences humaines.





VERS UNE DIPLOMATIE PLUS ATLANTISTE ?

La politique internationale, face cachée de la crise italienne

APRÈS trois ans et demi de stabilité sous les gouvernements de M. Bettino Craxi, l'Italie traverse une crise politique dont rien n'assure qu'elle pourra être surmontée par les élections du 14 juin prochain. Outre les prétentions hégémoniques de la démocratie chrétienne, un autre facteur a précipité la décomposition de l'alliance des cinq partis de la coalition gouvernementale : la politique étrangère d'autonomie conduite par M. Andreotti et vivement combattue par les forces les plus atlantistes de la péninsule. Mais ces affaires ne sont guère débattues sur la place publique tant elles bousculent des clivages de pouvoir sur lesquels se fondent les appels aux voix des électeurs.

Par CLAUDIO MOFFA *

Une crise apparemment absurde, aux motivations obscures, marquée par le retour sur le devant de la scène du terrorisme « rouge » et, surtout, comportant deux faces, l'une officielle l'autre cachée, a conduit le 3 mars dernier à la démission du gouvernement de M. Bettino Craxi. Un des rares gouvernements italiens de l'après-guerre qui ait su se donner à l'étranger une image de stabilité politique et de dynamisme économique.

Cette crise, à en croire la majorité des déclarations politiques de tous les partis, y compris ceux d'opposition, présenterait une caractéristique structurelle à laquelle s'ajouteraient deux raisons de fond. La structure ? L'antagonisme entre un Parti socialiste (PSI) homogène et une démocratie chrétienne (DC) également exempte de divisions internes, une partie de bras de fer entre le secrétaire général du parti catholique, M. Ciriaco De Mita, et celui du PSI, M. Bettino Craxi. Dans cette lutte au couteau, les petits partis de l'alliance à cinq – libéral (PLI), républicain (PRI) et social-démocrate (PSDI) – ne seraient que des forces d'appoint, jouant à l'occasion le rôle de médiateurs potentiels.

Les raisons immédiates du conflit ? Elles seraient au nombre de deux. En premier lieu, la lutte pour le pouvoir entre la DC et le PSI, chacune des deux forces politiques aspirant à diriger la coalition : c'est la question dite de la *staffetta*, du « passage du relais » (1). Ensuite, les deux référendums qui devaient être soumis aux Italiens le 14 juin. Celui sur la justice, visant à réduire le pouvoir des juges – accusés de former une caste intouchable – ne paraît pas avoir pesé lourd dans les polémiques en cours. L'autre, en revanche, sur les centrales nucléaires a été présenté comme le véritable nœud du débat : voulu par les écologistes et les Verts, ainsi que par le Parti communiste et les syndicats, il constituait un enjeu de pouvoir entre la démocratie chrétienne, opposée à sa tenue, et le Parti socialiste, qui, favorable au nucléaire jusqu'à l'été dernier, a cependant appuyé avec obstination la consultation populaire.

Le premier « non » à Washington

TOUT comme la DC, le Parti républicain de M. Giovanni Spadolini était fermement opposé à ce référendum. Quant au Parti libéral, bien que pronucléaire, il avait pris une position plus souple, tandis que le Parti social-démocrate de M. Nicolazzi tentait de recoller les morceaux en proposant un moratoire destiné à renvoyer le problème à plus tard. Cette tentative de médiation de M. Nicolazzi s'était superposée à la proposition du ministre démocrate-chrétien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, de donner au référendum contesté, un caractère uniquement consultatif, donc sans conséquences pratiques. Première dissonance entre l'explication officielle et la réalité : loin de constituer un bloc sans faille, la démocratie chrétienne est divisée. « Grand électeur » de M. De Mita, le ministre des affaires étrangères a, de toute évidence, cherché à empêcher la rupture de la coalition gouvernementale, puis a tenté de reconstituer l'alliance pentapartite, manœuvrant, de fait, contre la ligne de son propre parti.

Rien d'étonnant à cela : le cabinet Craxi, pendant ses trois années et demie d'existence et en tout cas à partir de l'affaire de l'*Achille-Lauro*, en octobre 1985 – où pour la première fois depuis la guerre un gouvernement italien osa dire non à Washington – a reposé sur une sorte de pacte d'acier entre le dirigeant socialiste, très satisfait d'occuper le palais Chigi, siège de la présidence du conseil, et M. Andreotti, tout aussi satisfait, comme il le déclarait lui-même en février dernier, de ses fonctions de ministre des affaires étrangères. Des fonctions qui lui ont permis d'imprimer sa marque personnelle au nouveau cours de la diplomatie italienne, atlantiste mais autonome par rapport aux Etats-Unis, tournée vers l'Europe mais aussi vers la Méditerranée et la Corne de l'Afrique.

En fait, par-delà la façade publique d'un affrontement démocratie chrétienne-Parti socialiste, MM. Andreotti et Craxi se sont davantage comportés en alliés qu'en adversaires. Pour comprendre les raisons de ce jeu, il faut aborder le volet caché de la situation actuelle : le problème du contrôle de la politique étrangère italienne. Cette question centrale, à l'origine de la crise gouvernementale d'octobre 1985, consécutive à l'affaire de l'*Achille-Lauro* (et qui se traduisit par la démission provisoire de son poste de ministre de la défense du républicain M. Spadolini, en signe de protestation contre les positions jugées « pro-arabes » de M. Andreotti), n'est guère évoquée actuellement, que ce soit par les partis de la coalition jusque-là au pouvoir ou par l'opposition.

Il est difficile de croire que la rigidité manifestée par M. Spadolini depuis deux mois soit réductible au problème nucléaire. En réalité, comme il s'en est lui-même plaint pendant la deuxième quinzaine de février, après que M. Craxi eut refusé la *staffetta*, la crise gouvernementale *« ne se joue pas cartes sur table »* ; en d'autres termes, la politique étrangère italienne est un sujet tabou. Si l'on n'en parle guère, les manœuvres vont bon train pour en modifier les orientations, y compris en propulsant M. Andreotti à la présidence du conseil, « libérant » ainsi la Farnesina de son indésirable ministre. Plusieurs éléments donnent à penser que cette analyse ne relève pas de la politique-fiction, et d'abord le silence à peu près total, depuis le 3 mars, sur les problèmes liés au rôle international de l'Italie. Un silence étrange, voire anormal, à un moment où tous les coups sont permis et où les insultes pleuvent de partout. Il est également impossible de ne pas relever que le « parti de la crise », celui qui, soulevant la question des référendums et de la *staffetta*, a conduit à la démission de M. Craxi, compte parmi ses figures de proue les plus tenaces adversaires de la politique « méditerranéenne » et « autonomiste » de M. Andreotti : M. Spadolini, bien sûr, et, parmi d'autres dirigeants de la DC, le président de l'Internationale démocrate-chrétienne, M. Flaminio Piccoli (2).

Sur un plan plus général, le décalage est trop évident entre les questions officiellement débattues et le climat d'affrontement de ces derniers mois dont témoigne le ton utilisé par les parties en présence : M. De Mita et M. Craxi n'ont pas hésité à s'accuser mutuellement de *« fascisme »*, et M. Giorgio Benvenuto, secrétaire général du syndicat socialiste, l'UIL, a dénoncé le *« péronisme démocrate-chrétien »* du secrétaire général adjoint de la DC, M. Scotti, soupçonné d'avoir téléguidé l'agitation des médecins et des camionneurs, dans un but de déstabilisation politique. Dans le même ordre d'idées, on ne peut que juger ambigus et préoccupants les mouvements de protestation contre les bas salaires d'environ 115 000 officiers et sous-officiers – phénomène sans précédent dans l'histoire de l'Italie républicaine, – qui ont accompagné pas à pas le déroulement de la crise gouvernementale (3).

Si, depuis la démission de M. Craxi, la politique étrangère n'est plus présente dans le débat public, elle avait fait auparavant l'objet de sévères confrontations à l'intérieur de la coalition au pouvoir, et en premier lieu entre M. Spadolini et M. Andreotti. Le 27 décembre 1986, l'enlèvement de deux techniciens italiens en Ethiopie, par une organisation hostile au régime d'Addis-Abeba (le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien, ou PRPE) mais considérée comme en sommeil depuis plusieurs années, avait paru suffisamment suspect pour que certains y voient un signal contre la politique de la Farnesina de présence active dans la Corne de l'Afrique dont le quotidien *la Repubblica*, dans de nombreux articles, rappelait qu'elle n'était guère appréciée à Washington.

Cette affaire fournit à M. Spadolini l'occasion d'une offensive en règle contre M. Andreotti. Jouant de plus en plus ouvertement le rôle de contre-ministre des affaires étrangères, le dirigeant républicain s'envola pour une tournée africaine afin de négocier la libération des otages italiens, qui allaient finalement être relâchés dans des conditions restées mystérieuses, le 26 janvier 1987, le même jour que les dix médecins français de Médecins sans frontières enlevés, eux, en Somalie par une organisation hostile au régime de Mogadiscio, le Mouvement national somalien, proche du gouvernement éthiopien... Peu après, M. Spadolini se rend en Israël, où il « découvre », en Cisjordanie, que les dirigeants palestiniens des territoires occupés ne sont aucunement hostiles au roi Hussein alors que, trois semaines plus tôt, M. Shimon Pérès en visite à Rome, à l'occasion du congrès du PSDI, avait essuyé un refus courtois de MM. Craxi et Andreotti à son projet de cohabitation Amman-Jérusalem en Cisjordanie occupée, aux dépens de l'OLP.

En visite à Washington à quelques jours de distance, les deux ministres italiens tiennent des propos contradictoires sur l'interprétation à donner au traité ABM dans la polémique qui oppose Washington et Moscou sur « la guerre des étoiles ». Pour M. Andreotti, le traité ne doit pas être dénaturé par des interprétations *« extensives »*. En revanche, pour M. Spadolini, c'est le gouvernement italien qui a une vision *« restrictive »* du document. Et, au même moment, le ministre de la défense ne se prive pas dans *Voce repubblicana*, organe du PRI, de critiquer la *« gaffe »* commise par son « collègue » M. Andreotti, qui, au cours de ses entretiens avec les dirigeants américains, avait rappelé la position italienne d'hostilité à l'isolement économique et diplomatique de la Libye et révélé le projet de la Maison Blanche de tenue d'un sommet antiterroriste occidental. La divulgation impromptue de cette initiative allait conduire la France, la RFA et le Royaume-Uni à la repousser.

Candidat déclaré à la succession de M. Andreotti à la Farnesina avant même la démission de M. Craxi, le ministre de la défense reconnaissait clairement, dans un entretien accordé au début du mois de février à *Il Messaggero*, que *« la participation des républicains au futur gouvernement quel qu'en soit le président du conseil »* dépendrait de la manière dont seraient pris en charge – et l'ordre avait son importance – *« les grands problèmes de politique internationale, de politique intérieure et de politique économique »*. Comment alors expliquer que, à peine un mois plus tard, la politique étrangère ait disparu du cahier de doléances du ministre de la défense ?



(Piero Guerrini-Gamma)

1er AOUT 1986 : M. CRAXI (à droite) FORME SON GOUVERNEMENT AVEC M. ANDREOTTI
Une complicité politique au-delà des frontières de partis

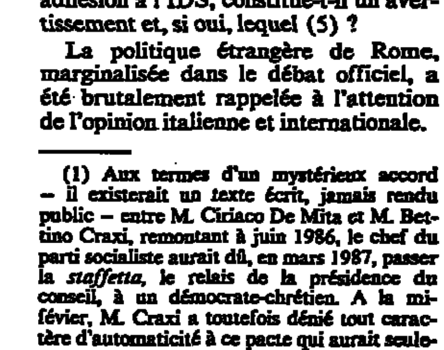
En fait, aucun des partis de l'ex-gouvernement de M. Craxi ne souhaite rouvrir la plaie de l'*Achille-Lauro*. Le PRI, battu et marginalisé pendant la crise d'octobre 1985, préférait s'en tenir au problème des référendums, coin enfoncé dans l'alliance Craxi-Andreotti. Pour le PSI et la DC existe le danger d'alimenter des divisions internes, provoquant des réactions chez les adversaires du ministre des affaires étrangères, présents dans les deux partis (4).

Le Parti communiste, quant à lui, tout en appréciant dans une certaine mesure le « nouveau cours » de la diplomatie italienne, ne pouvait isoler la politique extérieure de l'action globale d'un gouvernement qui, sur le plan interne, continue à éluder les grands problèmes sociaux du pays. Mais les communistes s'interrogeaient aussi sur les inquiétantes accusations réciproques de *« fascisme »* échangées entre la DC et le PSI : il y a des *« risques très graves pour la démocratie »*, déclarait le 18 mars M. Achille Occhetto, adjoint du secrétaire général, M. Alessandro Natta, à propos du caractère conflictuel de l'alliance à cinq dont, par ailleurs, le PC souhaite le démantèlement. Cette défense de la démocratie ne concernerait-elle que les référendums pour un parti qui, jusqu'à très récemment, était pour le moins ouvert aux positions pronucléaires ? Ne craindrait-il pas surtout un déplacement à droite de tout l'environnement politique ?

Les seuls à parler clairement semblent être les terroristes. Le 20 mars, à la veille de la tentative avortée de médiation de M. Andreotti, le général Licio Giorgieri, responsable, au ministère de la défense, du matériel aéronautique et spatial, était assassiné par un commando terroriste à Rome.

Le communiqué de l'Union des communistes combattants, fraction dissidente des Brigades rouges, après avoir expliqué les « raisons » de cet assassinat, aborde les questions de politique étrangère ; deux feuillets sur quatorze contiennent une attaque d'un récent document du PCI sur la sécurité nationale. Le *« parti de Natta »*, dit le texte, *« illusionne les masses »* sur la crise de l'*Achille-Lauro*, présentant comme progressiste ce qui n'est que le *« nouveau cours réactionnaire de la politique étrangère italienne »*. Pour les terroristes, M. Spadolini, *« l'ambitieux »*, est un ennemi, mais M. Andreotti est encore plus dangereux, avec sa *« politique de gendarme de la Méditerranée »*. Le meurtre du général Giorgieri, au moment même où le gouvernement italien reconsidérait les modalités de son adhésion à l'IDS, constitue-t-il un avertissement et, si oui, lequel (5) ?

La politique étrangère de Rome, marginalisée dans le débat officiel, a été brutalement rappelée à l'attention de l'opinion italienne et internationale.



(1) Aux termes d'un mystérieux accord – il existerait un *texte écrit*, jamais rendu public – entre M. Ciriaco De Mita et M. Bettino Craxi, remontant à juin 1986, le chef du parti socialiste aurait dû, en mars 1987, passer la *staffetta*, le relais de la présidence du conseil, à un démocrate-chrétien. A la mi-février, M. Craxi a toutefois dénié tout caractère d'automaticité à ce pacte qui aurait seulement une valeur indicative, en cas de nécessité. De là la « révolte » de la DC et la crise gouvernementale.

(2) Comme président de l'Internationale démocrate-chrétienne, M. Piccoli a accompli, en 1986 et 1987, diverses missions à l'étranger en préconisant un ligne concurrente de celle de M. Andreotti. A Malte, par exemple, il a soutenu l'opposition catholique, alors que le ministre des affaires étrangères s'était engagé dans la défense de la politique neutraliste du parti travailliste au pouvoir.

(3) Commencée en octobre 1986, à l'initiative du comité central pour la représentation des militaires (COCERM), le « syndicat » de l'armée, l'agitation s'est élargie et autonomisée en mars 1987 (désertion des cantines). Un décret gouvernemental augmentant très sensiblement les salaires des officiers n'a pas suffi à désamorcer le mouvement.

(4) Il existe également une tendance « pro-américaine » dans le Parti socialiste italien, dirigée par l'ancien ministre de la défense, M. Lelio Lagorio.

(5) Lors de sa visite à Londres, en février dernier, M. Craxi avait déclaré, certes avec beaucoup de circonspection et de prudence, *« désirer discuter avec les Etats-Unis, s'il y avait des nouveautés, des questions nouvelles, des accélérations ou des changements de cap »* par rapport à l'accord Rome-Washington sur le projet d'IDS.

* Journaliste italien, chercheur à l'université de Teramo.

Prochains colloques

● Le Centre de rencontres et d'échanges pour le développement tient, les 9 et 10 mai, un week-end d'information sur « PARTIR EN COOPÉRATION DANS LE TIERS-MONDE ». *(Renseignements : CRED, 14, boulevard Volclair, BP 56135, 35056 Rennes CEDEX. Tél. : 99-32-32-61.)*

● La Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples organise un séminaire les 23 et 24 mai sur le thème : « *DROITS DE L'HOMME-DROITS DES PEUPLES* ». Les travaux auront lieu au centre Panthéon de l'université Paris-I. *(Renseignements : Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, 27, rue de Clignancourt, 75018 Paris.)*

● L'Université libre de Bruxelles convoque, du 25 au 27 mai, à Nivelles (Belgique), une conférence internationale sur les problèmes de la communication : « COMMUNICATION AND DATA COMMUNICATION ». *(Renseignements : Université libre de Bruxelles, section informatique et sciences humaines, 39, rue de Bruxelles, B-1400 Nivelles, Belgique. Tél. : (067) 21-85-29.)*

● A l'initiative de la fédération CFDT des finances et des affaires économiques, se tiendra le 2 juin à Paris un colloque intitulé « UN AN DE LIBÉRALISME : MYTHES ET RÉALITÉS ». *(Renseignements : Fédération des finances et des affaires économiques, 26, rue Montholon, 75009 Paris. Tél. : (1) 40-16-92-83.)*

● « LA PAIX ET SON IMAGE : MYTHES, TABOUS ET COMMUNICATION », tel est le thème du symposium international que prépare la Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire (LIEECP) et qui se tiendra les 9, 10 et 11 octobre 1987 à Paris. *(Renseignements Mme Jeanine Thomas-Fontaine, LIEECP, 3, rue Récamier, 75007 Paris. Tél. : (1) 43-58-97-52.)*

L'AMÉRIQUE CENTRALE

Espoirs d'apaisement

LA « poudrière » centraméricaine n'est pas seulement constituée par la juxtaposition des crises qui sévissent dans chacun des pays de la région. Pour bien en mesurer l'ampleur, il convient de saisir leurs interactions. C'est cette vision globale qu'esquisse l'article ci-dessous, complété par les tableaux qui font ressortir les points communs et les particularités. L'Eglise catholique n'a pas elle-même une attitude homogène d'un pays à l'autre, comme le *montre* l'article de Charles Antoine. Enfin, l'analyse de Jorge Castaneda attire l'attention sur des aspects rarement perçus du conflit qui se poursuit au Nicaragua.

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

Dans son inlassable croisade pour isoler et affaiblir le gouvernement du Nicaragua, le président Ronald Reagan a enrôlé bon gré mal gré trois pays d'Amérique centrale qui reçoivent un appui financier important : le Honduras, avec 150 millions de dollars d'aide économique et 80 millions de dollars d'aide militaire en 1986 ; El Savador, auquel vont annuellement quelque 500 millions de dollars ; le Costa-Rica, qui a reçu l'année dernière une enveloppe d'environ 120 millions de dollars.

A eux trois, ils forment le « bloc de Tegucigalpa », dont les dirigeants répètent à l'envi que le seul et grave problème actuel est la nécessaire « démocratisation » du régime sandiniste.

A l'occasion d'une tournée que firent dans la région, en janvier dernier, huit ministres des affaires étrangères latino-américains, – le groupe de Contadora et le groupe de Lima (1) –, accompagnés par le secrétaire général des Nations unies et celui de l'Organisation des Etats américains, les journalistes réunis à Tegucigalpa enregistrèrent les singulières déclarations de M. José Azcona, président du Honduras : « *Les gouvernants nicaraguayens doivent comprendre qu'ils ne peuvent accaparer éternellement le pouvoir, et que le peuple va les chasser* (2). »

M. José Azcona pensait-il vraiment au peuple, ou bien aux quelques milliers de « contras » basés au Honduras et qui se trouvent en mauvaise posture surtout depuis le retrait, le 10 mars 1987, de M. Arturo Cruz, le seul dirigeant jouissant d'une bonne image (3) ? Le Honduras participe en tout cas, aux côtés de cinquante mille soldats américains, aux manœuvres « Solid Shield » qui comportent, entre autres actions, une *évacuation simulée* de la base navale américaine de Guantanamo, à Cuba (*New York Times*, 22 mars 1987).

Partout, des gouvernements élus...

BELIZE

Régime : démocratie parlementaire, membre du Commonwealth.
Chef de l'Etat : reine Elizabeth II, représentée par un gouverneur.
Premier ministre : M. Manuel Esquivel, Parti démocratique uni (PDU).
Dernières élections : 14 décembre 1984. Le PDU (conservateur) a emporté 54 % des voix contre 19,8 % au Parti uni du peuple (PUP), social-démocrate, au pouvoir de 1954 à 1984. 74 % des 60 447 électeurs inscrits s'étaient rendus aux urnes.
Langues : anglais (officiel), langues indiennes.

COSTA-RICA

Régime : démocratie parlementaire.
Chef de l'Etat et du gouvernement : M. Oscar Arias, Parti de libération nationale (PLN), membre de l'Internationale socialiste.
Dernières élections : 2 février 1986. Le PLN, au pouvoir depuis quinze ans, l'a emporté avec 54 % des voix contre 44 % au Parti d'unité sociale-chrétienne (PSUC, conservateur).
Langues : espagnol (officiel).

GUATEMALA

Régime : démocratie parlementaire.
Chef de l'Etat et du gouvernement : M. Vinicio Cerezo, Parti démocrate-chrétien.
Dernières élections : 8 décembre 1985. 68 % des voix au Parti démocrate-chrétien, contre 32 % à l'Union du centre national (UCN, coalition de la droite et de l'extrême droite). Sur 2,7 millions d'inscrits, 930 000 abstentions et 125 000 bulletins nuls. La gauche insurgée, qui ne participait pas aux élections, avait préconisé de s'abstenir ou de voter blanc.
Langues : espagnol (officiel), langues indiennes.

HONDURAS

Régime : démocratie parlementaire.
Chef de l'Etat et du gouvernement : M.L. José Azcona, Parti libéral.
Dernières élections : 24 novembre 1985. La loi électorale donne le succès au candidat le plus favorisé du parti qui, au total, réunit le plus de voix. Le Parti libéral l'a donc emporté avec 51 % des suffrages (dont 30 % seulement à M. Azcona), contre 40 % au Parti national. Seul en lice pour le Parti national, M. Rafael Callejas a recueilli davantage de voix que chacun de ses quatre rivaux libéraux.
Langues : espagnol (officiel), langues indiennes.

NICARAGUA

Régime : démocratie parlementaire.
Chef de l'Etat : M. Daniel Ortega, Front sandiniste de libération nationale.
Dernières élections : 4 novembre 1984. 62,9 % des voix au Front sandiniste de libération nationale. Le reste se partage, par ordre d'importance, entre le Parti conservateur démocrate, le Parti libéral indépendant, le Parti populaire social-chrétien, le Parti socialiste, le Parti communiste, le Mouvement d'action populaire. 24,6 % des inscrits se sont abstenus. La Coordination démocratique nationale (CDN, opposition de droite et d'extrême droite) s'était retirée, préférant ne pas participer au scrutin.
Langues : espagnol (officiel), langues indiennes.

PANAMA

Régime : démocratie parlementaire.
Chef de l'Etat et du gouvernement : M. Eric Arturo Del Valle, du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), social-démocrate, membre de l'Internationale socialiste, qui a succédé au président Nicolas Barletta (PRD) par décision de l'Assemblée législative en septembre 1985.
Dernières élections : 6 mai 1984. 39 % des voix à l'Union nationale démocratique (UNADE), coalition qui avait pour axe le PRD, contre 38,8 % à l'Alliance démocratique (ADO), coalition de forces conservatrices.
Langues : espagnol (officiel), langues indiennes.

EL SALVADOR

Régime : démocratie parlementaire.
Chef de l'Etat et du gouvernement : M. José Napoleon Duarte, du Parti démocrate chrétien (PDC).
Dernières élections : présidentielles : 6 mai 1984. 55 % des voix à M. José Napoleon Duarte, contre 44 % au commandant Roberto d'Aubuisson, Alliance républicaine nationale (ARENA, extrême droite). La gauche et l'extrême gauche n'ont pas participé au scrutin ; législatives et municipales : 2 avril 1985. 1 million de votants pour 2,7 millions d'inscrits. 48 % au Parti démocrate chétien, contre 37 % à l'ARENA alliée au Parti de conciliation nationale (PCN, extrême droite). La gauche et l'extrême gauche avaient estimé que les conditions de sécurité n'étaient pas suffisantes pour participer au scrutin.
Langues : espagnol (officiel), langues indiennes.

Deux Etats centraméricains, cependant, ne s'alignent pas sur les positions de Washington et s'efforcent, chacun à sa manière, de contribuer au retour de la paix.

D'une part, le Panama qui, lui-même, a besoin de la paix pour récupérer, le 1er janvier de l'an 2000, la propriété du canal interocéanique et la *souveraineté sur la zone* adjacente, en application des accords Torrijos-Carter signés le 7 septembre 1977. Il se montre d'autant plus actif au sein du groupe de Contadora qu'il a mal supporté les attaques de Washington contre le général Manuel Antonio Noriega, chef des Forces de défense, héritières de la garde nationale à laquelle le général Omar Torrijos (mort en 1981) conféra naguère une *nouvelle* dignité. Certains cercles américains avaient obtenu du Sénat qu'il assignât un fonds spécial à la CIA pour « *enquêter sur des activites de trafic de drogue et contrebande d'armes dirigées par des autorités militaires panaméennes* (4) ». A Panama, le Parlement condamna fermement cette « *inacceptable ingérence* » dans les affaires intérieures du pays ; il y voyait une menace dissimulée contre l'application *des accords sur le canal.*

D'autre part, le Guatemala, qui a pourtant été dirigé pendant plus de *trois décennies (1954-1985) par des* dictatures pro-américaines, répressives et corrompues. Se heurtant à une croissante opposition populaire et à de forts mouvements insurrectionnels, les généraux ont négocié avec la classe politique et leurs « parrains » nord-américains une transition vers la mise en place d'institutions démocratiques (5). Des élections ont eu lieu, à l'issue desquelles M. Vinicio Cerezo, jeune leader de la démocratie chrétienne, est devenu, avec une large majorité, président de la République. Or, depuis son entrée en fonctions, le 14 janvier 1986, il mène une intense activité diplomatique, qu'avaient d'ailleurs entamée ses prédécesseurs militaires : *volonté de ranimer la coopération* centraméricaine, très profitable pour le pays tant qu'elle a fonctionné (6) ; maintien d'une « neutralité active » qui se traduit par la recherche d'issues politiques aux conflits en cours ; démarches visant à la création d'un Parlement centraméricain élu au *suffrage universel ; accueil, les 11 et* 12 février 1987, des représentants de l'Europe des Douze venus rencontrer les cinq dirigeants centraméricains (7), lesquels sont finalement tombés d'accord pour organiser, les 25 et 26 juin 1987, le sommet d'Esquipulas.



(Urraca-Sygma)

BUREAU DE VOTE AU GUATEMALA POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1985
Apprendre à exercer un droit jusqu'alors vidé de tout contenu

Est-ce à dire que M. Cerezo nourrirait en secret de la sympathie pour les sandinistes ? En aucune façon. Mais il *estime qu'une guerre déclarée dans une* région déjà durement touchée par la crise économique et sociale, non seulement mettrait en péril la paix mondiale, mais, au plan local, ne pourrait que favoriser à long terme l'essor des forces se réclamant d'une idéologie révolutionnaire, qu'elles soient marxistes ou non.

Aussi le Guatemala, bien qu'étant sur le fond un pays allié des Etats-Unis – et pourrait-il en être autrement, *lui* qui concentre 50 % des investissements étrangers de la région ne se comporte pas comme un allié inconditionnel.

Des gouvernements élus pour la paix et le développement

LA présence de gouvernements civils et « modérés » au Guatemala, au Honduras et au Salvador *masque difficilement* la domination militaire, point d'appui grâce auquel des oligarchies très concentrées, liées à la propriété du sol et à l'exportation de denrées agricoles, maintiennent leurs privilèges. Peut-on dès lors considérer ces pays, où l'extrême droite aidée par des groupes de l'armée paralyse souvent des décisions légales, comme des modèles de démocratie ? C'est bien ce que laissait entendre M. Oscar Arias, président du Costa-Rica, quand il soutenait qu'une seule dictature subsiste en Amérique centrale, celle du « *gouvernement marxiste-léniniste* » du Nicaragua (8).

Le pluralisme inscrit dans la nouvelle Constitution nicaraguayenne, adoptée le 19 novembre 1986 et promulguée le 9 janvier 1987, est pour l'instant annulé par l'état de siège. Certains de ses articles – droit de grève, liberté d'information, de manifestation et d'organisation – seront suspendus jusqu'à ce que les Etats-Unis cessent d'appuyer les « contras » (*International Herald Tribune*, 12 janvier 1987). Ceux-ci, par leurs incursions, ont déjà causé des milliers de morts – trente-cinq mille – au cours des cinq dernières années, et pour plus de 2 milliards de dollars de dégâts. C'est pourquoi Managua accorde la priorité à la recherche de la paix, la garantie des frontières, un climat de sécurité. En attendant, les sandinistes dialoguent avec l'opposition interne et externe.

Or, les pays voisins, le Honduras et le Costa-Rica, ont *cédé* – le premier dès l'année 1980 – aux fortes pressions exercées par les Etats-Unis pour qu'ils prêtent leur territoire à des actions militaires destinées à prendre le Nicaragua en tenaille. D'où la plainte que ce dernier a déposé devant la Cour *internationale de justice de La Haye.*

En vertu de l'accord de sécurité signé en 1985 entre Washington et Tegucigalpa, n'importe quel « accident » à la frontière honduro-nicaraguayenne, présenté par les médias comme une « agression » sandiniste, peut déclencher le pire, comme on l'a cru fin décembre 1986 (9).

Quant au Costa-Rica, le mythe de sa « neutralité », proclamée en 1983 par le président Alberto Monge, a volé en éclats, comme les déclarations du mercenaire américain Eugene Hasenfus en ont apporté la preuve (10). Dans la frange frontalière du nord du pays (cantons de San-Carlos, Los-Chiles, etc.), les contras disposent de campements, d'hôpitaux, d'aéroports, de centres d'entraînement. Mieux : des centaines de gardes civils et de gardes ruraux costaricains sont entraînés par des « *bérets verts* » et des « ingénieurs » nord-américains. « *Une grave erreur* », estimait à ce propos l'ancien président social-démocrate Jose Figueres, qui a aboli dans ce pays l'armée en tant qu'institution permanente (11).

Une hypothèque pèse lourdement sur la politique extérieure de ce pays qui était jadis la « Suisse de l'Amérique centrale » : la gigantesque dette extérieure – passée de 1 milliard de dollars en 1981 à 4,2 milliards de dollars en 1985 – qui témoigne de l'ampleur de la crise économique. Le niveau de vie de la population a beaucoup baissé ces derniers temps. « *Ou des fusils, ou du pain* » : tel était le slogan brandi durant sa campagne électorale par le président Oscar Arias. S'il a triomphé de son rival démocrate-chrétien, c'est essentiellement parce qu'il s'était fait fort de défendre la « *neutralité* » et qu'il avait promis à tous ses compatriotes : « *Un toit, du travail et la paix* ».

C'est bien d'un tel programme dont rêvent les millions de Centraméricains confrontés à la malnutrition et au chômage. Ils ne se contentent pas de rêver : ils se battent. Tout au long de l'année 1986, le Guatemala a été le théâtre de manifestations de paysans qui scandaient : « *Nous avons faim, nous voulons la terre* », tandis que les ménagères sortaient dans la rue en entrechoquant des casseroles, afin de protester contre la hausse des prix des produits alimentaires. Au Salvador, où le revenu d'un ouvrier agricole a diminué de moitié depuis 1979, et celui d'un employé dans la capitale de plus de 40 %, alors que l'inflation atteignait 30 %, les grèves se sont multipliées et le mouvement syndical a connu un réel essor, dont témoignent les initiatives de l'*Union nationale* des travailleurs salvadoriens (UNTS, créée en janvier 1986). Au Costa-Rica, face au « plan d'ajustement » imposé depuis 1978 par le Fonds monétaire international, on a assisté à une forte mobilisation populaire. De son côté, le patronat, surtout celui des grandes entreprises bananières renforçait la répression contre les militants syndicaux. Au Honduras, l'élaboration d'un modèle « néo-*libéral* » (portes ouvertes au capital américain privé, brusque réduction du secteur public, coupes claires dans les dépenses sociales, diminution du personnel administratif, développement d'infrastructures à partir d'investissements publics des Etats-Unis) a suscité des résistances. Dans le sud du pays, par exemple, où des organisations familiales ont, en février, rassemblé leurs dernières forces pour exiger du ministère des ressources naturelles un approvisionnement en semences de maïs.

Dans ces quatre pays, et au Nicaragua où *le mécontentement social provoqué* par la disette est surtout sensible dans les villes, l'état de guerre – ou la militarisation – désorganise l'appareil productif et entraîne des mouvements massifs de réfugiés. Aujourd'hui, près de six cent mille personnes vivent dans des camps de réfugiés en Amérique centrale et au Mexique. Beaucoup sont des Salvadoriens – dont un demi-million sont aussi « déplacés » à l'intérieur même du pays – et des Nicaraguayens qui ont choisi de s'exiler au Costa-Rica ou au Honduras.

La moitié de ces réfugiés sont partis clandestinement et vivent « indocumentados » (sans papiers) à la périphérie des villes. L'autre moitié est « assistée » par des organismes humanitaires officiels ou privés.

Pourquoi ne reviennent-ils pas dans leurs villages ? Un bon exemple est celui des Indiens guatémaltèques qui ont fui les violences de l'armée et gagné le Mexique pour s'installer dans les Etats du Chiapa, de Campeche et dans le territoire de Quintana Roo. La majorité d'entre eux n'envisagent pas de retour, en *dépit de l'existence d'un* gouvernement civil. Cela reviendrait, disent-ils, à être condamnés à

(1) *Le Monde*, 23 janvier 1987. Le groupe de Contadora a été créé dans l'île panaméenne de Contadora en janvier 1983. Il a déjà reçu le prix Prince des Asturies en 1984 et le prix Simon Bolivar décerné par l'UNESCO en 1985. En décembre 1986, il a reçu enfin le Prix de la fondation américaine Beyond War, au cours d'une cérémonie à laquelle ont assisté plus de cent millions de téléspectateurs latino-américains. Le groupe de Lima (ou « groupe d'appui ») réunit depuis 1985 l'Argentine, le Brésil, le Péron et l'Uruguay.

(2) *El Pais*, 22 janvier 1987.

(3) *Newsweek*, 19 janvier 1987 ; *International Herald Tribune*, 12 mars 1987.

(4) *Financial Times*, 18 octobre 1986.

(5) Voir le dossier « L'Amérique centrale en première ligne », *le Monde diplomatique*, janvier 1983.

(6) La création, en 1960, du Marché commun centraméricain avait ouvert des perspectives encourageantes pour le commerce intra-régional, notamment en matière de produits manufacturés. Voir Daniel Solano, « Amérique centrale : une aide substantielle des pays industriels », *Industries et travaux d'outre-mer, octobre 1985.*

(7) De fortes pressions ont empêché le groupe de Lima de se joindre à cette réunion à l'issue de laquelle a été publié un communiqué affirmant que « *Contadora continue d'être actuellement la seule instance viable pour accéder à une solution pacifique et négociée de la crise centraméricaine* ».

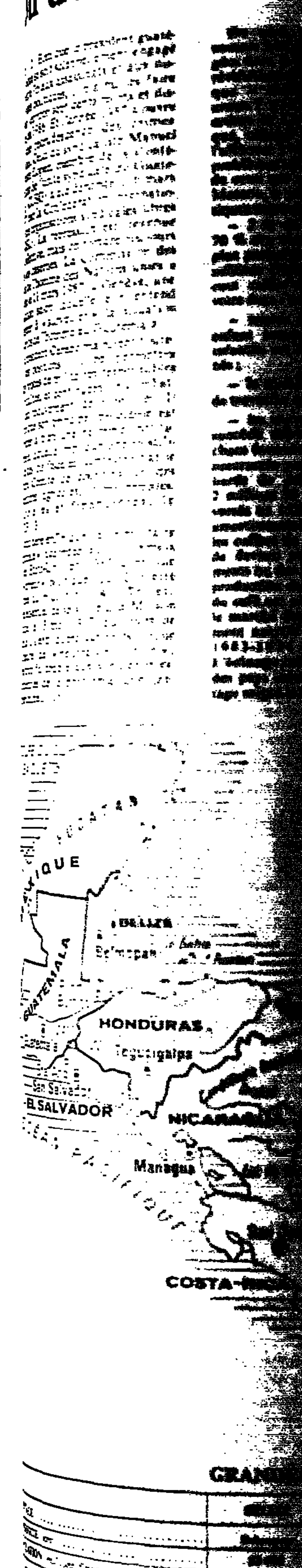
(8) *El Pais*, 20 mars 1986.

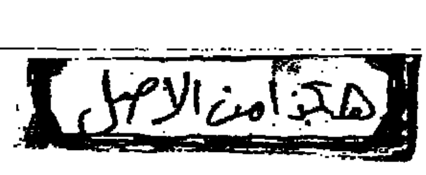
(9) *Le Monde*, 9 décembre 1986.

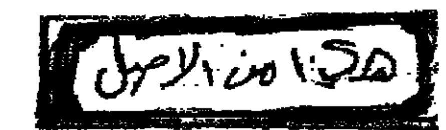
(10) En octobre 1986, des soldats de l'armée sandiniste touchèrent en plein vol un avion C-23 qui, parti de l'aéroport d'Ilopango à San-Salvador avec l'accord des forces armées salvadoriennes et après avoir traversé l'espace aérien costaricain, allait ravitailler la Contra au sud du territoire nicaraguayen.

(11) *Le Monde*, 25 mai 1985.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS
Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395.
A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.









SOUS PRESSIONS

ou durcissement des conflits ?

mort (12). Bien que le président guatémaltèque se soit solennellement engagé à mettre fin aux assassinats et aux disparitions politiques, il n'a pu les faire cesser : environ sept cents morts et disparus en 1986. Et l'année 1987 s'ouvre sur une recrudescence des crimes impunis. Celui du syndicaliste Manuel de Jesus Lopez, membre de la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala (CUSG) a été dénoncé (16 mars 1987) par la Confédération internationale des organisations syndicales libres (CIOSL). La répression est devenue plus sélective, mais on torture toujours dans les casernes. La Commission des droits de l'homme des Nations unies a adopté le 11 mars 1987, à Genève, une résolution selon laquelle elle entend continuer à « surveiller » la situation des droits de l'homme au Guatemala.

Le président Cerezo maintient toutefois ses positions : il ne permettra aucun procès de militaires responsables de brutalités, et continuera de combattre tout mouvement de rébellion. Il estime que son principal problème est de mener à bien une réforme institutionnelle, laquelle implique une modification des lois fiscales, contestée par le puissant Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières, le CACIF (13).

Il considère enfin que l'aide militaire « minimale » accordée au Guatemala par les Etats-Unis en 1987 constitue une « erreur » politique, qui doit être corrigée au plus tôt (14). Tel est l'objet essentiel de sa visite à la Maison Blanche, le 13 mai 1987, au cours de laquelle il s'expliquera sur sa politique extérieure de « neutralité active », jugée trop favorable aux syndicalistes. Complexités de la problématique centraméricaine... (15).

De quoi se nourrit, aujourd'hui comme hier, l'activité des forces insurgées dans la région ? Pourquoi l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque – URNG – a-t-elle pris les armes ? (16). Parce qu'elle est aux ordres de Cuba et de l'Union soviétique, comme il est bien commode de l'affirmer ? Outre la permanence de problèmes séculaires assez mal connus de ceux qui voient partout la main de Moscou, le pays présente les caractéristiques suivantes :

– 2 % de la population possèdent 70 % des terres les plus fertiles et les plus productives. Sur un total de huit millions d'habitants, six millions cinq cent mille vivent dans la pauvreté, voire dans l'extrême pauvreté ;

– toutes les quinze minutes, un enfant meurt ; l'indice de mortalité infantile est de 89 pour mille enfants nés ;

– la moitié de la population en âge de travailler est au chômage ;

– les régimes militaires qui se sont succédé depuis 1954 ont produit un chaos économique : la dette extérieure, contractée par eux, se monte à 3,3 milliards de dollars. 660 millions, soit 2 millions de dollars par jour, ont été versés en 1986 au titre des intérêts et amortissements. Au début de l'année, les coffres de l'Etat étaient vides : pas de devises pour acheter des médicaments ou des produits alimentaires. La production de coton a baissé, les prix du café ont chuté, le quota sucrier sur le marché des Etats-Unis a été sévèrement amputé (de 146 000 tonnes en 1983-1984 à 43 000 en 1986). L'échange inégal et le protectionnisme des pays industriels ont encore davantage saigné le Guatemala.

Ces facteurs, que l'on retrouve posés en termes différents mais souvent comparables pour d'autres pays de la région, expliquent en partie que les promesses économiques et sociales de M. Cerezo soient demeurées sans résultat. Toutefois, en votant pour lui, nombre d'électeurs ignoraient sans doute que la nouvelle Constitution, élaborée avec les militaires, interdit toute réforme de structure.

Pas de question, donc, de réforme agraire, *« terme qui suscite des réactions émotives et accroît la polarisation* (17) » ! On se contentera de « moderniser » l'agriculture. Le 4 janvier 1987, quelque vingt-cinq mille paysans de la commune de Nueva Concepcion, dans le département du sud de Escuintla, décidaient d'occuper, à leurs risques et périls, des propriétés privées ou d'Etat, car ils n'avaient pas reçu les terres à cultiver que le gouvernement leur avait promises. La vague d'occupations de terres se poursuit aujourd'hui et on estime que le mouvement, dirigé par le prêtre catholique Andrés Giron, représente plus de soixante-quinze mille paysans du sud et du sud-est du pays.

Lorsque l'équipe démocrate-chrétienne est arrivée au pouvoir il y a quinze mois, l'UNRG a prévenu qu'elle l'appuierait si la répression cessait, si les chefs militaires convaincus de violations des droits de l'homme passaient en jugement, si le gouvernement s'attaquait aux injustices sociales les plus criantes. C'était beaucoup demander... Pourtant le président Cerezo, lors de sa tournée en Europe en juin 1986, s'était dit prêt à *« établir des conversations »* avec les insurgés. Mais il n'a pas encore répondu à la « lettre ouverte » que ceux-ci lui ont envoyée le 25 octobre 1986, proposant une rencontre dans les locaux des ambassades du Mexique et d'Espagne, avec la médiation de l'Eglise catholique. Pressions des partis d'extrême droite, des secteurs les plus rétrogrades de l'armée... M. Cerezo, dont le franc-parler, un passé de militant persécuté, une personnalité charismatique avaient soulevé de très grands espoirs (18), provoque aujourd'hui une vive déception, alors même que certains de ses ministres sont menacés de mort par des bandes armées regroupées depuis mars 1987 au sein du Mouvement rénovateur démocratique (MRD, extrême droite).

Si, au Guatemala, la démocratie chrétienne ne parvient pas à affronter avec succès les problèmes posés, l'échec est encore plus patent au Salvador. Ici, c'est vraiment l'armée qui mène le jeu. Elle reçoit une aide massive des Etats-Unis. 50 % du budget de l'Etat sont consacrés à la guerre. L'économie est exsangue. A 30 kilomètres de San-Salvador surgissent, fantomatiques, les villages que la population a abandonnés pour fuir des bombardements meurtriers. La tactique de la « terre brûlée » pratiquée par l'armée a dépeuplé des régions entières.

Guidés par leurs « conseillers » venus du Nord, les militaires salvadoriens n'ont toujours pas réussi à déloger de leurs positions les combattants du Front Farabundo Marti de libération nationale, le FMLN. Ceux-ci ont signé le 2 janvier 1987 un pacte d'unité d'action avec leur allié politique, le Front démocratique révolutionnaire conduit par M. Guillermo Ungo, membre de l'Internationale socialiste, et donné une preuve de leur force en attaquant le 31 mars dernier la caserne d'El-Paraiso, théoriquement inexpugnable, au nord de la capitale. Bilan : soixante-neuf soldats tués, de même qu'un jeune sergent nord-américain et huit guérilleros.

Impasses militaires

COMME au Guatemala, c'est l'impasse au plan militaire. Le peuple salvadorien est extrêmement las, meurtri par ce conflit qui a fait déjà plus de soixante mille victimes. Il veut la paix, et la paix passe par le dialogue. Mais la société civile, organisée en mouvements ouvriers, paysans, intellectuels, universitaires, l'Eglise, ont beau réclamer la reprise des négociations entre le gouvernement et l'opposition armée, il semble que la possibilité d'une issue négociée soit plus éloignée que jamais, après les deux rencontres infructueuses de 1984 et l'insuccès de celle tenue à Sesori, en septembre 1986 (19).

L'isolement du président Duarte grandit : par son « plan de stabilisation économique » promulgué en janvier 1986, il s'est aliéné l'appui des couches populaires qui l'avaient porté au pouvoir, sans gagner pour autant les bonnes grâces de l'opposition ultra-conservatrice. La « grève des patrons », lancée le 22 janvier 1987 pour protester contre les « impôts de guerre » que souhaitait prélever le président, a paralysé le pays, après que les vingt-sept députés de l'ARENA et du Parti de conciliation nationale, c'est-à-dire l'extrême droite, eurent boycotté les séances de la Chambre. Ironie de l'histoire : dans le même temps que les hommes d'affaires regimbaient, le FMLN interdisait la circulation sur les routes, opération qui, pour la première fois, a touché l'ouest du pays. Tout cela a conduit M. Guillermo Ungo, dirigeant du FDR, à déclarer sur une station de radio locale que M. Duarte avait *« perdu tout soutien* (20) ». Les Etats-Unis, quant à eux, le soutiennent malgré tout : la seule présence de M. Duarte à la tête du pays légitime la « défense de la démocratie » contre la « subverstion communiste ».

Le président hondurien, M. Jose Azcona Hoyos, du Parti libéral, élu au milieu d'un *« cirque de confusion »* (*Newsweek*, 9 décembre 1985), est investi de la même mission face à un Nicaragua présenté comme expansionniste et agressif.

Même le petit Belize, depuis l'arrivée au pouvoir en décembre 1984 d'un premier ministre nettement pro-américain, M. Manuel Esquivel, qui a laissé la firme Coca-Cola acquérir un espace représentant 13 % du territoire national pour y semer des citronnier, pourrait se retrouver engagé, d'une certaine manière, dans la bataille du président Reagan contre le Nicaragua.

Les Nicaraguayens n'ont pas seulement renversé Anastasio Somoza, que soutenait Washington. Ils ont aussi mené à bien des réformes (agraire, urbaine, fiscale, sociale) que leur voisin, le Honduras, après en avoir timidement entrepris quelques-unes, a complètement abandonnées (21). Ils ont distribué des armes à un peuple qui, s'il était autant brimé par les sandinistes qu'on veut bien le dire, pourrait les retourner contre eux. En dépit de graves erreurs, cette révolution a finalement des chances de se maintenir, avec ses particularités, ses tâtonnements, ses grandeurs et ses faiblesses. Tel est l'avis d'un orfèvre en la matière, convaincu il y a cinq ans du succès qu'aurait une intervention extérieure : l'ancien commandant en chef des forces américaines basées à Panama (Southern Command), le général Paul Gorman. Le 28 janvier 1987, il estimait devant le Congrès à Washington que, face aux soldats sandinistes puissamment armés et motivés, les quelque dix mille contras n'avaient aucune chance de renverser ou d'inquiéter sérieusement le régime de Managua (22).

L'engagement nord-américain en Amérique centrale dépasse de loin les cadres officiels. La guerre s'est « privatisée » par la participation d'une trentaine d'organisations qui forment un inextricable réseau. Ainsi, en 1984, le Pentagone a encouragé la création d'une légion étrangère américaine, à laquelle appartenait le mercenaire Sam Hall, capturé au Nicaragua en décembre 1986. A l'action militaire s'ajoute une propagande intense pour persuader l'opinion publique que les sandinistes représentent un menace directe pour les Etats-Unis.

Mais si, finalement, la raison l'emporte, que fera le gouvernement américain de ces milliers de « croisés » fanatiques qui agissent en marge de toute légalité ? Le gouvernement hondurien commence à se poser la même question au sujet des contras (23). Saura-t-il, lui et ses alliés du « bloc de Tegucigalpa », utiliser sa très étroite marge de manœuvre pour rétablir une souveraineté déjà fort compromise ? C'est l'une des inconnues de la poudrière centraméricaine.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

(12) Enfoprensa, agence guatémaltèque de presse, nº 210, du 27 février au 5 mars 1987.

(13) *El Pais*, 19 janvier 1987.

(14) Selon le projet de budget pour 1988 présenté au Congrès le 5 janvier dernier, les Etats-Unis accorderont au Guatemala un total de 117,6 millions de dollars en aide économique et militaire en 1987.

(15) « L'Amérique centrale », *Dossiers et documents*, avril 1986, nº 132.

(16) La « guerre populaire révolutionnaire » existe depuis plus de vingt ans au Guatemala. L'UNRG regroupe quatre organisations qui se sont unifiées en janvier 1981 pour renverser le régime militaire du général Romeo Lucas. Elles opèrent en zones rurales et montagneuses. Leur composition est en majorité indienne.

(17) *Le Monde*, 10 décembre 1985.

(18) *Financial Times*, 16 janvier 1986.

(19) Par deux fois, le président Duarte a rejeté les propositions du FDR et du FMLN, qui prévoyaient l'arrêt de l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Salvador, la fin de la répression policière contre l'opposition, la dissolution des Escadrons de la mort et la formation d'un gouvernement d'unité nationale. La guérilla ne s'est pas rendue au dernier rendez-vous de Sesori parce que la zone n'avait pas été démilitarisée.

(20) *Latin American Newsletter*, 5 février 1987.

(21) En 1972, le gouvernement militaire de M. Lopez Arellano avait lancé une réforme agraire, maintenant paralysée, dans le cadre d'un Plan national pour le développement.

(22) Clifford Krauss, dans un article de la revue *Foreign Affairs*, nº 3, 1987, « Revolution in Central America ? », parvient à la même conclusion.

(23) *Financial Times*, 18 décembre 1986, et *International Herald Tribune*, 26 mars 1987.



GRANDES RESSEMBLANCES, NETTES DIFFÉRENCES

	BELIZE	COSTA-RICA	EL SALVADOR	GUATEMALA	HONDURAS	NICARAGUA	PANAMA
CAPITALE	Belmopan	San-José	San-Salvador	Guatemala	Tegucigalpa	Managua	Panama
SUPERFICIE (*km²*)	23 000	51 000	21 000	109 000	112 000	139 000	77 000
POPULATION (*millions d'hab.*)	0,2	2,6	5,6	8,6	4,4	3,3	2,2
Densité (*hab./km²*)	8,7	51,3	242,4	73,5	39,3	23,1	26,4
Croissance annuelle (%)	2,0	2,6	2,3	3,1	3,5	3,9	2,3
Mortalité infantile (‰)	30	45	79	89	95	78	38
Population urbaine (%)	55	48,7	43	32,7	39	59	56
Analphabétisme (%)	20	10	40	65	60	10	15
ECONOMIE							
PIB 1985 (*millions dollars*)	162	3 710	4 600	11 000	3 400	2 400	4 760
PIB par habitant (*en dollars*)	977	1 352	909	1 313	600	710	2 120
Croissance annuelle 1973-1983 (%)	+ 5,6	+ 2,4	– 0,2	+ 3,7	+ 3,9	+ 0,3	+ 4,8
Croissance annuelle 1985 (%)	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,6	+ 1,1	+ 0,3	– 5,6	+ 3,3
Dette extérieure (*millions dollars*)	88	4 240	2 300	2 500	2 440	4 100	3 600
Exportations (*millions dollars*)	92	950	725	1208	835	298	1 941
Importations (*millions dollars*)	123	1 108	914	1 175	954	813	2 603
Principales ressources	sucre bois fruits	café bananes cacao coton sucre	café canne à sucre coton	café sucre coton bananes produits pétroliers	bananes café bois	café coton bananes sucre	services du canal et des banques produits pétroliers

A LA RECHERCHE

L'Eglise catholique et la

Par
CHARLES ANTOINE *

DANS l'impasse depuis plus d'une année, la diplomatie de Contadora (1) a récemment repris l'initiative en envoyant en Amérique centrale une mission extraordinaire de paix, avec le soutien des secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA (Organisation des Etats américains).

La diplomatie menée par ces différents pays en direction de l'Amérique centrale se veut une solution de rechange à la diplomatie américaine dont l'objectif avoué, à travers le soutien militaire à l'opposition nicaraguayenne armée, est l'isolement puis le renversement du régime de Managua. Pour le groupe de Contadora, en effet, *« l'objectif premier et essentiel* [est] *la recherche, par la voie politique, d'une solution aux conflits par la collaboration des parties impliquées* (2). »

Lors de son voyage de mars 1983 en Amérique centrale, à l'époque de la constitution du groupe de Contadora, le pape Jean-Paul II avait pressé les évêques d'Amérique centrale de préserver *« à tout prix »* la concorde entre leurs nations : *« Il n'y a rien de plus lamentable et de plus alarmant que la simple menace d'une guerre qui dévasterait les pays en conflit et les transformerait en un champ déplorable d'intérêts étrangers* (3). »

A première vue, l'Eglise catholique et le groupe de Contadora ont le même objectif : la paix en Amérique centrale dans le respect des droits de chaque nation. Qu'en est-il concrètement ?

Pour répondre à la question, il faut d'abord rappeler l'action du groupe de Contadora et ses différentes phases au cours des quatre années écoulées.

La première phase va de janvier 1983 (4) à septembre 1984. Elle est marquée, en premier lieu, par un accord sur une plate-forme dite « Texte des 21 points », signé le 10 septembre 1983 par les cinq ministres des relations extérieures des pays impliqués (Costa-Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) ; en second lieu, par un projet de traité de paix remis aux chefs d'Etat correspondants : l'« acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale » du 7 septembre 1984.

La deuxième phase, qui dure une année, est celle des tergiversations et des amendements du projet de traité. Le Nicaragua s'étant montré disposé à le signer, les quatre autres pays centraméricains, sur pression des Etats-Unis, s'y refusent et exigent des correctifs. Le 26 septembre 1985, une nouvelle version de l'acte de Contadora est élaborée et officiellement présentée à l'ONU (5). Cette fois, c'est le Nicaragua qui refuse de le signer, *« pour changements substantiels »*, et demande un moratoire de plusieurs mois.

La troisième phase, celle de la paralysie, est marquée d'abord par une relance sous la forme du « Message de Caraballeda pour la paix, la sécurité et la démocratie en Amérique centrale », signé le 14 janvier 1986 par les ministres concernés. La nouvelle proposition, à l'initiative du Nicaragua, repose pour l'essentiel sur le principe de simultanéité du désarmement au Nicaragua et de la cessation de la « guerre d'agression » des Etats-Unis. Mais c'est surtout *l'intégration forcée du gouvernement américain* dans une négociation devenue triangulaire. Le 11 février suivant, les membres du groupe de Contadora et du groupe d'appui se rendirent à Washington pour divers contacts ; le président Reagan refusa de les recevoir. D'autres rencontres sous l'égide de Contadora ont encore eu lieu mais la signature de l'acte de paix et de coopération, prévue pour le 6 juin 1986, sera reportée *sine die*.


(Taurines-CIRIC)
DANS UNE COMMUNAUTÉ ECCLÉSIALE DE BASE AU HONDURAS
Une forte influence sur l'évolution de la société

Le rôle de l'épiscopat

COMMENT l'Eglise catholique s'est-elle comportée dans cette recherche d'une paix négociée multilatéralement ? A-t-elle joué un rôle, et lequel ? A-t-elle aidé ou non la diplomatie latino-américaine à s'affirmer, au détriment de la stratégie américaine ?

Il y a une « question catholique », en la matière. En effet, l'Eglise romaine a un poids socio-politique important en Amérique centrale ; elle tient, à ses différents niveaux hiérarchiques, des propos répétés sur la paix comme condition nécessaire de la vie en société ; elle a une réelle capacité de médiation, ainsi que l'a montré son intervention diplomatique dans le conflit argentino-chilien du chenal de Beagle de 1978 à 1984. A ce triple titre, l'Eglise catholique est concernée par la situation conflictuelle de l'isthme centraméricain.

Pour vérifier son rapport aux démarches de Contadora, l'observateur dispose des différentes déclarations au triple niveau des épiscopats locaux, du SEDAC (Secrétariat épiscopal d'Amérique centrale et du Panama) comme structure de concertation régionale (6), et de la papauté.

L'examen des lettres pastorales et communiqués de ces différentes instances hiérarchiques depuis janvier 1983 – date de constitution du groupe de Contadora – se solde par un bilan des plus modestes, au regard de la gravité de la situation : il est très faible pour ce qui est de l'analyse des rapports politiques entre les pays de l'isthme, relativement explicite sur l'intervention américaine et l'influence soviétique en Amérique centrale, et épisodique quant à la signification de la diplomatie de Contadora. Ces différents thèmes apparaissent dans les déclarations des évêques du Honduras, du SEDAC et du pape en 1983. L'année suivante, ils n'apparaissent plus qu'au niveau de l'épiscopat salvadorien et du SEDAC, pour disparaître ensuite de l'horizon de la hiérarchie ecclésiastique.

En ce qui concerne les interventions américaines et soviétiques, la déclaration la plus forte est celle du SEDAC, dans un communiqué d'août 1983 : *« Aux puissances et forces idéologiques extérieures, contraires politiquement et militairement à nos valeurs culturelles, qui interfèrent en Amérique centrale, nous demandons de s'en abstenir afin que nos peuples, et nos peuples seuls, résolvent leurs conflits, dépassent leurs divergences et ajustent leur ligne de conduite à l'objectif tant désiré de la paix. »* Et le SEDAC de réclamer *« une garantie absolue de départ de toutes ces forces »*. Un an plus tard, le même secrétariat épiscopal ne fait plus mention, sur le sujet, que *« d'un immense camp militaire de groupes idéologiques antagoniques qui reçoivent des armes et toutes sortes de soutiens de l'extérieur* (7) ». Les évê-

* Directeur de DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, 47, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.)

(1) Le groupe de Contadora, constitué des ministres des relations extérieures de Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela, s'efforce depuis quatre ans de proposer un plan de paix régionale aux cinq pays d'Amérique centrale : Costa-Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua. Ce groupe a reçu en août 1985 le renfort d'un autre groupe dit d'appui, constitué des ministres des relations extérieures d'Argentine, du Brésil, du Pérou et d'Uruguay.

(2) Communiqué du groupe de Contadora du 13 mai 1983.

(3) Discours du pape aux évêques d'Amérique centrale à San-José, Costa-Rica, le 2 mars 1983.

(4) Le groupe de Contadora résulte de l'initiative conjointe du Mexique et du Venezuela, suite à leur proposition de paix du 7 septembre 1982 au Honduras et au Nicaragua.

(5) Les 9 et 10 septembre 1985 avait eu lieu, dans la ville de Panama, une réunion des ambassadeurs des Etats-Unis dans les pays d'Amérique centrale pour l'étude d'un document confidentiel intitulé « Point de vue de Washington ».

(6) Créé en novembre 1942, le SEDAC est présidé par un évêque d'un des cinq pays centraméricains ou du Panama. Actuellement c'est Mgr Rivera, archevêque de San-Salvador.

(7) Déclaration du SEDAC, « Le Christ notre salut », du 15 septembre 1984. On retrouve le même point de vue dans la lettre pastorale des évêques salvadoriens, « Appelés à être artisans de paix », du 2 février 1984.

Interventions et insurrections

1514-1821. Conquête au XVI[e] siècle par les Espagnols. Résistance des Mayas, dont la culture était restée florissante jusqu'au VII[e] siècle. La capitainerie générale du Guatemala sert de base gouvernementale pour toute la région et ses cinq provinces : Guatemala, Honduras, El Salvador, Costa-Rica, Nicaragua. Ces pays constituent aujourd'hui ce que l'on entend par « Amérique centrale ». Panama dépend pour sa part de la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, c'est-à-dire de Bogota.

1821. Indépendance. Le XIX[e] siècle sera marqué par les luttes entre l'oligarchie traditionnelle (les conservateurs) et la bourgeoisie marchande et anticléricale (les libéraux). Ces derniers, conduits par le Hondurien Francisco Morazan, tentent en vain d'unifier la nation centraméricaine, qui se scinde, à partir de 1842, en cinq républiques indépendantes, particulièrement vulnérables aux pressions extérieures. Cette division permet au colonialisme anglais de consolider sa possession sur le territoire de Belize, qui deviendra le Honduras britannique (indépendant en 1981), tandis que les Etats-Unis en profitent aussi pour faire de la région une « factoria » de produits tropicaux, au bénéfice de leurs monopoles naissants. Cependant, les drapeaux et les emblèmes des pays de la région rappellent le rêve de l'« Isthménie » : cinq volcans dans les écus du Nicaragua et d'El Salvador, cinq caféiers dans celui du Guatemala, cinq étoiles dans ceux du Honduras et du Costa-Rica.

1860. La lutte contre le flibustier nord-américain William Walker, qui avait tenté de se constituer un fief sur la côte caraïbe du Nicaragua et du Costa-Rica, n'est victorieuse que grâce à l'effort conjugué des différents Etats centraméricains.

1879-1903. Ferdinand de Lesseps entreprend de percer le canal de Panama, au nom d'intérêts privés. En 1903, Bunau-Varilla signe à Washington, en l'absence de tout représentant de la République de Panama, un traité accordant à perpétuité l'occupation et le contrôle, par les Etats-Unis, de la zone du Canal.

1884-1899. Les contrats accordés par les libéraux du Costa-Rica aux compagnies ferroviaires, qui sont aussi des entreprises bananières, serviront de modèles à tous ceux signés par les autres gouvernants d'alors. Création en 1899 de l'United Fruit Co à New-Jersey (Etats-Unis) par Minor Keith, et de la Boston Fruit Co, qui opérait déjà à Cuba, en République Dominicaine et en Jamaïque. L'United Fruit jouera un rôle déterminant dans le concept de « république bananière ». Naissance d'un mouvement ouvrier organisé en syndicats et en partis.

1932. Insurrection paysanne au Salvador. L'armée se livre à un véritable génocide : 30 000 assassinats. Augustin Farabundo Marti, dirigeant du jeune Parti communiste, est fusillé.

1933. La « petite armée folle » – 1 500 hommes seulement, ouvriers et paysans – conduite par Augusto Cesar Sandino, oblige les Américains, installés dans le pays depuis 1912, à se retirer. Sandino est assassiné le 21 février 1934 sur ordre du chef de la Garde nationale, Anastasio Somoza.

1944. La « révolution d'octobre » au Guatemala renverse une longue dictature militaire et donne au pays dix ans de vie démocratique et pluraliste. Dès 1946, le régime de Juan José Arevalo puis celui de Jacobo Arbenz se heurtent aux intérêts de la United Fruit, soutenue par le gouvernement des Etats-Unis. Ce dernier accuse le Guatemala d'être la *« tête de pont du communisme international »* et renverse le président Jacobo Arbenz. Le pouvoir est repris par l'une ou l'autre des factions d'extrême droite existant au sein des forces armées.

1977. Traité Torrijos-Carter prévoyant la restitution en l'an 2000 de la zone du canal de Panama.

1979. Au Nicaragua, le Front sandiniste de libération nationale, appuyé par de larges couches sociales, renverse la dictature d'Anastasio Somoza.

1981. Dès son entrée en fonctions, le président Ronald Reagan affirme que le contrôle de l'Amérique centrale est nécessaire aux intérêts et à la sécurité des Etats-Unis, dans le droit fil de la « doctrine de Monroe » (1823).

RÉFORME AGRAIRE

Comment le Nicaragua a repris

Par
JORGE CASTANEDA *

LE débat sur la poursuite de l'aide américaine aux contre-révolutionnaires, les « contras », du Nicaragua reprend de plus belle à Washington. En effet, l'affaiblissement du président Reagan – dû à l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et au détournement au bénéfice des contras des fonds provenant de ces ventes (1) – et le calendrier parlementaire américain prescrivent de renouer une discussion qui a déjà eu lieu à plusieurs reprises et dont la répétition inévitable ne fait plaisir à personne.

Or cette discussion n'explique pas pourquoi le soutien fourni précédemment aux « contras » n'a pas réussi à transformer ces combattants en une organisation politique et militaire efficace, capable de mettre en échec le régime sandiniste. Le passé somoziste des contras est souvent – et à juste titre – souligné comme une des causes de leur faiblesse.

En fait, les causes des succès militaires récents de Managua – à partir de la mi-1985 – permettent de supposer que l'obtention de fonds supplémentaires ne pourra pas vraiment changer *le rapport de forces actuel*.

Tout d'abord, le gouvernement du Nicaragua a rectifié une erreur surprenante (compte tenu de l'expérience de la guérilla de la plupart de ses membres). Jusqu'à la fin de 1983, et même pendant 1984, les sandinistes avaient refusé de reconnaître que les contras avaient une base sociale et un soutien réel au Nicaragua. Ce soutien étant limité et concentré dans les régions enclavées et dépeuplées du nord du pays et de la côte atlantique, cela a conduit les stratèges du gouvernement à commettre le péché capital de toute guerre : sous-estimer l'ennemi. Et surtout, cela a rendu impossible la mise en œuvre de la seule politique capable de vaincre les contras, à savoir : la reconquête politique de cette base sociale mécontente du sandinisme.

En privé, de nombreux sandinistes reconnaissent, aujourd'hui, que la paysannerie pauvre du Nord avait reçu peu de bienfaits de la révolution. Cet abandon, ainsi que les liens traditionnels que la vieille Garde nationale de Somoza avait noués avec les ruraux dans les régions les plus déshéritées du pays – terrain de recrutement privilégié pour la plupart des armées latino-américaines, – avait conduit ces secteurs de la population à soutenir les contras. La décision fut prise à Managua de reconnaître franchement cette erreur et de résoudre les problèmes politiques qu'elle posait.

La terre aux paysans

EN 1984, le gouvernement sandiniste a entrepris un véritable tournant en matière de réforme agraire. Il décida de sacrifier la justesse hypothétique d'une politique économique à long terme en échange du gain politique immédiat, et entreprit la distribution massive de lopins individuels aux paysans du Nicaragua. Les parcelles distribuées n'étaient pas toujours de bonnes terres, ni forcément des terres utiles, à moins de les assortir de semences, de matériel agricole et d'engrais. Mais c'était quand même de la terre. Toutes les révolutions en Amérique latine ont montré que, pour un régime révolutionnaire, c'est bien là le point décisif pour gagner l'appui paysan.

Entre 1979 et le début de 1983, l'Institut national de la réforme agraire (INRA) avait distribué quelque 125 000 hectares, dont avaient bénéficié moins de cinq mille familles. Mais pendant les trois années suivantes, 1,2 million d'hectares, c'est-à-dire cent fois plus de terre, ont été livrés à plus de cinquante mille familles. Et, détail significatif, dix-huit mille familles ont reçu en 1986 des titres de propriété pour leur lopin individuel. Et un fusil pour le défendre. Elles n'attendaient rien d'autre de la révolution ; et leur soutien envers les contras a chuté du jour au lendemain.

Dans la mesure où les sandinistes avaient aussi entrepris d'évacuer les paysans qui habitaient les zones de guerre, tout en leur donnant des terres dans d'autres régions, le maigre soutien populaire dont jouissaient les contras s'est considérablement rétréci. Un commandant sandiniste a clairement décrit ce phénomène en disant : *« Nous avons asséché la mer dans laquelle nageaient les contras »*, évoquant par là l'ancien axiome maoïste selon lequel une guérilla doit être comme un poisson dans l'eau. De plus, le gouvernement a récemment commencé à remettre, en dollars, une partie des recettes des exportations aux producteurs, minant de cette façon la base des contras parmi les petits et moyens exportateurs de café, de coton et de bétail.

Cette politique a été rendue possible grâce à l'offensive militaire conduite parallèlement contre les antisandinistes. Ce n'est que vers la fin de 1984 que le gouvernement sandiniste a pu mettre sur pied une véritable armée. Avant cette date, Managua disposait de commandants, de milices et d'une quantité limitée d'armement soviétique (des chars, des AK-47, et de l'artillerie), mais tout cela ne faisait pas une armée. Et les rares troupes entraînées, disponibles et prêtes au combat n'ont pas été utilisées dans la guerre contre les antisandinistes de la Contra. Jusqu'au début 1985, ces éléments furent gardés en réserve pour faire face à une éventuelle invasion américaine (qui semblait probable après l'occupation de la Grenade en novembre 1983), et en prévision de l'ouverture d'un front sud le long de la frontière avec le Costa-Rica. Mais, surtout, les sandinistes pensaient que leurs milices – pourtant insuffisamment formées, irrégulières et décentralisées – seraient suffisantes pour contenir les contras. Or il s'en fallait, et de beaucoup. La direction nationale du Front sandiniste en est donc venue à prendre une autre décision de grande envergure : dissolution des milices et création d'une armée régulière malgré les inconvénients politiques que cela entraînait à court terme. Elle a imposé la conscription à une jeunesse qui ignorait jusqu'alors ce qu'était le service militaire obligatoire

* *Chercheur à la Fondation Carnegie*, Washington D.C.

(1) NDLR. – D'après la presse américaine, une bonne partie de ces fonds a été détournée. Si l'on sait qu'elle n'est pas parvenue aux « contras », sa véritable destination n'a pas encore été découverte.



D'UNE PAIX NÉGOCIÉE

diplomatie de Contadora

ques du Honduras utilisent, dans leur message sur la paix du 13 juillet 1983, cette formule forte sur l'éventualité d'une guerre régionale : *« Les armes viendraient de l'extérieur et nous, nous fournirions les morts. »*

Le souci des évêques de mettre en parallèle les interventions américaine et soviétique cache mal, en fait, leur crainte majeure, à savoir l'influence marxiste. Dans une déclaration faite à Rome, Mgr Arrieta Villalobos, archevêque de San-José (Costa-Rica) et à l'époque président du SEDAC, s'élève vigoureusement contre les prêtres et les religieuses qui *« favorisent implicitement et parfois explicitement des mouvements révolutionnaires ouvertement tournés vers l'instauration de régimes totalitaires de gauche. Ils veulent marxiser l'Amérique centrale* (8). »

La relativisation conséquente de l'intervention américaine par les évêques provoque la protestation des secteurs catholiques d'El Salvador et du Honduras cherchant à analyser plus finement la situation. C'est ainsi que la revue du Centre pastoral de l'université centraméricaine de San-Salvador écrit : *« L'analyse ecclésiale de toute intervention et, surtout, de l'intervention américaine, est en dernier ressort importante* (...) *comme aide à la solution du conflit. »* En ajoutant : *« Il ne s'agit pas pour l'Eglise de « déclarer la guerre » aux Etats-Unis mais de les convaincre que leur engagement actuel est profondément injuste et erroné* (9). » Même son de cloche chez les jésuites honduriens qui, en dénonçant *« une aliénation injustifiée et une dénationalisation du Honduras »*, n'hésitent pas à dire que leur pays est *« impliqué de fait dans les conflits régionaux d'Amérique centrale »* et que le rôle joué par le Honduras est *« déterminé en priorité par les intérêts du gouvernement des Etats-Unis* (10). » L'évêque de Santa-Rosa-de-Coplan, Mgr Santos, parle, pour sa part, d'*« occupation ou intervention nord-américaine* (11). »

C'est effectivement l'épiscopat hondurien qui est le plus sensible à cet aspect du problème. C'est lui qui, même sans citer le nom de Contadora, a les propos les plus fermes dans le sens du soutien de cette initiative de paix. S'adressant à *« tous ceux qui, au Honduras et en Amérique centrale, ont dans leurs mains les mécanismes d'une authentique possibilité de négociation et d'une véritable avancée du dialogue pour la paix »*, les évêques du Honduras prônent *« la participation aux conférences internationales, qui cherchent actuellement à poser les conditions d'une pacification de notre aire géographique »*, participation considérée comme *« l'une des initiatives possibles »* permettant de créer un climat propice au dialogue entre pays centraméricains, concrètement entre le Honduras et le Nicaragua (12).

Les silences du Vatican

EN écho à cette prise de position, pour la seule et unique fois dans les déclarations de la hiérarchie catholique, le pape Jean-Paul II fait mention du groupe de Contadora. A l'occasion d'une visite statutaire des évêques honduriens à Rome le 26 septembre 1983, le pape évoque devant eux les *« espérances à venir fondées sur les accords conclus récemment entre les ministres des affaires étrangères des pays d'Amérique centrale, accords placés sous les auspices du groupe dit de Contadora »* (13). Deux mois plus tard, le pape parlera encore des *« initiatives de bonne volonté en cours »* pour faire cesser les luttes (14), mais sans autre précision.

Puis c'est le silence total. On cherche en vain, dans toutes les allocutions similaires du pape aux évêques du Guatemala (5 novembre 1983), du Costa-Rica (26 janvier 1984), d'El Salvador (24 février 1984), du Nicaragua (16 mai 1984), etc., une allusion à la problématique régionale de guerre et de paix ou une mention des efforts de la diplomatie latino-américaine en Amérique centrale.

Il faut attendre janvier 1986 pour que le pape revienne allusivement sur le sujet. Evoquant les conflits en Amérique centrale devant le corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège, Jean-Paul II parle de *« perspectives de pacification* (...) *encore très incertaines »*. Il précise : *« Les parties en conflit ne se sont pas engagées – ou n'entendent pas s'engager – dans une option effective pour le dialogue comme moyen apte à déterminer la solution des problèmes existants. »* Blocage qui résulte, aux yeux du pape, soit d'*« une mauvaise compréhension des exigences que comporte une vraie démocratie »*, soit de *« l'intervention de forces et de puissances étrangères à la réalité de ces pays* (15) ». Point n'est besoin d'être grand clerc pour identifier le Nicaragua derrière la première proposition – c'est en effet ce pays qui, au début de 1986, refuse de signer l'acte de Contadora – et pour constater, dans la seconde, que l'influence soviétique est mise sur le même pied que la présence américaine en Amérique centrale. C'est la thèse communément reçue selon laquelle la « guerre d'agression » menée par les Etats-Unis n'est que la riposte à une guerre d'agression antérieure, celle qui est idéologiquement menée par l'Union soviétique.

Pour Jean-Paul II, *« une juste solution »* des conflits dans cette partie du monde ne peut être trouvée *« dans des rapports seulement bilatéraux ou des arrangements conclus uniquement avec ceux qui sont directement concernés par le conflit »*. Car, dit-il, *« le risque est grand d'arriver alors à des impasses ou des injustices »*. Est-ce la gestion de Contadora qui est ici contestée ? A quoi et à qui le pape fait-il allusion quand il réclame *« une entente élargie, la médiation désintéressée ou l'accord d'autres puissances ?* (16) ».

La mise en parallèle des démarches du groupe de Contadora et des positions de la hiérarchie catholique fait donc apparaître le soin que met cette dernière, après le bref intermède de la mi-1983, de ne pas s'engager aux côtés des diplomates latino-américains. Ce n'est pas faute d'informations : le Saint-Siège a été régulièrement tenu au courant, au même titre que l'ONU, des différentes étapes de l'élaboration de l'acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale.

Faut-il en déduire qu'à partir de 1984 la diplomatie vaticane avait rejoint le point de vue de la diplomatie américaine : ne rien faire au plan international qui aboutisse à un renforcement *de facto* de la légitimité du régime nicaraguayen ? La nomination par Jean-Paul II de Mgr Obando comme cardinal de Managua en avril 1985 est en ce sens une indication claire : au Nicaragua et en Amérique centrale, il est connu de tous comme le symbole de l'opposition politique non armée au régime sandiniste.

Mgr Rosa Chavez, évêque auxiliaire de San-Salvador et secrétaire du SEDAC, résume à cette époque-là la position officielle de l'Eglise catholique : *« On ne peut écarter un travail conjoint de Contadora et de l'Eglise catholique dans la région au bénéfice de la coexistence pacifique. Mais Contadora et l'Eglise gardent chacun leur spécificité* (17). »

La position du Vatican en la matière semble cependant ne pas être définitive. La nomination, en avril 1986, de Mgr Giglio comme nonce apostolique pour le Honduras et le Nicaragua inaugure en effet une étape nouvelle : celle de la conciliation. L'exil forcé de Mgr Vega du Nicaragua, sur décision du gouvernement de Managua en juin 1986, n'a suscité que des protestations diplomatiques minimales de la part du Saint-Siège.

La relance de Contadora avec l'aide de l'ONU et de l'OEA, mettant à profit l'affaiblissement de la position américaine en Amérique centrale à la suite de la vente illégale d'armes à l'Iran, pourrait bien amener la hiérarchie de l'Eglise catholique à modifier sa position sur le Nicaragua et, donc, sur l'ensemble de la problématique centraméricaine.

CHARLES ANTOINE.

(8) Cité par *Noticias Aliadas*, Lima, 9 juin 1983.
(9) *Carta a las Iglesias*, San-Salvador, numéro du 1-15 juin 1983.
(10) Déclaration des jésuites du Honduras, 12 mars 1984.
(11) *El Tiempo*, Tegucigalpa, 28 mai 1984.
(12) « Message des évêques du Honduras sur la paix », 13 juillet 1983.
(13) Allocution du pape aux évêques du Honduras en visite *ad limina*, 26 septembre 1983.
(14) Angélus de Jean-Paul II à Rome, 27 novembre 1983.
(15) Discours de Jean-Paul II au corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège, 11 janvier 1986.
(16) *Ibid.*
(17) *El Tiempo*, Tegucigalpa, 25 février 1985.

Les intérêts des Etats-unis dans la région

● **LES ROUTES DU PÉTROLE.** – La région de l'Amérique centrale, des Caraïbes et du golfe du Mexique constitue le passage obligé de 70 % du pétrole qui arrive aux Etats-Unis, notamment pour les centres industriels du sud-est du pays.

● **INVESTISSEMENTS DIRECTS ET BÉNÉFICES.** – Une grande partie de la production des pays de la région, où les investissements directs des Etats-Unis atteignent plus de 6 milliards de dollars, est aux mains de quelque quatre cents filiales des multinationales nord-américaines de la banane, des fruits tropicaux, du café, de la viande, du pétrole et des raffineries, de l'or, du nickel, de la bauxite. Les filiales de l'agro-alimentaire, qui vendent en Amérique centrale de nombreux produits de consommation, sont également installées dans les entreprises de tourisme. Elles dominent au sein des « paradis fiscaux » et dans les banques « blanchisseuses » de dollars d'origine douteuse.

ET ARMÉE NATIONALE

l'initiative face aux « contras »

et qui dut subir le traumatisme d'être envoyée au front après huit semaines à peine de formation militaire. La clameur des protestations fut assourdissante, les jeunes fuyaient à l'étranger, et le pouvoir dut recourir à des méthodes coercitives pour assurer l'incorporation des appelés. Mais, du point de vue militaire, cette politique s'est rapidement révélée très efficace. Dès le milieu de 1985, les sandinistes commencèrent donc à disposer d'une véritable armée.

Après un ou deux mois de préparation militaire, le contingent était divisé en plusieurs unités de contre-insurrection portant le nom de Brigadas de lucha irregular (BLI, brigades de guerre irrégulière) qui avaient pour mission de surveiller les montagnes du nord du Nicaragua pendant plusieurs semaines de suite.

Une opposition sans perspectives

LES résultats obtenus au combat par ces troupes semblent confirmer la nouvelle conviction des sandinistes : la meilleure façon de gagner une guerre véritable est de la mener avec une véritable armée. La plus grande disponibilité de forces permettait de les concentrer pour livrer la bataille aux contras, sans pour cela exposer le flanc sud ni affaiblir la défense de Managua. Avec le temps, le taux de désertion a chuté, la contestation contre la conscription s'est tue et la nouvelle armée a multiplié le nombre de ses victoires.

Les résultats de cette double décision – la réforme agraire et la création d'une armée régulière – apparaissent déjà : ainsi, un quart de la récolte de café (que les contras détruisaient jusqu'à présent régulièrement) a été engrangée cette année sans interruption pour cause de guerre et sans que l'on ait été obligé d'avoir recours au travail « volontaire » des fonctionnaires de Managua.

Cette armée nouvelle dispose d'un armement plus sophistiqué – y compris des hélicoptères blindés soviétiques M 18. Mais l'armement seul aurait été insuffisant : l'événement décisif fut bien la création d'une armée. Le fait que certains secteurs du Front sandiniste critiquent aujourd'hui l'excessive professionnalisation de l'armée, avec sa cohorte de privilèges et l'introduction récente de la hiérarchie militaire traditionnelle, ne fait que souligner l'importance politique de ce processus.

Si la réforme agraire et l'émergence d'une authentique armée ont permis aux sandinistes de mener plus efficacement la guerre aux contras, il est vrai aussi que la stratégie de ces derniers les condamnait à terme.

Depuis le début du conflit, en 1982, les contras ont adopté une stratégie de guérilla « maoïste » classique, concentrant leur efforts et leurs ressources dans les campagnes, avec l'espoir d'entourer puis d'étrangler les villes. Etant donnée l'importance du sanctuaire hondurien le long de la frontière nord du Nicaragua, cette stratégie semblait cohérente. Mais, dans la mesure où la situation se transformait en son contraire, les sandinistes perdant une partie de leur soutien urbain à cause de la pénurie alimentaire, mais en même temps regagnant une popularité réelle dans le « campo » grâce à la réforme agraire, une telle stratégie menait directement à la défaite. Et trop de ponts avaient été coupés pour qu'une stratégie de rechange pût être mise en œuvre avec succès.

En 1983 et 1984, les contras et l'opposition non militaire aux sandinistes s'étaient progressivement unifiés dans un front commun, débouchant, vers la mi-1985, sur la création de l'Opposition nicaraguayenne unie (UNO). En gagnant à leur cause des personnalités bien connues au Nicaragua comme MM. Alfonso Robelo et Arturo Cruz, cette alliance leur a fourni une faible mais indispensable caution anti-somoziste. Mais, à long terme, le processus d'unification a affaibli les contras, car le gouvernement sandiniste a obligé MM. Cruz et Robelo ainsi que leurs partisans à quitter le Nicaragua, éliminant ainsi toute opposition organisée dans les villes. A l'exception de quelques figures de second rang, il n'y a plus aucune organisation au Nicaragua qui puisse transformer le malaise, voire le mécontentement urbain, en une opposition politique efficace. Une partie de la hiérarchie de l'Eglise catholique a essayé de jouer ce rôle, par la voix notamment de Mgr Obando, mais elle s'est rapidement rendu compte que, si elle était en mesure d'appuyer une opposition interne, elle ne pouvait pas la remplacer.

D'autres facteurs ont sans doute contribué à l'affaiblissement actuel des contras à l'intérieur du pays, en particulier, leur alliance avec les Etats-Unis. Plusieurs secteurs de la société, mécontents du régime sandiniste, se refusent toutefois à prendre le parti des Etats-Unis contre leur propre pays. Les divisions internes croissantes des contras, leur incapacité à se défaire de leur passé somoziste, le caractère douteux de leur appui à Washington dans l'avenir et l'absence de tout soutien latino-américain, sont indiscutablement importants. La conjonction de tous ces facteurs explique l'inversion du rapport de forces, et la stagnation, voire l'épuisement, de l'effort de médiation du groupe de Contadora.

Cela est d'autant plus vrai que, si les contras sont effectivement liquidés en tant que menace militaire réelle pour le régime de Managua, alors, l'autre grand enjeu toujours indécis de la crise centraméricaine réapparaîtra. Il s'agit, bien sûr, de la guerre civile au Salvador, où, après une longue hibernation, la guérilla du FMLN revient à l'action. Son émergence nouvelle a lieu là où le gouvernement de M. Napoleon Duarte paraît le plus affaibli : dans les villes et, avant tout, dans la capitale, San-Salvador. Grâce au réveil du mouvement des masses – surtout mais pas exclusivement syndical – regroupé autour de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), la guerre commence à reprendre son ancien visage : une lutte politique de masses. Les difficultés de M. Duarte avec l'oligarchie locale et avec l'armée, ainsi que la résurgence de la gauche politique et militaire ne présagent rien de bon pour les amis américains du président salvadorien. C'est aussi le cas pour la diplomatie de Contadora, un effort de « bons offices » qui a voulu se tenir à l'écart d'une guerre ; alors que celle-ci oblige à prendre parti. Il faut savoir le faire, et ne pas se tromper de camp.

JORGE CASTANEDA.

PRESSIONS DES BANQUES ET MENACES MILITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

La dette contre la démocratie

LES récentes mutineries militaires en Argentine ont permis de manifester combien est puissant et massif le soutien des citoyens aux autorités élues. Elles ont aussi montré la grande fragilité des démocraties en Amérique latine.

Dans la plupart des pays qui viennent à peine de retrouver le pluralisme politique, des *rumeurs putschistes parcourent à nouveau* les casernes, et les bruits de bottes se font, une fois encore, insistants. Le récent voyage du pape et sa bénédiction du général Pinochet ne semblent pas avoir contribué à consolider les régimes démocratiques.

***Ceux-ci paraissent* d'autant plus affaiblis qu'ils ont hérité, de la gestion des militaires, d'une dette extérieure souvent colossale. Son remboursement limite la liberté d'action des nouveaux pouvoirs, qui restent *soumis* aux fortes *pressions des banques internationales* et sont contraints d'appliquer des « politiques d'ajustement » au coût social, comme on dit, très élevé.**

Les régimes démocratiques seraient-ils désemparés en Amérique latine, coincés entre la menace des militaires et le diktat des *banques ? Soutenus de tout* cœur par les citoyens, ces régimes peuvent-ils compter sur la solidarité des démocraties occidentales ? Le grand écrivain péruvien Mario Vargas Llosa a tenté de répondre à ces questions lors d'une conférence prononcée en mars dernier devant les membres de la très influente Commission trilatérale.

Par MARIO VARGAS LLOSA *

Je remercie la Commission trilatérale de m'avoir invité à m'adresser à vous. Il va de soi que je m'exprime ici à titre personnel ; je ne représente aucun gouvernement ni aucune institution. Je suis un écrivain indépendant persuadé que les grandes réformes dont l'Amérique latine a besoin, pour atteindre le développement et parvenir à la justice sociale, doivent être conduites dans un cadre de légalité et de liberté que seul le système démocratique garantit.

De ce point de vue, la panorama qu'offre aujourd'hui l'Amérique latine justifie un prudent optimisme. Jamais, au cours de notre histoire républicaine, la région n'a compté autant de gouvernements issus d'élections plus ou moins propres ; en d'autres termes, jamais il n'y avait eu aussi peu de régimes autoritaires. De sanglantes tyrannies comme l'argentine et l'uruguayenne se sont effondrées, cédant la place à des régimes civils. Cela a été le cas également au Brésil. Et le honteux anachronisme qu'incarnait Baby Doc, l'ex-président à vie d'Haïti, s'est également écroulé. Des pays où, jusqu'à il y a un quart de siècle, aucun président élu n'avait pu achever son mandat – comme le Venezuela et la République dominicaine – sont aujourd'hui des *modèles de pluralisme* et de coexistence. Et des partis politiques opposés se succèdent au gouvernement, tandis que les extrémistes de droite et de gauche recueillent de moins en moins de voix à chaque scrutin. Même en Amérique centrale, dans cette zone tellement martyrisée dans le passé, nous avons vu ces dernières années des régimes militaires se résigner – pas toujours de bon gré, bien entendu – à recourir aux élections et à céder le pouvoir à des élus civils.

Non seulement le nombre des dictatures militaires a diminué au point qu'il ne reste, comme une sorte d'échantillon, que les cas honteux des généraux Stroessner et Pinochet. Mais même le modèle cubain de la révolution violente apparaît en franche *déliquescence.* Surtout si on compare à la situation d'il y a quelques années lorsque les guérillas dans les montagnes et les commandos subversifs dans les villes cherchaient à appliquer, dans une douzaine de pays, le slogan du Che : *« Créer sur notre continent deux, trois Vietnams. »*

Avec les exceptions du Salvador où l'activité de la guérilla a cependant diminué, du Pérou où le messianisme apocalyptique de Sentier lumineux continue de provoquer pour l'instant une menace réelle pour le régime, et de la Colombie, où la violence politique se confond avec celle, purement criminelle, du trafic de drogues, dans le reste de l'Amérique latine le mythe de la révolution armée comme panacée à tous nos maux a perdu de son pouvoir de séduction et apparaît désormais comme une philosophie de groupes marginaux, orphelins d'audience populaire.

Mais célébrer l'actuelle démocratisation en termes purement statistiques ne serait point juste. Ce qui est plus important, je pense, c'est la nature du phénomène. Car, à la différence de ce qui s'était produit, par exemple, après la seconde guerre mondiale – lorsqu'une vague de démocratisation parcourut également, d'un bout à l'autre, le continent, – cette fois il ne s'agit pas d'un effet de pressions extérieures et le mouvement n'est pas dû exclusivement aux élites locales comme jadis. Cette fois-ci, le facteur dominant, et souvent le seul, ayant permis que des formes de légalité, de liberté et de consensus remplacent l'arbitraire, la force et le pouvoir personnel, a été l'action d'humbles citoyens, d'hommes et de femmes anonymes, presque toujours pauvres ou appauvris, et parfois analphabètes, de nos pays.

Certes, dans des cas comme Haïti et El Salvador, la démocratisation a été favorisée de façon décisive par le retrait du soutien que les Etats-Unis accordaient aux forces armées. Mais, même dans ces cas, cela aurait été insuffisant sans la volonté résolue et massive du peuple en faveur du changement. En ce qui concerne El Salvador, je peux témoigner personnellement du courage et du sens du sacrifice dont fit preuve le Salvadorien ordinaire en participant à la campagne électorale de 1984 et en allant voter, malgré l'intimidation et les balles.

Cela me semble extraordinairement important. Pour la première fois, la démocratie, sous une forme fragile, s'instaure dans nos pays avec un ferme soutien populaire et en franche opposition à la révolution marxiste et à la dictature militaire. Ces options antidémocratiques sont de nos jours fondamentalement antipopulaires, elles ne sont souhaitées que par des élites économiques ou intellectuelles, tandis que les masses populaires, chaque fois qu'elles ont été consultées et ont pu s'exprimer sans interférences, se sont prononcées radicalement en faveur de régimes modérés – de centre-gauche, de centre ou de centre-droit – dans une perspective démocratique. J'aimerais, à ce sujet, citer l'exemple de mon pays, le Pérou, où lors des élections de 1985 – que les extrémistes tentèrent de saboter en déchaînant une campagne de terreur pour dissuader les électeurs de voter – le taux d'abstention fut seulement de 7 %. Un véritable record comparé aux démocraties les plus avancées.

Violence des fanatismes

CE serait naïf de croire que l'homme et la femme du peuple, en Amérique latine, ont choisi la démocratie après un conversion idéologique et comme conséquence d'un raisonnement intellectuel. Ces cas sont rares. Ce qui a poussé d'énormes secteurs sociaux, ces dernières années, à choisir massivement cette option – si rare dans nos contrées – a été la terrible violence dont ils ont été les victimes. Cette violence résultait de l'intolérance, du fanatisme et du dogmatisme qu'ont appliqués, avec une égale intensité, le terrorisme révolutionnaire et le contre-terrorisme policier et militaire, semant le continent de cadavres, de torturés, de séquestrés, de « disparus », etc. *L'immense majorité* des victimes étant toujours d'origine populaire.

C'est pour chercher une échappatoire au cauchemar des guerres civiles, des attentats, de la répression indiscriminée, des actions révolutionnaires, des exécutions aveugles et de la prolifération de la torture que ces peuples, sur lesquels l'extrémisme politique s'abattait avec une violence nouvelle – comme si l'exploitation économique et le désarroi *social* ne *suffisaient* pas à leur malheur – optèrent pour le système démocratique. Intuitivement, instinctivement, ils l'estimaient capable de mieux défendre – ou de moins agresser – les droits de l'homme, de mieux garantir une certaine coexistence sociale et également capable d'éradiquer le pistolet, la bombe et la gégène de la vie publique.

Cet événement inédit en Amérique latine – *une démocratisation aux profondes racines populaires* – ouvre une perspective unique sur notre continent : les pays latino-américains pourraient consolider *leur régime de légalité* et de liberté, brisant pour toujours le cercle vicieux des révolutions et des coups d'Etat. Ils pourront enfin livrer bataille pour le développement. En mêlant leur destinée historique à celle de l'Occident démocratique et libéral.

Naturellement, cela ne sera pas facile. Parce que la démocratisation de l'Amérique latine demeure très fragile, malgré la puissance du soutien populaire. Pour conserver et élargir ce soutien, les gouvernements devraient pouvoir prouver à leurs citoyens que la démocratie ne signifie pas seulement la fin de la brutalité politique mais aussi des acquis, du progrès, des bénéfices concrets dans les domaines – le travail, la santé, l'éducation – où tout reste à faire. Et, dans les conditions actuelles de crise économique généralisée, avec les prix des produits d'exportation au *plus bas et la hantise de la* dette extérieure, ces gouvernements ne peuvent que décevoir leurs citoyens – surtout les pauvres – en exigeant d'eux de plus grands sacrifices.

Je ne suis pas de ceux qui croient que le problème de la dette doit être *abordé en faisant* des gestes démagogiques ou en déclarant la guerre au système financier international. Si cette guerre éclate, les banques occidentales seraient peut-être affaiblies ; mais nos pays le seraient encore davantage, car l'une des premières victimes des hostilités serait le *système démocratique*, qui survivrait difficilement au chaos et à la paralysie qu'entraînerait le boycottage de nos économies par le monde développé.

Mais, les pays industrialisés aussi – les gouvernements et leurs banques – devraient considérer cette affaire avec sensibilité et réalisme et comprendre que s'ils exigent de nos gouvernements démocratiques de payer strictement le service de la dette en mettant en pratique des politiques économiques au coût social très élevé – et on a vu ce qui s'est produit en République dominicaine, au Mexique, au Brésil et ailleurs, les explosions de colère et de désespoir que cela pouvait entraîner – le résultat serait purement et simplement le renversement de ces gouvernements et le retour aux dictatures militaires (1). Et celles-ci sont le meilleur bouillon de culture des révolutionnaires marxistes. Elles sont, de surcroît, d'une ineptie criante en matière économique, comme on a pu le constater dans le cas de tous *les* régimes militaires latino-américains dans les années 70. Qui tirerait alors un quelconque bénéfice si cela arrivait ? Pas les banques, ni les gouvernements occidentaux, évidemment. Seuls y gagneraient ceux qui sont intéressés à ce que la démocratie ne prenne pas racine dans nos terres.

Ce que le réalisme et la morale recommandent à nos créanciers, c'est d'exiger de chaque pays endetté qu'il paye selon ses possibilités et sans que cela mette en danger la stabilité du régime. Tout en lui procurant en même temps l'aide et les encouragements indispensables, pour réactiver son économie afin que, avec la croissance de celle-ci, augmente également sa capacité à rembourser.

Un vétéran révolutionnaire devenu, aujourd'hui, un authentique démocrate, le président Paz Estenssoro, de Bolivie, a fait une proposition qui devrait être prise en considération : que le service de la dette soit lié aux prix de nos produits d'exportation sur le marché international. Si les banques et les gouvernements des pays industrialisés étaient non seulement intéressés à récupérer ce qu'on leur doit mais également à consolider la démocratie en Amérique latine et à contribuer à ce que nos pays sortent du sous-développement en restant alliés au monde occidental, ils devraient écouter des propositions comme celles-là.

Je n'essaye pas d'insinuer que l'avenir de nos démocraties dépend de vous. Je sais fort bien que, pour l'essentiel, il dépend exclusivement de nous. Mieux encore : l'une des conclusions auxquelles je suis parvenu – et je ne sais pas si je dois m'en réjouir ou m'en attrister, – c'est que pour un pays latino-américain, choisir la voie démocratique signifie non seulement choisir la *liberté* et l'empire du droit, mais également la forme la plus radicale de la souveraineté. Car aucun autre régime ne reçoit moins de soutien de l'Occident, ni semble exercer moins de séduction sur ses médias et ses élites intellectuelles que celui qui, dans le *tiers-monde, prétend* faire siens les idéaux de liberté et de pluralisme qui sont la plus grande contribution de la culture occidentale au monde.

Bien que je n'aie pas de chiffres pour le démontrer, je doute qu'un pays démocratique du monde sous-développé ait reçu les aides et les subventions que Cuba reçoit de l'Union soviétique depuis qu'elle fait partie de son système. Et, certainement, jamais un pays latino-américain qui lutte pour vivre en paix et en liberté, dans un Etat de droit, n'a éveillé autant de sympa*thie et de* solidarité militante auprès des secteurs libéraux et progressistes d'Occident que le Nicaragua sandiniste. Au contraire. Lorsque ce n'est pas l'indifférence, cette lutte pour la démocratie des pays pauvres provoque habituellement le scepticisme et le *mépris de ceux qui devraient* être ses principaux supporters. Mais il n'est peut-être pas mauvais que ce soit ainsi. Parce que si l'Amérique latine, à la longue, remporte la bataille de la liberté, nous pourrons dire que nous l'aurons gagné tous seuls. Contre nos ennemis et malgré nos propres amis.


(Goldberg-Sygma)

BUENOS-AIRES, AVRIL 1987
Tout un peuple avec le président élu

S'autocritiquer ou périr

POUR que la démocratie prenne *racine dans nos terres, notre tâche* la plus urgente est de l'approfondir, de la charger de substance et de vérité. Elle est fragile parce que, dans de nombreux pays, elle est superficielle : un simple cadre politique dans lequel les institutions et les partis continuent d'agir avec *l'arbitraire* et *l'autoritarisme* traditionnels. Dans ce domaine, il est impossible de généraliser parce que les différences sont grandes d'un pays à l'autre.

Un abîme sépare, par exemple, le cas du Costa-Rica, démocratie exemplaire, de celui du Mexique, douteuse démocratie de parti unique et de corruption généralisée ; ou du Panama, où l'autorité civile gouverne mais la Garde nationale commande. Tandis que dans des pays comme le Venezuela et la République dominicaine, les habitudes démocratiques se sont ancrées et ont gagné à leur pratique les forces armées et les secteurs extrémistes de la droite et de la gauche. *Dans* d'autres pays comme le Guatemala, l'Uruguay ou l'Equateur, le pouvoir militaire exerce encore une sorte de tutelle et conserve une autonomie qui limite la capacité d'action du gouvernement civil.

La production du *droit* est *encore* profondément antidémocratique dans la plupart de nos pays. Les lois se concèdent comme des prébendes, pour favoriser des individus ou des groupes influents, de sorte que les humbles, souvent, pour accéder à la notoriété ou simplement au travail, n'ont d'autre recours que l'illégalité. L'indépendance des pouvoirs est très souvent un mythe ; ainsi que l'égalité des chances. Et l'existence d'énormes secteurs économiques nationalisés, presque toujours déficitaires, reste une source constante d'inflation, de corruption et de discrimination.

Ni plus ni moins que les dictatures, les gouvernements démocratiques encouragent habituellement le nationalisme démagogique qui a été l'obstacle majeur ayant empêché les organismes d'intégration régionale de *fonctionner*, et la cause d'un démentiel gaspillage dans l'achat d'armements. La liberté de presse dégénère souvent en libertinage ; le *droit* de critiquer permet en fait de calomnier et d'insulter. Et les partis politiques aux programmes les plus démocratiques fonctionnent d'ordinaire, sur le plan interne, comme des tyrannies soumises à un chef omnipotent. Le catalogue des déficiences de nos démocraties pourrait être *poursuivi* mais ce n'est pas nécessaire. L'important c'est d'avoir conscience qu'elles doivent non seulement durer mais, en même temps, *s'autocritiquer* et s'améliorer. Car, dans le cas contraire, elles périront. Aucune démocratie ne naît parfaite, et peut-être n'arrive-t-elle jamais à l'être tout à fait. Sa supério*rité sur les régimes autoritaires réside* dans le fait que, à la différence de ceux-ci, elle est perfectible. Et contrairement aux dictatures, affaiblies par la moindre réforme, la démocratie se renforce dans la mesure où elle est capable de changer et de se régénérer.

Peut-être devrons-nous livrer la bataille la plus dure contre nous-mêmes. Parce que sur nous, Latino-Américains, pèsent des siècles d'intolérance, de vérités absolues, de gouvernants despotiques, dont il ne nous sera pas facile de nous défaire. La tradition du pouvoir absolu, qui commence avec nos empires préhispani*ques, et celle de la raison de la force*, que nos découvreurs espagnols et portugais pratiquèrent, ont été poursuivies au dix-neuvième siècle, après l'indépendance, par nos « caudillos » et nos oligarchies, avec le soutien et l'intervention directe de puissances étrangères. Croire que dans la violence se trouve la solution n'est pas un raisonnement nouveau – et moins encore révolutionnaire – *en Amérique latine*, comme le croient nos idéologues messianiques. C'est, plutôt, la pire forme de conformisme. Cela revient à maintenir – avec d'autres rhétoriques et d'autres rituels – cette ancienne tradition de la barbarie et du machisme, coupable, en grande partie, de notre retard et des inégalités sociales de nos pays.

Ce qui est vraiment original et révolutionnaire en Amérique latine aujourd'hui, c'est l'autre voie : celle de la démocratie. En *donnant* une *leçon* à ses classes privilégiées – pour lesquelles la dictature militaire apparaît encore comme une garantie de l'ordre – et à ses élites intellectuelles – chez lesquelles le mythe de la révolution marxiste, de la table rase, reste vivace malgré tous les *démentis historiques* – c'est la voie qu'ont choisie et continuent de défendre les masses de victimes et d'infortunés. Par le dur chemin de la souffrance, de la violence subie, elles sont arrivées à la conclusion que tout autre régime est pire et elles s'accrochent *maintenant à la voie* démocratique comme à une planche de salut. Sommes-nous à la veille d'une nouvelle étape, plus humaine et plus *digne*, de l'histoire de l'Amérique latine ? Les prophéties ne sont pas de mise. Essayons plutôt, chacun dans notre rayon d'action propre, en accord avec les moyens à notre portée, d'apporter notre contribution afin d'avancer dans cette voie.

(1) NDLR : Cf. Claude Julien, « La démocratie et l'argent », *le Monde diplomatique*, avril 1986.

* Romancier péruvien (né en 1936), auteur, entre autres, de *la Guerre de la fin du monde* (Gallimard, 1983) et d'*Histoire de Mayta* (Gallimard, 1986).

Prochains colloques

- « DÉMOCRATIE, DROITS DE L'HOMME ET DETTE EXTÉRIEURE EN AMÉRIQUE LATINE », la problématique qu'évoque ci-dessus Mario Vargas Llosa servira de fil conducteur à un colloque organisé les 15, 16 et 17 mai par l'association France-Amérique latine de Villeurbanne. Cette manifestation, au cours de laquelle interviendront, entre autres, Mme Allende, M. Perez Esquivel, prix Nobel de la paix, MM. Didier Motchane et Jean-Pierre Cot, députés européens, se déroulera au centre culturel de Villeurbanne, 234, cours Emile-Zola.
(Renseignements : AFAL, 1, rue Jules-Vallès, 69100 Villeurbanne. Tél. : 78-24-28-53.)
- « NICARAGUA-AMÉRIQUE CENTRALE. *UNE SOLUTION DÉMOCRATIQUE ET PACIFIQUE* », tel est le thème d'un colloque international qui aura lieu les 14 et 15 mai à la Mai*son de l'Amérique latine*, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Y participeront notamment M. Claude Cheysson, commissaire européen, *MM. Jorge Castañeda et Hugo Otero*, respectivement ambassadeurs du Mexique et du Pérou auprès du gouvernement français.
(Renseignements : Forum international de politique, 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél. : 43-38-36-92.)

CES MENSONGES QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE...

L'art de la désinformation

Par CLAUDE JULIEN

UNE gigantesque toile d'araignée, aux fils presque invisibles, enserre les citoyens des démocraties occidentales. Ils se croient libres. Ils ne se savent pas prisonniers d'idées, de pensées, de conceptions qui ont été instillées dans leur esprit par un maître diaboliquement habile, obstinément à l'œuvre depuis des décennies, jamais à court d'astuce, de procédés nouveaux. Car *« l'inventivité de l'esprit destructeur est illimitée »* ; il a même compris qu'il accroît son efficacité en propageant son venin à doses homéopathiques, de telle sorte que *« la lenteur même de l'empoisonnement de nos esprits »* prend en défaut notre vigilance et neutralise nos défenses immunologiques (1).

Au cœur de cette toile d'araignée, l'ancien *« département D »* du KGB – D pour désinformation, – qui, en raison de ses *« multiples succès »*, est devenu, *« depuis 1963 environ, le directorat A du KGB »* (2).

Sournoise par nature, cette action pernicieuse doit être distinguée de la propagande ouverte. Parce que nous vivons en démocratie, proclame lord Bethell devant le Parlement européen, *« votre rapporteur estime que l'Union soviétique a le droit absolu d'essayer d'influencer l'opinion publique dans nos Etats membres en utilisant tous les moyens légaux et non clandestins »* : diffusion de livres, périodiques, films, émissions de radio, etc. Ces formes d'action sont d'autant plus volontiers considérées comme légitimes que l'identification de leurs auteurs en garantit l'innocuité. En revanche, une entreprise visant le même but *« devient déloyale quand elle se cache derrière une façade non soviétique, s'infiltre subrepticement dans un organisme non soviétique* (3) ». C'est toute la différence entre la propagande classique, désagréable mais acceptable, et la désinformation, contre laquelle il convient de mobiliser des moyens suffisants pour la détecter et la combattre.

Multiples sont les canaux occultes de cette désinformation, qui exploite de mille manières une multitude d'*« agents d'influence »*, conscients ou non, mais toujours placés à des postes stratégiques. Le grand public ne peut même pas soupçonner l'ampleur de ce complot conçu non seulement pour lui cacher la vérité mais aussi pour lui insuffler insidieusement des informations qui paraissent authentiques, des idées faussement saines, des jugements trompeusement équilibrés.

Particulièrement efficaces dans cet asservissement des esprits : les journaux, d'autant plus redoutables qu'ils *« ont toutes les apparences de la bonne foi et de l'objectivité* (4) ». Encore la seule *« apparence »* de la bonne foi n'est-elle qu'un pis-aller. Pour les agents de la désinformation, l'idéal consiste en effet à découvrir *« le journaliste de bonne foi »* (5), vraiment de bonne foi, car, par définition, c'est un *« naïf »* (6). Faute de mieux, on peut aussi diffuser une *« information tendancieuse »* et, *« pour cela, on noyaute un journal respecté du public ; si on se garde bien de le compromettre ouvertement, toute la presse lui emboîte le pas* (7) ». C'est du grand art, riche en nuances. Ainsi, sous la plume de Vladimir Volkoff, un expert soviétique n'énumère pas moins de dix *« recettes »* pour, à partir d'un seul et même fait, tromper le lecteur. Et son interlocuteur lui répond : *« Il me semble que je connais un journal français qui fait précisément ce que vous dites* (8)... »

Devinez. De quel journal s'agit-il ? Mais attention : votre réponse risque de vous trahir, de révéler que votre vigilance n'est pas sans défaillance. Bien entendu, vous pensez au *Monde*... De fait, dans *la Désinformation, arme de guerre*, Vladimir Volkoff lui consacre une douzaine de pages (9). Mais il y a pis. Est-ce possible ? Mais oui. Alors, des noms...

En voici du moins quelques-uns. Se fondant sur des informations fournies essentiellement par le FBI et la CIA, John Barron met en cause : a) les *« journaux britanniques »* et le *New York Herald Tribune*, aujourd'hui disparu, qui, relayant en 1960 une intoxication soviétique sur les manifestations néo-nazies en Allemagne fédérale, osaient affirmer que ce pays ne pouvait pas *« être un partenaire digne de confiance au sein de l'OTAN »* ; b) le *Times* de Londres qui, le 7 mars 1968, publia une fausse information, fabriquée par les services tchèques et soviétiques, selon laquelle les Etats-Unis auraient stocké en Thaïlande des armes bactériologiques ; c) le *Washington Post* qui, le 16 mars 1969, accueillit dans ses colonnes un article du journaliste soviétique Victor Louis *« prétendument fondé sur une interview »* d'Alexandre Soljenitsyne. Ce même Victor Louis a fait mieux puisqu'il est parvenu à se faire recevoir deux fois à la Maison Blanche, précise John Barron : en 1966 par le vice-président Hubert Humphrey, en 1971 par Henry Kissinger (10).

Ce même Kissinger ne saurait être suspect de sympathies pour le communisme. C'est cette réputation au-dessus de tout soupçon qui lui permet justement de si bien tromper son monde. Les esprits, pourtant avisés, qui ont analysé le moindre de ses gestes n'ont pas su voir que *« les Mémoires de Kissinger sont une anthologie de toutes les fausses représentations de l'URSS, le produit de la désinformation et de l'autodésinformation* (11) ». Voilà du moins ce qu'affirme Michel Heller, qui démontre en outre comment de Gaulle et Kissinger se sont laissé intoxiquer par les services soviétiques : le premier en parlant naïvement de la *« Russie éternelle »*, le second en évoquant les *« racines traditionnelles »* de la diplomatie moscovite, ce qui montre bien que ces deux grands personnages, au cerveau sans doute un peu faible, ne comprenaient rien au communisme soviétique...

Légèreté et inconscience ne suffisent pas à expliquer la vulnérabilité des Occidentaux aux manœuvres soviétiques de désinformation. Car les publications les plus nettement hostiles aux *« entreprises séditieuses et subversives »* télécommandées par Moscou finissent elles-mêmes par s'en faire les complices. Ce sont les plus dangereuses. Le mécanisme utilisé devient ici très subtil : *« Pour démontrer la gravité »* des sombres menées de l'adversaire, ces publications en décrivent tous les détails et les *« commentent avec horreur et indignation »* tout en protestant *« énergiquement contre la carence, les faiblesses »* des autorités qui devraient les réprimer. Si bien intentionnée qu'elle soit, cette manière de faire a le double inconvénient de valoriser l'action subversive et de discréditer le pouvoir légitime, au point de susciter *« dans l'inconscient des lecteurs la panique muette et l'inhibition »*. L'objectif du KGB est ainsi atteint. Quelle est donc l'irresponsable publication qui se rend ainsi coupable de tels méfaits ? On hésite à l'écrire. Car, nul ne l'eût deviné, c'est *Valeurs actuelles*... Il faut remercier Roger Mucchielli d'avoir osé démasquer ce périodique subversif (12)...

La vaste entreprise de désinformation est si magistralement conduite que, en dépit de ces perspicaces et courageuses dénonciations, elle se poursuit sans même inquiéter des citoyens trop confiants. Heureusement, une saine réaction se manifeste enfin. Le 27 janvier dernier, M. André Giraud, ministre de la défense, annonce son intention de créer un groupe de travail intitulé *« Information et défense »*, qui reprendrait sous une forme nouvelle l'idée d'un *« observatoire de la désinformation »* chargé de détecter les attaques médiatiques contre la France (13).

La désinformation est une pratique bien réelle. De faux documents officiels sont parfois mis en circulation, par l'URSS ou par d'autres puissances. Ils sont peu efficaces, du moins dans les pays industrialisés. Dans certains pays du tiers-monde, ils ont été, rarement, repris par des journaux disposant de moyens insuffisants pour vérifier leurs informations (14).

Les conséquences de cette politique de désinformation *« ont été finalement assez limitées »*, estime M. Alting von Gesau, qui pourtant croit devoir participer personnellement à la grande croisade contre cette forme de subversion (15). Il faut rassurer ces tempéraments inquiets : dans toute société démocratique, des organismes efficaces – relations extérieures, défense, contre-espionnage, renseignements généraux, écoutes radiophoniques, etc. – font déjà la chasse à l'intoxication, aux documents forgés de toutes pièces, aux infiltrations. Ces organismes officiels ne sont pas sans relations avec les médias. Dénoncer leurs prétendues carences, c'est faire le jeu de l'adversaire en entretenant dans le public un sentiment d'insécurité que rien ne justifie...

(Lire la suite page 24.)



(Ernest Pignon-Ernest)

(1) Professeur Alting von Gesau, communication présentée à la conférence internationale sur « La guerre inconnue », Paris, 24 janvier 1987.

(2) Vladimir Volkoff, *la Désinformation, arme de guerre*, Julliard/L'Age d'homme, Paris, 1986.

(3) Lord Bethell, *Rapport fait au nom de la commission politique sur les activités des services secrets des pays de l'Est sur le territoire de la Communauté et du monde occidental*, Parlement européen, Strasbourg, 6 février 1984.

(4) Roger Mucchielli, *la Subversion*, Bordas, Paris, 1971.

(5) Vladimir Volkoff, *le Montage*, Julliard/L'Age d'homme, Paris, 1982. Ce livre a obtenu en 1982 le Grand Prix du roman de l'Académie française...

(6) *Idem*.

(7) *Idem*.

(8) *Idem*.

(9) Il s'agit d'extraits du livre de Michel Legris, *le Monde tel qu'il est*, Plon, Paris, 1976.

(10) John Barron, *KGB*, Elsevier-Sequoia, Paris 1975 ; ouvrage traduit du *Reader's Digest*.

(11) Michel Heller, « La désinformation, moyen d'information », *Politique internationale*, n° 10.

(12) R. Mucchielli, *op. cit.*

(13) Cf. *Le Monde*, 29 janvier 1987.

(14) Les spécialistes de la chasse à la désinformation citent quelques cas de journaux ainsi pris au piège : en Tanzanie (1964), au Zaïre (1964), en Inde (1968)...

(15) Communication citée, cf. note 1.

Dossier pour une croisade

L'éclat des fausses évidences

Sous le règne de l'information-spectacle, la mise en scène l'emporte sur la réalité, le vrai se conforme à des règles fausses. La couleur du crottin de cheval ne peut pas être livrée au hasard.

Par IGNACIO RAMONET

LES journaux télévisés vont-ils disparaître ? Sans nul doute, du moins sous la forme de ces grands-messes de 20 heures que nous proposent encore, en France, la première et la seconde chaîne. Déjà, aux Etats-Unis – et l'expérience montre qu'en matière de télévision ce pays anticipe souvent sur le nôtre – ce genre d'émissions est en crise. Entre autres raisons, à cause de la concurrence des chaînes câblées spécialisées, de la baisse importante de l'audience des trois principaux réseaux généralistes (ABC, CBS, NBC), et du coût fort élevé de la production des informations.

Ces émissions correspondaient à un modèle désormais condamné : un petit nombre de grandes chaînes se proposaient, globalement, de montrer *le monde extérieur* aux téléspectateurs. Deux sortes d'émissions étaient reines alors : les films de cinéma et les journaux télévisés.

La nouvelle télévision impose, depuis peu, un modèle différent. Il est multipolaire et le nombre de stations émettrices tend à augmenter sans cesse. Caractéristique principale : elles placent leur propre univers au centre de leurs préoccupations. Le monde de la télévision devient le sujet principal de cette nouvelle télévision ; d'où l'importance des stars du petit écran (1), des émissions tournées en plateau et du *rôle de protagoniste réservé au téléspectateur*.

Bref, la télévision se recentre sur le seul sujet qui intéresse le plus grand nombre de spectateurs et qui constitue bien souvent leur unique culture : la télévision elle-même. Les émissions dominantes sont désormais les téléfilms, les jeux et ces programmes où la vulgarité est revendiquée explicitement comme lien de communication fondamental avec le public ; par exemple, en France, « Collaro-show », « Sexy-Folies », « Maguy », « Le petit théâtre de Bouvard » ou « Frog Show ».

Un tel recentrage nombriliste rend de plus en plus caduques les émissions d'information dont le monde extérieur demeure, malgré tout, l'objectif principal (significativement, le générique et le décor des téléjournaux présentent, toujours, une mappemonde ou un globe terrestre). La plupart des chaînes récentes, en France comme ailleurs, ne proposent plus que de courts flashs de nouvelles, le plus souvent lus par un journaliste et presque pas accompagnés d'images.

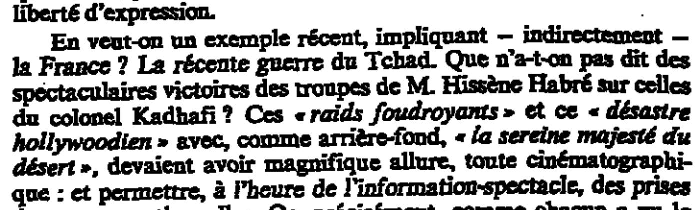
Guerre à la guerre

COMMENT en est-on venu là, alors que, jusqu'à présent, les informations télévisées étaient largement au cœur du débat sur la télévision et plaçaient celle-ci en tête des préoccupations politiques des dirigeants du pays ? Pour nombre de ceux-ci, la conquête du pouvoir signifiait, hier encore, la mainmise sur la télévision et la possibilité, fantasmatique, par le contrôle des informations, de manipuler l'opinion publique. La fracture de l'ancien modèle télévisuel semble bien avoir exténué ce projet.

Mais il faut dire aussi que les émissions d'information – journaux télévisés en premier lieu – ont peu à peu changé de nature et modifié leur propre discours. Les lois du spectacle et de la mise en scène ont pris le dessus et bouleversé le rapport à la réalité et à la vérité.

Le tournant se situe, sans doute, après la guerre du Vietnam. Ce conflit a marqué l'apogée d'un certain voyeurisme informationnel. Les caméras des reporters de télévision collaient à l'action et montraient complaisamment les souffrances des hommes au combat. De telles images ôtèrent à cette guerre toute son aura épique. Les téléspectateurs purent assister à la défaite de l'empire. Et tout le monde se souvient de ces tragiques images d'hélicoptères jetés à la mer lors de la chute de Saigon. *Elles favorisèrent le retournement de l'opinion* contre les responsables politiques. Pour le pouvoir, la télévision atteignait là les limites de sa liberté de montrer.

Désormais, et pas seulement aux Etats-Unis, les images de guerre vont faire l'objet d'un strict contrôle. De certains conflits, il n'y aura tout simplement plus d'images. Et quand on connaît la terrible passion des journaux télévisés pour le sang et la violence, on imagine la frustration des chaînes. Par exemple, pas d'images – d'action, de combats – de l'invasion du sud du Liban par Israël, ni de l'occupation de la Grenade par les Etats-Unis, ni de la reconquête des Malouines par le Royaume-Uni, ou alors seulement des images « propres » : soldats corrects, prisonniers respectés, violence nulle.



(Joan Rabascall)

Cela est devenu une norme : on ne montre plus les guerres. Et surtout pas celles dans lesquelles sont impliquées des armées occidentales. Les pouvoirs politiques ne le permettent plus. Quelles que soient, par ailleurs, les déclarations officielles en faveur de la liberté d'expression.

En veut-on un exemple récent, impliquant – indirectement – la France ? La récente guerre du Tchad. Que n'a-t-on pas dit des spectaculaires victoires des troupes de M. Hissène Habré sur celles du colonel Kadhafi ? Ces *« raids foudroyants »* et ce *« désastre hollywoodien »* avec, comme arrière-fond, *« la sereine majesté du désert »*, devaient avoir magnifique allure, toute cinématographique : et permettre, à l'heure de l'information-spectacle, des prises de vues sensationnelles. Or, précisément, comme chacun a pu le constater, les images de ces combats, nous ne les avons pas vues (les premiers reportages qu'a proposés la télévision française – *« tournés par l'armée tchadienne »* – ne montraient, deux semaines après les faits, que des vues du matériel militaire et de prisonniers lors de la prise de Faya-Largeau).

Les pouvoirs se méfient de la force des images. Celles-ci peuvent ternir les plus belles victoires. Quelle impression auraient produite sur l'opinion publique les images de soldats israéliens, à Tyr ou à Saïda, en 1982, maltraitant des civils, enfermant dans des camps des milliers d'hommes encagoulés, bref, se comportant comme toute armée en terrain conquis ? Ou celles des *« héroïques combattants »* de M. Hissène Habré liquidant systématiquement des prisonniers libyens ? Les guerres, dans un univers médiatisé, sont aussi de grandes opérations de promotion politique qui ne sauraient être conduites en dehors des impératifs des relations publiques. *Elles doivent produire des images limpides, répondant* aux critères du discours publicitaire ; et cela est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux reporters des informations télévisées.

Seul le faux est esthétique

CETTE *préoccupation des hommes politiques coïncide actuellement* avec celle des responsables de la télévision. Ceux-ci se méfient de plus en plus du réel, de son côté brut, hirsute, sauvage. Ils ne le trouvent pas très télégénique. Et semblent convaincus que le vrai est difficilement filmable, que seul le faux est esthétique et se prête bien à la mise en scène. Ils estiment que, certes, le monde est fait pour être filmé, mais que l'on ne peut le filmer n'importe comment. Qu'il existe une rhétorique du visuel et des lois de la mise en scène. Et que tout ce qui est montré à la télévision doit s'y plier.

A cela s'ajoute paradoxalement, dans le cas des informations télévisées, le souci du direct. Car c'est le direct qui crée « l'illusion de vérité ». Le journal télévisé est ainsi confronté à un problème difficile : comment montrer *en direct*, et dans une *mise en scène* adéquate, des événements survenus *avant* l'heure de l'émission et qui n'ont été filmés qu'*après* s'être produits ?

En fait, tout comme la presse écrite, la télévision est contrainte de reconstruire l'événement et – sauf cas exceptionnel – ne peut nous le montrer se déroulant. L'idéal serait, bien sûr, de savoir où et quand les événements vont se produire et placer judicieusement les caméras. Dans le film *Network*, Sidney Lumet raconte la guerre que se livrent deux grands réseaux américains pour faire grimper le taux d'audience de leur journal télévisé ; au point qu'un des directeurs de l'information en arrive à passer un accord avec un groupe terroriste pour avoir le droit de filmer, en direct et en exclusivité, les attentats perpétrés par le groupe. On voit aussi la chaîne

Perversion économique contre pluralisme

Une prétendue logique économique est utilisée pour accélérer une concentration qui restreint dangereusement le pluralisme et les libertés démocratiques

Par MICHAEL PALMER *

UN *Français sur cinq lit une publication Hersant... » « Trois éditeurs contrôlent à eux seuls les deux tiers des titres quotidiens et dominicaux lus en Grande-Bretagne... » « En Australie, Rupert Murdoch est maître des deux tiers du tirage global de la presse... » « En RFA, trois groupes dominent la presse magazine* – Bauer, Burda *et* Gruner und Jahr *(ce dernier étant lui-même filiale du plus grand groupe multimédia en Europe, Bertelsmann) et un seul, Axel Springer, la presse quotidienne... »*

Depuis quelques années, de tels énoncés font florès en France ; pour certains, il s'agit de signaler la menace que la concentration des titres fait peser sur le pluralisme ; d'autres en tirent argument en faveur de la constitution de groupes puissants capables de faire face aux transnationales de la communication où domineraient des intérêts anglo-américains.

La France y est d'autant plus sensible qu'elle n'a pas de tradition de groupes de presse à intégration verticale. Par contre, en Grande-Bretagne, dès 1905, les frères Harmsworth, à la tête du groupe leader de la presse populaire, achetaient de vastes étendues de forêt à Terre-Neuve pour fabriquer le papier journal dont leurs publications avaient besoin. En France, les tentatives pour développer des groupes de presse pendant l'entre-deux-guerres n'ont pas connu de succès durable : qu'il s'agisse d'initiatives politiques (de François Coty, de Louis Loucheur, de Raymond Patenôtre...) ou d'opérations industrielles : dans les années 20, *le Petit Parisien*, titre leader de la presse quotidienne à grand tirage, n'est pas parvenu à pénétrer durablement la presse quotidienne régionale. Seul succès réel de la « diversification multimédia » des entreprises de presse d'alors : la création de stations de radio, tels le Poste Parisien du *Petit Parisien* : et cela, tant pour des raisons défensives que pour expérimenter un nouveau média.

L'expansion du « groupe » Hersant (1) au milieu des années 70 étonne d'autant plus que, parti de la presse magazine et de la presse de province, avant d'acquérir des quotidiens parisiens « à rayonnement national » – *le Figaro, France-Soir, Paris-Turf, l'Aurore*, – M. Robert Hersant a suivi un parcours plutôt inhabituel. En France, les tentatives de constituer des groupes de presse ont été lancées en général à partir de titres édités dans la capitale. Investissant dans de nouvelles technologies de transmission et d'impression pendant que d'autres groupes de presse tardaient à le faire – au point, parfois, de recourir aux presses Hersant, – ce groupe s'est développé, s'est diversifié et, parfois même, a innové (même si la publication la plus originale, *le Figaro Magazine*, est calquée, en partie, sur les suppléments en couleurs des titres dominicaux britanniques).

Cependant, par rapport aux groupes multimédias anglo-saxons, M. Robert Hersant est venu tard à la radio et encore plus tard à la télévision (2). Et l'on peut en dire autant des tentatives d'Havas et d'Hachette malgré leur participation déjà ancienne à des sociétés propriétaires de radios périphériques.

Ces trois « groupes » français – les seuls à enregistrer, en 1985, un chiffre d'affaires supérieur à 5 milliards de francs – ne souffrent-ils pas, à l'heure de la concurrence entre « grands communicateurs européens », d'un handicap de départ (3) ?

Comparée à la situation dans d'autres grands pays européens, l'explosion médiatique en France entre 1981 et 1986 a ceci de particulier que s'y trouvent enchevêtrées les nouvelles technologies de communication (avec synergies correspondantes) et des problèmes qui, sur le plan formel du moins, ont été réglés depuis longtemps ailleurs, à savoir : les rapports entre l'Etat et l'audiovisuel (et la non moins importante distinction entre la transmission et la programmation) ; la coexistence et la concurrence de télévisions du service public et du secteur privé ; la possibilité pour la presse de participer à la création de radios locales privées et, depuis mars 1986, à celle de télévisions privées.

En France, l'interventionnisme du législateur – cinq réformes majeures de l'audiovisuel entre 1959 et 1986 – aurait compromis les stratégies à long terme de groupes aptes à rivaliser avec des entreprises européennes de communication, telles que Bertelsmann ou Berlusconi (4). Celles-ci, après avoir acquis des parts de marché importantes en Allemagne fédérale et en Italie respectivement, estimèrent judicieux de renforcer leur croissance à l'étranger. Au point que M. Jean-Luc Lagardère, président-directeur général de Matra-Hachette, voit, dans l'échec de sa candidature à la reprise de TF1, un succès pour *« ceux qui, dans des pays voisins, ont déjà atteint une taille ou une concentration supérieure »* à celles de sa propre entreprise en France (5).

Havas et Hachette aiment rappeler, à l'occasion, que leurs origines remontent à plus de cent cinquante ans. Mais en 1835 aussi, l'année même où Charles-Louis Havas crée l'agence qui portera son nom, le relieur Carl Bertelsmann fondait une petite maison d'édition à Gütersloh, en Westphalie.

En France, dans les milieux de la communication, de tels exemples de continuité et de renouvellement sont bien plus rares qu'outre-Rhin ou outre-Manche. Et l'Etat, en France, lorsqu'il entre dans un nouveau secteur de la communication, tarde souvent à en sortir.

A l'exception des radios privées, qui concurrencent les radios d'Etat pendant l'entre-deux-guerres, bien timides ont été les tentatives de diversification dans l'audiovisuel effectuées par des groupes de presse français. Dans ce secteur, il a fallu attendre la loi du 29 juillet 1982 pour que soit précisé : *« La communication audiovisuelle est libre. »*

Aux Etats-Unis, en revanche, des groupes de presse ont pris pied dans les radios, dès les années 20 et 30, et dans la télévision, dès les années 40, enfin, dans les réseaux câblés depuis les années 70. En Grande-Bretagne, la création de la télévision « indépendante » et commerciale, en 1955, voit des entreprises de presse créer elles-mêmes les sociétés auxquelles sont accordées les « franchises » ou concessions d'opérateur. Au point que M. Roy Thomson, Canadien, fort d'une expérience bien limitée de *synergies entre presse* et audiovisuel dans la petite ville de Timmins dans l'Ontario, débarque à Edimbourg en 1953, acquiert le quotidien prestigieux *The Scotsman*, et obtient, en mai 1955, pour sa Scottish Television, le monopole de la télévision commerciale d'Ecosse. A l'époque, bien des groupes britanniques de presse boudaient la télévision commerciale.

En quelques années, les choses ont beaucoup changé en France. M. Silvio Berlusconi avec M. Robert Hersant possèdent la Cinq ; M. Robert Maxwell s'est associé à M. Francis Bouygues

* Professeur à l'université de Rennes. Auteur (avec Olivier Boyd-Barret) de : *le Trafic des nouvelles*, Alain Moreau édit., Paris, 1980.

(1) Le terme « groupe » est un raccourci souvent trompeur ; dans le cas Hersant, le terme désigne une myriade d'intérêts dans des sociétés diverses.

(2) Le groupe Hersant est aujourd'hui en France le seul groupe de presse qui possède une chaîne de télévision, la Cinq.

(3) Cf. *le Nouvel Economiste*, 31 janvier 1987.

(4) Lire : Bernard Guillon : *les Stratégies multimédias des groupes de communication*, la Documentation française, Paris 1984.

(5) *Le Journal du dimanche*, 5 avril 1987.

fausses évidences à la télévision

organiser, en direct et dans ses propres studios, l'assassinat du présentateur du téléjournal dont la cote de popularité s'effondrait.

Aujourd'hui, l'information télévisée court de moins en moins après le réel ; elle a tendance à le convoquer à l'heure du journal et sur le plateau de la station. C'est plus sûr, plus facile à filmer. Et c'est en direct.

Comment faire ? Il faut d'abord réduire radicalement la politique à du concret. L'abstrait n'a pas d'image. C'est le défaut ontologique de celle-ci. Seul le réel est filmable. Pas la réalité.

Du concret donc. Par exemple, en personnalisant au maximum la politique. Un parti, un pays, c'est un homme – son chef le plus souvent, – un visage. La vie politique devient un heurt d'hommes, charnels, filmables. Que l'on peut convoquer dans les studios, faire parler. Le commentaire de leurs propos tient lieu de commentaire de la réalité. C'est sur ce principe que reposent tant d'émissions comme « Questions à domicile » ou « L'heure de vérité ».

Dans cette dernière, on atteint le comble de l'illusion : les questions de plusieurs journalistes, les sondages en direct, les appels des téléspectateurs, tout tend à accréditer l'idée que le leader interrogé va être jugé sur son analyse de la situation ou sur son action. Or le sondage final, le verdict (commenté par l'ineffable Jérôme Jaffré, devenu l'indispensable interprète de l'âme publique et, avec son rien d'onctuosité, le grand confesseur de la France) détermine, en fait, si l'homme politique a été *« jugé convaincant »*. C'est l'homme effectivement qu'il s'agit de juger, et sa capacité de convaincre, sa psychologie, son caractère, sa maîtrise, et non sa politique. A ce titre, il n'y a pas de différence entre une émission « politique » comme « L'heure de vérité » et l'émission grand public du samedi soir de Patrick Sabatier : « Le jeu de la vérité ». Ce que jugent les spectateurs, dans les deux cas, c'est la performance en matière de mentir vrai. Cette triste conception de la politique enchante certains : *« Regardez les hommes publics. Regardez comme* [la télévision] *les traite* – exulte Bernard-Henri Levy. *Regardez comme elle les dévoile, les débusque, comme elle les met mal à l'aise, comme elle les force à se livrer ou à improviser. A la télévision, je l'ai parfois dit, on lit à livre ouvert sur les visages. On pense comme une fille enlève sa robe. Il y a, dans ces « heures de vérité » si bien nommées, une mise à nu du personnage qui me semble tout à fait passionnante et qui n'est pas, soit dit en passant, sans intérêt dans une démocratie* (2). »

La victime, le sauveteur et le dignitaire

DANS les journaux télévisés, les lois de la mise en scène créent l'illusion du direct et donc celle de la vérité. Qu'un événement se produise, et l'on sait comment la télévision va nous en parler, selon quelles normes, quels critères filmiques.

L'événement est peut être inattendu, pas le discours qui nous l'exposera. Ici, plus qu'ailleurs, se vérifie le savoureux postulat d'Oscar Wilde : *« La vérité est purement et simplement une question de style* (3). » Exemple : imaginons qu'une bombe explose à Paris faisant des victimes. Comment le journal télévisé du soir nous montrera cela ? Et quelle place occupera cette information dans le déroulement du journal ? La violence et le sang lui permettent d'aspirer à la place principale : l'ouverture de l'émission. Les images s'organiseront autour d'un scénario immuable : première partie, un reporter sur les lieux de l'événement (effet de direct) nous indique dans quelles circonstances il s'est produit, évoque les dégâts que la caméra montre longuement, puis un premier témoin (une des victimes de préférence ou, à défaut, quelqu'un ayant assisté aux faits) raconte ce qu'il a vu (ses yeux ont enregistré « en direct » l'événement). Deuxième partie, comme pour confirmer ce récit, la caméra s'attarde encore sur les dégâts avant un deuxième témoignage : c'est toujours celui d'une autorité opérant sur le terrain (pompier, gendarme, CRS, agent de police, soldat, etc. – l'uniforme est indispensable) ; il explique comment son régiment est intervenu, évalue sommairement les dégâts, définit les risques, la nature de l'explosif, etc. Enfin, dernière partie, après un nouveau parcours sur les lieux détruits et de nouvelles images de ruines, un témoignage final : celui d'une autorité supérieure (préfet, officier, maire, ministre...), qui se dégage de l'événement proprement dit, le relie à un cadre général, parle, par exemple, du terrorisme international, relativise, rationalise, rassure.

Ainsi, en trois temps, et par le truchement de trois hommes-emblèmes (la victime, le sauveteur, le dignitaire), l'événement est à la fois montré dans toute son horreur et expliqué dans sa logique. Il ne relève pas de l'irrationnel. Les téléspectateurs sont à la fois effrayés par les effets de la violence et rassurés par l'efficacité et le savoir-faire des autorités. L'information ainsi construite s'adresse à l'émotion et à la sensibilité des spectateurs mais aussi à leur raison.

Un tel scénario permet au film de fonctionner quel que soit l'événement. Et aux téléspectateurs de « digérer » toutes les nouvelles. Et cela, quelles que soient les explications proposées par les autorités lors du troisième témoignage. Qu'elles soient vraies ou pas importe peu. Le téléjournal propose ainsi un univers où tout est vrai, ainsi que son contraire (4). Ce qui compte, c'est la logique du discours filmé qui va permettre d'insister visuellement sur les images les plus dramatiques, les plus violentes, les plus sanglantes. La télévision est un art, et *« l'affirmation de belles choses inexactes : le but même de l'art* (5) »

La caricature de cette logique (propos raisonnables, images délirantes) est atteinte dans l'émission « Points chauds », qui se propose de nous expliquer certains des grands conflits politiques actuels : la guerre Irak-Iran, le Liban, l'apartheid, etc. Autant le commentaire – oral, récité les yeux dans les yeux par un journaliste, – est sérieux, historique, grave, autant les images déferlent à un rythme de mitraillette, ponctuées par une musique surdramatisante, et n'évoquent – exclusivement – que la souffrance la plus insoutenable (femmes, enfants, vieillards sont complaisamment montrés dans toutes les poses de la douleur), la violence guerrière, les massacres, les incendies... Bref, une monstrueuse juxtaposition de Fernand Braudel et Cecil B. de Mille, le ton de l'essai sur fond de western-spaghetti. Le comble de la tératologie filmique. Et l'exemple même du désarroi actuel d'une certaine télévision en matière d'information.

Il arrive toutefois qu'un événement soit attendu, programmé, prévu à la date fixe. Alors, la mise en scène prend entièrement le dessus. Non seulement dans l'organisation du discours télévisuel mais encore dans le déroulement de l'événement lui-même. La logique de la télévision s'impose alors à celle de la vie. La retransmission est juste, vraie ; c'est le réel qui est faux. Car les nécessités d'une bonne mise en scène télévisuelle contraignent à modifier l'ordre des choses, même les plus intimes. Umberto Eco, évoquant la retransmission télévisée du mariage du prince héritier d'Angleterre, et en particulier un cortège de cavaliers, a indiqué jusqu'où peut aller le souci de la mise en scène chez certains réalisateurs d'informations télévisées : *« Ceux qui ont regardé la télévision ont remarqué que le crottin* [des chevaux du cortège] *n'était ni sombre, ni brun, ni inégal, mais se présentait toujours et partout dans un ton pastel, entre le beige et le jaune, très lumineux, de façon à ne pas attirer l'attention et à s'harmoniser avec les couleurs tendres des habits féminins. On a lu ensuite, mais on pouvait facilement l'imaginer, que les chevaux royaux avaient été nourris pendant une semaine avec des pilules spéciales, pour que leurs excréments aient une couleur télégénique. Rien ne devait être laissé au hasard, tout était dominé par la retransmission* (6). »

IGNACIO RAMONET.

(1) N'y a-t-il pas une radicale indécence à proposer des salaires faramineux (30 ou 40 millions de centimes par mois) à des animateurs de télévision ? Sait-on, par contraste, combien gagne un chercheur engagé dans la recherche sur le cancer ?

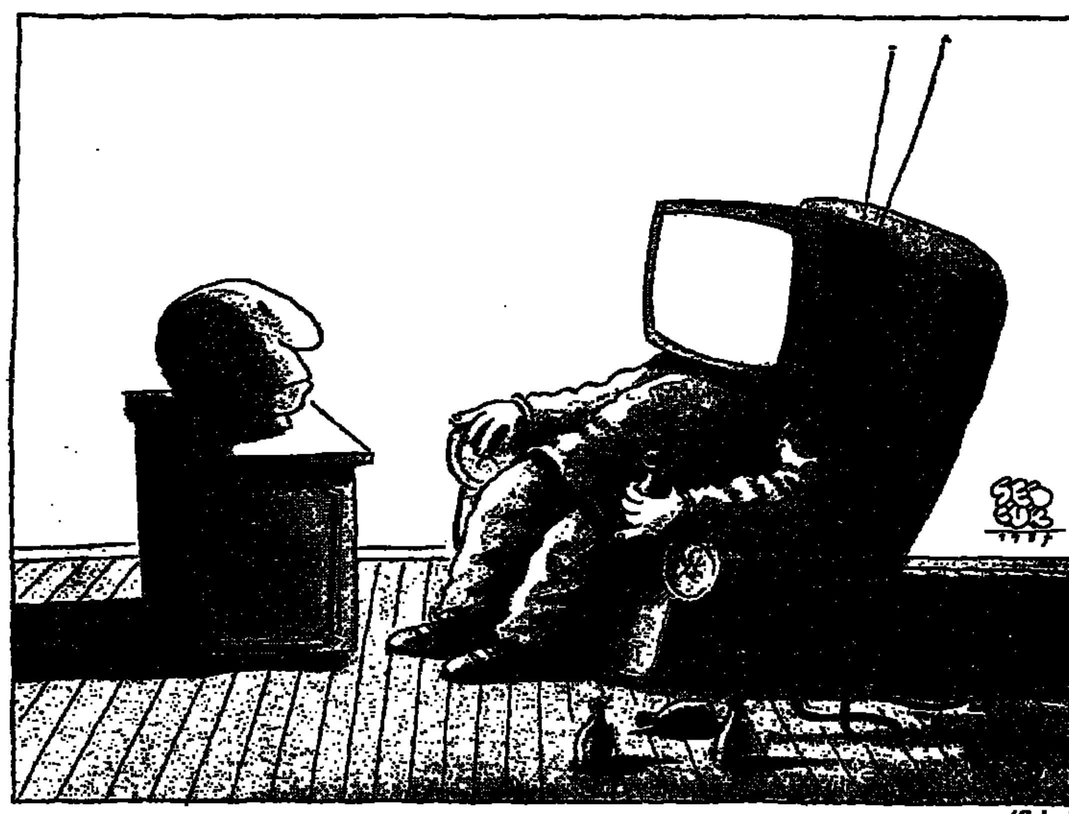
(2) Bernard-Henri Lévy : *Eloge des intellectuels*, Grasset, Paris, 1987.

(3) Oscar Wilde, *le Déclin du mensonge*, Editions Complexe, Bruxelles.

(4) Cf. Paul Watzlawick : *la Réalité de la réalité* (et surtout la deuxième partie, sur la « désinformation »), Le Seuil, Paris, 1978.

(5) Oscar Wilde, op. cit.

(6) Umberto Eco, *la Guerre du faux*, Grasset, Paris, 1986.



(Selçuk)

pluralisme libéral

pour reprendre la Une ; et M. Rupert Murdoch y est présent ainsi que dans une dizaine de pays européens où sont captés, par câble et par satellite, les programmes de son « Sky Channel » : la participation de tels partenaires « étrangers » n'était point concevable jusqu'à fort récemment dans le paysage audiovisuel français. Non seulement à cause du monopole d'exploitation des ondes exercé par l'Etat, et la place privilégiée des sociétés du service public, mais aussi parce que la crainte de « la main de l'étranger » sur les moyens d'information en France a laissé des séquelles : l'ordonnance du 26 août 1944 (l'article 3 notamment) cherchait à contrecarrer la mainmise étrangère sur des sociétés éditrices de publications en France. La nouvelle législation de 1986 n'en fait plus une priorité.

Le retour des multinationales

REFLÉTANT, en partie, des préoccupations exprimées dans le débat sur le Livre vert de la Commission des Communautés européennes sur « La télévision sans frontières », la nouvelle réglementation signifierait-elle que la France permettrait désormais aux multinationales de la communication de revenir au galop ?

Enfin, un dernier paradoxe. En Europe, on voit actuellement des entreprises venues d'activités traditionnelles investir fortement dans le secteur de la communication (6) ; c'est ainsi qu'en France un entrepreneur de travaux publics, M. Francis Bouygues, vient de racheter TF 1 et que, venu de l'immobilier, M. Silvio Berlusconi a profité, en Italie, de la fin du monopole de la RAI pour se bâtir un empire dans le secteur privé de la télévision.

La situation est différente aux Etats-Unis, et les chiffres d'affaires des grands groupes de communication (7) montrent que le secteur de l'audiovisuel ne serait souvent qu'un accessoire pour une entreprise de presse écrite alors que l'édition représente une part bien faible du chiffre d'affaires des trois grands réseaux (ABC, CBS, NBC) de la télévision américaine. Et plus près de nous, en Allemagne de l'Ouest, chez Bertelsmann les investissements vidéo et audiovisuels ne se sont développés véritablement qu'au cours des années 80.

A force de parler synergies, on ne tient pas assez compte de la spécificité des marchés, de l'importance de la surface financière (et du cash-flow) d'un groupe, des tendances des différents secteurs des marchés publicitaires. Même la News Corporation de M. Rupert Murdoch, groupe multinational s'il en est, se recentre sur la presse au Royaume-Uni et en Australie, sur la télévision et la production audiovisuelle aux Etats-Unis (celle-ci pouvant alimenter la Sky Channel pan-européenne).

Les médias connaissent donc aujourd'hui un double mouvement : concentration surtout dans des secteurs précis (édition, presse écrite, audiovisuel...) et intégration dans des groupes multimédias.

Ce double mouvement conduit indiscutablement vers une réduction du pluralisme de la communication et, comme le craignent de plus en plus les citoyens, cela représente une réelle menace pour les fondements démocratiques. Seule la logique économique justifie et encourage cette concentration et cette intégration : on redoute que les groupes les plus puissants n'absorbent les moins résistants, surtout, en Europe, dans la perspective du marché unique après 1992.

Logique économique et logique démocratique s'affrontent aujourd'hui dans l'espace de la communication. De l'issue de ce combat dépend, en grande partie, l'avenir des libertés de penser et de s'exprimer.

MICHAEL PALMER.

(6) Lire absolument à ce propos : Holde Lhoest, *les Multinationales de l'audiovisuel en Europe*, PUF, Paris, 1986.

(7) Cf. les tableaux publiés par B. Miyet, « Le mythe multimédia », dans le dossier « Europe Etats-Unis ; le monopoly des médias », *Médiaspouvoirs*, Paris n° 6, mars 1987.

Du bon usage des autorités de tutelle

QUAND, le 18 septembre 1986, le Conseil constitutionnel invalida quelques articles de la loi relative à la liberté de communication, il rappela que *« le pluralisme des courants d'expression socioculturels est en lui-même un objectif de valeur constitutionnelle »* et qu'il était nécessaire de *« limiter les concentrations susceptibles de porter atteinte au pluralisme* (1) ». Dans l'ensemble des pays démocratiques, ce type de préoccupation est présent.

Dès la naissance de la radio dans les années 20, trois modèles de régulation différents sont apparus dans le monde ; aujourd'hui encore, ils s'appliquent à la télévision. Selon la typologie de Sydney W. Head (2), on trouve le « permissif », qui fait confiance aux forces du marché et à la demande pour contrôler le système ; le « paternaliste », qui prend à la fois en compte la demande et les besoins, limitant ainsi l'influence du marché ; enfin l'« autoritaire », où le gouvernement décide directement au nom du peuple.

Le modèle autoritaire est celui qui domine dans le monde, notamment dans les pays de l'Est. Il a été celui de la France jusqu'en 1982 (3). Le modèle permissif s'est constitué aux Etats-Unis, où seule la répartition des ondes est soumise à contrôle *via* la Commission fédérale des communications (FCC) qui accorde l'autorisation, émetteur par émetteur. Malgré la volonté ultra-libérale du gouvernement de M. Reagan, des règles très précises restent en vigueur pour éviter une concentration excessive : interdiction de posséder plus de 12 stations de télévision ou bien un quotidien et une station sur le même bassin d'audience ; et de toucher plus du quart de la population nationale avec ses émetteurs. Par ailleurs les réseaux nationaux doivent laisser une place réelle aux émissions d'origine locale. L'indépendance de l'information se fonde sur le principe d'impartialité (Fairness Doctrine) qui exige la présentation des différents points de vue sur les sujets controversés, des sujets que par ailleurs les stations ont l'obligation de traiter.

Le modèle « paternaliste » est typique du système britannique où la télévision privée et celle du secteur public (BBC) sont toutes deux chargées d'une mission de service public. L'IBA (Independent Broadcasting Authority), qui confie la réalisation des programmes et la vente d'espace publicitaire à quinze sociétés privées régionales, doit tenir compte des risques de concentration et de position dominante de groupes de presse sur une région. Les contraintes sur le contenu des programmes d'information sont similaires pour les télévisions privées et celles de la BBC – impartialité, pluralisme et neutralité – et, légalement, le ministère de l'intérieur peut toujours intervenir. Cependant, l'existence de deux instances intermédiaires, l'IBA pour les chaînes indépendantes, et le conseil des gouverneurs pour la BBC, fait que cette possibilité n'a jamais été utilisée.

Certains pays ne disposent pas de procédures aussi définies pour assurer le pluralisme. En Allemagne de l'Ouest, par exemple, le débat porte sur le pluralisme interne (d'équilibre politique à l'intérieur des rédactions) et le pluralisme externe (qui pourrait exister si se mettent en place des chaînes de tendances politiques différentes). Mais la régulation de la concentration et du pluralisme ne vaut que ce que valent les hommes chargés de l'appliquer.

La France vient de quitter un système autoritaire pour s'engager dans une voie permissive, après une tentative de système paternaliste. Un certain nombre de garde-fous ont été prévus dans la loi mais leur efficacité paraît limitée et dépendra de leur usage. M. Gabriel de Broglie, président de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), interrogé sur le modèle qu'il voudrait suivre, FCC ou IBA, répondit qu'ils pensait plutôt à la commission sud-coréenne. Bonne référence, en effet, quand on sait, comme l'explique un chercheur sud-coréen, que cette commission *« n'est qu'une instance de contrôle symbolique... et que non seulement* [la télévision du secteur public] *mais aussi* [la télévision privée] *sont des organismes directement contrôlés par le gouvernement* (4) ».

ÉRIK LAMBERT,
directeur de Communication media technique (CMT), Paris.

(1) *Journal officiel*, 19 septembre 1986.

(2) *World Broadcasting Systems*, Wadsworth Publishing Co., Belmont, Californie, 1985.

(3) Similitude soulignée par Karen Siune, « Broadcasting, Point of Departure », in *New Media Politics*, Sage, Londres, 1986.

(4) Joung Chun Rhie, « Das Rundfunksystem in Südkorea », *Internationales Handbuch für Rundfunk und Fernsehen*, Nomos, Baden-Baden, 1986.

Croisade pour une

Un extraordinaire conglomérat de forces hétéroclites, commode paravent des éléments les plus réactionnaires en lutte contre tout ce qui menace leurs privilèges.

Par CHRISTIAN DE BRIE

PARTIE des Etats-Unis au début des années 80, la croisade contre la désinformation a gagné l'Europe. En France, les manifestations se multiplient dans un grand déploiement synchronisé de colloques et conférences, appels et pétitions, livres et publications spécialisées. Pastorale commune et exclusive : une terrible menace pèse sur l'Occident. Le monde libre est complètement perverti et intoxiqué par la diabolique et sournoise propagande communiste fabriquée par les tsars rouges du Kremlin, distillée par ses agents infiltrés et ses complices manipulés dans tous les rouages de nos sociétés. Faute de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent, les démocraties, faibles et inconscientes, seront bientôt submergées par l'empire du mal sans même avoir livré combat, et plongées, à jamais, dans les ténèbres du goulag totalitaire.

La troupe bigarrée qui s'est rassemblée et mise en marche lors de la campagne qui devait porter M. Ronald Reagan à la présidence a fait partout des adeptes et regroupe aujourd'hui une constellation de personnalités et d'organismes : évangélistes hystériques du dernier jour, prêcheurs belliqueux de la sécurité nationale, généraux en retraite, camelots de la guerre froide, agents déguisés en pourfendeurs du grand Satan rouge, pénitents repentis redoublant d'ardeur, pèlerins illuminés par la révélation et quelques solides et cyniques milliardaires protecteurs de la foi.

Deux traits communs aux membres de cette alliance sacrée : un anticommunisme fanatique doublé de ferventes convictions ultra-conservatrices et une solide expérience professionnelle de la désinformation, qu'ils pratiquent généralement sous l'influente et généreuse catéchèse de la communauté des services de renseignement.

« Dezinformatsia, *le terme a commencé sa brillante carrière dans les milieux soviétiques dès les années 20* (1) », nous apprend M. Henri-Pierre Cathala, neurologue, dans un livre qui « *nous fait pénétrer dans le monde glauque de l'intoxication calculée et de la manipulation (...) qui prouve que la paix n'est, pour un régime marxiste, que la poursuite de la guerre sous d'autres formes afin de parvenir à établir un monde totalement communiste* (2). » Le professeur Cathala participe aux travaux de l'Institut des hautes études de défense nationale dirigé par l'amiral Pierre Lacoste, ancien patron de la DGSE, les services secrets français, qu'il a quittée après l'affaire Greenpeace : une affaire « glauque », « la poursuite de la guerre sous d'autres formes ». « *Les dirigeants du Kremlin emploient toute une série de méthodes en vue d'influer sur les événements, sur les actions des pays étrangers et le comportement de leurs citoyens (...). Ces mesures consistent généralement à tromper ceux qui en sont l'objet, c'est-à-dire les élites appartenant au monde politique ou à tout autre milieu ainsi que les masses populaires. Elles consistent également à donner une image déformée de la réalité* (3) », développent MM. Richard H. Shultz et Roy Godson. Les dirigeants du Kremlin ? On se demande bien ce que font les autres dirigeants, ceux des pays occidentaux ou des grandes entreprises multinationales, et ce qu'ont fait tous ceux qui ont traversé l'histoire racontée aux enfants des écoles, pleine de ruses, de mensonges et de manipulations, de la guerre de Troie aux accords de Munich.

« Saper le moral de notre pays »

M. ROY GODSON, professeur d'université aux Etats-Unis, est aussi secrétaire du comité de défense et de sécurité européenne du National Security Information Center (NSIC), un institut de sécurité américain, une des principales « boîtes à penser » *(think thank)* inspirées par la CIA. L'un des fondateurs du NSIC est M. William J. Casey, le directeur de la CIA, qui vient de démissionner, victime d'une maladie cérébrale, en pleine affaire de l'« Irangate », dans laquelle lui et ses services sont impliqués.

L'« Irangate » ? Un cas d'école de désinformation, où l'on retrouve toute la panoplie de l'intoxication et de la manipulation. Dans le cadre de son activité sécuritaire, M. Roy Godson suit particulièrement un certain nombre de correspondants et relais européens à travers conférences et congrès. Parmi ceux-ci, l'Union inter-universitaire (UNI), un syndicat « étudiant » créé par le Service d'action civique (SAC) en 1968 pour lutter contre l'emprise communiste et marxiste. Généreusement subventionnée par ses protecteurs, l'UNI est naturellement plus préoccupée par le péril rouge que par les problèmes de l'Université française (4). « *Les spécialistes de l'appareil soviétique travaillent jour et nuit pour manipuler ou créer des informations et en pénétrer tous les milieux* (5) », dramatise M. Pierre de Villemarest (6), journaliste, rédacteur en chef de *la Lettre d'information* du Centre européen d'information, qui s'occupe de désinformation. Il est aussi président de la Conférence internationale des résistances en pays occupés, la CIRPO, une association d'extrême droite qui prône la lutte armée comme moyen de libération de l'oppression communiste (7).

« *Sous couvert de détente, les nations occidentales sont soumises à des agressions de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes. (...) En réalité leurs objectifs sont de saper par les moyens les plus malhonnêtes et les plus insidieux le moral de notre pays* (8) », s'indigne M. Jean Rochet, ancien directeur de la DST, le contre-espionnage français, et président d'un Institut français de la sécurité, l'IFRAS. M. Rochet tient ces propos dans un éditorial de *Désinformation*, une lettre bimensuelle de l'Institut de la désinformation, de M. René de Laportalière, qui, en quelques semaines, a traqué un nombre incalculable de désinformateurs de tous bords *(voir page 17 l'article de Claude Julien)*. De quoi « *saper le moral de notre pays* ». Grâce à cet informateur vigilant et objectif, on apprend par exemple que « *le Ciskei est un petit Etat indépendant voisin de l'Afrique du Sud* », quand il s'agit en fait d'un bantoustan qu'aucun Etat au monde ne reconnaît, pas même les plus fidèles amis de l'Afrique du Sud.

La conclusion s'impose, et la solution paraît évidente : « *L'objectif poursuivi par la désinformation marxiste-léniniste est la destruction de tout notre système de connaissance objective des réalités.* » « *Il est temps de poser le problème dans son contexte métaphysique : la compétition Est-Ouest est une lutte pour la possession des esprits, clef de la possession du monde. Elle passe nécessairement par le contrôle de l'information. L'arme de notre adversaire est le mensonge. Il est temps de voir que l'arme de l'Occident est la vérité.* » Ainsi s'expriment dans leurs communications deux invités au colloque sur « le rôle de la désinformation dans le monde moderne » organisé à Paris en décembre 1984 par l'Internationale de la résistance et l'Institut européen de sécurité, tous deux spécialisés dans l'agitation anticommuniste (9). Gageons que la possession de certains de ces beaux esprits ne fera pas l'objet d'une compétition Est-Ouest acharnée. Mais l'idée d'un contrôle de l'information paraît en séduire d'autres, et pas seulement parmi les intervenants à ce colloque où l'on pouvait remarquer lord Chalfont, éminent représentant des lobbies sud-africain et chilien ; Mme Claire Sterling, romancière de la filière bulgare *(voir page 23 l'article de Gilles Perrault)*, ou M. Arnaud de Borchgrave, *directeur du Washington Times*, fleuron du groupe de presse de la secte Moon, où il a remplacé M. Aka Bud Han, ancien responsable de la KCIA, la CIA coréenne. Appelé à ce poste par le colonel Bo Hi Pak, second du révérend Moon et de l'Eglise de l'unification, M. Arnaud de Borchgrave est lui-même un spécialiste de la désinformation anticommuniste et antisoviétique. Comme l'est, en France, la grande presse conservatrice, en particulier celle du groupe Hersant et *l'Express* de M. Jimmy Goldsmith, dont M. René de Laportalière a été l'éphémère rédacteur en chef.



(Caricature soviétique de 1943)
LES VICTOIRES RUSSES INCITENT A PRÉSENTER GOEBBELS COMME UN HOMME DÉSESPÉRÉ
L'un des grands maîtres de la désinformation quand elle s'appelait propagande.

Jusqu'au ministre de la défense, M. André Giraud, qui, en novembre 1986, envisageait de créer un « *observatoire permanent de la désinformation* », associant spécialistes de la presse, de la défense et des services de renseignement, avec mission officielle de traquer *la désinformation dans* les médias, projet abandonné devant les réactions suscitées.

On pourrait dévider sans fin la litanie des citations, des références d'auteurs et d'organismes, si les motifs et les objectifs de l'offensive n'étaient suffisamment clairs : mobiliser les partisans d'une police des idées et de la répression du délit d'opinion progressiste.

En réalité, la désinformation, thème récemment réactivé, n'est qu'un épisode du combat permanent contre la démocratie que mène depuis quarante ans un extraordinaire conglomérat de forces hétéroclites *mais imbriquées et solidaires*. Intégrées dans les structures les plus diverses, elles sont fédérées par les services de sécurité et de renseignement, en particulier la CIA américaine, qui les noyaute, les finance et les manipule à l'occasion. Elles ont trouvé une conjoncture particulièrement favorable avec la contre-révolution conservatrice symbolisée par l'ère Reagan et se sont ruées dans l'aventure qu'elles avaient tant contribué à promouvoir. Encouragées par la passivité des mouvements sociaux et politiques ébranlés par la crise, par les bravades d'un président et de son administration et par la claque bruyante des idéologues néo-libéraux.

C'est en 1947 que le Congrès des Etats-Unis votait le National Security Act instituant le Conseil national de sécurité et la CIA, le premier chargé d'élaborer auprès du président la politique de sécurité nationale, la seconde de la mettre en œuvre et de l'exécuter. Elle consiste pour l'essentiel, sous couvert de défendre la sécurité des Etats-Unis et du monde libre contre l'expansionnisme soviétique, à neutraliser partout à travers le monde, en ne reculant devant aucun moyen, tout ce qui menace les intérêts du « big business », des classes dominantes et de leurs clientèles, qualifié de « subversion communiste ». Commencée avec le maccarthysme et la récupération des criminels nazis (dont Klaus Barbie ; *voir les articles de Guy Morel et Jean-Jacques Guinchard, pages 3 à 5*), elle se poursuit aujourd'hui avec les coups fourrés de la vente d'armes à l'Iran ou la campagne contre la désinformation.

« Boîtes à penser » et instituts de sécurité

L'OPINION publique méconnaît l'ampleur de cette conspiration permanente qui avance le plus souvent masquée, affublée de faux nez, sous les appellations les plus diverses. A défaut d'un inventaire exhaustif de ses composantes, on peut les regrouper sous différentes rubriques.

Tout d'abord, les « boîtes à penser » et instituts de sécurité géopolitiques. Ils mettent en forme les thèmes mobilisateurs du combat contre le communisme – en réalité contre toutes les forces progressistes. Ils les diffusent à travers colloques, congrès, conférences, auprès d'un public sélectionné de responsables politiques, administratifs, syndicaux, d'intellectuels et de journalistes, d'hommes d'affaires, de militaires et de policiers que l'on s'emploie à utiliser comme agents d'influence ou à engager dans des comités de lutte ou de résistance, à signer appels et pétitions. Ils disposent de moyens considérables et sont tous liés les uns aux autres.

Les plus connus sont la Ligue anticommuniste mondiale (WACL), l'American Security Council, la Heritage Foundation, le Council of Americans Affairs, le National Security Information Center, le Foreign Affairs Research Institute, le Center for Strategic and International Studies, High Frontier, l'Institute of Studies

(1) *Le Temps de la désinformation*, Stock, Paris 1986.

(2) *Ibidem*, quatrième page de couverture.

(3) *Dezinformatsia*, Editions Anthropos, Paris 1985.

(4) Elle participe à la Ligue mondiale anticommuniste (WACL) et a bénéficié de 600 000 dollars de subventions.

(5) In *la Lettre d'information de Pierre de Villemarest.*

(6) Pseudonyme de J. Faillant, ancien animateur du Mouvement populaire du 13 mai pour l'Algérie française.

(7) M. Bruno Bertez, ancien directeur du groupe *La Vie française*/Agefi, est président d'honneur de la CIRPO.

(8) *Désinformation*, nº 1, 15 janvier 1987.

(9) MM. Constantin Melnik et Anthony de Meeûs.

L'ÉCOUTE DES HOMMES ET DE LA SOCIÉTÉ

Une sensibilité négligée

LES revues indépendantes ont du mal à vivre. Non seulement leur public est limité, mais le modèle de communication qu'elles représentent semble bien débordé par les grands médias et les techniques modernes d'accès à l'information.

Il en existe pourtant un grand nombre, portées par la passion et la qualité de leurs rédacteurs et soutenues par la fidélité de leurs lecteurs. Que leur raison d'être soit littéraire ou artistique, philosophique, culturelle ou socio-politique, on peut déceler un continuum dans leur style d'existence.

Bon nombre de ces miracles d'intelligence sans cesse renouvelés ont une sensibilité de gauche et une audience internationale. Qu'on pense aux *Temps modernes* en France, à la *New Left Review* en Grande-Bretagne, à plusieurs revues berlinoises ou italiennes. Il existe aussi, et c'est un bonheur peu connu, de bonnes revues intellectuelles et théoriques plus ou moins liées à des partis politiques, des syndicats, des mouvements sociaux. Leur diffusion souvent limitée ne les empêche pas de jouer un rôle bénéfique dans la réflexion, les débats et, de ce fait, dans l'action de ces forces organisées.

Les représentants de trente-huit revues ouest-européennes de ce type se sont rencontrés à Paris les 26 et 27 février, invités par la Fondation Friedrich-Ebert et l'association Rencontre de Saint-Fons (1). L'idée de base était de mieux se connaître, d'échanger des idées et de coopérer. Ces revues, situées à des distances diverses de la pratique politique, peuvent désenclaver un débat qui, bien que fortement pondéré par la social-démocratie, s'étend aussi aux divers autres courants socialiste, communiste et écologiste de la gauche européenne (2).

En pratique, cette coopération se traduira par : des échanges d'articles ; la diffusion élargie en plusieurs langues de résumés analytiques des numéros publiés par les différentes revues ; la publication concomittante de numéros sur un thème commun (l'Europe et les nations), voire celle d'un « yearbook », sélection multilingue publiée en commun, etc.

Une nouvelle rencontre est prévue à Vienne en 1988. Si modeste que soit cette tentative, son mérite est de vouloir faire entendre une sensibilité négligée dans la cacophonie médiatique actuelle ; de laisser s'exprimer les citoyens, la société réelle ; et de contribuer à l'émergence d'une nouvelle culture européenne, enracinée dans la diversité des appartenances.

Cette diversité, inscrite dans l'histoire, est la plus grande richesse de l'Europe. Si ce projet relève d'une ambition de gauche, c'est par les valeurs prônées et par sa visée émancipatrice, non par le fétichisme de moyens d'action.

JEAN-LOUIS MOYNOT.

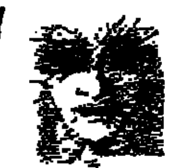
(1) Association née de ladite rencontre (initiative de la revue *Politique aujourd'hui*, en juin 1986) qui se fixe pour but d'assurer la mise en place d'une fondation européenne pour un socialisme d'aujourd'hui.

(2) A cet égard, on peut signaler une nouvelle initiative. S'appuyant sur l'analyse suivante : « *A de rares exceptions, la presse française nous semble céder trop facilement aux attraits d'un modernisme sans contenu, aux feux de la mode, à la dictature des sondages. Elle n'est plus suffisamment à l'écoute des hommes et des femmes de ce pays, qu'elle ne rencontre qu'au détour des panels, des instituts, des audimètres et des minitels* », une vingtaine de journalistes, « *sans lobby, sans parti, sans banquier et sans mécène* », parmi lesquels Claude Bourdet, Michel Cardoze, Bernard Langlois, Gilles Perrault, Patrick Viveret, ont décidé le lancer une souscription pour la publication de *Citoyen*, un hebdomadaire « *à l'écoute du monde et des soubresauts qui l'agitent* ».

Renseignements : *Citoyen*, 5, boulevard Voltaire, 75011 Paris.



هكذا من الأصل



police des idées

of Conflicts, le Centre européen de documentation internationale, l'Institut international de géopolitique (10). Ces organismes sont tous anticommunistes et antisoviétiques, ultra-conservateurs, partisans du surarmement et de la « guerre des étoiles ». Ils apportent généralement un soutien actif aux régimes extrémistes d'Afrique du Sud ou du Chili, aux mouvements contre-révolutionnaires, abritent parfois et protègent milices contre-terroristes et escadrons de la mort, n'hésitent pas à utiliser groupements fascistes et néo-nazis. Financés par de grandes entreprises, des milliardaires ultras, les services secrets, truffés d'anciens agents et militaires des services de renseignement et de sécurité, ils participent tous à la campagne contre la désinformation.

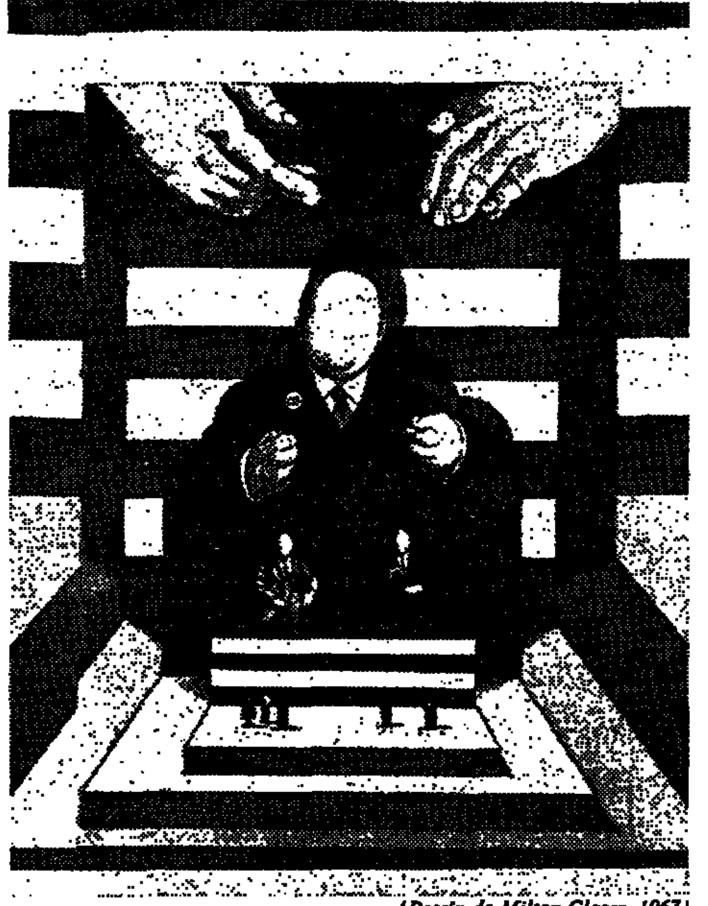
Ainsi par exemple la Ligue anticommuniste mondiale (WACL), avec ses délégations sur tous les continents : AFACL en Asie, MESC au Moyen-Orient, CAL en Amérique latine, NARWACL en Amérique du Nord, EUROWACL en Europe ; animée successivement par un néo-nazi, M. Robert Pearson, un général belge ancien stratège de l'OTAN, M. Robert Close, un général américain anciennement chargé des opérations spéciales de la CIA dans le Sud-Est asiatique, M. John K. Singlaub. Impliqué dans l'« Irangate », celui-ci dirige par ailleurs l'American Security Council, la Coalition pour la paix par la force, Western Goals (un institut fondé par M. Larry Mac Donald, leader de la John Birch Society, décédé dans l'avion coréen abattu par les Soviétiques). Il participe aussi au Bloc des nations antibolcheviques, à High Frontier aux côtés du général Richardson III, lui-même membre de l'institut de Mme Marie-France Garaud, etc.

Congrégations, Eglises et sectes engagées dans le combat

UN deuxième cercle est constitué par un certain nombre de congrégations, d'Eglises et de sectes, toutes engagées dans le même combat. L'empire Moon, bien sûr, « *l'une des cinquante premières puissances privées du monde* (11) », implanté dans plus de cent pays, avec ses millions de « fous de Dieu », exploités par une clique politico-affairiste pressée d'en découdre avec l'incarnation de Satan et ses alliés ; il possède ses propres instituts, dont le réseau Causa, qui participent à la croisade commune. Mais aussi les Eglises fondamentalistes américaines, celles des Jerry Falwell et Pat Robertson (12) parmi des dizaines d'autres, et leurs ramifications internationales, en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Sans oublier l'Opus Dei, la « mafia de Dieu », comme l'appellent les jésuites, fins connaisseurs. Recrutant parmi les hauts responsables des affaires et de la finance, de l'administration, de l'armée et de la police, l'Opus Dei est implantée dans soixante-dix pays et compte sept cent mille membres. Ses six cents journaux, cinquante radios et chaînes de télévision, ses douze agences de presse, sont activement mobilisés. On pourrait y ajouter l'ordre des chevaliers de Malte, discrètement influent, qui joua un rôle déterminant dans la récupération par les prédécesseurs de la CIA des criminels nazis et a conservé les liens établis avec l'Agence.

Au-delà gravite la multitude des groupuscules fascistes et néo-nazis, volontiers racistes et antisémites, souvent éphémères et généralement manipulés. Fréquemment camouflés sous des apparences ambiguës et déroutantes, ils se reconnaissent aux thèmes communs qu'ils développent inlassablement. C'est le cas par exemple du Parti ouvrier européen (POE) et de l'Institut Schiller du milliardaire américain Lyndon LaRouche, qui tente de faire une percée en Europe (13). Viennent ensuite les associations et groupements activistes prônant (ou engagés dans) l'action violente : syndicats de tueurs et tortionnaires en activité ou en quête d'emploi, milices contre-révolutionnaires, amicales de mercenaires et de commandos (tel Soldiers of fortune, dont la devise est : « *Je préférerais être en train de tuer des communistes* »).

Ferment la marche, si l'on peut dire, de paisibles associations humanitaires et de défense des droits de l'homme, le regard exclusivement fixé sur les lignes rouge ou jaune des rideaux de fer et de bambou. Ce qui ne les empêche pas de fonctionner souvent sur le modèle des poupées russes. Ainsi, par exemple, la Société internationale pour les droits de l'homme (SIDH), « *une association qui prend le parti pris de la liberté* », selon ses propres termes. En ouvrant la boîte, on constate que le bureau de la section française de cette association est pratiquement le même que celui de l'Association pour la Russie libre, aux intentions apparemment plus directes même si dans le comité de parrainage figurent, à côté de représentants du Front national et de la WACL, des hommes comme M. François Léotard. Cette association se propose d'être « *une structure d'accueil pour les Français désireux de soutenir le NTS* ». Le NTS, Union nationale du travail, plus connu sous l'appellation de « solidaristes russes », a longuement collaboré avec les nazis durant la seconde guerre mondiale avant d'être récupéré et financé par les services américains et ouest-allemands.



(Dessin de Milton Glaser, 1967)

LES « DIRTY TRICKS » DE LA CIA N'ONT JAMAIS EXCLU L'INTOXICATION
Une manipulation à plusieurs étages, aux fils mystérieux

Vieilles pratiques de propagande

LA désinformation, mot de salon pour parler des vieilles pratiques de propagande et d'intoxication, ne date pas d'aujourd'hui. La feinte découverte qu'en font les responsables de cette campagne visant à affoler et indigner l'opinion publique a d'autres visées.

Tromper l'adversaire, le concurrent ou l'allié, induire intentionnellement en erreur une personne, un groupe ou une société, sont des comportements aussi anciens que l'aventure humaine. Au reste, toutes les espèces animales excellent dans cette démarche. Les Soviétiques pratiquent la désinformation ? Bien sûr. Les Américains ou les Européens aussi. A la lumière des événements de ces dernières années, il n'est pas prouvé que les premiers soient les meilleurs, loin de là. Les quelques exemples concrets d'opérations de désinformation venues de l'Est – comme l'affaire Pathé (14) – apparaissent plutôt dérisoires comparées à celles que les Etats de l'Ouest réalisent contre leurs propres ressortissants.

Pour s'en tenir à la France, il existe suffisamment de services compétents (SGDN, DGSE, DPSD, DST, RG, affaires étrangères) (15) pour dépister, neutraliser les manœuvres de nos adversaires potentiels, qui ne sont pas tous à l'Est, et alerter le cas échéant les personnes concernées.

Il y a plus de dix ans que les démocraties occidentales ont gagné la bataille idéologique contre le camp soviétique, et l'image modèle du socialisme réel s'est pour longtemps détériorée y compris parmi les communistes, à l'Ouest comme dans le tiers-monde. L'Union soviétique et la Chine en sont plutôt à découvrir, et tenter d'enrayer chez elles, les effets désastreux du « mentir vrai » et de l'autodésinformation pratiquée par leurs responsables depuis des décennies.

Ce n'est donc pas ce péril qui menace et mobilise la nouvelle croisade. Il ne sert que de paravent à l'offensive des forces les plus réactionnaires qui, dans nos pays, mènent le combat pour le maintien des dominations établies, résistent avec acharnement aux évolutions qui menacent leurs intérêts et leurs privilèges et prétendent sauver les démocraties et les libertés en y instaurant des régimes durs, le contrôle social et la police des idées.

CHRISTIAN DE BRIE.

(10) Dirigé par Mme Marie-France Garaud et où se retrouvent des représentants des « boîtes à penser » américaines.

(11) Voir Jean-François Boyer, *l'Empire Moon*, la Découverte, Paris 1986, et *le Monde diplomatique*, février 1985.

(12) Voir *le Monde diplomatique*, décembre 1985, septembre et novembre 1986.

(13) Poursuivie pour fraude et malversations dans de nombreux Etats, l'organisation de M. Lyndon La Rouche est accusée aux Etats-Unis d'être néonazie et antisémite.

(14) M. Charles Pathé diffusait dans un bulletin semi-confidentiel des articles préparés par les services soviétiques et se comportait comme un agent d'influence. Il fut arrêté et condamné en 1980.

(15) Secrétariat général à la défense nationale, Direction générale de la sécurité extérieure, Direction de la protection et de la sécurité de la défense, Direction de la surveillance du territoire, Renseignements généraux.



LE RAID AMÉRICAIN CONTRE LA LIBYE

Des mensonges pour déstabiliser l'« ennemi public nº 1 »

Par ALAIN GRESH

EN pleines vacances estivales, l'article que publie, le 25 août 1986, le très sérieux Wall Street Journal fait l'effet d'une bombe. Le quotidien des milieux d'affaires dévoile que « les Etats-Unis et la Libye sont sur la voie d'un nouvel affrontement » ; cette escalade trouverait sa source dans les indications recueillies par l'administration républicaine suivant lesquelles « *Kadhafi a repris la planification et la préparation d'actes terroristes* ». Ce texte, qualifié de « *digne de foi* » par M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, fait immédiatement monter la tension en Méditerranée. Il inaugure une série de déclarations alarmistes d'officiels américains. Le général Bernard Rogers, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, annonce que « *Kadhafi a planifié et donné des instructions pour une reprise du terrorisme* (1) ». Début septembre, l'envoyé spécial du président Reagan, le général Vernon Walters, ambassadeur aux Nations unies, entame une tournée européenne. Il reprend les mêmes accusations auprès de ses divers interlocuteurs, parmi lesquels MM. Chirac et Mitterrand.

Un mois plus tard, le *Washington Post* révèle que toute cette campagne fait partie d'un plan préconçu, résumé dans un mémorandum de trois feuillets de M. John M. Poindexter, conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale. « *Un des éléments-clefs de la nouvelle stratégie*, dit la note, *est de combiner les événements, vrais et fictifs, à travers une campagne de désinformation* (2). » Ce projet visant à déstabiliser M. Kadhafi pour le forcer — suivant la formule du président Reagan — « *à se demander, chaque fois qu'il va se coucher, ce que nous allons faire* (3) » — suscite un tollé dans la presse américaine. Pour le *Wall Street Journal*, « *notre gouvernement monte des campagnes de désinformation complexes* [dont] *nous sommes aussi les victimes* (4) ». En signe de protestation, M. Kalb, porte-parole du département d'Etat, donne sa démission.

« Un geste d'autodéfense »

LE « bluff » américain suscite en France nombre de commentaires sur les médias et leur rôle. Personne toutefois ne relèvera qu'intoxiquer des journaux est un acte certes répréhensible, mais somme toute courant, alors que répercuter, par l'intermédiaire d'un envoyé spécial, des contre-vérités auprès de gouvernements alliés relève du sabotage de l'alliance dont M. Reagan aime tant à se réclamer.

Cet épisode éclaire d'un jour nouveau les circonstances du raid du printemps 1986 contre la Libye.

Dans la nuit du 14 au 15 avril 1986, une trentaine d'avions américains bombardent des « objectifs militaires » à Tripoli et à Benghazi. Pour M. Larry Speakes, cette opération est un « *geste d'autodéfense* » après l'explosion d'une bombe, le 5 avril, dans une discothèque à Berlin-Ouest : un sergent de l'US Air Force a trouvé la mort. Elle a pour but « *de prévenir et de décourager à l'avenir des attaques libyennes contre des victimes innocentes* ». Interminablement, la Voix de l'Amérique avertit les Libyens qu'ils devront « *supporter une certaine responsabilité collective* (5) » tant qu'ils continueront à obéir au colonel Kadhafi.

Pour emporter les réticences de gouvernements européens qui, à l'exception de celui de Mme Thatcher, rechignent à le suivre inconditionnellement, M. Reagan a envoyé M. Vernon Walters sur le Vieux Continent. Sans succès. Il affirme alors qu'il possède des preuves « *directes, précises et irréfutables* » de la culpabilité libyenne. Washington révèle que la CIA a capté des conversations entre Tripoli et son ambassade en République démocratique allemande et que ces enregistrements emportent l'adhésion. *Le Figaro* n'attend pas cette divulgation pour titrer, dès le 7 avril, « *les Libyens derrière la tuerie* (6) ».

Et pourtant... Le 28 avril 1986, M. Manfred Ganshow, responsable d'un groupe d'une centaine d'enquêteurs de Berlin-Ouest chargés d'élucider les circonstances de l'attentat, répond à un journaliste : « [Je n'ai] *pas plus de preuves que la Libye est liée à l'attentat que quand vous m'avez appelé deux jours après les faits. C'est-à-dire aucune* (7). »

L'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* rapporte que le décryptage des conversations téléphoniques par les experts des services de renseignement ouest-allemands avait abouti à des « *résultats distincts* » de ceux de leurs collègues américains. Ces « *notables différences d'interprétation ont été rapidement mises de côté pour des raisons politiques* (8) ».

Dans les mois qui suivent, plusieurs journalistes américains poussent plus loin leurs investigations. L'un d'eux, Seymour Hersh, interroge un fonctionnaire des services de renseignement des Etats-Unis qui avait eu accès à nombre de rapports secrets. « *Rien de ce que j'ai vu*, lui assure ce responsable, *ne prouvait une menace libyenne. Il ne s'y trouvait pas de quoi réagir comme nous l'avons fait en dénonçant Kadhafi comme l'ennemi public numéro un* (9). » Lors d'une réunion en Europe, au printemps 1986, plusieurs responsables occidentaux, peu suspects de sympathie envers le terrorisme, mettaient en doute les assertions de la Maison Blanche sur le rôle central de la Libye dans les entreprises de déstabilisation.

Avant même le raid, l'hebdomadaire *Newsweek* avait posé la bonne question : « *Pourquoi la Libye ?* » Et d'ajouter : « *L'administration a reconnu que la Syrie et l'Iran sont plus impliqués dans le terrorisme que Kadhafi. Le groupe Abou Nidal, par exemple, est plus lié directement à la Syrie qu'à la Libye* (10). »

Mais la Syrie, Etat puissant, peut servir de médiateur au Liban. Avec l'Iran, les tractations qui aboutiront au scandale que l'on sait avaient déjà commencé. Dans le cas de la Libye, des contraintes analogues n'existant pas, M. Reagan peut, au moindre coût, accroître sa popularité sans mettre en cause les « intérêts vitaux » des Etats-Unis. Faut-il vraiment s'indigner que la France ait refusé de le suivre sur ce terrain alors qu'elle risquait de subir, sur son territoire, une nouvelle flambée terroriste ?

D'autant que la solidarité atlantique n'a pas poussé Washington à informer ses alliés de son véritable objectif : assassiner M. Kadhafi. Ce plan, concocté par MM. McFarlane, Poindexter et North — — les mêmes qui seront impliqués dans l'« Irangate », avait reçu l'aval du président alors qu'il contrevenait à la loi qui proscrit les tentatives d'élimination des chefs d'Etat étrangers (11). Pour camoufler en « erreur » le décès du « guide de la révolution », l'administration se préparait à annoncer que celui-ci n'était que « *fortuit et involontaire* (12) ». Malheureusement, « *le Pentagone avait trop lu ses propres rapports sur la précision de la technologie des bombardements de nuit* (13) », et M. Kadhafi en sortit indemne.

Par contre, la « précision technique exemplaire » vantée par *le Figaro* du 16 avril se solda par des dizaines de victimes civiles libyennes, dont la fille adoptive, âgée de quinze mois, de M. Kadhafi. Les centaines de coopérants américains et britanniques qui avaient été regroupés dans les bases militaires libyennes « *transformées en quelque sorte en boucliers* (14) » s'en sortirent sains et saufs. Du moins faut-il le croire puisque la presse et la radio qui avaient annoncé le calvaire de ces nouveaux otages se désintéressèrent de leur sort dès le lendemain du raid. Ce ne fut pas le cas de plusieurs coopérants occidentaux au Liban — dont deux Britanniques — qui furent assassinés en représailles. La dangereuse et mensongère croisade entamée par la Maison Blanche se clôturait, provisoirement, dans le sang.

(1) *Le Monde*, 31 août-1er septembre 1986.

(2) *International Herald Tribune*, 3 octobre 1986.

(3) *International Herald Tribune*, 4-5 octobre 1986.

(4) *International Herald Tribune*, 3 octobre 1986.

(5) Cité par *Libération*, 21 avril 1986.

(6) Tuerie : action de tuer en masse, sauvagement (Petit Robert). L'attentat fit deux morts.

(7) Cité par Andrew Breslau, « Demonizing Qaddafy », *Africa Report*, New-York, mars-avril 1987.

(8) *Der Spiegel*, 21 avril 1986.

(9) Enquête reproduite par *l'Evénement du jeudi*, 26 février 1987.

(10) *Newsweek*, 7 avril 1986.

(11) Enquête de Seymour Hersh, déjà citée.

(12) Cité par *Jeune Afrique*, 4 mars 1987.

(13) *US News and World Report*, 12 mai 1986.

(14) Radio-France, journal de 8 heures, le 14 avril 1986. Voir aussi l'article « Les boucliers de Kadhafi », sur cinq colonnes, *le Matin*, 15 avril 1986.



En Union soviétique, la peur des idées étrangères

La volonté de moderniser le pays plaide en faveur d'une ouverture, mais le souci de maintenir la cohésion du système recommande de ne pas briser toutes les barrières.

Par JERRY HOUGH *

IL serait erroné de croire que la publication d'informations exactes ou de critiques politiques est un phénomène nouveau en URSS, qu'il ne date que de l'ère Gorbatchev. Staline lui-même avait une claire conscience du paradoxe de la censure : si elle a pour *objectif de renforcer le pouvoir* d'un dictateur, elle peut aussi l'affaiblir en le coupant des informations dont il a besoin pour gouverner. En établissant des règles de « critique » et d'« autocritique » et des canaux qui leur permettent de circuler, Staline trouva une réponse à ce dilemme.

En 1950, Alex Inkeles, l'un des théoriciens du modèle totalitaire, cita cette formule : *« Aux Etats-Unis, on ne peut vraiment critiquer librement que le président ; en Union soviétique, on peut tout réprouver sauf Staline. »* Pour préciser que cette généralisation était certes excessive mais qu'elle contenait une part de vérité.

A l'époque, *la presse soviétique traitait du fonctionnement* de l'appareil bureaucratique – municipalités, gestion des usines et des fermes, administration des magasins et des écoles. En utilisant ces matériaux, les Occidentaux pouvaient – et ils l'ont fait – écrire des livres sérieux sur l'ensemble du système administratif *soviétique. A partir du New York Times*, un travail similaire sur les Etats-Unis eut été tout à fait impossible.

Bien sûr, les restrictions appliquées en URSS à l'information pouvaient être très rigoureuses. On n'imprimait pratiquement rien sur la « politique » au sens américain du terme – luttes de per*sonnes et différences d'orientations aux plus hauts échelons* du pouvoir. Aucun journal ne pouvait critiquer le Parti communiste et sa direction. On en déduisit que la direction communiste considérait l'information et les idées comme une « superstructure » qui devait être mise au service de la classe dominante et de ses intérêts.

Cette interprétation occidentale ne tenait pas compte d'un autre trait fondamental de l'idéologie et de la censure soviétiques : la dénonciation des rapports de classes et du système économique en régime capitaliste, de ses valeurs et de ses institutions politiques. *Nous aurions sûrement mieux compris la* révolution bolchevique si nous l'avions analysée comme un refus du capitalisme, mais aussi comme un rejet des valeurs et des idées modernes de l'Europe.

Les trois volets de la censure

FINALEMENT les théoriciens du totalitarisme étaient bien *proches de la vérité. Ils soulignaient les similitudes entre* extrémismes de droite et de gauche, et des chercheurs comme Hannah Arendt notèrent l'importance de l'antisémitisme, du pangermanisme ou du proslavisme dans la révolution d'octobre 1917 et dans le national-socialisme. Cette analyse aurait été plus exacte si *elle avait parlé, plus généralement, de xénophobie, de la peur des* idées étrangères et du rejet de ceux qui les propageaient.

En Russie, la politique industrielle des tsars, associée à une grave famine et à deux guerres perdues, créa un trouble parmi ceux qui venaient s'agglutiner dans les villes. Le message de Lénine pouvait recevoir différentes lectures, mais, fondamentalement, il donnait des réponses simples. Il réaffirmait les vieilles valeurs communautaires et rejetait les institutions économiques et politiques occidentales, les valeurs « bourgeoises », le système européen des relations internationales qui avait débouché sur la guerre russo-japonaise et sur le premier conflit mondial, et, surtout, les élites occidentalisées créées par Pierre le Grand.

Cette caractéristique de la *révolution bolchevique est cruciale.* Certains spécialistes ont surestimé dans la théorie communiste sa prétention à maîtriser les lois objectives de l'histoire et la prétendue nécessité de remodeler la psychologie humaine pour qu'elle corresponde à l'utopie proclamée. Plus simple était la réalité. Les dirigeants communistes n'interdisaient pas seulement les idées qu'ils considéraient comme politiquement dangereuses, mais, consciemment ou inconsciemment, ils édifiaient un rideau de fer, économique et idéologique, pour se protéger – ainsi que leurs partisans – contre les incertitudes et l'insécurité associées à la fois au marché et aux idées occidentales. Le rejet par Lénine du « spontanéisme » et son adhésion à la théorie de la « conscience » et à la planification offraient une protection contre l'effrayant chaos du monde extérieur.

Cette mentalité se refléta dans la politique culturelle. Le nouveau pouvoir, en particulier sous Staline, ne liquida pas les superstructures de la société féodale ou aristocratique – le ballet, les œuvres de Beethoven ou de Tolstoï, – mais l'avant-garde : l'art abstrait du communiste Picasso, les romans d'un partisan de la révolution espagnole comme Hemingway, l'existentialisme d'un *compagnon de route comme Sartre, la culture de masse* du prolétariat occidental.

En bref, la politique de l'information sous Staline comprenait trois volets : l'interdiction des idées qui minaient le contrôle politique ; l'encouragement à la critique des cadres intermédiaires afin de désamorcer le mécontentement et, *surtout, de fournir des informations* aux échelons supérieurs ; un effort conscient ou inconscient pour maîtriser le chaos engendré par les échanges intellectuels et l'importation d'idées étrangères d'avant-garde susceptibles d'ébranler le système traditionnel des valeurs.

Les modifications de l'attitude des Soviétiques envers l'information depuis la mort de Staline, et surtout depuis celle de Brejnev, doivent s'analyser dans ce cadre. La jeune génération russe du tournant du siècle avait vécu l'effondrement de l'ordre ancien et *connu une première confrontation perturbante avec la société* industrielle et urbaine. La génération de M. Gorbatchev – ceux qui sont nés entre 1927 et 1932 – a grandi avec l'industrialisation, qu'elle a identifiée à la défense de la patrie durant la seconde guerre mondiale.

La xénophobie même de la période stalinienne, qui a coupé la génération de M. Gorbatchev de la culture étrangère, l'a rejetée vers la littérature classique du dix-neuvième siècle. Et c'est ainsi que tous ces jeunes se plongèrent dans les valeurs des élites occidentalisées de cette période et les assimilèrent. Dès la mort de Staline, cette symbiose s'est révélée dans l'attraction qu'exerçaient les modes et la culture de l'Ouest. Ceux qui avaient dix, quinze ou vingt ans en *1953 ont enregistré* clandestinement les musiques reprises de la Voix de l'Amérique. Ils ont échangé des roubles au marché noir pour pouvoir s'acheter des vêtements occidentaux. Ils ont multiplié les rencontres avec les touristes et cherché des films venant de l'« autre côté ».

C'est *cette nouvelle génération* de la période post-stalinienne qui compose les élites d'aujourd'hui. Pour M. Gorbatchev, la levée des restrictions sur le rock ou sur les nouvelles en provenance de l'Occident, l'acceptation de la confrontation des idées, ne sont pas le résultat d'une profonde réflexion philosophique ou de considérations tactiques sur la nécessité de réformer l'économie. Elles reflètent avant tout le sentiment des dirigeants que les anciennes limitations sont démodées, inutiles, voire répulsives.

Une deuxième cause de changement dans la politique d'information est précisément le besoin d'informations, qui déjà existait du temps de Staline mais s'est considérablement accru. A la fin des années 20, Staline savait exactement ce qu'il voulait faire et, après 1945, il savait qu'il ne désirait rien changer. Une critique limitée des responsables aux échelons intermédiaires *lui paraissait* suffisante. Au contraire, pour la génération postrévolutionnaire, la voie à suivre n'est pas tracée. Khrouchtchev avait besoin d'un débat sur la réforme économique parce qu'il ne savait pas comment résoudre les problèmes. M. Gorbatchev souhaite une discussion encore plus large car *la crise qu'il affronte est plus grave et les solutions* paraissent plus lointaines. Lui-même, comme Andropov, a reconnu qu'il ne possédait pas de recettes.

A différents degrés, on retrouve les mêmes interrogations dans tous les domaines. La sociologue soviétique Tatyana Zaslavskaya *faisait remarquer à juste titre, en juin 1985, que son pays ne souf*frait pas d'une centralisation excessive mais d'une concentration anormale du pouvoir aux échelons intermédiaires, dans les ministères. Si les questions pendantes ne sont pas librement discutées, alors se réduit la capacité de la direction à contester le savoir spé*cialisé accumulé dans les ministères.*

Une transformation durable et ses limites

LA peur de l'instabilité politique représente le troisième facteur de changement. L'URSS a connu la stabilité parce que le communisme y a promu les aspirations nationales, alors qu'en Pologne la même idéologie a eu des effets contraires, et ce pays a vécu des périodes de trouble. Si le peuple soviétique finissait par se convaincre que le système économique et social condamne le pays à une arriération perpétuelle, *la situation politique* deviendrait peu sûre.

L'abolition du marché et l'isolement dans la compétition économique internationale ont maintenu l'industrie soviétique à l'abri d'un protectionnisme en regard duquel le Japon apparaît comme une société ouverte. Ces barrières doivent être brisées, ce qui signifie aussi mettre fin au cordon sanitaire édifié contre les idées étrangères. L'informatisation, avec son besoin grandissant de machines à traitement de textes et d'ordinateurs, plaide aussi pour l'ouverture. Le Japon envoie plus de touristes à l'étranger que les Etats-Unis, qui ont deux fois plus d'habitants ; cela fait partie d'une stratégie d'exportation couronnée de succès. S'ils veulent résoudre leurs difficultés économiques et éviter l'instabilité politique, les Soviétiques devront suivre cette voie.

Pour toutes ces raisons, la conception soviétique de l'information s'est déjà transformée de manière fondamentale et durable, et elle continuera nécessairement d'évoluer. Bien sûr, comme les autres gouvernements, celui de l'URSS poursuivra son effort pour influencer la manière dont sa politique est perçue, nationalement et à l'étranger. Il continuera à contrôler strictement les nouvelles sur les luttes entre dirigeants et à distiller la désinformation sur l'opposition, pour persuader les intellectuels et les Occidentaux de soutenir M. Gorbatchev. Il s'emploiera à *marquer de son sceau* les informations publiées.

De plus, il sera toujours très attentif pour autoriser éventuellement des organisations et des moyens de communication indépendants du contrôle du parti. Même les esprits libéraux soviétiques sont mal à l'aise à l'idée que les Ukrainiens pourraient créer des organisations et des maisons d'édition qui discuteraient librement de la famine des années 30, ou de leur besoin d'indépendance. Le parti, pour sa part, est inquiet de savoir ce que feraient ces mêmes esprits libéraux s'ils disposaient d'une large marge de manœuvre. Et si l'opposition n'a pas les *moyens de s'organiser* et de faire parvenir son message à la population, les informations disponibles resteront contenues dans de strictes limites.

* Directeur du Duke Center on East West Trade Investment and Communication (Caroline du Nord), membre de la Brooking Institution (Washington DC).



(Selçuk)

Les sondages, reflet de l'opinion

Quand l'information veut se donner une apparence scientifique, elle s'appuie sur l'outil prétendument mathématique du sondage. Miroir truqué, instrument niveleur qui escamote le vrai débat.

Par JACQUES DECORNOY

NOUS sommes sondés en permanence – en nos reins, notre cœur, nos espoirs, nos hantises, nos goûts, nos manies. Nous sommes sondés en tant qu'agriculteurs du Sud-Ouest, lycéens de Bretagne, ouvriers du Nord, partisans de l'UDF de la banlieue parisienne, descendants (urbains, tranche 18-34 ans) des révolutionnaires de 1789. Nous sommes l'opinion, quitte à n'en pas avoir.

Chaque jour, parfois plusieurs fois par jour, nous recevons à domicile notre photographie, ou plutôt notre portrait collectif vu sous un certain angle, avec un éclairage variable. Nous faisons, de nous-mêmes, des découvertes fracassantes : nous nous élevons contre le *terrorisme, nous nous* lavons plus souvent qu'au siècle dernier, nous serons plus nombreux à soutenir MM. Chirac, Barre ou Mitterrand que Mme Arlette Laguiller. Nous sommes censés avoir réponse à tout, c'est-à-dire à toutes les questions qui nous sont posées. A l'évidence, les problèmes ne suscitant pas de questions n'ont aucune importance ; leur futilité est telle qu'il serait superfétatoire de les évoquer. A moins que...

A moins que nous ne soyons sondés uniquement à propos de ce que nous connaissons ou sommes supposés connaître, et donc de ce dont on nous informe ou, du moins, nous entretient. Le contenu des sondages ne reflète-t-il pas celui des organes d'information ?

Il n'est pas étonnant, si l'hypothèse est juste, que les thèmes évoqués, ou effleurés, évacuent toute réalité non hexagonale (mis à part quelques généralités, d'ailleurs sans véritable signification comme *« la guerre »*). L'étranger n'existe pas, ni ce qui lie la France à l'extérieur, qu'il s'agisse de l'économie ou de la défense, par exemple. Nous vivons de la sorte coupés du reste du monde, nous sommes déracinés, notre *« portrait » ne* s'insère pas dans une image d'ensemble. A chaque sondage, on prend soin de choisir un échantillonnage de la population *« représentatif »*, mais les questions renvoient à une présentation de l'univers le plus souvent abstraite, un univers sans histoire, sans épaisseur, sans lignes de forces ni contradictions : *« le chômage »* (quelles sont ses causes ?) ; *« l'entreprise »* (à quelles fins ?) ; *« le terrorisme »* (comment naît-il ?) ; *« la faim »* (en sommes-nous coresponsables ?). Ainsi l'opinion a-t-elle d'elle-même une image qui ne peut l'aider à remettre en question la façon dont elle est informée, pas plus qu'elle n'incitera les organes d'information à s'interroger sur leur propre fonctionnement. Le sondage d'opinion donne bonne conscience aux informateurs puisqu'il prouve, à de rares exceptions près, que l'opinion *« sait »*.

Le sondage érige un monde clos. Il a pour champ d'investigation un domaine censé intéresser l'opinion consultée et dont les limites ont été fixées par l'information habituelle : *« Parlez-nous de ce dont nous vous parlons et nous vous retransmettrons ce discours qui sera un écho du nôtre. »* Certes, la réponse *« sans opinion »* semble sortir du territoire fixé, mais ce n'est qu'une apparence. Signe d'hésitation, de méconnaissance ou de manque d'intérêt, elle ne crée pas un espace de liberté, une occasion de dire que d'autres questions pouvaient être posées, d'autres problèmes abordés. Il *n'est d'ailleurs* pas toujours possible de se déclarer *« sans opinion »*. Lorsqu'il s'agit de se livrer au jeu du classement par ordre de préférence des ministres libéraux ou des motivations du maquillage féminin, nul ne saurait rester indif*férent ou muet*, nul ne saurait renvoyer le sondeur et son commanditaire à leurs calculs politiques ou marchands.

A quoi donc s'intéressaient les Français à la fin de l'hiver 1987, aux dires des sondages ? L'historien sera fasciné par leur obsession de la cote des responsables politiques de l'Hexagone, quel que soit l'angle sous lequel elle est abordée. Du 5 au 25 mars, dans la seule presse nationale, quarante-deux sondages ont été diffusés (du moins selon notre calcul, qui pourrait être imparfait). Parmi eux, vingt-deux étaient des variantes – peu... *variées – du même inépuisable* sujet, assurément capital : jugements sur M. Chirac, M. Mitterrand, la cohabitation, l'action de tel ministre. Les vingt autres se répartissaient de la sorte : l'argent et les affaires (trois) ; les questions sociales (trois) ; la *télévision (trois*, dont un sur la popularité des « flics » de feuilletons) ; le SIDA et le sexe (deux) ; l'Europe, la monarchie, la « rumeur Adjani », la séduction comparée des mâles français et étrangers, Disneyland, la jeunesse, la révolution de 1789, Georges *Ibrahim* Abdallah (un).



L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

La grotesque et pitoyable fable de la filière bulgare

Par GILLES PERRAULT

JÉSUS-CHRIST n'était pas au programme. Du moins pas en chair et en os. Quand M. Ali Agça informa ses juges romains, à la première audience de son second procès, le 27 mai 1986, qu'il était le Christ ressuscité, le monde étonné sut que la « filière bulgare » se désintégrait sous ses yeux aussi spectaculairement que la navette spatiale américaine.

Pour les historiens, l'attentat perpétré contre le pape sur la place Saint-Pierre, le 13 mai 1981, restera probablement l'un des moins énigmatiques de la longue liste des crimes politiques. L'auteur des coups de feu, M. Ali Agça, est ceinturé sur place par une nonne athlétique. C'est un Turc de vingt-trois ans, membre depuis son adolescence des Loups gris, organisation de jeunesse du Parti d'action nationaliste. Ce parti n'a rien d'une secte. Son chef, le colonel Türkes, sera vice-premier ministre du gouvernement Demirel en 1974. L'idéologie plonge ses racines dans le rêve panturc né au dix-neuvième siècle : une Grande Turquie s'étendant de la Méditerranée au cœur de la Mongolie. Viscéralement anticommuniste, prohitlérien, anticapitaliste à la mode fasciste, contempteur d'un Occident tenu pour décadent, le vice-premier ministre Türkes lança ses 200 000 Loups gris à la conquête de la rue (831 morts, 3 121 blessés) avant d'être lui-même balayé par le coup d'Etat militaire de 1980.

Chronique d'un meurtre annoncé

AU plus fort de la phase terroriste, M. Ali Agça, jeune vétéran activiste, assassine en plein Istanbul, le 1er février 1979, Abdi Ipekci, rédacteur en chef du quotidien libéral *Milliyet*. Arrêté, il est libéré en cours de procès par un commando de Loups gris. Désormais clandestin, sa première démarche fut d'envoyer au *Milliyet* une lettre annonçant sans ambages son intention de tuer le pape, « commandeur des Croisés », si celui-ci ne renonçait pas à son voyage imminent en Turquie. La réaction, pour être vive, n'était pas isolée. Toute la presse nationaliste tirait à boulets rouges sur la visite papale, tenue pour insolite par les observateurs les plus mesurés, et qui se déroula d'ailleurs dans une ambiance glaciale. Mais M. Ali Agça présentait la double singularité d'annoncer son intention de passer à l'acte et d'être capable d'exécuter sa menace. En lui se cumulaient le fanatisme politico-religieux, une mégalomanie galopante qui l'avait fait surnommer « l'Empereur » par ses camarades des Loups gris, et un féroce appétit de publicité. Il rêvait de surpasser Carlos. Pour un tel homme, la cible papale était idéale.

Il est rare, malheureusement pour la police, qu'un assassin annonce son crime par voie de presse dix-huit mois à l'avance.

L'instruction fut rondement menée : en juillet 1981, trois mois après sa tentative manquée, M. Agça, qui déclara avoir agi seul, était condamné à la détention à perpétuité par les juges italiens. Mais la cour statuait que le verdict ne devait pas clore l'affaire en raison de la forte probabilité d'une conspiration qui restait à élucider.

Neuf mois plus tard, M. Agça commençait à parler. Il impliquait la Bulgarie, non seulement dans la tentative d'assassinat du pape, mais aussi dans des projets meurtriers sur les personnes de M. Dom Mintoff, premier ministre de Malte, de M. Habib Bourguiba et de M. Lech Walesa. Le nom de Walesa fit évidemment sensation, car son élimination éventuelle s'accordait avec la motivation imputée aux Bulgares, et à travers eux aux maîtres d'œuvre soviétiques, pour la tentative contre le pape : la disparition de celui-ci ôterait à Solidarité son plus puissant soutien. Bien sûr, l'hypothèse imposait de faire bon marché de la lettre adressée au *Milliyet* en 1979, c'est-à-dire à une époque où Solidarité n'existait pas et où nul ne pouvait deviner que la Pologne était grosse d'événements.

Las ! Il fallut déchanter. M. Agça admit bientôt avoir menti sur M. Walesa comme sur M. Mintoff et M. Bourguiba. Le juge d'instruction Martella enregistra la rétractation avec sang-froid. A ceux qui l'interrogeaient sur le crédit que conservait M. Agça après une telle avalanche de sornettes, il répondait que le Turc avait naïvement dit le faux — Walesa, etc. — pour conforter le vrai — la filière bulgare. En somme, il mentait pour le bon motif.

Mais la survie de la filière bulgare elle-même allait bientôt exiger des moyens relevant de l'acharnement thérapeutique.


(Selçuk)

Agça avait identifié sur photos trois Bulgares : M. Antonov, employé à l'agence romaine de la compagnie aérienne Balkan ; MM. Aivazov et Vassilev, fonctionnaires à l'ambassade de Bulgarie à Rome. Seul le premier fut arrêté, les deux autres étant rentrés dans leur pays. M. Agça fut à leur sujet prolixe, mais inconsistant. Ainsi affirma-t-il que l'arme du crime lui avait été fournie par le sinistre trio. Il fut établi qu'il l'avait obtenue des Loups gris. Il avait identifié sur photo un Antonov barbu. M. Antonov ne portait pas la barbe au moment des faits. Il affirmait converser en anglais avec le Bulgare, mais celui-ci ignorait l'anglais, et M. Agça lui-même n'en connaissait que quelques mots. Il prétendait avoir rencontré la femme et la fille de M. Antonov trois jours avant l'attentat, mais la preuve fut fournie qu'elles voyageaient alors en Yougoslavie. Cinquante pages ne suffiraient pas pour récapituler les incohérences et mensonges de M. Agça, qui donna du complot cent vingt-huit versions différentes. Convaincu d'affabulation par la défense, il se rétractait sans la moindre réticence, ce qui pour le juge Martella témoignait d'une spontanéité de bon aloi.

Mais, quand la farce se termina, quelques questions demeurèrent. Où M. Agça avait-il trouvé les détails matériels tendant à conforter ses accusations ? Certes, il disposait dans sa cellule d'une télévision, d'un transistor, et recevait une presse abondante en un temps où les médias ne se lassaient pas d'évoquer l'affaire. Nul doute qu'il trouva là une substantielle documentation. Mais comment M. Agça, qui admettait à la fin n'être jamais allé au domicile de M. Antonov, avait-il pu décrire son appartement alors que la presse ne l'avait pas fait ? Comment avait-il pu décrire l'hôtel Vittoria, où il était censé assassiner M. Walesa, alors qu'aucun journal n'avait évoqué les lieux ?

Mille pages seraient insuffisantes pour dire l'Italie de la loge P 2. Celle du SISMI, service secret dont le chef, le général Santovito, membre de la P 2, sera inculpé le 2 décembre 1983 d'association de malfaiteurs, trafic d'armes et collusion avec la Mafia, tandis que plusieurs de ses adjoints étaient convaincus de participation active au terrorisme d'extrême droite et que leurs successeurs connaîtraient la disgrâce d'une inculpation pour trafic de drogue. Celle de M. Francesco Pazienza, agent du SISMI, membre de la P2, brasseur d'affaires internationales, intermédiaire entre le pouvoir italien et la Mafia, homme de confiance de M. Roberto Calvi, banquier véreux du Vatican, intime du secrétaire d'Etat américain Alexander Haig.

Le juge Martella admit volontiers qu'il avait promis à M. Agça, comme la loi l'y autorisait, une réduction de peine s'il consentait à coopérer. Il s'est avéré que le Turc fut menacé, dans le cas contraire, d'être transféré dans l'une des cellules surpeuplées de la prison — perspective peu réjouissante pour lui quand on sait que cette prison est pleine de mafiosi qui ne manquent pas d'accrocher au-dessus de leur lit un crucifix en or. Son voisin de cellule était le chef de la Camorra napolitaine, M. Cutolo, avec qui M. Pazienza était en commerce étroit. M. Agça témoigna que M. Pazienza lui-même lui rendit visite. Il est officiellement établi que des responsables du SISMI passèrent des heures en compagnie du condamné. Quant à l'aumônier de la prison, le Père Santini, il s'entretint une centaine de fois avec Agça, ce qui est normal, mais fut par la suite incarcéré en qualité de courrier de la Mafia, ce qui l'est moins.

Le prisonnier Agça n'avait certes pas manqué de conseils officieux.

Tout au long de l'affaire, la discrétion de la CIA fut remarquable, au point de susciter l'ire et le soupçon des plus frénétiques tenants de la filière bulgare. C'est qu'on a sa fierté professionnelle à la CIA comme ailleurs. Comment les responsables du service américain auraient-ils pu, sans se déconsidérer aux yeux de leurs collègues étrangers, se rallier à une « construction » d'une imbécillité totale ? Si le KGB avait décidé de faire tuer le pape par M. Agça, le premier eût peut-être survécu, comme il advint, mais le second n'aurait pas échappé au trépas immédiat (la précaution est élémentaire). Aucun service sérieux n'aurait utilisé en soutien trois compatriotes exerçant sur place des responsabilités officielles. Une « base » clandestine eût été installée à Rome, avec un personnel fonctionnant sous couverture, qu'on aurait évacué dès le coup fait (au lieu de quoi M. Vassilev rentre en Bulgarie quinze mois après l'attentat et le brave Antonov attend patiemment dix-huit mois qu'on vienne l'arrêter !). Plus grotesque encore, s'il est possible : l'affirmation de M. Agça selon laquelle il prenait contact avec ses traitants bulgares en les appelant tout bonnement à l'ambassade de Bulgarie à Rome, dont les lignes téléphoniques ne sont évidemment pas à l'abri des oreilles indiscrètes. Quoi qu'on pense par ailleurs du KGB, il ne méritait pas cela.

Mais pourquoi la CIA aurait-elle éprouvé le besoin de pousser à la roue ? Cent mille pages ne contiendraient pas les articles, brochures et livres écrits sur le thème « L'empire du mal a frappé Sa Sainteté Jean-Paul II ». Le lecteur les a trop en mémoire pour qu'un rappel soit nécessaire. La force symbolique était irrésistible. La chronologie était parfaite : l'attentat a lieu quatre mois après l'entrée de M. Reagan à la Maison Blanche et M. Agça implique les Bulgares au moment précis où la presse désigne Andropov, ancien patron du KGB, comme le futur successeur de Brejnev. Infiniment rares furent les journalistes qui résistèrent à l'hystérie générale.

« Le vivier de Reagan »

DEUX auteurs américains, Edward S. Herman et Frank Brodhead, ont publié en mai 1986 une magistrale étude du phénomène (1). Elle démontre que sa génération fut loin d'être spontanée. L'instigateur principal s'appelle Paul Henze, vétéran de Radio Free Europe, ancien chef de l'antenne de la CIA en Turquie (1974-1977). Dès novembre 1981, il rédige un texte impliquant les Soviétiques dans l'attentat. Son réquisitoire, vendu successivement au *Reader's Digest*, à la chaîne de télévision NBC, à *Newsweek* et au *New York Times*, lance à grand fracas la thèse de la filière bulgare. (M. Henze sera appelé par la suite, en tant qu'expert, à donner son avis sur son propre travail. Il le jugera convaincant.) Le flambeau est repris par Mme Claire Sterling, dont la familiarité avec les services américains est notoire. Son livre, *le Temps des assassins*, connaîtra un succès mondial. A ses côtés, son vieux compagnon de route, M. Michaël Ledeen, ami de M. Pazienza et conseiller de M. Haig. Et, en arrière-plan, le Centre de Georgetown, judicieusement décrit par *le Point* comme « le vivier de Reagan » (2), où l'on retrouve, avec les inventeurs et les propagandistes de la filière bulgare, la fine fleur du conservatisme américain : M. Alexander Haig, M. Ray Cline, ancien directeur adjoint de la CIA, Mme Jane Kirkpatrick, M. Arnaud de Borchgrave, rédacteur en chef du quotidien mooniste *Washington Times*, etc. Il n'est pas exagéré d'écrire que le Centre de Georgetown, cénacle de ceux qui se définissent eux-mêmes comme des « cold warriors », est l'atelier où fut forgé ce qui restera probablement comme l'une des plus grandioses opérations de désinformation de l'histoire.

Son efficacité fut telle que la presse américaine en perdit sa faculté critique et ses capacités d'investigation, entraînant à sa suite l'écrasante majorité des médias occidentaux. Et, comme toujours lorsqu'une opération de désinformation est réussie, l'impression créée survit à la sanction des faits. Nul doute que, pour une grande partie de l'opinion publique mondiale, le sentiment persiste que le KGB est obscurément lié à l'attentat contre le pape. Publiée peu après l'événement, une photo fit sensation : on y voyait, parmi la foule de la place Saint-Pierre, un homme dont la ressemblance avec Antonov était frappante. C'était un touriste américain, dûment identifié par la police. Il est significatif que maints organes de presse, dont les journaux français, continuèrent de publier la « photo accablante » des années après que la véritable identité du sujet eut été révélée.

« Calomniez, calomniez : il en restra toujours quelque chose. » Notre siècle aura vulgairement ajouté : *« Plus c'est gros, mieux ça passe. »* Le théoricien de cette pratique s'appelle Joseph Goebbels.

(1) *The Rise and Fall of the Bulgarian Connection*, par Edward S. Herman et Frank Brodhead, Sheridan Square Publications, New-York. Préface de Sean Mac Bride, prix Nobel de la paix.

(2) *Le Point*, 24 novembre 1980.

Sterling la louvetière

AVANT de faire du « Loup gris » Agça un agent du KGB, Claire Sterling s'était intéressée, entre autres, à Henri Curiel, militant tiers-mondiste assassiné à Paris, le 4 mai 1978. Dans son livre *le Réseau de la terreur* (1), elle écrit que Curiel opérait dans les milieux communistes français sous le pseudonyme « le Loup blanc ». Dans son roman à succès *le Diable en tête* (2), Bernard-Henri Lévy esquisse un personnage méphistophélique visiblement inspiré du Curiel de Mme Sterling et surnommé encore « le Loup blanc ».

Comme source de son information, Claire Sterling citait un communiste français désirant garder l'anonymat. Il ne fut pas bien difficile de retrouver le permanent du parti auquel s'était adressé l'enquêteur du *Reader's Digest* dépêché par Mme Sterling. Interrogé par cet enquêteur sur la connaissance éventuelle qu'avait le PCF de Curiel, l'excellent homme répondit sans hésiter : *« Curiel ? Bien sûr ! Il était connu chez nous comme le loup blanc ! »*

G. P.

(1) Editions J.-C. Lattès.
(2) Editions Grasset.

ou des médias ?

Un tableau éloquent du système dans lequel le couple information-études d'opinion (celles publiées, du moins) enferme le citoyen.

La même remarque peut être faite à la lecture d'un livre récent qui, à partir de l'*« état de l'opinion »* de 1986 nous donne les *« clés pour 1987 »* (1). Les sondages, qui permettent selon les auteurs de mieux comprendre l'année en cours, avaient trait au terrorisme, à l'*« avenir du progrès social »*, à la cohabitation et aux législatives, aux relations des Français avec l'argent, à la famille et aux étudiants. D'autres enquêtes portant sur l'an 2000, l'auto-stop, la charité, la propreté, la propriété, Bernard Tapie, les vieux et le vin (4 % seulement des Français savent que *« le château-pétrus n'est pas un bordelais premier cru »*) ont contribué à enrichir notre connaissance de nous-mêmes. Le seul sondage concernant l'étranger visait à définir l'*« image de l'Union soviétique »*. Peu importe, puisque nous savons que *« 46 % des Françaises refuseraient d'épouser un prêtre même si elles l'aimaient »*. Grâce à ces *« clés »*, les portes nous sont désormais grandes ouvertes pour mieux vaincre les défis de demain.

Depuis un an, un sondage politique (n'évoquant de surcroît que rarement les problèmes de fond) a été réalisé tous les deux jours. Le rythme s'accélère depuis le début de 1987. S'accélère aussi la vitesse à laquelle les « sondés » doivent réagir.

Lors d'émissions télévisées, l'« opinion » dispose de quelques instants seulement pour juger des propos imagés, bientôt remplacés par d'autres pendant que la réflexion est censée mûrir et aboutir à des conclusions définitives (en attendant le sondage du lendemain) sur la personnalité (l'acteur) du jour. Les phénomènes majeurs ont certes été absents du débat, ont été escamotés. Mais l'important est de savoir s'« il » a déçu, ou convaincu, ou plu.

les fours à micro-ondes de la pensée

L'ÉMISSION est courte, il faut tout de suite obtenir des résultats, des pourcentages. Dans ces fours à micro-ondes, la pensée doit cuire en un temps record. Et déjà, à chaud, sur les rotatives, courent des éditoriaux commentant les sautes d'humeur diffusées sur le petit écran. Dérisoire caricature de l'exercice de la démocratie...

Car tel est bien l'enjeu du débat. En effet, en admettant que l'échantillonnage soit « représentatif », tous les « échantillons » se voient poser dans les mêmes termes les mêmes questions. Etres bien concrets dans leur vie de tous les jours, ils deviennent abstraits dans le sondage dans la mesure où il n'est pas tenu compte *en fait* de leurs origines sociales, de leur tranche d'âge, de leur formation scolaire et culturelle qui conditionnent leur vocabulaire et leur appréhension des thèmes auxquels ils doivent réagir. *« Le sondage d'opinion, qui somme tous les agents, sans distinction, de produire une « opinion personnelle » (« selon vous », « à votre avis », « et vous, qu'en pensez-vous ? », etc.) ou de choisir par leurs propres moyens, sans aucune* assistance, *entre plusieurs opinions toutes faites, porte au jour, lorsqu'on sait le lire, le sens véritable de la philosophie libérale de la politique que la plupart des politologues acceptent en pratique (...). Il fait voir, du même coup, le fondement des effets proprement symboliques de méconnaissance et d'imposition de légitimité que produit la démocratie formelle lorsqu'elle reconnaît à tous un droit d'accès à l'opinion personnelle,* par une utopie en son temps progressiste, *sans donner à tous les moyens de réaliser ce droit* (2). »

Les sondages d'opinion ont au moins cette fonction : montrer, par-delà la mythologie dont ils sont porteurs, que le droit à l'information reste à conquérir.

JACQUES DECORNOY.

(1) SOFRES, *l'Etat de l'opinion. Clés pour 1987*. Le Seuil, Paris, 1987, 240 pages, 99 F.

(2) Pierre Bourdieu, *Questions de politique* dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 16, septembre 1977.

L'art de la désinformation



(Suite de la page 17.)

C'est pourtant ce que n'hésite pas à faire, en cette époque libérale, une initiative privée. Fin janvier, on annonçait la création de l'Institut d'études de la désinformation (IED), dont l'objectif est de *« mettre en lumière des cas de désinformation dans la presse écrite et audiovisuelle* (16) ». L'IED publie deux fois par mois une *Lettre* (17) qui a déjà vaillamment dénoncé l'Agence France-Presse, *la Lettre de l'Expansion, le Canard enchaîné. l'Evénement du jeudi, Libération, le Matin, le Monde,* TF 1, Antenne 2, Günther Wallraff, auteur de *Tête de Turc,* l'évêque d'Evreux, *la Croix, le Pèlerin, la Vie, le Point,* tant d'autres encore parmi lesquels ce trouble personnage qui, dans une émission télévisée, *« n'a pas hésité à se faire le porte-parole de M. Gorbatchev » :* M. Edgar Faure.

Toutes ces accusations sont courageusement signées de simples initiales, à l'exception d'un éditorial qui, lui, approfondit, si l'on ose ainsi s'exprimer, la philosophie de la démarche. Ainsi l'éditorial de M. Pascal Salin (18), qui proclame fièrement : *« Il nous faut lutter inlassablement contre l'emprise des idées fausses qui façonnent de manière indélébile* (sic) *les esprits de nos contemporains. »*

Œuvre salubre, primordiale, car les agents d'influence et de désinformation sont partout. *« Ils peuvent être journalistes, fonctionnaires de l'administration, membres du parti ou d'organisations afférentes au parti, diplomates, députés, politiciens ou membres des services secrets »*, dit un expert (19). Enumération incomplète : leur habileté est telle qu'ils ont déjà infiltré... l'Institut d'études de la désinformation et sa *Lettre* bimensuelle.

Imitons l'Union soviétique

SEULS des obsédés peuvent se passionner pour cette chasse à la désinformation. Délateurs, dont les plus proches prédécesseurs firent merveille pendant l'occupation nazie. Paranoïaques, qui se dilueraient dans le néant s'ils n'attribuaient à leur vilaine besogne la dignité d'une mission sacrée. Stériles, inaptes à construire quoi que ce soit, ils n'existent que contre quelque chose. Mais parfaitement inoffensifs dans une société démocratique : ils ne deviennent dangereux que dans un régime policier, et la période 1940-1944 leur rappelle alors que l'anonymat ou d'hypocrites initiales ne les préservent pas des coups d'une Résistance démocratique.

Ces maniaques ont pourtant raison. Quoi qu'ils disent. Et en toutes circonstances. *« Chaque jour nous devons inculquer aux Occidentaux* [l'idée] *que nous sommes les plus forts »* car cela *« démoralise les gens et facilite le travail »*, dit, dans un roman d'Alexandre Zinoviev, un officiel soviétique qui connaît pourtant les faiblesses de son pays. Un peu plus loin, le même personnage décrit l'efficacité de la tactique inverse : en répandant l'idée que *« l'Union soviétique* [va] *bientôt s'écrouler et cesser d'exister »*, nous faisons croire à l'Occident qu'il peut *« continuer à vivre comme auparavant, à l'aise, sans avoir besoin de dépenser de l'argent pour se défendre, sans avoir besoin de limiter sa consommation, sans avoir besoin de faire le service militaire »*. Il se félicite que la propagation d'une telle désinformation ait *« favorisé les humeurs pacifistes de l'Occident* (20) ».

Au petit jeu de la désinformation, on gagne en effet à tous les coups. Vous affirmez que l'URSS dispose d'une force supérieure ? Vous semez ainsi en Occident une peur paralysante. Vous affirmez que l'URSS est faible ? Vous sapez ainsi la vigilance de l'Occident et le démobilisez. Vous n'avez qu'un seul moyen de ne pas servir les calculs tortueux des Soviétiques : taisez-vous. Et, vidant le débat démocratique, votre silence même fera le jeu de l'URSS... Farceurs !

Alexandre Zinoviev est bien le seul à avoir débusqué, en France, l'un des plus habiles agents de désinformation, Mme Hélène Carrère d'Encausse, auteur de *l'Empire éclaté,* dont il ne cite pas le nom. Zinoviev déclare en effet : *« N'entendait-on pas partout que l'« empire » allait bientôt « éclater », imploser, s'écrouler sur lui-même ? De la désinformation* (21) ». Ou bien Zinoviev n'a jamais lu le livre dont il désigne l'auteur à la vindicte publique, ou bien, sans scrupules, il lui fait dire ce qu'il ne dit pas.

Les fanatiques de la lutte contre la désinformation sont-il eux-mêmes assez bien informés pour s'acquitter convenablement de leur tâche ? Jean-François Revel écrit par exemple : *« Il ressort de la plupart des reportages télévisés sur le Nicaragua diffusés en France qu'un régime, à partir du moment où il est communiste, n'est plus tenu de faire des élections libres pour être légitime* (22). » De telles élections ont pourtant eu lieu, et c'est aller vite en besogne que de présenter le Nicaragua sandiniste comme un pays communiste.

Péremptoire, Jean-François Revel ajoute : *« La démolition de Soljenitsyne en Occident a été accomplie pour l'essentiel par la gauche non communiste. »* Soljenitsyne démoli ? Depuis quand ? Comment ? Par qui ? Peu importe. L'essentiel tient tout entier dans la conclusion du même article : *« Avant de proclamer la fin de la pensée communiste et de son influence, il faut donc en dénombrer attentivement les métastases. »* Répertorier les *« intellectuels non communistes qui suivent* [les réflexes léninistes] *sans même en avoir conscience »*. Voilà une nouvelle chasse aux sorcières, originale, une chasse de luxe qui dédaignera le trop facile gibier que constituent les intellectuels communistes...

Comment organiser cette battue ? Il faudrait, écrit Vladimir Volkoff, *« créer des équipes de chercheurs – psychologues, sociologues, journalistes, universitaires, experts de la contre-ingérence, – qui étudieraient la désinformation sur pièces, en dépouillant par exemple les articles de tel journal »*, etc. Tout cela pour la pure satisfaction de savoir ? Allons donc. Pour pouvoir sévir.

Par quel moyen ? C'est simple : *« Le délit de désinformation et le délit d'influence devront être reconnus par les pouvoirs juridiques* (sic) *et inscrits au code pénal. »* Ce système sera efficace ? Oui. Il a déjà été expérimenté. Où ? *« L'URSS, elle, qui sait de quoi il s'agit, a prévu depuis longtemps le délit de menées antisoviétiques »*, explique complaisamment Vladimir Volkoff (23). Imitons l'adversaire que l'on prétend combattre.



(Joan Rabascall)

Pour que cette chasse soit vraiment efficace, elle doit déborder le cadre strictement national. Après avoir entendu le rapport de lord Bethell (24) sur la désinformation, le Parlement européen a adopté, le 13 janvier 1983, une résolution qui, bien entendu, préconise *« des progrès réels vers la réalisation de l'espace judiciaire européen »*.

Pareille frénésie ne s'était pas manifestée depuis longtemps. Est-elle entretenue par la trouble certitude que la crise économique n'est pas près de finir ni le chômage de se résorber (25), par les déconvenues qui suivent les rêveries néolibérales, par le désarroi qui depuis quelques mois règne autour de M. Reagan, leader de l'alliance, par les déconcertantes ouvertures de M. Gorbatchev, par l'intensification des rivalités commerciales entre alliés, par l'effilochement de vains espoirs ? Rarement, en ce pays, la presse avait été aussi conformiste, aussi peu percutante, aussi bien élevée. Pourquoi donc met-elle en transes tous ces vigilants chevaliers de l'Occident ?

En fait, ces convulsionnaires modernes s'agitent dans le cimetière de leur propre désinformation : aveuglés par leurs passions, sans lesquelles leur vie n'a aucun sens ; inaptes à comprendre ce monde complexe soumis à de brutales mutations dans les sciences, les techniques, les modes de vie, les mœurs ; désorientés par des désordres économiques, monétaires, stratégiques, dont la signification leur échappe, et trop paresseux ou incompétents pour les analyser lucidement ; ballottés par une information au jour le jour, éphémère, sans perspectives, d'autant plus in-signifiante qu'abondante ; bernés par des discours qu'ils savent irréalistes alors même qu'ils les applaudissent ; inquiets de n'avoir plus prise sur des événements dont ils deviennent les jouets ; mais ne pouvant cependant se résigner à vivre sans certitudes, ils se donnent à eux-mêmes un fil conducteur simple, magique, se cramponnent à une explication policière de l'histoire, dévoilent un terrifiant complot. Ils se font peur à eux-mêmes, et seule cette peur donne encore un sens à leur vie.

Les lois de la facilité

PRATIQUÉE par des puissances alliées ou hostiles, la désinformation reste peu efficace au regard de la non-information de tant de citoyens peu disposés à faire l'effort nécessaire pour comprendre le monde autour d'eux. Craignant de les faire fuir par l'indispensable rigueur intellectuelle, trop de médias accordent une part de plus en plus large au divertissement qui, en ce domaine, sera toujours diversion. Brièveté, simplification, formulation inattendue – les lois du marché publicitaire contaminent toujours davantage les pratiques de l'information. Par facilité, la « scène » médiatique braque ses projecteurs sur les « acteurs », souvent bien anodins, plutôt que sur les problèmes. Elle se repaît d'informations « spectaculaires », souvent sans portée réelle, et, faute d'imagination ou de talent, ne sait guère « mettre en scène », éclairer et animer, rendre « spectaculaires » des dossiers faussement réputés austères alors qu'ils rendent compte des plus fascinantes réalités.

Grâce à cette abdication de l'intelligence et de la raison critique, un acteur médiocre a pu devenir chef d'Etat et grand stratège, avant de sombrer dans une mauvaise farce. Si sa popularité remonte dans les sondages, il ne le doit pas à la réflexion et au raisonnement, mais à son sourire, à l'éclat de son regard, à l'apparente spontanéité de son geste. Théâtre d'ombres où politique-spectacle et information-spectacle poursuivent leur absurde duo. L'esprit déraille. Viennent alors les saltimbanques, superbes sur la scène ou la piste, mais grotesques lorsqu'ils pontifient à propos de la guerre et de la paix, de la prospérité et de la misère. Ils suscitent de pâles imitateurs qui, maladroits, gentiment ridicules, sacrifient à toutes les lois de la facilité. La place est alors nette pour les experts en désinformation : leurs explications ne demandent aucun effort, elles sont simples, rassurantes. Et fausses. Ces gens-là ont perdu toute foi en la démocratie.

CLAUDE JULIEN.

(16) *La Lettre de Magazine Hebdo,* 30 janvier 1987. Le comité de patronage de l'IED comprend MM. Pascal Salin (économiste), Jean Rochet (préfet), René de Laportalière, de la Fondation de la liberté, créée par M. James Goldsmith, du groupe Express.

(17) 18, avenue des Champs-Elysées ; abonnement annuel : 2 900 francs.

(18) N° 4, du 2 mars 1987.

(19) Ladislas Bittman, *The Deception Game,* Ballantine Books, New-York, 1981. Les fonctionnaires ainsi visés ne sont ni des traîtres ni des espions : antisoviétiques, ils sous-estiment pourtant la perversité du pouvoir communiste. Parmi les diplomates de haut rang coupables d'une telle erreur de jugement, Michel Heller, dans l'article cité (cf. note 11) met en cause deux anciens ambassadeurs des Etats-Unis à Moscou : Joseph Davis et Charles Bohlen, qui élabora la doctrine de l'« endiguement » *(containment)* du communisme...

(20) Alexandre Zinoviev, *Homo sovieticus,* Julliard/L'Age d'homme, Paris, 1983.

(21) Entretien accordé au *Figaro-Magazine,* 10 janvier 1987.

(22) *Le Point,* 9 mars 1987.

(23) Vladimir Volkoff, préface à *la Désinformation,* cf. note 2.

(24) Cf. note 3.

(25) Le Fonds monétaire international a ramené de 3,1 % à 2,25 % ses prévisions de croissance pour 1987 ; voir *le Monde,* 10 avril 1987.

Perles fines

Voici, choisies parmi les plus savoureuses, quelques remarques formulées lors des débats organisés en décembre 1984 par l'Institut européen de sécurité et l'Internationale de la Résistance :

– *« Je crois que Mme Roosevelt avait comme amant un officier du KGB. »*

– *« En Italie, aujourd'hui, le PCI a créé un véritable goulag. »*

– Le Figaro est *« le journal français le plus laudatif »* à l'égard de la Roumanie.

– *« Je ne pense pas que tous les journalistes sont vendus au KGB. »*

– *« Les organismes soviétiques, grâce à la détente, ont pu infiltrer les leurs dans un grand nombre d'organisations occidentales ; ils ont pu établir des contacts et une coopération avec, par exemple, le Conseil œcuménique des Eglises, beaucoup d'Eglises individuelles, l'Internationale socialiste, les partis socialistes de plusieurs pays, dont celui de la France. »*

– Yves Montand : *« On ne parle plus de Sakharov aujourd'hui. Voici une forme de désinformation. »*

– Le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés s'est fait le *« complice »* de la désinformation.

LE COUP D'ÉTAT CONTRE SALVADOR ALLENDE AU CHILI

Quand l'assassinat moral précède la mise à mort

AU Chili, les agences de publicité américaines, en collaboration avec les agences nationales, dressèrent dès 1971 un plan d'attaque psychopolitique contre les actions entreprises par le gouvernement d'Unité populaire présidé par Salvador Allende. Par exemple : la campagne publicitaire lancée par l'organisme central du patronat chilien pour convaincre la population des méfaits de l'étatisation. La branche chilienne de McCann-Erickson, l'agence Marplan, y joua un rôle de premier ordre. Un rapport confidentiel préparé par cette agence prévoyait : *« La campagne devra exercer une pression psychologique dans deux directions : a) sur les couches supérieures et moyennement supérieures, afin d'obtenir au bout du compte le refus total de la proposition d'étatisation que formulera l'exécutif pour les quatre-vingt-onze entreprises qui doivent passer dans le secteur étatisé ; b) sur les couches moyennes et inférieures, pour leur démontrer les préjudices qu'entraîne une étatisation exagérée, les amener à se prononcer contre ce projet et à exiger que leurs représentants politiques votent contre. En d'autres termes, la campagne publicitaire devra former la conscience des masses contre le projet d'étatisation, afin d'établir une pression de bas en haut, afin que les représentants du peuple qui se trouvent dans le doute épousent l'attitude exigée d'elles par la base. »*

On pouvait encore lire dans le même document : *« Il faut démolir l'image de l'Etat-patron ; il faut stimuler le sens de la propriété chez les travailleurs ; sens qui s'est manifesté chez les paysans, mais qui, chez les ouvriers de l'industrie, est encore, pour des raisons évidentes, trop faible. »* Tous les moyens étaient bons : la campagne comprenait la projection de films dans tous les cinémas du pays et de copies en 16 millimètres pour les réunions dans les *poblaciones,* les conseils de quartier, les associations féminines, afin – toujours selon les termes de ce rapport – de *« promouvoir l'intérêt et encourager la masse à exprimer ses opinions en toute liberté. Ces opinions devront être enregistrées sur bande magnétique, et les meilleures, les plus intelligentes, les plus courageuses, les plus claires, devront être utilisées publicitairement : nous ne devons oublier à aucun moment que nous devons faire entendre* la voix du peuple ».

Cette *« pénétration des masses »* devrait se faire par la diffusion de tracts, et même de romans-photos *« grâce auxquels, avec la participation d'artistes distingués du Théâtre national, de la radio, de la chanson, etc., on peut raconter des histoires très populaires possédant un impact dramatique, et contenant le message de notre campagne, ce message s'imprime solidement dans l'esprit des gens des couches sociales les plus basses, socio-culturellement parlant »*.

Derrière les journaux, les magazines féminins, les revues pour jeunes que contrôlait la droite, il y avait désormais des équipes pluridisciplinaires comprenant des psychologues et des sociologues qui orientaient et charpentaient les contenus, auparavant laissés à l'intuition des journalistes du système. Il est d'ailleurs significatif que l'United States Information Agency (USIA) ait abandonné, pendant les trois années du régime populaire (1970-1973), son travail classique de propagande pour répartir ses finances et ses hommes dans les stations de radio, les publications et les chaînes de télévision des forces conservatrices.

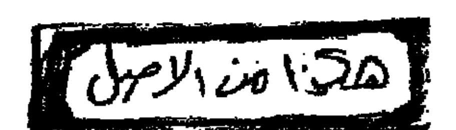
L'offensive idéologique lancée de l'extérieur contre le gouvernement de l'Unité populaire a aussi démontré l'importance stratégique des associations continentales des propriétaires de médias. Les campagnes tendant à créer l'image d'un Chili socialiste, proie du chaos et du désordre furent prises en charge par les membres de ces associations. L'un de ces organismes joua un rôle déterminant dans le façonnement d'une opinion publique internationale défavorable : la Sociedad interamericana de Prensa (SIP), qui avait été conçue en 1950 par le département d'Etat américain pour regrouper les propriétaires de journaux des Etats-Unis et ceux de la presse latino-américaine. Son but avoué : défendre la liberté de presse en Amérique latine et le libre exercice de la profession.

Pendant les trois ans de l'Unité populaire, on lui doit plus de cent protestations, reproduites dans toutes les publications de ses associés contre une prétendue violation de la liberté de presse par le gouvernement de Salvador Allende (1). Pourtant, chacun sait que, pendant ces trois années, l'opposition conserva tous ses moyens d'information et accrut même leur potentiel. Par contre, après le coup d'Etat du général Pinochet, lorsque les moyens de diffusion des partis de gauche furent purement et simplement confisqués et souvent détruits, on n'enregistra aucune protestation de la part de la SIP.

MICHÈLE MATTELART.

(1) Cf. Armand et Michèle Mattelart, *De l'usage des médias en temps de crise,* Alain Moreau éditeur, Paris, 1979, pages 293-327.







QUELLE STRATÉGIE POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ ?

L'évolution conflictuelle des politiques de développement

AU cours de la réunion, le 10 avril dernier, de son comité intérimaire à Washington, le Fonds monétaire international (FMI) a repris les critiques formulées par le secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. James Baker, à l'encontre des banques commerciales. L'année 1986 a en effet confirmé la diminution des prêts qu'elles ont consentis au tiers-monde, dont la dette poursuivait son irréversible ascension. Cette incapacité à mobiliser le secteur privé marque une nouvelle étape dans la longue et chaotique histoire des tentatives occidentales pour imposer au Sud des stratégies de développement.

Par PHILIPPE NOREL *

L'histoire des politiques de développement suivies par les pays du tiers-monde est riche d'enseignements. Elle dévoile des problèmes économiques cruciaux, illustre la succession des couches sociales aux leviers de commande des Etats et révèle les influences et les ingérences des Etats les plus puissants de la planète comme des grandes organisations internationales (FMI, Banque mondiale).

Produire localement des biens précédemment importés, ainsi peut se définir la stratégie dite de substitution d'importations qui a été discutée et mise en œuvre dans les vingt premières années de l'après-guerre. Pilier central de la plupart des régimes d'accumulation latino-américains (1), cette politique a aussi été prônée par plusieurs pays asiatiques (Philippines, Inde) et, avec retard, par une poignée de pays africains nouvellement indépendants. Elle vise à créer un tissu industriel national dense, en accordant la priorité à la production de biens traditionnellement importés qui grèvent la balance des paiements extérieurs.

Portée par des élites nationalistes, voire populistes, la substitution d'importations représentait, pour beaucoup de gouvernants, le moyen de rompre la dépendance extérieure. Mais elle devait éviter plusieurs obstacles :

– étroitesse du marché intérieur, rédhibitoire pour la construction d'unités industrielles rentables ;

– nécessité des importations, biens d'équipements notamment ;

– surévaluation de la monnaie nationale pour protéger le revenu des entrepreneurs locaux ;

– pénétration importante de firmes étrangères produisant localement et alimentant un marché national protégé ;

– absence d'incitation des firmes nationales à se moderniser faute d'une confrontation avec la concurrence.

Conscientes de ces problèmes, les élites au pouvoir ont progressivement relativisé le dogme de l'indépendance économique. Dès les années 50, le débat en Amérique latine s'engage entre les « théoriciens de la dépendance » et les économistes libéraux favorables à une ouverture des frontières. Aux Philippines, sous la présidence de Garcia (1957-1961), sont menées à bien les premières tentatives de libéralisation qui culmineront avec l'élection de M. Marcos en 1965. Au Brésil, en 1964, le renversement par l'armée du populiste Goulart inaugure un retour à la primauté des exportations. En Argentine et au Chili, il faudra attendre le début des années 70 pour voir s'éteindre, dans le sang, une politique qui, sans être toujours efficace, avait su maintenir une indépendance économique relative.

Ces échecs illustrent les limites de cette stratégie de développement. Ils résultent de l'émergence de couches sociales plus libérales, liées au capital étranger et moins sourcilleuses quant à l'indépendance nationale. Mais l'abandon des politiques de substitution d'importations relève aussi des ingérences extérieures. Les Etats-Unis interviennent dans les coups d'Etat brésilien, chilien et argentin. Et surtout, le Fonds monétaire international se transforme, dès les années 50, en apôtre d'une libéralisation généralisée du commerce international. L'exemple philippin est révélateur de ce tournant ; lorsqu'en 1954 le pays connaît un déficit passager de ses paiements, le Fonds se déclare disposé à lui octroyer un prêt de stabilisation à condition que le contrôle des changes soit levé et la monnaie dévaluée. Cette mesure, soufflée au FMI par la Maison Blanche (2), revenait à abandonner la substitution d'importations puisqu'elle permettait l'acquisition de dollars en vue de l'achat à l'étranger des denrées jugées utiles. Elle marquait le retour à une importation massive de produits non essentiels susceptibles de déséquilibrer les paiements extérieurs. Le gouvernement philippin cherche à contourner l'obstacle par des emprunts bancaires, mais ce n'était que partie remise : en 1962 le FMI applaudissait à la levée du contrôle des changes aux Philippines... Un tel héritage handicape lourdement aujourd'hui les chances de la « nouvelle démocratie » en ce pays *(voir pp. 26 à 28)*.

La substitution d'importations recule donc dans plusieurs pays importants du tiers-monde (sauf en Inde) et cède la préséance à une politique de liberté des changes et du commerce extérieur. Confrontées alors à l'invasion de produits étrangers compétitifs, ces économies développent leurs exportations sur un rythme accéléré. Au Brésil entre 1964 et 1980, elles sont multipliées par treize, tandis que la part des produits primaires dans le total des importations chute entre 1960 et 1981 à 38 % (3). En Corée du Sud, la part des exportations dans le PNB passe de 2,2 % en 1960, à 14,9 % en 1970 et à 48,7 % en 1981 (4). Non seulement l'évolution est fulgurante mais elle s'accompagne souvent d'une progression du niveau de vie des classes moyennes.

Mais comment passer du stade où les progrès sont fondés sur le secteur exportateur et une main-d'œuvre à bon marché à celui du « fordisme », dans lequel la capacité interne de consommation s'étend (par conversion des hausses de productivité en améliorations salariales) et permet de centrer le développement sur un marché intérieur dynamique ? Sauf à Taiwan et, semble-t-il, en Corée du Sud, aucun pays n'a pu répondre de manière satisfaisante à cette question. Aux Philippines, la politique d'exportation à tout prix se traduit entre 1972 et 1980 par une baisse de 40 % du pouvoir d'achat populaire. Au Brésil, la concentration des revenus s'accroît très fortement tandis que les revenus des classes moyennes ne résistent pas aux politiques de rigueur des années 80. En Argentine, on sait comment les erreurs des militaires et les malversations liées à la dette ont détruit l'économie pour une génération au moins (5).

S'étant partiellement débarrassées des nationalistes, les élites libérales ont cependant tiré d'importants profits du nouveau cours : alliances dans les *joints ventures* avec le capital étranger, détournements des crédits extérieurs, légitimation de leur pouvoir grâce à une apparence de développement financé par les emprunts à l'étranger. Mais c'est surtout le FMI qui va avaliser cette politique totalement en accord avec ses statuts pris à la lettre (6) et aussi bien avec les thèmes du gouvernement américain. Dans les années 70, le Fonds prête facilement, surtout après 1974, pour faciliter la digestion du premier choc pétrolier : entre 1970 et 1980, 68 % des retraits auprès du Fonds sont assortis d'une faible conditionnalité. Le FMI soutient les politiques d'extraversion en finançant les déficits, de façon à empêcher « *toute politique déflationniste de la demande, toute restriction aux importations et une course générale à la dépréciation du taux de change qui nuiraient à l'activité et au commerce mondiaux* (7) ».

Cette stratégie se modifie après 1980. A partir de cette date, 33 % des retraits seront à faible conditionnalité et le FMI contribuera par sa rigueur à la politique déflationniste qu'il avait précédemment cherché à éviter. Entre-temps, le fardeau de la dette, contrepartie inévitable d'une politique d'exportations exigeant de lourds investissements, aura pris un poids insupportable. Avec la lourdeur des importations induites (énergie, technologie), les déséquilibres extérieurs croissent rapidement et renforcent la nécessité du recours à l'emprunt. Aux Etats-Unis même, le monétarisme l'a provisoirement emporté et a limité drastiquement l'alimentation en dollars de l'économie mondiale. Entre 1979 et 1981, la masse monétaire américaine ne croît que de 8,6 % (contre 10,8 % pour le PNB) (8) et freine brutalement les prêts au tiers-monde. Commence alors la période de l'ajustement, tentative paradoxale entamée par le Fonds pour corriger les déséquilibres engendrés par une extraversion qu'il a pourtant largement favorisée...

A l'origine, la mission attribuée au FMI consistait à stabiliser les paiements extérieurs de pays en déficit. Elle se traduisit par une limitation de la demande intérieure du pays afin d'empêcher des importations massives. D'où les mesures classiques consistant à « geler » les salaires, à diminuer le déficit budgétaire de l'Etat, à supprimer des subventions aux produits de base... Mais pour agir sur les structures économiques, le Fonds a dû progressivement imposer des conditions plus draconiennes inaugurant ainsi une politique dite d'ajustement qui passait par :

– la libération des prix, dans l'espoir qu'ils reflètent les coûts de production ;

– la baisse des salaires, pour ne pas pénaliser les entrepreneurs ;

– la libération des taux d'intérêt (c'est-à-dire leur hausse) pour encourager l'épargne locale et diminuer l'endettement extérieur ;

– la libération des importations pour décourager des entreprises locales peu efficaces ;

– la fin du contrôle des changes afin que la monnaie se dévalue et que les exportateurs payés en devises réalisent des gains en monnaie locale ;

– l'assouplissement des lois restrictives sur les transferts de profit et les investissements étrangers.

Toutes ces mesures d'ajustement visaient à augmenter l'offre interne et à stimuler la croissance économique, tout en équilibrant les paiements extérieurs et en limitant l'endettement futur. Malgré quelques rééquilibrages spectaculaires des déficits commerciaux (le Mexique en 1983-1984, le Brésil en 1983-1985) au prix d'une chute de la croissance et d'un appauvrissement des couches populaires et moyennes, cette démarche a échoué ; elle a été incapable de mettre en place une véritable politique de développement à long terme. La liberté des prix ne permet pas une allocation optimale des ressources en fonction d'une stratégie réfléchie d'industrialisation. La chute des salaires diminue bien l'incitation à importer et réduit le déficit commercial, mais elle entraîne le plus souvent un rétrécissement du marché intérieur. De même, des taux d'intérêt plus élevés sont souvent insuffisants pour encourager l'épargne interne alors qu'ils stérilisent toute velléité d'investissement. Enfin, les pays qui dévaluent et ouvrent leurs frontières ne réussissent pas, d'après une étude du FMI (9), à rééquilibrer leur commerce extérieur. Seuls y parviennent, le plus souvent, les pays qui, tout en dévaluant, continuent à se protéger peu ou prou de la concurrence étrangère.

Dans la mesure où le développement, au sens traditionnel, est bien un effort volontaire pour augmenter la productivité moyenne par une industrialisation soutenue en vue d'atteindre une certaine indépendance économique, la politique d'ajustement n'est pas une politique de développement. Elle ne peut tout au plus qu'aider à restaurer des équilibres comptables et insérer le pays dans une division internationale du travail le plus souvent défavorable. De façon symptomatique, les quelques pays aujourd'hui considérés comme économiquement dynamiques (tels la Corée du Sud et Taiwan) ont adopté des mesures contraires aux consignes du Fonds : prix partiellement encadrés, salaires en hausse programmée, taux d'intérêt différenciés aptes à encourager l'investissement dans les secteurs prioritaires, protectionnisme farouche et contrôle étroit des investissements étrangers... Ils ont inventé un régime d'accumulation articulant substitution d'importations et industrialisation extravertie, développement du marché intérieur et appui sur ce marché pour exporter, le tout grâce à une forte intervention étatique.

La Banque mondiale elle-même a été conduite à nuancer la pertinence des remèdes proposés par le FMI. Elle a ainsi fait émerger en 1950 le concept d'ajustement structurel et collabore étroitement avec le Fonds dans ce sens depuis trois ans. Il est encore trop tôt pour juger d'un processus qui n'a pas vraiment atteint sa maturité mais qui révèle clairement une préoccupation centrale : sortir des limites des programmes classiques d'ajustement. Au-delà, la définition de politiques volontaires et intelligentes de développement reste l'enjeu fondamental pour les gouvernants du tiers-monde.

QUAND LE SECTEUR PRIVÉ SE DÉSENGAGE

Milliards de dollars
1100
1000
900
800
700
600
1980 81 82 83 84 85 86

La dette du tiers-monde s'accroît...

Milliards de dollars
100
80
60
40
20
0
1980 81 82 83 84 85

alors que l'apport des capitaux à long terme, de source privée et publique, aux pays en voie de développement se tarit.

Sources : Rapport sur le développement dans le monde 1986, Banque mondiale ; *Bulletin du FMI, mars 1987.*

* Economiste.

(1) Selon Carlos Ominami – *le Tiers-monde dans la crise*, La Découverte, Paris, 1986, p. 120, – un régime d'accumulation est « *une combinaison de stratégies de développement (substitution d'importations, promotion d'exportations, substitution d'exportations) dont une constitue tout au plus la stratégie dominante* ». On appellera politique de développement la priorité accordée à une de ces stratégies à un moment précis de l'histoire économique du pays.

(2) C. Payer, *The Dept Trap*, Monthly Review Press, New-York, 1974, page 59.

(3) J. Brasseul : « L'internationalisation de l'industrie brésilienne depuis 1964 », *Problèmes d'Amérique latine*, La Documention française, Paris, juillet 1982, pages 86-87.

(4) R. Benabou, « Corée du Sud ou l'industrialisation planifiée », La Documentation française, Paris, 1982, page 20.

(5) M. Ikonicoff : « Comment une économie de production s'est effacée au profit d'un système purement spéculatif », *le Monde diplomatique*, mai 1985.

(6) Statuts qui lui imposent de « *faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et de contribuer, par ce moyen, à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emplois et de revenu* ». Le libéralisme commercial a, on le voit, la priorité sur l'emploi et le revenu...

(7) M.-F. L'Heriteau, *le FMI et les pays du tiers-monde*, PUF, Paris, 1980, pages 189-190.

(8) « Dollar la résistible baisse », *Conjoncture*, bulletin économique mensuel de Paribas, février 1987.

(9) Cité par M.-F. L'Heriteau, *op. cit.*, page 186.

Les fragilités de la jeune démocratie

Une trop longue attente...

En février 1986, Mme Corazon Aquino a été portée à la présidence de la République des Philippines par une vague populaire qui avait mis bas le régime Marcos. Un an plus tard, le 2 février, un référendum constitutionnel, qui avait pris le tour d'un vote de confiance, donnait la caution de la légitimité à sa popularité. Le 11 mai, le cadre institutionnel du pouvoir né de la « révolution » de février doit être complété par l'élection des membres du Sénat et du Congrès. En un peu plus d'un an, Mme Aquino aura donc restauré les libertés et rétabli les institutions démocratiques, dotant notamment le pays d'une Constitution qui rend plus difficiles d'éventuels abus de la loi de la part de l'exécutif, comme ce fut le cas du temps de M. Ferdinand Marcos. Il lui reste aujourd'hui à réaliser ce qu'elle n'a pas réussi à faire jusqu'à présent : user de sa popularité, et désormais de sa légitimité, pour asseoir son autorité et mettre en œuvre des réformes. C'est dans cette capacité de la présidente à imposer sa volonté que réside la plus grande inconnue.

La « révolution » pacifique de Mme Aquino a suscité un intérêt à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis où les médias en ont fait une « success story » à l'américaine et la Maison Blanche un exemple de retour à la démocratie, piloté par Washington. Et sans doute, aujourd'hui encore, les Philippins croient-ils toujours dans les bonnes intentions de leur présidente. Pourtant, au cours de cette première année à la tête du pays, Mme Aquino n'a guère obtenu de résultats concrets.

La période de grâce dont bénéficie tout nouveau pouvoir, *a fortiori* populaire, est maintenant terminée et l'on peut se demander si la présidente réussira à promouvoir les réformes en matière de justice sociale que la population est en droit d'espérer — sept citoyens sur dix vivent en deçà du seuil de la pauvreté (120 dollars par mois), — alors qu'elle ne l'a pas fait lorsqu'elle avait de quasi pleins pouvoirs. Assurément, elle voulait se démarquer des méthodes de gouvernement de M. Marcos, qui agissait par décrets. Il reste qu'elle a peut-être perdu là une occasion. Car, désormais, elle devra composer avec un Congrès dont on peut douter, étant donné le jeu des personnalités et des clientèles inhérent au système électoral philippin, qu'il ne représentera pas d'abord les intérêts des privilégiés, en particulier des grands propriétaires terriens hostiles à la réforme agraire.

Mme Aquino a été portée au pouvoir parce que les espoirs s'étaient cristallisés sur la veuve de Ninoy Aquino, assassiné par les hommes de M. Marcos en 1983, mais aussi parce qu'elle n'était pas une politicienne professionnelle. En un an, elle a perdu cette innocence. Si elle incarne encore l'espoir de la majorité des Philippins, elle a aussi appris l'essentiel du métier politique : l'art du compromis. Si l'on se place sur le plan des promesses et des intentions, on est en droit d'être déçu par les faibles résultats obtenus par Mme Aquino ; si, au contraire, on se veut réaliste, on ne peut qu'applaudir sa réussite à se maintenir au pouvoir.

Mme Aquino n'a dû sa survie politique qu'à son habileté à faire des compromis. Un esprit de conciliation, comme on dit pudiquement dans les bureaux du palais présidentiel, qui a le plus souvent prévalu aux dépens de l'efficacité. Elle a dû d'abord se concilier l'armée, dont elle a fini par suivre les « suggestions » en ce qui concerne la politique à l'égard des communistes. Une attitude qui convient sans doute davantage au Pentagone que ses tentatives de négociations, comme en témoigne l'aide militaire accrue que les Etats-Unis vont fournir au pays. La présidente a dû aussi trouver un compromis avec les grands propriétaires terriens en proposant un projet de réforme agraire qui ne touche que marginalement, et au dernier stade du processus, à leurs terres.

DEUX ASPIRATIONS INCONCILIABLES

Nécessaire continuité, indispensables réformes...

Par FRANÇOIS HOUTARD *

LA nouvelle Constitution, tout en assurant les bases juridiques du libéralisme économique, proclame le droit des pauvres. Elle offre des garanties concernant les droits de l'homme et les libertés classiques *(voir page 27 l'article de Hiroko Yamane)*. Et elle laisse au Congrès le soin des grandes décisions en fonction de ces principes, notamment pour ce qui concerne la réforme agraire et l'avenir des bases américaines. Le Congrès sera lui-même issu d'élections où les partis doivent, pour plusieurs législatures, partager le pouvoir avec les représentants d'organisations professionnelles et populaires, partiellement élus et partiellement désignés par la présidence. Mais déjà les anciens politiciens reconstruisent leurs bases électorales dans les diverses îles, espérant reconquérir un pouvoir qui leur avait été enlevé par la dictature.

Que représente alors ce cadre législatif, que signifie la volonté politique affichée par le gouvernement de Mme Corazon Aquino face aux problèmes-clés de la société philippine ? Question pertinente, alors que les morts s'accumulent, que les assassinats anonymes de dirigeants populaires reprennent, et que les Etats-Unis apportent une aide accrue à la contre-insurrection.

Les Philippines ont connu plusieurs réformes agraires, aucune n'est jamais parvenue à résoudre les problèmes de l'exploitation des paysans, ni à les sortir de leur misère... On comprend alors que les mouvements paysans accueillent avec scepticisme le nouveau projet de réforme prévu par la Constitution, d'autant que l'actuel ministre de l'agriculture est lui-même un grand propriétaire terrien et que la présidente et sa famille possèdent une hacienda de 6 200 hectares.

La réforme agraire du président Marcos devait, en principe, s'appliquer à toutes les terres du pays. Elle fut d'abord limitée aux rizières et aux terres à maïs, réduisant l'objectif de moitié. Lors de la mise en application de la loi, seuls 13,7 % de ces terres furent affectés, la plupart des grandes propriétés restant intactes ; quelque 730 000 hectares devaient être redistribués ; en fait, dix ans après, moins de 2 000 hectares l'avaient été réellement (sur les 12 millions d'hectares de terres agricoles du pays) (1).

Dans l'ensemble, cependant, la concentration des revenus ruraux n'a fait que s'accroître depuis l'indépendance (2). La plupart des propriétaires terriens d'aujourd'hui habitent les villes et font cultiver leurs terres par des métayers ou diriger leurs entreprises par des intermédiaires. La proportion de paysans sans terres a augmenté de 30 % en 1966 à 50 % en 1976.

La *révolution verte*, qui permit un accroissement de la production de riz au prix d'importations massives d'engrais, eut des effets très négatifs sur les structures de la société rurale. *Accompagnées du développement des* cultures d'exportation, elle favorisa l'essor d'une économie capitaliste agraire. Ainsi, l'entreprise américaine Del Monte, produisant surtout des *ananas, décida en 1973 de cesser ses* activités à Hawaï et de les accroître aux Philippines. On en trouve la raison dans les archives du Congrès des Etats-Unis (*U.S. Congressional Record, 9 novembre 1973*) : *« Alors que les ouvriers hawaïens des plantations gagnent 2,64 dollars l'heure, les ouvriers philippins reçoivent 15 cents l'heure. Quant aux ouvriers travaillant les cannes, les salaires sont respectivement de 2,69 dollars l'heure et de 0,20 cent* (3). » Une comparaison établie en 1975 montre que le salaire quotidien des ouvriers agricoles des *bananeraies était* alors au Costa-Rica de 4,57 dollars, tandis que, aux Philippines, il était de 1,20 dollar, charges sociales comprises (4).

Quant aux cultures d'exportation — des fruits au tabac, du bois aux noix de coco, — elles sont, dans leur grande majorité, produites ou commercialisées par des entreprises multinationales, qui profitent d'une exploitation maximale du travail des ouvriers agricoles. Le résultat en est une misère accrue, qui touche 70 % de la population, et un taux élevé de mortalité infantile.

Les déclarations du nouveau gouvernement concernant la redistribution des terres ne se sont pas encore accompagnées de mesures économiques permettant une réforme en profondeur et elles se perdent déjà dans les dédales bureaucratiques. La réforme agraire dans l'île de Negros prévoit que 60 % des terres resteraient aux propriétaires pour la production du sucre, 30 % seraient gérées en commun par les propriétaires et les travailleurs agricoles à des fins de production vivrière et 10 % seraient distribuées aux paysans. Aussi limité qu'il soit, ce projet a été rejeté par 90 % des propriétaires terriens.

L'héritage économique de la dictature

D'UNE façon plus générale, le projet économique du régime Aquino vise à assurer la continuité du système tout en démantelant l'empire de Marcos et de ses associés. La plupart des entreprises d'Etat (cent huit, valant quelque 150 milliards de pesos) sont privatisées ; les termes de la dette (27,9 milliards de dollars en 1986) seront renégociés ; la libéralisation des importations de biens et de capitaux se poursuivra tout en appliquant à la lettre les directives de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Bref, rien de fondamentalement différent par rapport aux choix du président Marcos.

Or les dernières années de la dictature avaient été catastrophiques. L'économie, centrée sur l'exportation de biens de moins en moins rentables, était d'autant plus vulnérable qu'il fallait importer une forte part des biens de consommation et assurer le service d'une dette toujours en augmentation. A cela s'ajoutaient l'évasion des capitaux et la dilapidation des biens publics par le pouvoir politique (la fortune accumulée par le dictateur fut estimée à 10 milliards de dollars). D'une croissance annuelle de 5 % en 1981, l'économie accusa une baisse de 6,8 % en 1984 et de 3,8 % en 1985 (5).

Cela eut pour effet, entre autres, de faire chuter le revenu annuel *per capita* de 800 dollars en 1982 à moins de 600 dollars en 1986. Les classes populaires furent les plus touchées. Le manque de devises paralysa l'activité industrielle, alors que l'inflation s'accroissait. Une sévère politique monétaire essaya de renverser la tendance à partir de 1984 (6), mais le prix à payer devait être le même que partout ailleurs où l'on applique les directives du FMI, de la Banque mondiale et éventuellement, comme dans le cas des Philippines, du gouvernement américain : réduction des revenus des classes populaires, détérioration des services publics, restriction des mesures sociales. A quoi il faut ajouter un renforcement de l'armée et des moyens de répression, face à la guérilla et aux mouvements insurrectionnels dans les régions rurales de la Cordillère dans le Nord (zones tribales) et des Moros dans le Sud (populations musulmanes).



(Alain Pinoges-CIRIC)

L'ARMÉE INSTRUIT LES MILICES DE DÉFENSE TERRITORIALE
Lutter contre l'insurrection avec l'assistance des Etats-Unis

La dette extérieure ne cessa d'augmenter au cours de ces années, passant de 3,8 milliards de dollars en 1975 à 27,9 milliards de dollars en 1986. Pour 1987 (7), on estime que 27,4 % du budget national seront consacrés au service de la dette, absorbant plus que le taux de croissance prévu sur l'année. Le gouvernement de Mme Aquino a donc entrepris d'en renégocier les termes avec les créanciers étrangers, arguant de son désir de relancer l'économie. Le ministre des finances n'hésita pas à menacer le principal créditeur, la banque américaine Citibank, de mettre fin à ses activités dans le pays (8).

Mais c'est la structure même de l'économie qui devrait être remise en question. L'agriculture, représentant 26 % du produit national, ne suffit pas à couvrir les besoins alimentaires. La plus grande partie de sa production est destinée à l'exportation.

Le revenu des paysans sans terre, toujours dépendants des propriétaires, reste très faible, d'autant que leurs méthodes d'agriculture sont rudimentaires. L'industrie, qui compte pour 31 % dans le produit national, dépend fortement de l'importation de biens intermédiaires. Le secteur qui produit pour l'exportation rapporte peu au pays (20 % ou moins de la valeur domestique ajoutée). Les services représentent 40 % du produit national, mais ils se caractérisent par une faible productivité. Quant à la balance des paiements, elle s'est chiffrée par un déficit moyen de 2 milliards de dollars entre 1976 et 1983.

Tandis que le pays s'intégrait davantage dans le système capitaliste mondial, le développement d'une économie de dépendance favorisa la formation d'une classe économiquement dominante qui, aujourd'hui encore, a tout intérêt à ce que le même système soit préservé. La *politique du président* Marcos avait néanmoins fini par entrer en contradiction avec de nombreux intérêts locaux : le dictateur, à la faveur du régime de la loi martiale, était parvenu à contrôler entièrement l'Etat, mais aussi une part importante de l'économie — souvent par le biais d'entreprises d'Etat. L'assassinat de Benigno Aquino en 1983 permit à ces contradictions de se manifester plus clairement.

Dans les villes, les classes moyennes, toujours plus nombreuses, s'étaient laissé gagner par le modèle de consommation à l'américaine. Mais la crise économique les bridait dans leur désir de consommer, tandis que la répression contrariait leurs aspirations à la liberté. Elles aussi réagirent au lendemain de l'assassinat d'Aquino, refusant les manipulations électorales du dictateur. Ce furent elles qui portèrent Mme Aquino au pouvoir, soutenue par l'élan populaire des citadins les plus pauvres, une masse de gens vivant d'expédients et formant un sous-prolétariat inorganisé.

Cette unanimité de la société urbaine en faveur du nouveau régime, du haut en bas de l'échelle, montre que le système économique actuel pourvu de bases matérielles bien établies par la structure même de la production et des échanges, dispose aussi d'une assise politique et sociale qui devrait permettre à la « nouvelle démocratie » de fonctionner. Les Etat-Unis sont prêts à soutenir le nouveau gouvernement, dans la mesure où il assure la continuité du modèle économique et de l'alliance militaire sans porter atteinte aux formes de la démocratie.

La coopération militaire avec les Etats-Unis est régie par le pacte d'assistance militaire de 1947. Depuis lors, le Groupe permanent de consultation (JUSMAG), le système de formation militaire et la coordination des systèmes d'information concernant la sécurité assurent aux Américains un contrôle de l'armée philippine (9). Des conseillers américains accompagnent régulièrement les *unités armées*, des spécialistes venus des Etats-Unis assurent l'entraînement des forces de police, notamment celles qui sont chargées de la contre-insurrection. Quant aux bases militaires du Subic Bay (base navale) et de Clark (base aérienne), l'accord de 1947 prévoyait qu'elles jouissaient de l'extraterritorialité et qu'elles pouvaient être élargies selon les besoins des Etats-Unis. En *1978*, un accord conclu avec le président Marcos, tout en reconnaissant la souveraineté philippine sur le territoire de ces bases, concéda aux forces armées américaines le droit de participer à des opérations de contre-insurrection pour les protéger. Le même accord de 1947 prévoyait aussi que l'armée philippine devait s'approvisionner en armes aux Etats-Unis, tout achat dans un autre pays nécessitant l'accord de Washington.

Destinées à l'origine à la défense commune, les bases sont devenues, selon le général Freddie Poston, ancien commandant de la 13e force aérienne des Etats-Unis, une *« plate-forme destinée à faciliter des interventions en Afrique et au Proche-Orient »*, à *« donner assistance aux pays d'Afrique et du Proche-Orient »* ainsi qu'aux *« nations amies contre leurs insurgés* (10) ». Outre les armes sous-marines atomiques, il semble bien qu'elles abritent d'autres armements nucléaires. Cela suscita les préoccupations des auteurs de la nouvelle Constitution, qui prévoit l'interdiction des armes nucléaires sur le territoire national. Un document dévoilant une conversation téléphonique entre Mme Aquino et M. Jocker Arroyo, secrétaire exécutif de la présidence, en septembre *1985*, témoigne de la crainte de la présidente qu'une telle disposition ne mette en danger l'aide économique des Etats-Unis : c'était en effet un argument constamment utilisé par ces derniers pour obtenir le maintien de leur présence militaire (11). Mme Aquino demandait qu'une telle disposition soit retirée du projet de Constitution, malgré son approbation unanime par la commission préparatoire.

Très révélateur aussi, le mémorandum confidentiel en date du 17 janvier 1987 adressé par le général Fidel V. Ramos, chef de l'armée, à la présidence, à propos de la réunion du Mutual Defence Board (MDB) que lui-même avait coprésidé avec l'amiral Ronald J. Hays, commandant en chef du Pacifique. L'ordre du jour comprenait non seulement la situation régionale dans le Pacifique mais aussi la *« situation de menace intérieure »* aux Philippines. Les conversations de janvier précisèrent les *« initiatives des Etats-Unis pour l'assistance aux forces armées philippines dans leur lutte contre l'insurrection »*. Il fut prévu notamment la *« fourniture* (par l'armée américaine) *de cartes des Philippines à grande échelle »* et la *« possibilité d'un programme de location d'hélicoptères »*. La question de l'interdiction de stockage d'armes atomiques prévue dans le projet de Constitution y fit aussi l'objet de discussions.

La publication de ce document ne pouvait donner une meilleure idée de la signification politique interne des bases américaines. Le général Ramos écrivait en conclusion : *« Je suis persuadé que les Etats-Unis vont accroître leur appui au gouvernement des Philippines. »*

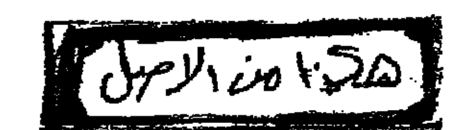
Les revendications du Front démocratique uni (NDF) lors des négociations de décembre 1986 et janvier 1987 portaient principalement sur trois questions fondamentales : réforme agraire, développement industriel centré sur une économie nationale et non-renouvellement du traité sur les bases américaines venant à expiration en 1991. L'échec des pourparlers montre assez clairement l'orientation politique du gouvernement actuel. A l'instar de beaucoup d'autres aujourd'hui dans le tiers-monde, il doit assurer l'instauration d'une nouvelle démocratie sans vraiment remettre en cause les anciens rapports économiques et sociaux.

* Professeur à l'Université catholique de Louvain.

(1) Roumlo A. Sandoval, *Prospects of agrarian reform under the nex order*, National council of churches, Quezon-City. 1986, p. 13.
(2) René O. Ofreno, *Capitalism in Philippine agriculture*, Foundation for nationalist studies, Quezon-City. 1980, p. 50.
(3) *Ibidem*, p. 111.
(4) *Journal of contemporary Asia*, vol. VII, n° 4. 1977, p. 530.
(5) *Asiaweek*, 25 janvier 1987.
(6) Josi B. Fernandez (gouverneur de la Banque centrale), *Impact or Monetary and credit policies on new investments*. « Inquirer », 8 janvier 1987.
(7) Juan V. Sarmiento, « Aquino economic plan, a rehash of Marcos's », *Malaya*, 5 janvier 1987.
(8) *Asiaweek*, 25 janvier 1987.
(9) Roland G. Simbulan, *The bases of our insecurity*, Balay, Manille, 1985, p. 81.
(10) Roland G. Simbulan, *op. cit.*, p. 126.
(11) Roland G. Simbulan, *op. cit.*, p. 202.

L'esprit d…

Par HIROKO YAMANE



démocratie philippine

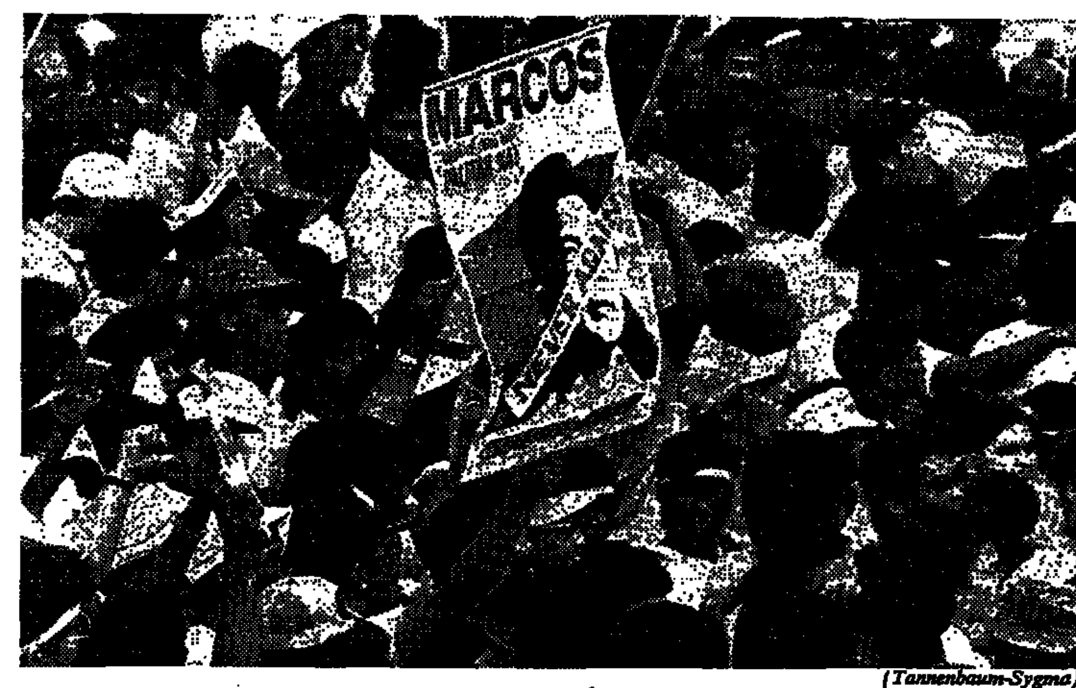
attente...

La consultation du 11 mai a aussi conduit Mme Aquino à se prêter au jeu électoral. Après avoir à maintes reprises dénoncé les manigances auxquelles se livrait l'ancien pouvoir lors des élections, elle doit aujourd'hui, semble-t-il, fermer les yeux sur les « basses besognes » de son frère, M. Peiping Cojuangco, qui travaille pour lui assurer une majorité suffisante au Congrès.

Sur le plan purement politique, Mme Aquino n'a pas réussi à imposer cette « réconciliation nationale » qui fut le leitmotiv de ses premiers mois au pouvoir. Elle l'a tenté avec les communistes, mais avec maladresse et sans préparation suffisante (et sans faire de propositions concrètes). L'entreprise a échoué, et la guérilla a repris. Avec les rebelles musulmans, la trêve semble aussi vaciller. L'une des principales préoccupations de la présidente est actuellement son armée : les putschs successifs, certes ratés, de ces derniers mois sont révélateurs d'un malaise profond.

En dépit de l'immense popularité dont bénéficie Mme Aquino, la solidarité qui existait autour d'elle a disparu. Les « révolutionnaires » d'hier ont été repris par les intérêts de clans, les rivalités personnelles et l'opportunisme à court terme, comme en témoignent les tiraillements de plus en plus évidents au sein même du cabinet. La cohésion fait défaut au gouvernement de Mme Aquino, et celle-ci a de plus en plus de difficultés à « gouverner au centre », comme elle le voudrait. Après avoir tendu la main à la gauche, sans avoir pour autant une politique précise, elle semble aujourd'hui privilégier la droite afin de s'assurer la loyauté de l'armée. En perdant son innocence dans le compromis et le jeu d'équilibre entre les diverses forces politiques, elle a assurément gagné une stature politique. Mais elle sera désormais jugée sur ses actes plus que sur ses bonnes intentions.

PHILIPPE PONS.



(Tannenbaum-Sygma)

PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA PRÉSIDENCE DE CORY AQUINO
Une immense popularité au service d'une politique de compromis

LA NOUVELLE CONSTITUTION

L'esprit des droits de l'homme, sans hardiesse

Par HIROKO YAMANE

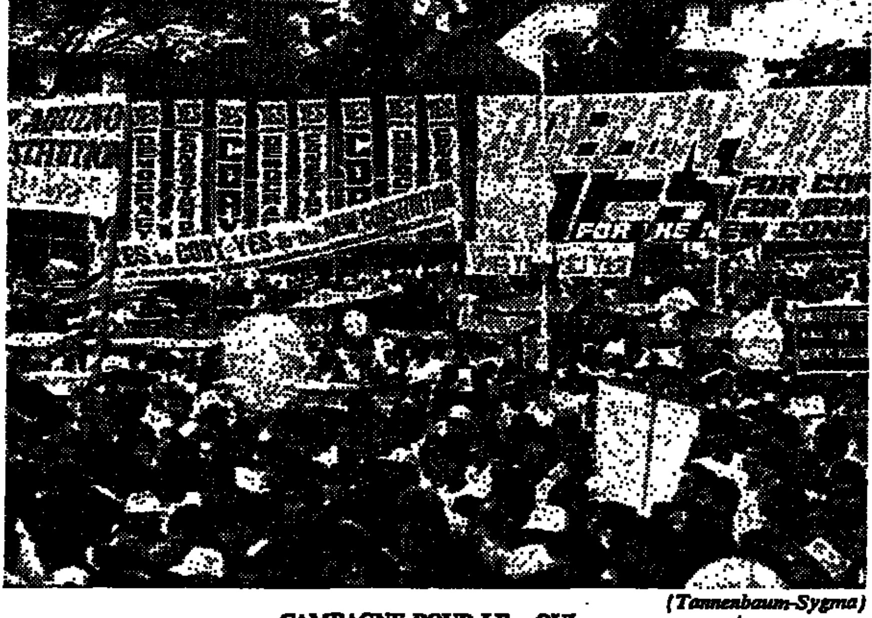
EXPRESSION de l'esprit de la révolution de février 1986 qui a mis fin à la dictature de M. Ferdinand E. Marcos, la Constitution adoptée le 2 février 1987 avec 77 % des suffrages, consacre, dans ses treize articles, le retour à la démocratie. Son préambule en caractérise la philosophie, fort généreuse dans son énoncé :

« Nous, souverain peuple philippin, avec l'aide de Dieu omnipotent, ordonnons et promulgons cette Constitution, afin d'établir un gouvernement qui incorpore nos idéaux et aspirations et pour construire une société juste et humaine qui promeut le bien commun, qui conserve et développe notre patrimoine et qui assure à nous et à notre postérité la joie de l'indépendance et de la démocratie... »

Mais une telle ambition se greffe sur un contexte de crise politique et sociale aggravée, qui est le fruit des vingt dernières années de la dictature Marcos. La question doit alors être posée : la Constitution qui vient d'être soumise à l'approbation des Philippins est-elle à même de leur garantir indépendance et démocratie par la force de la loi, dans un régime *« de vérité, de justice, de liberté, d'amour, d'égalité et de paix »*, comme le proclame le préambule ?

Une commission constitutionnelle fut créée en juin 1986. Pour élaborer le texte, elle comptait quarante-huit membres, dont quarante-quatre nommés par la présidente Aquino. Les critères retenus ? Intégrité, honnêteté, indépendance, nationalisme et patriotisme. La commission « arc-en-ciel », comme disent certains Philippins, embrassait un très large spectre des positions idéologiques représentées dans le pays. On y trouvait même quatre militants du Kilung Babong Lipunan (KBL, New Society Movement), créé par l'ancien dictateur.

Sur ces quarante-huit membres, les universitaires, les ecclésiastiques, les hommes d'affaires et les journalistes, en majorité de formation juridique, constituaient l'ensemble le plus important et le plus cohérent (1). Neuf personnes représentaient les mouvements sociaux ou religieux : on n'y comptait qu'un seul dirigeant d'un mouvement ouvrier et un seul représentant d'un mouvement d'agriculteurs ; y siégeaient aussi deux dirigeants de mouvements musulmans non séparatistes (2), et trois représentants de divers mouvements de catholiques sociaux. La commission comprend six femmes et six anciens membres de la convention constitutionnelle de 1971.


(Tannenbaum-Sygma)

CAMPAGNE POUR LE « OUI »
Indépendance et démocratie « avec l'aide de Dieu omnipotent »

Cette composition suscita d'emblée de vives critiques dues à la très forte représentation du milieu catholique « engagé » s'intéressant aux problèmes sociaux à sa manière (35 % du total) ; mais aussi à la faible représentation ouvrière (l'unique représentant du monde ouvrier dirige la très officielle Union nationale des travailleurs, affiliée au Congrès philippin des syndicats, pro-Marcos (3). Ce qui frappe encore, c'est l'absence de représentants des minorités ethniques des Cordilleras et, enfin, des communistes. Selon ces derniers, la pression américaine aurait à cet égard été déterminante (4). En somme, la commission représentait d'abord ceux qui ont rendu possible le transfert paisible du pouvoir à Mme Aquino.

La nouvelle Constitution est la quatrième que ce pays ait connu. Elle porte la marque des préoccupations immédiates d'un pays à peine sorti de la dictature. En tête de ces soucis : le pouvoir présidentiel (5) sur lequel les deux précédentes étaient beaucoup plus laconiques, ne serait-ce que parce qu'elles étaient muettes sur le nombre des possibles réélections à la présidence de la République.

Non seulement le nouveau texte précise la durée du mandat présidentiel, mais il interdit aussi sa reconduction (art. VII, al. 4). Ce n'est pas un hasard si ce texte prend soin de définir avec clarté le pouvoir présidentiel et de préciser les conditions de son exercice en cas d'état de siège. Le président peut, face à une invasion ou à une rébellion, décréter l'état d'urgence pour soixante jours. Mais le Congrès et la Cour suprême doivent veiller à ce que l'exercice du pouvoir d'urgence soit conforme aux dispositions de la Constitution. De telles restrictions ont évidemment pour but d'empêcher le retour d'une dictature prolongée, risque commun à presque tous les pays du tiers-monde.

Autre expression de la volonté de ne plus revivre l'amère expérience de la dictature Marcos, la Constitution prévoit l'institution d'un Conseil monétaire pour surveiller l'évolution des dettes extérieures contractées par le président (art. VII, al. 20). Ce Conseil soumet régulièrement un rapport au Congrès sur la gestion financière du gouvernement ou sur celle des sociétés qu'il contrôle. L'opinion publique a le droit d'en connaître le contenu.

Si la commission constitutionnelle de 1986 a été unanime pour limiter ainsi le pouvoir présidentiel, le texte qu'elle a rédigé est en revanche bien plus prudent dans le domaine économique et social. Certes, il accorde une indéniable attention aux paysans et pêcheurs pauvres, par exemple (art. XII, al. 2) : pour remédier à leur manque de capitaux, elle stipule que l'Etat doit désormais encourager la création des coopératives de production et d'organisations « du peuple » (notion vague, désignant probablement les dépossédés) qui chercheront à protéger leurs intérêts légitimes (art. XII, al. 15).

Mais, d'une façon générale, les dispositions constitutionnelles ignorent les revendications exprimées par certaines organisations ouvrières et paysannes, quant à la redistribution des terres et à la nationalisation des moyens de production dans certaines industries. La nouvelle Constitution est, il est vrai, ouverte à la réforme agraire et elle confie à l'Etat la tâche de la promouvoir (art. XIII, al. 4). Mais, en même temps, elle établit que toute redistribution de la terre est subordonnée au principe de la « juste indemnité ». Or, ce principe rend quasiment impossible la réalisation d'une réforme agraire digne de ce nom.

Dans le passé, déjà, les codes de la réforme agraire demeuraient lettre morte en raison de ce principe : celui de 1963 aurait théoriquement permis l'expropriation des terres abandonnées parce qu'incultes, ainsi que les grosses exploitations (dépassant 1 024 hectares). Mais ce principe d'indemnisation a empêché les paysans sans terre de recouvrer le moindre arpent. Son maintien, aujourd'hui, entérine donc, s'il ne consolide pas, un néfaste *statu quo*. Ces limites sont accrues par un accord tacite qu'aucune mesure ne toucherait les « haciendas » du coco et du sucre et qu'on se limiterait aux petites exploitations du maïs et du riz.

« Un ton généreux mais ambigu »

LE chapitre de la nouvelle Constitution consacré « à l'économie et au patrimoine nationaux » se révèle tout aussi conservateur. Les entreprises privées, y compris les coopératives, sont simplement « encouragées » à élargir leurs moyens de production (6). A cet effet, le Congrès créera une agence pour promouvoir les coopératives privées, instruments de la justice sociale et du progrès économique. Le texte précise cependant que la propriété privée entraîne des responsabilités sociales ; en tant qu'agent économique, elle doit contribuer au « bien commun » (7). La doctrine sociale de l'Eglise marque le texte de son incontestable empreinte. Mais cette orientation aboutit à atténuer les rigueurs du capitalisme plutôt qu'à le combattre réellement. D'ailleurs, les capitalistes eux-mêmes, nullement limités dans leurs prérogatives (les engagements constitutionnels ne sont assortis d'aucune contrainte juridique), ne peuvent que se féliciter d'une « révolution » constitutionnelle si peu contraignante !

Le ton généreux mais ambigu de la nouvelle charte se vérifie aussi dans l'approche des problèmes politiques. Elle prévoit la création d'une commission des droits de l'homme dont la mission est d'apporter une assistance juridique aux éventuelles victimes. Nul doute qu'elle sera mise à contribution dans les conflits concernant les terres.

Elle accorde une autonomie partielle à Mindanano et aux Cordelliras, mais ne leur reconnaît aucune autonomie politique dans un cadre fédéral. Le gouvernement central délègue aux polices régionales ainsi qu'aux commissions consultatives régionales un certain pouvoir, mais leur marge de manœuvre est très limitée : les membres de ces commissions sont nommés par le président et la défense de la région relève de la responsabilité de l'armée nationale qui peut intervenir contre les séparatistes « menaçant » la sécurité.

En politique étrangère, la Constitution se prononce clairement en faveur d'une politique de non-alignement. Dans la déclaration des principes, elle va jusqu'à proclamer que les Philippines refuseront la présence d'armes nucléaires sur leur territoire, disposition, qui concerne les porte-avions, les sous-marins nucléaires et les bateaux de guerre américains qui mouillent dans les ports philippins. Il est prévu en outre que, après l'expiration en 1991 du traité de 1946 sur les bases militaires américaines, ni troupes, ni établissements militaires étrangers ne pourront plus être présents sur le territoire philippin. Mais une clause « de sauvegarde » a été inscrite : le Sénat ou un référendum décidé par le Congrès peuvent proroger le traité.

Ainsi la nouvelle Constitution touche à tous les problèmes que connaît le pays, sans pourtant donner aux futurs gouvernements les moyens de leur trouver une solution durable. Son caractère conjoncturel est manifeste. Face aux questions les plus graves (le problème de la terre, la redistribution des richesses, les minorités ethniques, les communistes, la tutelle américaine...), elle affirme des intentions généreuses, voire des idées radicales. Et pourtant, des principes comme celui de la « juste indemnité », à propos de la réforme agraire, les réduisent à néant.

La fusillade du 22 janvier dernier a attiré l'attention sur la faiblesse d'une Constitution qui prévoit une réforme agraire mais qui en même temps énonce des règles qui l'interdisent. Les paysans qui la réclamaient ont découvert que la promotion du « bien commun », si largement invoqué, n'étaient qu'un leurre, généreux certes, mais qui pouvait devenir sanglant (8). Avant même d'être adopté, le nouvel ordre constitutionnel avait suscité une nouvelle résistance qui connut ses premiers martyrs.

(1) Les quarante-huit membres appartiennent aux milieux professionnels suivants : huit professeurs universitaires, sept hommes d'affaires, neuf ecclésiastiques, dix magistrats ou avocats, journalistes ou écrivains, un militaire, travailleur social, deux dirigeants musulmans, un ancien diplomate, trois dirigeants de mouvements syndicaux (agriculteur, ouvrier, étudiant).

(2) Un dirigeant de l'Association musulmane des Philippines, un dirigeant de Jamatual Phil Al et de l'Islamia Ansar El Islam. Le troisième membre musulman de la commission est un ancien diplomate qui ne représente pas des intérêts religieux.

(3) L'un des mouvements ouvriers de gauche (May First Movement) s'est prononcé contre la Constitution le 21 décembre 1986.

(4) *Washington Post*, 24 mai 1986.

(5) L'art. VII, consacré au pouvoir exécutif, comprend à lui seul 23 alinéas.

(6) Le seuil limite pour les capitaux étrangers dans l'exploitation agricole, minière et dans les entreprises publiques, est, comme dans les deux premières Constitutions précédentes, de 40 %.

(7) L'art. XII, alinéa 6 prévoit : *« L'usage de la propriété entraîne des obligations sociales, et tous les agents économiques contribueront au bien commun. Les individus ainsi que les groupes privés, y compris les sociétés, les coopératives et d'autres organisations collectives similaires, auront le droit de posséder, de créer des entreprises économiques, pourvu qu'ils soient soumis au devoir de l'Etat de promouvoir la justice distributive et d'intervenir lorsque le bien commun le requiert. »*

(8) Manifestation du Kilusang Magbubakid ng Philippines (Association des agriculteurs philippins) qui protestait contre les dispositions dans la Constitution concernant la réforme agraire et contre la politique de Mme Aquino en cette matière.

ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS, RETOUR A LA GUÉRILLA

L'opposition communiste réorganise sa stratégie de lutte

Par PHILIPPE PONS

IL y a un an, le Parti communiste philippin (PCP) apparaissait comme le parent pauvre du mouvement populaire qui avait porté Mme Corazon Aquino au pouvoir et mis à bas le régime Marcos. Non seulement, ayant choisi comme tactique de boycotter les élections présidentielles du 7 février 1986, il ne pouvait revendiquer une participation directe à la chute du dictateur, mais encore il était désormais confronté à un pouvoir dont la popularité était incontestable et qui faisait des réformes son cheval de bataille.

Quatorze mois après l'installation de Mme Aquino aux affaires, les communistes ont repris les armes et ils ont trouvé dans les lenteurs du gouvernement à entreprendre des réformes – en particulier en matière agraire – et dans l'abdication du pouvoir civil devant les pressions de l'armée une nouvelle « légitimité » à leur lutte.

Mais le PCP n'en est pas moins en difficulté, et il est contraint de modifier sa stratégie s'il veut éviter de s'enliser dans un conflit à l'issue incertaine. En effet, le gouvernement est toujours populaire, comme en témoignent les résultats du référendum constitutionnel du 2 février dernier, et il serait difficile de le qualifier de « dictature » malgré l'influence exercée sur lui par les militaires : il organise des élections, la presse est libre et la plupart des prisonniers politiques sont sortis de prison. En même temps, il bénéficie d'un soutien accru de la part des Etats-Unis en matière de lutte anti-insurrectionnelle.

Depuis la rupture de l'accord de cessez-le-feu de soixante jours intervenu le 27 novembre 1986, et qui a pris fin le 8 février, les chances d'une reprise des négociations entre les autorités gouvernementales et le Front démocratique national (NDF) – organisation qui regroupe le PC et son bras armé, la Nouvelle armée du peuple (NPA), ainsi que dix autres groupements d'extrême gauche – semblent minces.

A la suite de l'attentat à la bombe survenu à l'Académie militaire de Baguio le 18 mars, quelques jours avant la visite de Mme Aquino – quatre officiers tués et une quarantaine de civils blessés, – la présidente a ordonné à l'armée de lancer une opération de grande envergure contre la rébellion. Cette décision avait été précédée, au demeurant, par la reprise de l'offensive communiste sur plusieurs fronts.



(Tom Haley-Sipa Press)

MANIFESTATION DU 22 JANVIER 1987
Un tournant dans les pourparlers entre l'extrême gauche et le gouvernement

La veille de l'attentat à l'Académie militaire, dix-neuf soldats avaient été tués dans une embuscade dans la province de Quezon. Une semaine plus tard, la NPA lançait des opérations de guérilla dans Manille : selon les autorités, des commandos communistes seraient responsables de quinze morts parmi les policiers et les militaires. Il y aurait, selon les mêmes sources, sept cent cinquante membres de commandos spécialement entraînés à la guérilla urbaine opérant à Manille. Si de telles informations étaient confirmées, elles témoigneraient d'une escalade dans la tactique des communistes, jusqu'alors peu actifs en ville. Selon l'armée, plus de quatre cents personnes ont été tuées dans les deux camps depuis la rupture du cessez-le-feu.

La reprise des combats pose aux dirigeants communistes des problèmes d'ordre tactique et stratégique. L'arrivée au pouvoir de Mme Aquino avait mis l'aile dure du PCP en position délicate, comme l'a montré la publication en mai de l'année dernière dans l'organe du PC, *Ang Bayan*, d'un texte émanant du bureau politique qualifiant d'« *erreur tactique* » la décision de boycotter les élections de février 1986. Une telle position, précisait le document, était le résultat d'une « *sous-estimation des capacités et de la détermination des réformistes bourgeois* », et conduisait « *à aller à l'encontre de la volonté populaire* ». La réorientation politique à laquelle procéda alors le PCP se serait traduite par une réorganisation de l'équipe dirigeante, et notamment la mise sur la touche de M. Rudolfo Salas, qui assumait les fonctions de président du comité central depuis l'arrestation en 1977 de M. José Maria Sison (fondateur du nouveau PC d'orientation maoïste à la fin des années 1960). Il aurait été remplacé par M. Benito Tjamzon, ex-secrétaire régional pour les Visayas, tandis que M. Satur Ocampo ainsi que M. Antonio Zumel, leader du NDF, tous deux opposés au boycottage, auraient vu leur position renforcée. Ce sont d'ailleurs eux qui, avec Mme Carolina Malay, ont mené les négociations avec le gouvernement au nom du NDF.

Entre mai et la fin de l'année 1986, la stratégie communiste se déploya sur trois fronts. Tout en conservant son bras armé, la NPA, et ayant sans doute profité du cessez-le-feu pour renforcer ses positions, le PCP a cherché à apparaître comme une force politique crédible. Le cessez-le-feu fut aussi pour ses dirigeants l'occasion de lancer une vaste opération de relations publiques dans les médias, notamment à la télévision. En même temps, le parti profitait de la trêve pour étendre son influence dans certaines organisations de masse, en particulier au sein des syndicats.

Présents sur le front de la guérilla (le « *parlement des collines* »), les communistes entendaient compléter leur stratégie au niveau du « *parlement de la rue* ». Le PCP tendait en outre à se manifester indirectement sur un troisième front : celui de la vie politique et parlementaire. M. José Maria Sison, libéré de prison en mars 1986, fut particulièrement actif dans la création du Partido ng Bayan (Parti du peuple), dont le congrès a eu lieu en août. Extérieur au mouvement communiste mais non opposé à lui, le Partido ng Bayan partage en fait la plupart des objectifs du NDF. Pour les élections du 11 mai, il fait cause commune avec l'Alliance pour une nouvelle politique et représente la gauche radicale.

La fin de la trêve

SI, pendant quelques mois, la faction modérée a tendu à prédominer au sein de la direction du PCP, les jeunes idéologues de l'aile dure n'en attendaient pas moins le moment opportun pour reprendre l'initiative. L'incident du pont Mendiola, le 22 janvier, au cours duquel les « marines » gardant le palais présidentiel ouvrirent le feu sur des manifestants paysans, causant la mort de seize d'entre eux, marqua un tournant dans les pourparlers entre les communistes et le gouvernement.

Le soir même, le cessez-le-feu était *de facto* suspendu : les trois négociateurs du NDF rentrèrent dans la clandestinité, les autorités admettant d'ailleurs qu'elles n'étaient plus en mesure d'assurer leur sécurité. L'affaire de Mendiola était, certes, un incident grave démontrant, entre autres, la faiblesse du contrôle exercé par le pouvoir civil sur certains éléments de l'armée ; mais il n'en tombait pas moins à point nommé pour ceux qui, parmi les communistes, cherchaient à justifier un retrait des pourparlers. En décembre, les négociateurs du NDF envisageaient encore de prolonger la trêve au-delà de soixante jours, mais ils étaient de plus en plus conscients de l'enlisement des négociations. L'impasse avait, d'autre part, contribué à raviver le débat au sein de la direction du PC sur l'attitude à adopter à l'égard du gouvernement et à donner plus de poids à ceux qui prônaient une reprise des combats. Ceux-ci faisaient notamment valoir que la politique de « réhabilitation » des rebelles que lançait le gouvernement, dans la ligne suivie par le président Magsaysay au début des années 50 à l'égard des Huks (mouvement paysan procommuniste), conjuguée à l'annonce de la poursuite des négociations au niveau local, si les pourparlers à l'échelon national échouaient, pouvait affaiblir la guérilla.

La poursuite des négociations plaçait en outre les trois négociateurs dans une position de plus en plus inconfortable : d'une part, ils étaient accablés de questions embarrassantes sur les pratiques de « justice révolutionnaire » auxquelles la NPA était censée se livrer sans grand discernement ; d'autre part, ils étaient soumis à une pression de plus en plus forte de la base militante radicale des syndicats KMU (ouvrier) et surtout KMP (paysan). Les résultats du référendum du 2 février dernier semblaient en outre confirmer les appréhensions de la faction dure : le PCP avait demandé de voter « non » à la nouvelle Constitution, mais même dans les régions où il était bien implanté les « oui » avaient prévalu. Même les modérés commençaient enfin à s'interroger sur les intentions réelles d'un gouvernement soumis de plus en plus clairement aux pressions des militaires.

Avant même l'incident de Mendiola, le PCP semblait avoir décidé de se retirer des pourparlers avec le gouvernement. Annonçant officiellement la rupture des négociations, le dimanche 9 février, le NDF mit comme condition à la reprise du dialogue avec le gouvernement que celui-ci reconnaisse le Front comme une entité politique légitime, présente un programme de réformes cohérent et fasse la preuve de la suprématie du pouvoir civil sur l'armée. Demandes qualifiées d'« *injustifiées* » et de « *présomptueuses* » par le gouvernement.

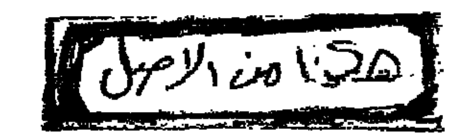
La reprise des combats pose de sérieux problèmes aux communistes. Certes, le soutien apporté par le gouvernement Aquino à l'action de groupes anticommunistes connus sous le nom générique de « *vigilantes* », comme les Nakasaka ou les Alta Masa de la région de Davao, dont l'attachement aux principes démocratiques est pour le moins suspect, ne peut que servir les communistes auprès des paysans, victimes du temps de M. Marcos des milices et des armées privées. Si les communistes sont loin d'avoir les mains nettes en matière d'exactions et d'abus dans les campagnes, le gouvernement Aquino, en donnant à ces groupes composés d'extrémistes de droite et de gangsters la caution du « *people's power* », ne peut, à terme, que se discréditer. Les lenteurs et les ambiguïtés de sa politique de réforme agraire et les déceptions engendrées par une politique de justice sociale hésitante sont en outre des facteurs de mécontentement que peuvent exploiter les communistes.

Ceux-ci n'en sont pas moins conscients des limites de leurs capacités en matière de guérilla. Militairement, la NPA a atteint un seuil qu'elle peut difficilement franchir. Elle est forte de vingt-cinq mille hommes, dont seize mille en armes, et elle a réussi à s'implanter dans quarante-quatre des soixante-treize provinces de l'archipel. Mais elle n'a pas suffisamment de matériel et d'armement pour donner plus d'ampleur à l'insurrection. Le seuil qu'elle a atteint en matière militaire pose aux dirigeants communistes une question de fond qui a des implications évidentes sur la « politique étrangère » du PCP.

Les communistes philippins ont pendant dix-huit ans fondé leur guérilla sur la conviction que seule la lutte armée pouvait apporter une solution aux problèmes de la société philippine, reproduisant plus ou moins exactement le schéma maoïste. Entre 1969 et le début des années 1980, ils ont démontré, par l'extension de l'insurrection à la plupart des provinces de l'archipel, que cette tactique était payante et que la lutte armée trouvait dans les campagnes l'humus dont elle avait besoin pour se développer.

Si la NPA fut à l'origine aidée par les Chinois, depuis le milieu des années 1970 elle n'a plus bénéficié de concours extérieurs (notamment d'approvisionnement en armes) et elle s'est développée sur le pays. La direction du PCP ne semble pas, pour l'instant, souhaiter revenir sur sa ligne indépendante. Il reste qu'elle est placée devant un dilemme : choisir la lutte armée en rejetant toute politique de compromis avec le gouvernement Aquino implique soit de prendre le risque d'un enlisement dans une guérilla qui durera des années, soit de donner au conflit plus d'ampleur en obtenant une aide étrangère et des armes plus efficaces que les M-16 et les AK-47 dont sont équipés actuellement les guérilleros.

Au cours de l'année 1986, le NDF a cherché activement à renforcer sa position sur le plan international. En août, son représentant en Europe s'est rendu à la conférence des non-alignés à Harare et cinq de ses membres ont fait un séjour à Cuba. L'ambassade soviétique à Manille semble fort intéressée par l'évolution du PCP. Les communistes philippins cherchent à obtenir une légitimation de leur lutte sur le plan international comme le firent en 1976 les rebelles musulmans de Mindanao, avec l'accord de Tripoli. Le gouvernement Aquino a cependant veillé, en signant l'accord de cessez-le-feu du 27 novembre, à spécifier que le NDF n'avait pas le statut de belligérant conformément aux lois de la guerre.



PRAGMATISME ET VOLONTÉ D'INDÉPENDANCE

Le singulier cheminement du Cap-Vert

ARCHIPEL perdu en plein Atlantique à 400 kilomètres à l'ouest de Dakar, et ancienne colonie portugaise devenue indépendante en 1975, le Cap-Vert est un Etat singulier en Afrique. Extrêmement pauvre, le pays a néanmoins réussi à sortir du stade de la survie; il fait actuellement figure de laboratoire du développement. Dépendant à 90 % de l'aide extérieure, il est cependant parvenu à renforcer son indépendance.

Sous la direction d'un parti unique à la gestion prudente et qui a laissé se développer une certaine vie démocratique, le Cap-Vert reste un cas atypique. Trop sans doute pour avoir valeur d'exemple.

Par SOPHIE BESSIS

Ils ne sont pas très grands mais enfin, ils ont poussé, interrompant de leurs taches vertes l'étendue noire de la pierraille. Chaque acacia vivant est une victoire, et on le soigne ici comme on le ferait d'un enfant. Il a plu, il est vrai, à la saison dernière, et le Cap-Vert commence, en partie du moins, à mériter son nom. Mais, si l'on n'avait pas planté avec acharnement, l'eau si longtemps attendue n'aurait arrosé que la roche. Tandis que la désertification avance à grands pas sur le continent voisin, elle recule dans cet archipel perdu en plein Atlantique. Cette timide transformation du paysage donne la mesure du travail accompli en dix ans : pour la première fois depuis l'indépendance, les dirigeants de cet Etat lilliputien estiment que leur pays est sur la voie du développement, et ce jugement prend tout son sens lorsqu'on sait combien ils se gardent de céder à l'autosatisfaction.

Pourtant, rien ne laissait prévoir, le 5 juillet 1975, quand le drapeau portugais fut définitivement amené après cinq siècles de présence, que cette poussière d'îles au large du Sénégal, dont neuf sont habitées, serait considérée, onze ans plus tard, comme une des rares expériences africaines de développement en voie de réussite. Quittant les maquis de Guinée-Bissau et les capitales qui les avaient accueillis, les dirigeants du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), orphelins depuis deux ans d'Amilcar Cabral, viennent prendre possession d'un archipel dont ils sont presque tous originaires et dont ils connaissent l'insondable pauvreté : un peu d'agriculture à Santiago, l'île la plus vaste et la plus proche de la côte africaine, à Fogo sur les pentes du volcan, à Sao-Antao dans les étroites vallées qui entaillent les montagnes, à Sao-Nicolau ; ailleurs, un peu de pêche et d'exploitation du sel ; aucune ressource qui permette un décollage. Les quelque trois cent mille Capverdiens qui viennent d'accéder au rang de nation vivent des mandats que leur envoient les émigrés disséminés aux quatre coins du monde, aussi nombreux à l'étranger que les citoyens demeurés au pays.

Point de richesses, tout au plus peut-on parler de quelques atouts : un niveau d'éducation nettement supérieur à la moyenne africaine dans cette population largement métissée dont les Portugais ont fait un vivier d'employés et de petits cadres pour assurer l'administration de leur empire africain ; une homogénéité culturelle et sociale qui évite au pouvoir d'avoir à arbitrer des conflits d'intérêts au lendemain de l'indépendance.

Le Cap-Vert, d'ailleurs, n'a pas vocation à l'isolement : des liens organiques l'unissent à la Guinée-Bissau voisine gouvernée par le même parti, et l'on envisage de réaliser par étapes l'unité entre les deux pays. Mais cet espoir est vite balayé : en novembre 1981, un coup d'Etat chasse Luiz Cabral du pouvoir à Bissau et renvoie dans leur archipel d'origine les nombreux cadres capverdiens qui peuplent les instances dirigeantes guinéennes. Le coup est rude pour des dirigeants nourris par la mystique de l'unité forgée dans la lutte. Ils s'y résignent et tentent d'expliquer à leur peuple qu'il lui faut désormais cheminer seul.

Le pays s'est déjà mis au travail : de 1976 à 1980, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté en termes réels de 11 % par an et l'investissement annuel a été multiplié par 3,5, tandis que la consommation s'est accrue de 40 %. Les conditions de vie se sont améliorées partout. Sont-ce les lourdes et austères maisons construites de blocs de pierre volcanique, la propreté méticuleuse des rues et des abords des demeures, l'absence d'enfants au ventre ballonné qui font la différence ? On a déjà l'impression, au début des années 80, d'observer une société qui n'en est plus au stade de la survie et qui manifeste d'autres besoins que ceux de la simple subsistance.

Mais l'émigration, toujours aussi forte, ne parvient pas à réduire un chômage qui frappe près du tiers de la population active, la production agricole locale satisfait à peine 10 % des besoins nationaux, les exportations ne couvrent que 11 % des importations : les chiffres sont là pour rappeler que le Cap-Vert présente tous les caractères d'un pays sous-développé.

Avant de se lancer dans une politique de planification à long terme, l'équipe dirigeante, nourrie de culture marxiste, s'attache toutefois à organiser l'Etat avec prudence et réalisme. Ce pragmatisme régulièrement réaffirmé, cette dialectique constante entre le possible et le souhaitable, sont des caractéristiques majeures de l'élite politique capverdienne où se côtoient les vétérans de la lutte de libération et les jeunes cadres ayant plus tardivement rejoint ses rangs, les anciens employés de l'administration portugaise qui ont lu Lénine et Cabral dans les maquis et les diplômés des grandes écoles occidentales. Même en politique étrangère, les affinités idéologiques sont difficiles à discerner, et si les énormes ambassades d'Union soviétique et de Chine contrastent avec la relative modestie de celles des Etats-Unis ou du Portugal, les relations avec Washington sont au beau fixe. Praia a trop besoin de l'Occident pour se risquer à l'indisposer par un alignement trop tranché.

Quand le parti unique encourage la vie démocratique

SUR le plan intérieur, l'organisation des pouvoirs est un savant dosage entre des exigences contraires : le régime de parti unique auquel tenait l'équipe dirigeante a été instauré, et le PAIGC, devenu Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV) après la rupture avec la Guinée, est officiellement chargé de conduire le peuple vers des lendemains meilleurs. Mais si l'on trouve ses cellules dans la plus modeste des localités, si tout personnage de quelque importance en est membre, il ne s'est pas efforcé de régenter autoritairement la société, et ses « organisations de masse » n'enrôlent pas dans leurs rangs la totalité d'une jeunesse qui juge avec une étonnante liberté l'action du régime.

La Constitution promulguée en 1979 donne au PAICV le privilège de choisir les candidats à la députation, qui n'en sont d'ailleurs pas forcément membres. Mais, au cours de véritables « primaires » qui se déroulent dans tout le pays, la population participe largement au choix de ses représentants. Fait unique sous ces latitudes, le monopartisme n'a pas tué toute vie démocratique. Si les dirigeants sont entourés d'un réel respect, on chercherait en vain les traces d'un quelconque culte de la personnalité du président ou du premier ministre. Il est vrai que l'hommage constant à la mémoire d'Amilcar Cabral joue comme un garde-fou : le seul culte licite est celui officiellement voué au « fondateur de la nationalité », comme on appelle le dirigeant défunt.

Mais la permanence d'un régime de parti unique ne risque-t-elle pas de scléroser une société qui a fait preuve jusqu'ici d'une étonnante créativité ? Cette question fait elle-même partie du débat politique, et, si l'appareil du parti n'apparaît pas pressé d'abandonner sa prééminence, les plus hauts responsables de l'Etat affirment volontiers que le monopartisme correspond à la providentielle homogénéité ethnique, culturelle et sociale du pays, mais que si le développement des contradictions internes le rend un jour caduc, le pluripartisme s'imposera de lui-même.

« Le parti unique nous fait gagner du temps, mais l'essentiel est de doter l'Etat d'une légitimité », soulignent-ils. L'évolution constatée depuis l'indépendance semble d'ailleurs consolider la prépondérance de ce dernier sur le parti, et l'Etat se sent désormais suffisamment solide pour commencer d'accorder une réelle autonomie de gestion aux différentes îles, sans craindre que cette évolution ne favorise l'émergence de contre-pouvoirs. Ceux-ci, au demeurant, existent déjà : dans ce pays profondément catholique, la puissante hiérarchie ecclésiastique dispose d'une presse qui ne fait guère preuve de tendresse envers le régime. La récente polémique autour de la loi dépénalisant l'avortement a montré qu'elle n'hésitait pas à « monter au créneau ». Débats salutaires qui obligent souvent le gouvernement à s'expliquer sur le sens de ses initiatives.

Ayant habilement su jusqu'ici composer avec le réel, le pouvoir capverdien est également parvenu à ne pas tirer sa légitimité de la seule lutte de libération, mais à l'« actualiser » sans cesse en s'efforçant de répondre aux nouvelles aspirations engendrées par onze ans d'indépendance... et en tenant la gageure de demeurer « propre » : malgré la faiblesse des rémunérations dans la haute fonction publique, la corruption est ici un phénomène à peu près inconnu. Cette honnêteté peu commune a non seulement permis aux dirigeants d'être acceptés par leur peuple, mais a séduit les donateurs.

En 1982, en effet, est lancé le premier plan de développement dont le succès dépend à 90 % du financement extérieur. Il ne se réduit pourtant pas à un catalogue de projets soumis au bon vouloir des bailleurs de fonds, mais s'efforce de jeter les bases d'une politique économique destinée avant tout à réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Trois secteurs doivent, selon les planificateurs, absorber les deux tiers de la formation de capital fixe prévue pour la période 1982-1986 : le développement rural, l'industrie et les transports et communications.

Dans le domaine agricole, la persistance de la sécheresse n'a guère permis d'obtenir des succès spectaculaires, et le déficit céréalier est une donnée structurelle de l'économie capverdienne : la production de riz et de blé est nulle, celle de maïs est dérisoire par rapport aux besoins ; dans les meilleures conditions possibles, le pays pourrait produire 15 500 tonnes de céréales pour une consommation estimée à près de 71 000 tonnes en 1986.

En couvrant 70 % des besoins d'importations, l'aide alimentaire a joué un rôle majeur, permettant de substantielles économies en devises et fournissant de la nourriture en quantité suffisante à l'ensemble de la population. Mais, mis à part quelques cas exceptionnels, elle n'est pas octroyée gratuitement. Le gouvernement a perfectionné comme nulle part ailleurs le système « vivres contre travail », son objectif étant de réduire par ce biais le chômage rural et de freiner l'exode vers les villes. L'aide a permis d'employer des dizaines de milliers de ruraux désœuvrés à la protection du fragile écosystème montagneux : partout terrasses et diguettes ont été édifiées pour empêcher l'érosion.

Le réseau routier existant a également été rénové, tandis que de nouvelles routes étaient ouvertes dans les îles les plus cloisonnées. Pendant la morte saison agricole, on peut ainsi voir des théories d'hommes et de femmes transportant des pavés pour en revêtir les chaussées. Car, puisque seule la pierre existe en abondance, c'est en pierre que toutes les routes sont construites. Dans le domaine industriel, les résultats sont plus mitigés : tentant de valoriser l'exceptionnelle situation géographique du pays, le gouvernement s'est lancé dans la construction de chantiers de réparation navale à Mindelo, la seconde ville du pays, mais la crise de la navigation internationale n'a pas permis de rentabiliser le plus gros projet industriel réalisé au cours du Ier plan.



(Frédéric Pitchal-CIRIC)

LE TRANSPORT DU BOIS DE CHAUFFE
Persistance de la sécheresse mais recul de la désertification

Points de repère

POPULATION : 327 000 habitants (tous les chiffres, sauf mention contraire, sont de 1985).
PNB/HAB. : 430 dollars.
AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT/HAB. : 194 dollars (1984). Origine de l'aide, y compris l'assistance alimentaire (entre 1975 et 1984) : Etats-Unis, OPEP, Suède, Pays-Bas, RFA, PNUD, France.
ESPÉRANCE DE VIE : soixante-quatre ans (1984).
TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE : 76 ‰ (1983).

Croissance trop rapide de la population

EN termes financiers, celui-ci a *été* réalisé à 67 %, mais si le rapport du PIB aux dépenses est passé de 48 % en 1977-1979 à 67 % en 1984, accroissant le taux d'autosuffisance de l'économie, 3 000 emplois permanents seulement ont été créés au lieu des 6 000 prévus, et les exportations n'ont atteint que 28 millions de dollars au lieu des 42 millions espérés. L'aide étrangère, qui s'est montée à 260,5 millions de dollars pour la période 1982-1985, a assuré 80 % de l'investissement.

La population a largement bénéficié des résultats obtenus : le taux de scolarisation s'est massivement accru, bien que l'analphabétisme reste important chez les adultes ; la couverture sanitaire de base est assurée ; on mange partout à sa faim et, grâce au développement de l'irrigation et à l'augmentation de la productivité agricole, l'autosuffisance est aujourd'hui acquise pour le manioc, les tubercules, les cultures maraîchères et le petit élevage.

Mais, tout en affichant leur satisfaction, et sans être insensibles aux compliments que leur prodiguent les bailleurs de fonds, les autorités ne voient pas l'avenir sans une certaine inquiétude. Le Cap-Vert a réussi la gageure de dépendre à 90 % de l'étranger tout en renforçant son autonomie de décision grâce à une gestion judicieuse des apports extérieurs. Mais de nouvelles contraintes apparaissent : la croissance trop rapide de la population risque de remettre en cause un progrès social durement acquis ; l'étroitesse d'un marché intérieur réduit à moins de 350 000 personnes interdit tout développement industriel d'envergure ; la faiblesse des ressources accroît le chômage, tandis que le besoin croissant d'aide extérieure creuse le déficit du budget et celui de la balance des paiements, contenus jusqu'ici dans des limites raisonnables. Le pays doit rentabiliser ses maigres avantages comparatifs, donc s'ouvrir davantage sur l'extérieur, tout en empêchant l'accélération d'un processus de différenciation sociale pour le moment très limité. Le pari est d'autant plus difficile à tenir que les revenus tirés de l'émigration et de l'aérodrome de Sal qui servait d'escale aux avions sus-africains en route pour l'Europe et l'Amérique jusqu'à l'instauration du boycottage par les Etats-Unis ont fortement diminué.

Le IIe plan, qui couvre la période 1986-1990, se propose donc de réduire les déficits en encourageant les activités exportatrices grâce à la promulgation d'un code des investissements libéral, de limiter les dépenses publiques tout en accroissant l'offre d'emplois, d'encourager le secteur privé et les investissements étrangers tout en maintenant le pouvoir d'achat. Il met l'accent sur le développement du tourisme et de la pêche et sur la rentabilisation de l'aérodrome de Sal et des chantiers navals de Mindelo. Plusieurs actions sont prévues au chapitre des économies : la croissance des dépenses de l'administration devra être inférieure à 5 % par an, les subventions à la consommation des produits et services de base seront réduites, tandis que les couches les plus favorisées de la population devront assumer une plus grande part des dépenses d'éducation et de santé. Mais il n'est pas évident que l'opinion l'accepte. L'annonce d'une réforme de l'enseignement introduisant une sélection à l'entrée de chaque cycle a déjà provoqué au début de décembre 1986 une flambée de colère chez les jeunes de Mindelo, ville traditionnellement frondeuse, qui ont manifesté dans la rue leur mécontentement.

Le IIe plan a été présenté aux donateurs lors d'une « table ronde » qui les a réunis à Praia en décembre dernier, et tous se sont déclarés prêts à renforcer leur assistance en acceptant les critères définis par le gouvernement. Philanthropie ? Pas tout à fait. Le Cap-Vert semble faire pour les pays du Nord et les organisations multilatérales office d'alibi : ne représentant aucun enjeu stratégique ou économique important, mais réputé sérieux, il peut être aidé intelligemment sans que son développement menace quelque intérêt que ce soit, et on le présente volontiers comme la vitrine d'une coopération exemplaire. Son atypie géographique, économique et ethnique est pour lui la meilleure garantie de la poursuite de l'aide.

Quoi qu'il en soit, le processus de développement entamé en 1975 ne semble plus pouvoir faire l'économie d'un certain nombre de distorsions. Telle est, selon les gouvernants, la rançon du mieux-être. Sauront-ils éviter, toutefois, qu'elles n'engendrent des frustrations porteuses d'orages ? Après celle de la survie, une seconde victoire qui aboutirait à créer une prospère économie de services et d'échanges sans sacrifier l'idéal égalitaire et l'exigence démocratique achèverait de singulariser le Cap-Vert dans un ensemble ouest-africain avec lequel il aspire pourtant à resserrer ses liens pour rompre un isolement douloureusement ressenti.

Les Africains, quant à eux, observent ce singulier archipel en se demandant quelle étrange alchimie a pu lui donner tant d'énergie, des dirigeants qui n'ont pas peur de leur peuple et la possibilité d'envisager l'avenir sans désespoir. Trop petit pour être jalousé ou avoir valeur d'exemplarité, le Cap-Vert fait aujourd'hui figure de laboratoire du développement. Au-delà de sa puissante spécificité insulaire, c'est peut-être là que réside sa plus grande originalité.

SOUS LE REGARD ATTENTIF DES AUTRES PAYS DU SAHEL

Une nouvelle forme de mobilisation sociale au Burkina-Faso

Par notre envoyée spéciale CLAIRE BRISSET

(J.-C. Gadmer-CIRIC)

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA VALLÉE DU SOUROU
Revitaliser l'agriculture, une tâche prioritaire

DÈS son arrivée à Ouagadougou, le visiteur est averti. Une énorme inscription en lettres rouge vif barre l'un des murs de l'aérogare : *« Honte à l'impérialisme. »* Plus loin, dans la ville, au fronton des ministères, il lira la devise omniprésente du pays : *« La patrie ou la mort, nous vaincrons ! »* Des groupes compacts de jeunes adultes courent dans les rues, en petite foulée : c'est le « sport de masse », rendu obligatoire. Des groupes d'adolescents, en uniforme rayé orange, signalent la porte des lycées. Quelques slogans martiaux, volontaristes, pédagogiques, inscrits sur des banderoles, barrent les rues, accrochés aux arbres. Ainsi lit-on sous les manguiers : *« Un peuple qui n'a pas la maîtrise de ses besoins n'est pas un peuple libre »*, et l'on entend, dans les réunions publiques : *« Le néo-colonialisme ! les fantoches ! les bourgeois ! les valets locaux ! A bas... »* ou *« Honneur au peuple ! Gloire au peuple ! Tout le pouvoir au peuple ! »*

Tout, dans le Burkina-Faso d'aujourd'hui, porte la marque de ce volontarisme pédagogique : d'un intense effort de mobilisation sociale, qui va loin dans la vie des citoyens. Depuis la prise de pouvoir, en août 1983, du capitaine Sankara, beaucoup de choses ont changé dans l'ancienne Haute-Volta. Certes, les contraintes économiques demeurent, massives. Mais une dynamique a été créée, une impulsion politique est née, qui n'existaient guère auparavant. Le nouveau régime devra-t-il payer ses orientations nouvelles par un isolement diplomatique, en Afrique et dans le monde ? Rien n'est moins sûr.

« Je suis un homme qui dérange », nous dit le capitaine Sankara. Et il a dérangé, effectivement, bon nombre de ceux qui, à l'intérieur ou à l'extérieur, se satisfaisaient d'un *statu quo* solidement établi, qui avait fait de la Haute-Volta un réservoir de main-d'œuvre pour la Côte-d'Ivoire et un paradis pour anthropologues.

Le nouveau régime se réclame d'abord d'une morale nouvelle. Dans le *« discours d'orientation politique »* (2 octobre 1983) qui tient lieu à la fois de texte de référence et de Constitution, le capitaine Sankara proclamait sa volonté de créer *« une société nouvelle débarrassée de la corruption, du vol, du mensonge et de l'individualisme de façon générale »*. Ce discours moral a surpris, dans un premier temps.

Mais le jeune chef de l'Etat, un an plus tard, devant l'Assemblée générale des Nations unies, reprenait la même idée : *« Mon pays*, s'écriait-il, *est un concentré de tous les malheurs des peuples, une synthèse douloureuse de toutes les souffrances de l'humanité, mais aussi et surtout des espérances de nos luttes. »* Et il proclamait la volonté des plus pauvres de changer le monde : ceux qui n'ont pas compris cela, ajoutait-il, et qui continuent à vivre sur une logique d'exploitation ne peuvent entendre *« la parole du grand peuple des déshérités »*. *« Du Christ, ajoutait ce catholique, ils ont trahi la parole... »*

On conçoit que ce langage ait dérouté. Que le personnage du jeune capitaine – il est né en 1947, – qui cite aussi bien Engels que l'Evangile, Victor Hugo que Franz Fanon, n'ait pu entrer facilement dans une quelconque classification. Justicialiste, a-t-on dit de lui, populiste, marxiste, nationaliste, chrétien. Il est, en effet, tout cela à la fois.

La nature du régime se ressent évidemment de ces emprunts idéologiques multiples. A la tête du pays, pour conseiller le gouvernement a été institué un Conseil national de la Révolution qui tient lieu de Parlement et d'instance délibérative, mais dont les membres – des militaires, pour la plupart – sont nommés par le pouvoir. Surtout, dans tout le pays, ont été créés des comités de défense de la révolution (CDR) qui remplissent un rôle de mobilisation permanente, d'encadrement et même de maintien de l'ordre.

Ces CDR ont fleuri partout : dans les campagnes, il en existe un par village, dans les villes un par quartier, dans les ministères un par service. Il y a des CDR par profession, dans les services d'hôpitaux, au total un pour trente personnes environ... Ce sont ces CDR, dont les membres sont en principe élus, qui, peu après la prise de pouvoir, ont fortement inquiété. Car il était entré dans le pays une quantité d'armes, pour la plupart soviétiques, livrées par la Libye via le Ghana voisin, et les jeunes CDR, inexpérimentés mais armés, se sont livrés à des abus, sanglants pour certains, qui restent dans les mémoires.



(J.-C. Gadmer-CIRIC)

MEMBRES DU CDR A OUAGADOUGOU
Mobilisation, encadrement, maintien de l'ordre

Depuis, les CDR ont été repris en main, et c'était d'autant plus nécessaire qu'ils s'étaient, à leurs débuts, posés en rivaux de la chefferie traditionnelle, puissante et respectée dans le pays, et que le nouveau régime ne souhaitait nullement s'aliéner. De l'avis unanime, les CDR se sont aujourd'hui fortement assagis et se limitent à leur rôle de courroie de transmission du pouvoir central.

Celui-ci, soucieux d'instaurer un climat de réconciliation nationale et conscient du pouvoir des autorités traditionnelles, a même créé un Conseil des anciens où se côtoient des chefs coutumiers et deux anciens présidents de la République qui se trouvent ainsi « réhabilités ».

Mais le pouvoir n'a pas pour autant renoncé à un mode de fonctionnement très « spontanéiste ». Il a par exemple fait raser des quartiers entiers à Ouagadougou, considérés comme « mal lotis », pour les remplacer par de nouveaux logements, souvent trop onéreux pour leurs bénéficiaires. Il a décidé soudain de supprimer les loyers, ce qui provoqua un arrêt quasi total de la construction privée : il fallut donc les rétablir, un an plus tard.

Dans le même esprit fut réalisé le licenciement, en 1984, de mille cinq cents enseignants qui s'étaient mis en grève. Le système de l'école s'en trouva pratiquement décapité : il fallut embaucher pour les remplacer par des étudiants peu qualifiés. Seuls quelques centaines de ces enseignants ont été, depuis, réintégrés.

Le gouvernement lança aussi des initiatives d'allure plus folklorique, telle cette décision, un jour, de faire faire le marché par les hommes pour qu'ils se rendent compte des prix. Le capitaine Sankara récuse ce qualificatif de « folklorique ». Pour lui, la place réservée à la femme dans cette société relève du scandale. Il faut, dit-il, prendre des mesures simples pour frapper les esprits. Dès son accession au pouvoir, il condamne la pratique des mutilations sexuelles féminines – généralisées dans le pays – comme *« barbares »*. Il est le seul chef d'Etat d'Afrique francophone qui les ait formellement désavouées.

C'est aussi pour frapper les esprits que le gouvernement a bloqué les salaires des fonctionnaires, dont le pouvoir d'achat s'effrite au rythme de l'inflation. Avec la gymnastique obligatoire furent instaurés, aussi, quelques travaux obligatoires, tels que le nettoyage des rues qui sera suivi, bientôt, du curage des caniveaux. Les appréciations ne sont pas unanimes...

Dans le même ordre d'idées furent prises des mesures qui touchent à des aspects cruciaux du développement. Ainsi, en avril 1985, une poussière rouge plongea le pays dans une quasi-obscurité, déclenchant une angoisse générale. Quelques jours plus tard, le capitaine Sankara annonçait la *« stratégie des trois luttes »*, c'est-à-dire la mobilisation générale contre la désertification : lutte contre la coupe anarchique du bois ; lutte contre les feux de brousse, pratique traditionnelle de fumage, désastreuse pour l'environnement ; lutte contre la divagation des animaux. Désormais, les pasteurs devront leur faire respecter des parcours déterminés. Il fut même décidé – au prix de quelques abus – que quiconque aurait le droit d'abattre les animaux surpris « hors circuit ».

Cette mobilisation permanente est-elle bien supportée dans le pays ? Certes, admet le capitaine Sankara, elle rompt avec bien des habitudes. *« Mais lorsqu'on me dit que nous voulons caporaliser le pays, que nous reproduisons servilement le modèle chinois, que c'est le retour à la pierre taillée, oui, quelquefois, cela fait mal. »* Le pouvoir a mis à l'écart une opposition de gauche, la LIPAD-PAI (1), de tendance marxiste-léniniste, de même que les syndicalistes, dont certains pro-albanais, et a dû déjouer quelques complots surgis sur sa droite. *« Mais ce qui gêne nos ennemis de l'intérieur,* ajoute le capitaine Sankara, *ce n'est pas le manque de pluralisme politique... Ce qui les gêne, c'est l'interdiction de l'air conditionné dans les bureaux pendant neuf mois sur douze ; c'est l'obligation pour les fonctionnaires de porter des vêtements de coton local : cela, ils ne peuvent le supporter. »* Car les fonctionnaires doivent tous porter, effectivement, le « faso danfani », costume de coton, rustique à vrai dire, fabriqué dans le pays.

La difficile coordination de l'aide

CETTE recherche de l'autonomie, de l'autosuffisance, se traduit aussi dans les relations du pays avec l'extérieur. Sujet le plus controversé : les relations avec la Libye. *« Je suis*, dit le capitaine Sankara, *très proche de la Libye »*, insistant sur le mot « très ». *« Kadhafi est un homme généreux, honnête, viscéralement hostile à l'injustice. Mais je n'approuve pas tout ce qu'il fait, notamment au Tchad. Seulement, je lui parle. Pourquoi sommes-nous si peu à le faire ? »*

De fait, les relations du Burkina avec la Libye, au-delà de l'entente entre les deux hommes, ne sont pas des plus simples. Certes, le colonel Kadhafi a d'emblée salué le nouveau régime, l'a fourni en armes, s'est rendu à Ouagadougou au moment même où avait lieu un sommet franco-africain. Mais la Libye ne s'est guère manifestée, à Noël 1985, lorsque le Burkina, engagé dans un conflit frontalier avec le Mali, frôla la déroute militaire. C'est que le Mali, doté d'une immense frontière commune avec l'Algérie, est aussi stratégique, aux yeux des Libyens, que le Burkina.

Au cours de ce conflit, décidément révélateur, un autre allié du Burkina s'est aussi montré d'une remarquable discrétion : le Ghana. Pourtant, le capitaine Sankara et son homologue ghanéen, le capitaine Jerry Rawlings, entretiennent une amitié qui semblait des plus solides. Il aurait même existé un projet d'union entre les deux pays, à l'horizon 1995. Déçus par la tiédeur du soutien ghanéen, les Burkinabés ne parlent plus guère aujourd'hui de ce projet d'union.

Le conflit avec le Mali, imprudemment déclenché en décembre 1985, vraisemblablement par des CDR trop zélés, a failli, en effet, tourner à la débâcle pour le Burkina. L'armée malienne possède des avions et quelques blindés auxquels les forces burkinabés auraient dû céder rapidement. C'est l'intervention efficace de la Côte-d'Ivoire qui a évité une issue catastrophique pour le capitaine Sankara.

Les relations avec la Côte-d'Ivoire sont en effet autrement importantes en termes économiques et politiques que celles que le Burkina entretient partout ailleurs en Afrique. Deux millions de Burkinabés travaillent en Côte-d'Ivoire et le « miracle » économique ivoirien doit beaucoup à cette immigration. A l'inverse, l'économie du Burkina ne pourrait pas se passer des liquidités envoyées chaque mois de Côte-d'Ivoire par les travailleurs des plantations. Mais il y a plus que cela : le capitaine Sankara considère le président Houphouët-Boigny comme un sage, qu'il respecte et écoute, et le patriarche d'Abidjan, peu ébranlé par le langage non conformiste qu'on tient aujourd'hui à Ouagadougou, manifeste de constants égards au jeune chef d'Etat burkinabé. C'est grâce au président ivoirien que le sommet de la CEAO (2) peut avoir lieu à Ouagadougou juste après le conflit avec le Mali, sommet auquel participèrent les deux ex-belligérants, ainsi officiellement réconciliés. Ce sommet fut décisif pour la « légitimation » internationale du régime de Ouagadougou.

Les relations avec la France ne sont pas, quant à elles, des plus simples. Car la France n'est plus le premier bailleur d'aide extérieure du Burkina. Elle est devancée désormais par les Etats-Unis (3). Malgré l'importance des liens de tous ordres qui unissent les deux pays, leurs relations ont passé, ces dernières années, quelques caps difficiles. On comprend mal, au Burkina, que Paris subordonne le déblocage d'un prêt d'ajustement structurel (21 millions de francs sur trois ans) à la signature d'un accord entre le Fonds monétaire international et Ouagadougou. De son côté, le gouvernement de M. Chirac a mal ressenti certaines positions du Burkina : en particulier, Ouagadougou a pris l'initiative, lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU, d'une motion demandant l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. *« Trop, c'est trop... »*, aurait dit alors M. Chirac.

Pourtant, un nouveau fléchissement de l'aide française, au moment même où le régime de Ouagadougou trouve son rythme de croisière et échappe à la radicalisation des débuts, serait particulièrement mal venu. On dément formellement, à Paris, qu'une telle baisse soit à nouveau programmée et qu'une quelconque sanction politique s'applique à ce pays.

Reste le vaste secteur de l'aide multilatérale. Le premier problème posé vient des encombrantes offres de service du FMI. Le Burkina, qui a un impérieux besoin de liquidités, pourra-t-il longtemps faire la sourde oreille aux experts de Washington, dans

Construire 7 500 « cases de santé »

UNE espérance de vie voisine de quarante-cinq ans, une mortalité infantile de 146 pour mille (en 1984), un tiers environ des enfants disparaissant avant l'âge de cinq ans... Une pathologie massive dominée par le paludisme, les maladies infectieuses, aggravées par une malnutrition qui touche environ 30 % des enfants... 148 médecins dans le pays – pour huit millions d'habitants, – 2 500 paramédicaux... La situation sanitaire, au Burkina, est tragiquement la même que celle qui sévit dans tous les pays du Sahel.

Depuis 1983, le gouvernement a fait de l'amélioration de la santé un axe prioritaire de son action. Appuyé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), il a mis au point une active politique, inaugurée avec éclat par la « vaccination-commande » de 1984 : en trois semaines, deux millions d'enfants furent vaccinés contre la méningite, la rougeole et la fièvre jaune.

Sur cette lancée, un « programme élargi de vaccination » fut établi dans l'ensemble du pays pour mettre à la disposition des mères, en permanence, dans toutes les structures de soins, la vaccination contre six maladies (1). Le taux de couverture a très rapidement progressé puisque aujourd'hui quelque 40 % des enfants sont immunisés contre ces six maladies.

Mais vacciner ne suffit pas. Encore faut-il mettre à la disposition de la population quelques médicaments de base, lui enseigner quelques principes d'hygiène, donner des soins élémentaires aux accouchées. Le pays, sur ce point, était fort loin du compte.

Ainsi fut lancé le mot d'ordre : « *Un village, un poste de santé primaire* » ; les 7 500 villages du pays devaient se doter d'une « case de santé », où seraient assurés des soins de base et une prévention élémentaire.

Cette stratégie, que personne ne conteste, se heurte à de grandes difficultés : pénurie de moyens financiers, de médicaments, d'hommes... car les agents de santé villageois doivent recevoir une formation minimale pour faire preuve de l'efficacité nécessaire à leur crédibilité. Mais la notion de santé communautaire est manifestement entrée dans les esprits. Elle fait partie des thèmes privilégiés de la mobilisation constante entretenue dans le pays, comme en témoignent les pièces de théâtre jouées dans les villages, les banderoles et affiches multiples appelant à la vaccination et le succès populaire de cette stratégie.

C. B.

(1) Poliomyélite, rougeole, tuberculose, tétanos, diphtérie, coqueluche.

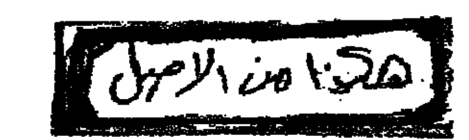
Le règlement pacifique du conflit avec le Mali

L'ARRÊT rendu le 22 décembre 1986 par une chambre de la Cour internationale de justice de La Haye dans le différend frontalier entre le Burkina et le Mali mérite de retenir l'attention. Que deux Etats parmi les plus pauvres de la planète, après avoir eu la tentation de régler leur différend frontalier par les armes (une première fois en 1974-1975, et une seconde fois alors même que la Cour était saisie, en décembre 1985), choisissent, conformément à l'article 33 de la charte des Nations unies, d'en rechercher plutôt la solution définitive par voie de règlement judiciaire, est un remarquable exemple de maturité politique.

Dans cette affaire, l'application du principe de solution aux conflits de frontières entre Etats issus de la décolonisation se heurtait à une *difficulté précise : les deux Etats* actuels n'étaient pas à l'époque coloniale dominés par deux colonisateurs distincts ayant tracé entre eux une frontière internationale, mais les deux territoires dépendaient l'un et l'autre du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Cheminant au milieu de ces difficultés la chambre de la Cour trace donc la frontière demandée (et qui *porte sur environ 160 kilomètres*) sur des bases dont on peut dire *grosso modo* qu'elles donnent plutôt satisfaction au Mali pour la partie occidentale et plutôt au Burkina pour la partie orientale.

MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU.



lesquels il ne voit que les agents d'un contrôle politique ?

Les autres organisations internationales sont présentes en rangs serrés à Ouagadougou. Huit d'entre elles y sont des agences spécialisées de l'ONU, travaillant dans les secteurs les plus divers. Près de cent organisations non gouvernementales (ONG) s'y ajoutent. Il résulte de ce foisonnement un problème considérable de coordination, et même d'absorption de l'aide. Certes, le gouvernement a créé une structure de coordination des ONG. Mais il faudrait plus : par exemple, un service *ad hoc* rattaché à la présidence de la République et qui coiffe aussi bien les aides bilatérales que multilatérales, privées ou publiques.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le pays attire les bailleurs d'aide, des plus grands aux plus petits, et la prise de pouvoir par le capitaine Sankara ne les a nullement découragés, bien au contraire. Il y a à cela quelques raisons : l'énergie consacrée aux efforts de développement est considérable, évidente ; la corruption n'existe guère, les comptes sont ouverts. *« Il existe dans ce pays,* nous dit un expert du développement, *une extraordinaire capacité de mobilisation. »*

Cela dit, personne ne dissimule les énormes difficultés auxquelles se heurte le Burkina. La fragilité de l'économie demeure une constante. Le secteur manufacturier est si faible – il représente moins de 20 % du produit national brut – qu'une part essentielle des ressources repose sur l'agriculture, elle-même des plus fragiles, entièrement tributaire des pluies et de la maîtrise de l'eau.

Malgré tous ses handicaps, l'agriculture procure au pays les deux cinquièmes de son PNB, mais emploie 90 % de la population active. Et pourtant... Sur les 27,4 millions d'hectares du pays, seuls 9 millions sont cultivables et 2,1 millions d'hectares effectivement exploités (4).

Certes l'agriculture procure quelques devises : le Burkina vend à l'extérieur de l'arachide, du coton, des noix de karité (5), du sésame, des fruits et des légumes. Mais ces cultures de rente n'occupent guère que 10 % des surfaces cultivées. L'essentiel se compose de cultures vivrières, essentiellement céréalières, dont le pays a un besoin impérieux.

Depuis deux ans, il a plu sur le Sahel. Le Burkina, comme les pays voisins, a reverdi, après des années ininterrompues d'une intense sécheresse qui, persistante depuis 1973, avait culminé dans les années 1982-1984.

C'est dire que, lors de sa prise de pouvoir, le capitaine Sankara avait trouvé le pays dans une situation de désastre alimentaire absolu. Jusqu'à 40 % de la population a souffert de malnutrition. On comprend que l'un des premiers gestes du nouveau gouvernement ait été de supprimer l'impôt pour les paysans, et de nationaliser les terres, en vertu du principe maintes fois proclamé : *« La terre est à celui qui la travaille. »*

Maîtriser l'eau et la démographie

Le retour des pluies fut pour le nouveau régime une évidente bénédiction. Dès 1986, la campagne agricole fournit 1,58 million de tonnes de céréales (contre 1,14 pour la précédente). Mais chacun sait à quel point la situation demeure fragile. Deux bonnes saisons des pluies ne suffisent pas pour réalimenter durablement les nappes souterraines, après quinze ans de sécheresse.

Or, le Burkina, contrairement à ses voisins immédiats, le Niger et le Mali, ne dispose pas même d'un grand fleuve permanent, mais de cinq rivières secondaires dont deux seulement coulent toute l'année. En outre, comme dans toute cette partie de l'Afrique, la pluie ne tombe que pendant une période relativement courte – l'hivernage, de juin à septembre – et ce avec une très grande violence.

Lorsque, expliquent les experts de l'antenne de l'ORSTOM (6) à Ouagadougou, la pluie tombe violemment sur des terres dénudées, dégradées par la sécheresse, elle y provoque la création d'une croûte de surface totalement imperméable. L'eau ruisselle donc sans pénétrer le sol, emportant sur son passage ce qui reste de terre arable, dont l'épaisseur diminue ainsi, progressivement. Au Burkina, le sol « utile » ne dépasse guère 50 cm d'épaisseur ; il recouvre un socle lui-même impénétrable qui affleure parfois déjà en de nombreux points du pays.

Retenir à la surface l'eau qui ne coule que pendant quatre mois, l'empêcher d'emporter la mince couche de terre indispensable aux cultures, est donc impératif. D'où, depuis trois ans, la multiplication des retenues d'eau, grandes et petites, que les paysans eux-mêmes ont construites, et qui est l'un des effets les plus spectaculaires de la politique agricole du Burkina.

Il faut aussi, à l'évidence, tenter d'utiliser l'eau souterraine. Les nappes, contenues dans quelques failles du socle cristallin, ne sont pas d'une immense richesse. Elles se rechargent, certes, lorsqu'il pleut. Mais elles ne sont pas inépuisables. Avec l'aide de nombreux bailleurs d'aide extérieure, le gouvernement a entrepris une active politique de forage pour la consommation humaine (l'utilisation des eaux de surface étant réservée à l'irrigation).

Les autorités burkinabés ont fait de la politique hydraulique un axe essentiel de leur action. Elles ont créé un ministère de l'eau qui a la haute main sur toute cette stratégie. Les investissements pour l'eau absorberont à eux seuls un quart des investissements du plan quinquennal (1986-1990), soit 450 millions de dollars, dont 80 %, nous dit-on, sont déjà acquis. L'objectif est d'assurer à chacun vingt litres d'eau par jour d'ici à la fin du plan.

Il est difficile de prévoir si cet objectif sera tenu, étant donné la dépendance d'un tel programme à l'égard de la pluie. C'est pour limiter cette dépendance, précisément, que le gouvernement – malgré ses premières déclarations – a repris à son compte trois grands projets de barrages, projets élaborés de longue date à la fois pour développer l'irrigation et pour produire de l'électricité (7).

Ainsi sort de terre le grand barrage de la Kompienga, proche de la frontière du Togo. Le projet a exigé des financements considérables ; il n'a été rendu possible que par la création d'un consortium réunissant notamment les Communautés européennes, les aides bilatérales allemande, arabes et française.

Un deuxième projet, le barrage de Bagré, aux confins du Ghana, est encore « dans les cartons ». Il se heurte aux réserves de plusieurs donateurs, sceptiques sur les capacités du pays à absorber autant d'énergie électrique ; d'autant que le réseau burkinabé sera prochainement relié à celui de la Côte-d'Ivoire voisine. Le troisième projet, le barrage de Nimbiel, lui aussi au sud du pays, est moins avancé encore. Mais le gouvernement tient à la réalisation de l'ensemble.

Maîtriser l'eau, donc revitaliser l'agriculture, ce n'est pas seulement viser l'autosuffisance alimentaire. C'est aussi tenter de fixer la population sur des terres déshéritées, dans le Nord, en les rendant productives, pour limiter l'émigration vers le Sud et le plateau Mossi, déjà surpeuplés. Certes, l'ancien gouvernement, relayé par l'actuel, a multiplié les efforts pour aménager les vallées des Volta, qu'un immense effort international a libérées de l'onchocercose, ou cécité des rivières. Mais la migration spontanée des paysans déborde ces tentatives d'aménagement organisé et le risque est grand, comme le souligne l'ORSTOM, de voir les implantations anarchiques provoquer une dégradation accélérée des terres du sud du pays.

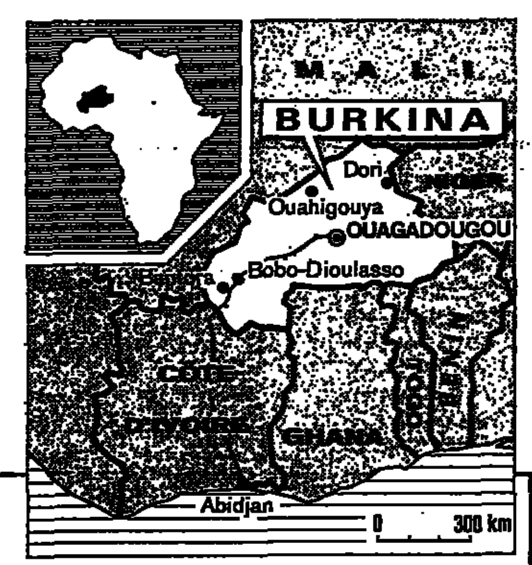
Car le Burkina, qui compte huit millions d'habitants, est le pays le plus densément peuplé du Sahel. L'augmentation de la population (2,8 % par an) excède le rythme de croissance de l'économie. La planification familiale, officiellement encouragée depuis peu, n'en est qu'aux balbutiements.

Dans le même esprit – mobiliser les paysans – un effort intense est mené pour l'alphabétisation, en français et en langues vernaculaires. Mais dans ce domaine comme dans celui de la santé *(voir l'encadré)*, le travail à accomplir est immense. Plus de 90 % des habitants du Burkina sont analphabètes.

Restent les difficultés proprement financières et budgétaires : dans le budget de 1987, qui atteint 98 milliards de francs CFA (8), il manque 12 milliards, que le gouvernement n'est pas parvenu à combler. Quant à l'endettement extérieur, il frôle les 500 millions de dollars. Sur la dette, le capitaine Sankara a fait quelques déclarations fracassantes : *« Ou bien,* écrivait-il dans un message à l'Organisation de l'unité africaine, *il faut collectivement résister, opposer un refus net de payer la dette, ou si ce n'est pas le cas, il faut, alors, aller mourir isolément, un à un. »* Mais il n'existe pas, en Afrique, de *« front des débiteurs »* et, sur ce point, le président du Burkina est isolé.

L'est-il aussi, désormais, dans son propre pays ? Exerce-t-il un pouvoir de plus en plus personnel ? La mobilisation est-elle sur le point de retomber ? On observe, çà et là, des signes d'essoufflement. L'effort demandé à tous, y compris à ceux que leur statut de fonctionnaire ou de salarié a longtemps protégés, n'est évidemment pas du goût de chacun. Le capitaine Sankara est parfois prisonnier d'un entourage qui ne le contredit guère. Mais la dynamique, créée et entretenue depuis 1983, n'a pas fléchi. Reste à trouver les moyens de l'entretenir pour que le régime puisse inscrire son projet dans la durée. Ce n'est pas là le moindre des défis qu'il devra relever dans les années qui viennent. La réussite de l'expérience est, à l'évidence, vitale pour le Burkina lui-même. Mais elle est très importante aussi pour les pays voisins, où les regards se tournent vers Ouagadougou, c'est-à-dire vers un nouveau type de pouvoir et une nouvelle forme de mobilisation sociale.

CLAIRE BRISSET.



Points de repère

SUPERFICIE : 274 000 kilomètres carrés.
POPULATION : 7,9 millions d'habitants (tous les chiffres, sauf mention contraire, sont de 1985).
PNB PAR HABITANT : 140 dollars.
DETTE EXTERIEURE : 454 millions de dollars (1984).
PRINCIPALES PRODUCTIONS : coton, bétail, graines et huile de karité, arachides, sésame.
ESPERANCE DE VIE : quarante-cinq ans.
TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE : 146 pour 1 000 (1984).

EVOLUTION POLITIQUE

5 AOUT 1960 : accession à l'indépendance, sous la direction du président Maurice Yameogo.
JANVIER 1966 : premier coup d'Etat militaire à la suite de violentes manifestations de rue. Le général Lamizana prend le pouvoir.
1974 : après un retour des civils aux affaires en 1970, Lamizana revient au pouvoir. Conflit frontalier avec le Mali.
1978 : élections législatives et présidentielle. Lamizana est élu président mais un gouvernement civil est nommé.
1979-1982 : coups d'Etat et manifestations se succèdent.
4 AOUT 1983 : le capitaine Sankara prend le pouvoir.
Décembre 1985 : nouveau conflit avec le Mali.
22 DÉCEMBRE 1986 : jugement de la Cour internationale de justice de La Haye sur le différend avec le Mali, accepté par les deux parties.

(1) Ligue patriotique pour le développement-Parti africain pour l'indépendance.

(2) Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest.

(3) L'aide de la France atteignait 306 millions de francs en 1982, 357 millions en 1983; elle est tombée à 326 millions en 1984 et à 265 en 1985. En 1987, l'aide française ne représentera plus que 15 % de l'aide totale au Burkina-Faso, devancée de loin par celle des Etats-Unis (22 %).

(4) *Le Courrier Afrique-Caraïbes-Pacifique-Communauté européenne*, septembre-octobre 1986.

(5) Le karité est un oléagineux dont les noix sont très prisées en Afrique pour la production de corps gras divers.

(6) ORSTOM : Office de recherches scientifiques et techniques pour le développement en coopération.

(7) A l'heure actuelle, les deux seules sources d'énergie du pays sont le bois, qu'il faut à tout prix éviter d'arracher, et le fuel, qui grève le budget.

(8) 1 franc CFA = 0,02 franc français.

L'austérité, mais sans le FMI...

Le président Sankara nous reçoit sur un balcon, où l'air étouffant n'est agité que d'un faible courant d'air. Il se ravise et opte pour une petite pièce nue munie d'un climatiseur. *« C'est le seul,* dit-il, *que je laisse fonctionner ici. »* Périodiquement, au cours de l'entretien, lorsque la chaleur deviendra supportable, il ira l'éteindre, puis le rallumera lorsque la température frôlera à nouveau l'intolérable.

Toute la philosophie politique qu'il exprime est à l'image de ce pragmatisme. *« Quand je suis arrivé,* dit-il, *il y avait ici des salaires extravagants, des « primes de soleil », allez comprendre ! Nous avons commencé par niveler, harmoniser, augmenter la part du budget consacrée à l'investissement. Nous avons opté délibérément pour une politique d'austérité, réduit le train de vie de l'Etat, rétabli la confiance auprès des prêteurs et... rejeté les prêts, comme certains prêts de la Banque mondiale prévus pour alimenter des projets que nous n'avions pas choisis.*

» Nous avons dit au Fonds monétaire international : « Ce que vous demandez, » nous l'avons déjà fait ; nous avons » réduit les salaires, assaini l'économie, » vous n'avez rien à nous enseigner. » Or, à chaque fois que nous parlions au FMI, il nous fallait fournir de nouveaux gages pour lui « demander la carte d'entrée ». Il nous est donc apparu que ce qu'il cherche va bien au-delà d'un contrôle de gestion, et que ce dont il s'agit n'est autre chose qu'un contrôle politique. Certes, nous avons besoin d'argent, de capitaux frais ; mais pas au prix d'une abondance factice, d'une consommation improductive à laquelle s'abandonnerait immanquablement une classe dirigeante prisonnière de son confort, prisonnière de ce même FMI. »

Bref, conclut-il, céder aux exigences du Fonds telles qu'il les formule, c'est susciter dans le pays *« une nomenklatura prête à tout justifier »*, c'est prendre le risque *« de pervertir une classe intermédiaire »*, c'est-à-dire, à terme, ruiner les chances de l'expérience. *« Pouvez-vous me citer un seul cas où l'« aide » du FMI n'ait pas produit des effets négatifs ? »*

Aussi, ajoute-t-il : *« Quand je vois les pays comme la France subordonner leurs relations avec nous aux décisions du FMI, c'est à n'y plus rien comprendre. Pourquoi la France, qui a pris le risque de heurter de front, parfois, certaines grandes institutions telles que l'OTAN, adopte-t-elle cette position ? La France est-elle prête à se battre, à prendre des risques pour nous ? Qu'elle nous le dise, et nous prendrons des risques ensemble. Mais elle n'y est pas prête. Elle réduit son aide : nous ne sommes pas dans le rang. »*

C.B.

Bibliographie

– Jean Philippe Rapp, *Sankara, un nouveau pouvoir africain*, préface de Jean Ziegler, Ed. Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1986.
– Sauven Andrianmirado, *Sankara le rebelle*, Ed. Jeune Afrique, Paris, 1987.
– Marie-Bernadette Kabre et Hélène Beyeler-von Burg, *le Cri de l'enfant burkinabé*, préfaces du Père Joseph Wresinski et de Stanislas Spero Adotevi, UNICEF Ouagadougou, ATD quart-monde.
– *Le Courrier ACP-CEE*, « le Burkina-Faso », Bruxelles, septembre-octobre 1986.
– Doris Bonnet, *Corps biologique, corps social : les Mossi de Haute-Volta*, thèse de troisième cycle, sous la direction de Marc Augé, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.
– Bruno Martin, *le Problème de la planification des programmes en santé publique dans les pays en développement. L'exemple du programme élargi de vaccination au Burkina-Faso*, mémoire de troisième cycle, université d'Aix-Marseille-II.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for $ 35 per year by : *le Monde* c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to *le Monde* c/o Speedimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

MAITRES ET ESCLAVES EN AFRIQUE DU SUD

Terres de crépuscule

Par JOHN MICHAEL COETZEE

Recevant, le 9 avril dernier, le Prix de Jérusalem, le romancier sud-africain John-Michael Coetzee (né au Cap en 1940) a défini son pays comme *« une société de maîtres et d'esclaves où personne n'est libre »*.

On reconnaît dans ces propos la thématique centrale de tous ses romans – *Au cœur de ce pays, En attendant les Barbares, Michael K..., sa vie, son temps* – qui l'ont très vite imposé comme le premier des écrivains blancs de son pays, parmi lesquels on compte notamment André Brink, Nadine Gordimer et Breyten Breytenbach.

Selon J. M. Coetzee, *« la littérature doit changer le monde »* et pour sa part il se propose de *« faire connaître les crimes, l'accumulation de crimes sur lesquels cet ordre a été et reste fondé »*. Et cela dès son premier livre, *Dusklands* (1974), qui paraît aujourd'hui en français sous le titre *Terres de crépuscule* (1).

Il se compose de deux nouvelles; l'extrait publié ci-dessous appartient à la seconde, intitulée *le Récit de Jacobus Coetzee*. L'écrivain imagine, à la manière de Jorge Luis Borges, un mémoire *« rédigé en 1760 »* par l'un de ses aïeux, un explorateur afrikaner; et avec une prodigieuse intelligence narrative, il illustre, encore une fois, la retorse dialectique du maître et de l'esclave.

I. R.

(1) J. M. Coetzee, *Terres de crépuscule*, nouvelles traduites de l'anglais par Catherine Glenn-Lauga, le Seuil, Paris, 186 pages, 79 F; mise en vente le 7 mai 1987.

> *« Ce qu'il y a d'important c'est la philosophie de l'histoire. »*
>
> Flaubert.

IL y a cinq ans, Adam Wijnand, bâtard, pas de honte à ça, a plié bagage et est allé s'installer dans la contrée des Korana. Il avait eu son compte d'ennuis. Les gens savaient d'où il sortait, ils savaient que sa mère était une Hottentote qui avait frotté les planchers et vidé les seaux, et avait fait ce qu'on lui disait de faire jusqu'au jour de sa mort. Il alla chez les Korana, ils l'accueillirent et l'aidèrent, ce sont des gens simples. Aujourd'hui, Adam Wijnand, le fils de cette femme, est un homme riche, il a dix mille têtes de bétail, autant de terres qu'il peut en surveiller, tout un cheptel de femmes. Nous déclinons et eux montent, partout les différences s'estompent. Nous ne sommes plus au temps où les Hottentots venaient frapper à la porte de la cuisine pour mendier une croûte, alors que les boucles de nos culottes étaient en argent et que nous vendions du vin à la Compagnie. Certains d'entre nous vivent comme des Hottentots, ils replient leurs tentes quand il n'y a plus rien à brouter et suivent le bétail vers de nouveaux pâturages. Nos enfants vivent avec les enfants des serviteurs, on ne sait lesquels, d'eux ou de nous, imitent les autres. Quand les temps sont durs, comment maintenir les différences ? Nous adoptons leur vie errante, nous suivons des bestiaux, et eux adoptent nos mœurs. Ils jettent leurs peaux de mouton et s'habillent comme des humains. S'ils sentent encore le Hottentot, certains d'entre nous aussi : passez donc un hiver sous la tente dans le Roggeveld, les journées sont trop froides pour s'éloigner du feu, l'eau est gelée dans le tonneau, rien à manger que des galettes et du mouton, vous sentirez vite le suif et la fumée de broussaille, comme un Hottentot.

Le seul fossé qui nous sépare des Hottentots, c'est notre foi chrétienne. Nous sommes chrétiens, notre peuple a un destin. Eux deviennent chrétiens aussi, mais leur christianisme est un mot vide. Ils savent que le baptême est une façon de se protéger, ils ne sont pas idiots, ils savent qu'ils éveilleront la compassion, s'ils peuvent vous accuser de maltraiter un chrétien. Quant au reste, être chrétien ou païen, c'est pour eux du pareil au même : ils entonneront vos hymnes de bon cœur, si cela leur permet de passer le reste du dimanche à se goinfrer. La vie dans l'au-delà les laisse totalement indifférents. Même le Bochiman, qui croit qu'il ira chasser l'élan dans les espaces célestes, a plus de religion. Le Hottentot est enfermé dans le présent. D'où il vient, où il va, il s'en moque.

LE Bochiman est une créature différente, une bête sauvage à l'âme féroce. Il arrive qu'à la saison de l'agnelage, des babouins descendent des montagnes. Pour satisfaire leur appétit, ils mordent les brebis, ils arrachent le museau des agneaux, égorgent les chiens s'ils interviennent. Il vous reste à chercher votre troupeau dans le veld pour abattre les agneaux par centaines à la fois. Les Bochimans sont de même nature. Quand ils en veulent à un Boer, ils viennent la nuit, emmènent tout le bétail qu'ils peuvent manger, mutilent le reste. Ils leur arrachent des lambeaux de chair, leur crèvent les yeux ou leur coupent les tendons des pattes. Ils sont aussi cruels que des babouins, et il n'y a qu'une manière de les traiter : comme des bêtes brutes.

Jadis, et jusqu'à ces dernières années, les Bochimans pullulaient dans le Piquetberg. Il y avait deux hordes. L'une avait pour chef une créature du nom de Dam qui, de mémoire d'homme, avait toujours échappé aux commandos boers. Nul n'était à l'abri de ses méfaits. La nuit venue, lui et sa bande se glissaient dans les potagers et se servaient. A l'aube, ils avaient disparu. Quant aux pièges, le Bochiman est de coutume trop prudent pour s'y faire prendre. Une fois pourtant, un colon de Riebeecks Kasteel fit une prise spectaculaire. Des Bochimans descendaient se désaltérer à une source sur ses terres. Il l'apprit et installa un fusil derrière des rochers qui surplombaient la source, il le chargea avec des poignées de poudre et bourra le canon de gravier et de gros plomb. Une ficelle dissimulée sous le sable devait le déclencher. Au bout de la ficelle il attacha une blague à tabac. Le Bochiman est fou de tabac. Tôt le lendemain matin, au-delà des collines, il entendit l'explosion. En explosant, le fusil avait arraché le visage à un Bochiman et avait si grièvement blessé une femelle qu'elle ne pouvait bouger. Il y avait même une troisième trace de sang qui conduisait vers les collines, mais il ne la suivit pas par crainte d'une embuscade. Il pendit le mâle à un arbre et empala la femelle sur un pieu, et les laissa là en avertissement. Un Boer de notre région essaya la même ruse, mais Dam était trop fûté, il coupa la ficelle et prit le tabac, peut-être avait-il eu vent de l'histoire, ces créatures circulent beaucoup, ils sont comme les chiens, il peuvent courir tout le jour sans fatigue, et ils n'emportent rien avec eux dans leurs déplacements.

LA *seule manière sûre de tuer* un Bochiman est de le surprendre dans un espace découvert où on peut le rattraper à cheval. A pied, on n'a aucune chance, il sait bien ce qu'est un fusil et se tient hors de portée. Je n'en ai attrapé qu'une seule fois à pied : c'était une vieille femme, je l'ai trouvée dans un creux de rocher dans la montagne, ils l'avaient abandonnée, elle était trop vieille et trop malade pour marcher. Car il ne sont pas comme nous, ils ne soignent pas leurs vieillards, quand vous ne pouvez plus suivre, ils laissent un peu d'eau et de nourriture et vous abandonnent aux bêtes.

Ce n'est qu'en les chassant comme on chasse le chacal qu'on peut vraiment nettoyer un bout de pays. Il faut être nombreux. La dernière fois que nous avons ratissé notre région, nous étions vingt, avec nos Hottentots cela faisait une centaine de chasseurs en tout. Nous disposâmes les Hottentots en ligne sur deux milles et, au lever du jour, nous les envoyâmes battre le flanc des collines. Nous attendîmes de l'autre côté, cachés dans une petite gorge. Bientôt nous vîmes la troupe de Bochimans descendre la colline au trot, nous savions qu'ils étaient là, cela faisait des mois que notre bétail disparaissait. Ce n'était pas la bande de Dam, c'était l'autre, cette fois-là. Nous attendîmes qu'il fussent à découvert et que les Hottentots eussent atteint la crête, car parmi les rochers un Bochiman peut se cacher comme il veut, il disparaît tout simplement dans une faille et vous ne soupçonnez pas sa présence jusqu'à ce qu'une flèche vous arrive dans le dos. Donc, nous attendîmes qu'ils fussent à découvert, fuyant devant les Hottentots au petit trot ; ils peuvent soutenir cette allure tout une journée. Puis nous nous débusquâmes pour leur foncer dessus. Nous avions auparavant choisi nos cibles, car nous savions qu'ils allaient se disperser dès qu'ils nous verraient. Il y avait sept hommes et deux garçons en âge de porter des arcs ; nous nous les répartîmes, *un Bochiman pour d'eux d'entre nous* ; *nous* laissâmes les femmes et les enfants pour plus tard.

Dans une partie comme ça, il faut accepter le risque d'exposer un ou deux chevaux à leurs flèches. Mais souvent ils ne tirent pas, parce qu'ils savent que, s'ils s'arrêtent, vous pouvez en faire autant, et que la portée des fusils est bien plus grande que celle des flèches. Alors ils courent avec des bonds de côté, espérant regagner les collines où les chevaux perdent l'avantage. Mais, ce jour-là, nos Hottentots les attendaient dans les collines. Alors nous les avons tous eus, jusqu'au dernier. La technique est de foncer sur votre homme jusqu'à ce que vous vous trouviez à la limite de portée de flèche, puis de vous arrêter brusquement, viser et tirer. Si vous avez de la chance, lui court encore, et c'est un coup facile dans le dos. Mais ils ont l'expérience de nos méthodes, ils sont malins, ils savent bien ce qu'il en est, alors, tout en courant, ils prêtent l'oreille au bruit des sabots de votre cheval, de sorte que, lorsque vous vous arrêtez, vous les voyez prendre brusquement à droite ou à gauche et se précipiter tout droit sur vous aussi vite qu'ils le peuvent. Vous avez une trentaine de mètres pour tirer, et souvent le cheval n'est pas encore immobilisé. Si vous êtes un contre un, il est plus sûr de mettre pied à terre et de vous abriter derrière votre cheval pour tirer. Si vous êtes à deux, comme c'était le cas ce jour-là, c'est, bien sûr, plus facile : le cavalier en danger n'a qu'à prendre la tangente pour se mettre hors de portée, c'est alors facile à l'autre de tirer. Mon Bochiman, ce jour-là, n'eut pas l'occasion de tirer une seule flèche : à la fin, il abandonna et attendit, et je l'ai tué d'une balle dans la gorge. Certains coururent jusqu'à ce qu'ils fussent atteints d'une balle, d'autres se retournaient et ne savaient sur quoi tirer, l'un d'eux décocha une flèche qui égratigna un cheval, c'est un risque qu'on prend, et si vous soignez le cheval sur-le-champ, vous le sauverez peut-être : ouvrez la blessure et sucez le poison, ou faites sucer la blessure par un Hottentot, enfermez une pierre à venin dans la plaie, et le cheval a de bonnes chances de s'en tirer. En vérité, l'arc du Bochiman est très faible. Le Bochiman n'aime pas perdre la pointe de ses flèches car c'est difficile à tailler, alors il tire avec un arc mal bandé, et la flèche ne fait qu'égratigner la cible sans la pénétrer. Cet arc a donc une faible portée. Il n'y a aucune excuse pour perdre des hommes quand vous chassez le Bochiman. La règle essentielle est simple : les prendre à découvert, et s'assurer qu'on est assez nombreux. Des hommes de valeur sont morts pour avoir négligé cette règle. Le poison de Bochiman a un effet lent mais il est mortel. Il faut agir immédiatement, sinon il se répandra dans tout le corps. J'ai vu un homme agoniser pendant trois jours, le corps enflé de partout, il hurlait et réclamait la mort, et il n'y avait rien à faire. Après avoir vu ça, j'ai compris qu'il n'y avait pas lieu d'être tendre. Un Bochiman ne mérite pas une balle. Un jour, qu'un berger avait été tué, ils en prirent un vivant, ils l'attachèrent au-dessus du feu et le firent rôtir. Ils l'arrosèrent même avec sa propre graisse. Ensuite, ils l'offrirent aux Hottentots ; ils ne l'ont pas mangé, la viande était trop nerveuse, ont-ils dit.

LA seule façon de domestiquer un Bochiman est de l'attraper jeune. Mais il faut qu'il soit très jeune, pas plus de sept ou huit ans. Plus vieux, il ne tient pas en place, un jour il s'enfuit dans le veld et vous ne le revoyez jamais. Si vous élevez un Bochiman avec des Hottentots, il fera un bon bouvier, car il a une connaissance innée du veld et des bêtes sauvages. Pour le travail des champs, ils sont pires encore que les Hottentots, ils sont nonchalants et instables.

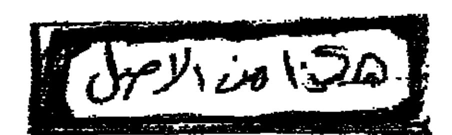
Les femmes sont différentes. Si vous prenez une femme qui a un enfant en bas âge, elle restera avec vous, elle sait qu'elle ne s'en sortira pas seule dans le veld. Si une bande de Bochimans arrive dans les environs, peut-être essaiera-t-elle de filer. Dans ce cas, le mieux est de la boucler : par nouvelle lune ou ciel couvert, elle disparaîtrait comme une ombre. Si vous voulez tirer bénéfice des femmes, il faut leur faire produire des bouviers avec des Hottentots (elles ne se reproduisent pas avec les Blancs). Mais leur cycle de reproduction est long, trois ou quatre ans entre deux enfants. Avec le temps, ce ne sera pas difficile d'éliminer l'espèce.

(Gravure de Paule Crampel, 1899)

« CE QUI NOUS SÉPARE DES HOTTENTOTS, C'EST NOTRE FOI »

Hommes et femmes vieillissent vite. A trente ans, ils sont si ridés qu'on dirait des vieillards. Mais il est inutile de demander son âge à un Bochiman, il n'a aucune notion de nombre, tout ce qui est au-delà de deux est « beaucoup ». Un, deux, beaucoup, voilà comment il compte. Les enfants sont jolis, les filles surtout, menues avec des attaches fines. Hommes et femmes ont des malformations génitales. Les hommes sont en érection quand ils meurent.

La plupart des pionniers ont l'expérience des petites Bochimanes. On peut dire qu'elles vous gâchent les relations avec vos semblables. Il émane des Hollandaises quelque chose qui évoque la propriété. Pour commencer, elles sont elles-mêmes une propriété. Elles apportent non seulement une certaine quantité de chair blanche, mais, en plus, tant de *morgen* de terre, tant de têtes de bétail et de domestiques, et aussi toute une armée de pères, mères, frères et sœurs. Vous aliénez votre liberté. En vous liant à la fille, vous vous liez à un système de relations fondé sur la propriété. Alors qu'une petite sauvage bochimane n'est liée à rien, littéralement. Pour vivante qu'elle soit, elle est comme morte. Elle vous verra tuer les hommes qui pour elle représentaient la puissance, elle vous verra les tirer comme des chiens. C'est vous qui incarnerez alors la puissance, et elle n'est rien qu'un torchon pour essuyer et que vous jetez ensuite. Elle est totalement disponible. Elle est quelque chose qu'on a pour rien, gratis. Elle gigotera et elle criera, certes, mais elle sait qu'elle est perdue. Voilà la liberté qu'elle vous offre, la liberté des abandonnés. Elle n'a aucune attache, pas même l'attachement bien connu à la vie. Elle a rendu l'âme, et c'est votre volonté qui l'envahit. Toutes ses réactions se façonnent sur votre volonté. Elle est l'amour ultime que vous portez à vos désirs, aliéné dans un corps étranger *et offert* tout entier pour votre plaisir.



DES PRODUITS TOXIQUES MAIS LIBRES A L'EXPORTATION

Le tiers-monde victime du commerce des pesticides

DANS le tiers-monde, des sommes énormes sont dépensées pour l'achat de pesticides. Sans grand effet sur les insectes nuisibles ou les vecteurs de maladies parasitaires, mais avec des conséquences désastreuses sur les écosystèmes et, surtout, sur la santé des populations. C'est que les firmes des Etats industrialisés commercialisent souvent sans vergogne des produits que leur nocivité a pourtant fait interdire en Occident ou au Japon, mais qui sont jugés suffisamment bons pour les pays en voie de développement. Tout cela au nom de la « liberté » d'exporter...

Par MOHAMED LARBI BOUGUERRA *

Dès 1973, l'American Chemical Society attirait l'attention sur les effets négatifs des pesticides : *« Les pesticides ont un grand nombre de défauts. Les nuisibles y sont devenus résistants. Leur efficacité étant temporaire, il faut répéter plusieurs fois les épandages. Leurs résidus peuvent être persistants et contaminent les récoltes. Les pesticides perturbent les contrôles naturels, provoquant même les pires infestations. Ils peuvent porter atteinte aux organismes non visés tels que l'homme et ses animaux domestiques, la faune sauvage, les abeilles et les autres pollinisateurs, voire la plante elle-même. Enfin, ils peuvent réduire la diversité de l'écosystème, ce qui ne manquera pas de provoquer de nouveaux problèmes* (1). »

Quatorze ans après, dans les pays industrialisés, les progrès de la recherche, l'utilisation des méthodes de contrôle intégré, la législation, l'action des environnementalistes ont permis de réduire l'impact des pesticides. Mais, dans le tiers-monde, les erreurs commises ailleurs ne sont pas prises en considération. De ce fait, des hommes souffrent et meurent, des atteintes sévères sont portées à l'écosystème. En vertu de la politique du « double standard », les règles qui régissent ces produits dans le monde industrialisé ne sont pas forcément appliquées dans le tiers-monde. La catastrophe de Bhopal, avec ses milliers de morts, en a apporté une tragique confirmation.

Utilisés en agriculture et dans la lutte contre les vecteurs de diverses maladies parasitaires, les pesticides prélèvent un tribut excessif sur les populations du tiers-monde. Une publicité effrénée, des législations inefficaces et souvent incomplètes, l'utilisation de produits excessivement dangereux comme le parathion ou le paraquat (2) et un manque flagrant d'informations sur les terribles propriétés toxiques de ces produits sont à l'origine de la plupart des drames. De plus, dans la lutte contre les divers nuisibles, on a tendance à les présenter comme la panacée. Les spécialistes savent pourtant que cela est faux, jamais un produit chimique n'est encore arrivé à éradiquer un insecte.

D'autres méthodes, moins nocives pour l'homme et son environnement, existent pourtant ; mais peu de chose est fait pour les populariser. Elles permettraient de se passer, en grande partie, des produits dangereux laissés en vente libre alors que des médicaments de toxicité bien moindre ne peuvent être obtenus que sur ordonnance médicale.

Les pesticides tuent souvent dans le tiers-monde en entrant accidentellement en contact avec les aliments lors du transport, ou à la suite de l'utilisation d'ustensiles souillés. Le dénuement contraint en effet les gens à utiliser des récipients ayant contenu des pesticides, d'où de fatales méprises, et à consommer, en année de disette ou par la faute des bureaucrates, des semences traitées aux fongicides, qui provoquent des intoxications en masse touchant plusieurs milliers de personnes, comme en Turquie ou en Irak.

David Bull, de l'organisation charitable Oxfam, a calculé que, *« en 1972, le tiers-monde, avec une consommation de pesticides égale à 15 % de la consommation mondiale, cumulait 75 % des décès* (3) », soit 6 700 morts, auxquels il faut ajouter 250 000 cas d'intoxication. Ces chiffres nous paraissent en deçà de la réalité, car les pays pauvres consomment maintenant 20 % des pesticides produits dans le monde et, tout spécialement, les insecticides de loin les plus toxiques. Le Réseau d'action contre les pesticides (PAN) affirmait à Nairobi, en juin 1985, qu'une douzaine de pesticides, interdits ou soumis à de sévères restrictions dans les pays développés, continuent à être librement vendus et largement utilisés dans le tiers-monde où ils provoquent, annuellement, la mort de 14 000 personnes.

En fait, intoxications et morts ne sont pas aisées à recenser. Le Soudan, qui utilise 15.000 tonnes de pesticides, n'accorde, au dire d'un chercheur, aucun intérêt à la question, et Alan Riding, couvrant la saison d'épandage dans les plantations de coton au Guatemala, écrivait dans le *New York Times* que *« l'on ne déclare que les ouvriers qui meurent à l'hôpital, autrement les corps sont enterrés dans les fermes* (4) ».

De plus, outre les morts et les handicapés à vie – partie émergée de l'iceberg, – il y a les effets chroniques à long terme de ces produits toxiques sur les populations : malformations, avortements, cancers, stérilité... Pour ne rien dire des effets des résidus dans le lait maternel et les aliments. Ni des atteintes à l'écosystème.

Il y a également les cohortes de suicidés. La disponibilité de ces biocides et l'infrastructure médicale prévalant dans le tiers-monde expliquent qu'ils se ratent rarement. Ce qui conduit des médecins tunisiens à parler, pour les pays en voie de développement, d'une pathologie nouvelle : le *« péril chimique »* qui, disent-ils, vient s'ajouter aux fléaux traditionnels infectieux, parasitaires ou nutritionnels. Mais ce *« péril »* peut être conjuré : dans tous les pays développés, la vente et l'épandage de ces toxiques – et tout spécialement le parathion, particulièrement dangereux et très utilisé dans le tiers-monde – sont strictement réglementés. Ce qui est loin d'être le cas dans la majorité des pays pauvres.

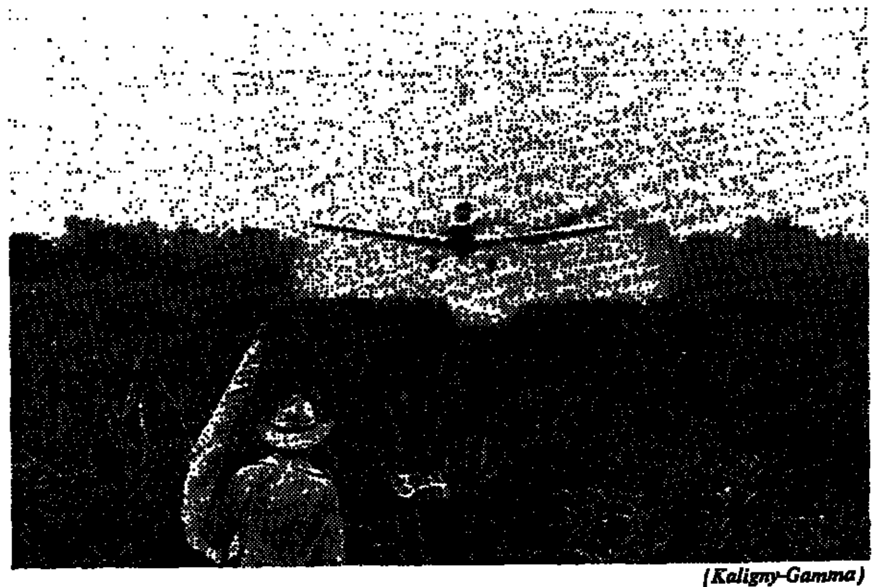
Néanmoins, cette question des intoxications mortelles ne saurait être isolée, du fait de sa forte charge émotionnelle, des autres problèmes liés à l'utilisation des pesticides.

Un effet dévastateur

UN très grand nombre d'exemples donnent la mesure des effets souvent désastreux, parfois pervers, des pesticides dans le tiers-monde. Ainsi, en janvier 1978, on comptait un rat par habitant en Egypte et on évaluait à sept millions de livres les pertes causées par ces rongeurs. En 1980, les rats furent déclarés fléau national : ils causaient des pertes importantes aux cultures, aux installations électriques et téléphoniques et menaçaient gravement la santé publique et le cheptel (la Chine, l'Indonésie, le Soudan, les Philippines, la Thaïlande sont tout aussi sévèrement affligés par les rats). Or l'Egypte utilise près de deux cents tonnes de phosphure de zinc par an pour combattre ce fléau. Il s'agit en fait d'un vieux raticide extrêmement dangereux, plus guère utilisé que dans le tiers-monde. Un spécialiste égyptien, le docteur Mekky, écrivait à son sujet en 1977 : *« Je crois que l'utilisation de chaque livre de ce composé a provoqué l'effet contraire à celui désiré et fait beaucoup de mal aux hommes et à leur environnement. »* En effet, ni le fabricant ni les reponsables ne donnaient les bonnes instructions pour son emploi ; de plus, les campagnes étaient mal coordonnées et se faisaient sans stratégie précise, rapporte le journal *El Ahali* (5). En 1982, le conseil des ministres traita à plusieurs reprises de ce problème, et une nouvelle campagne – la neuvième du genre, – supervisée par le premier ministre en personne, fut lancée le 15 août 1982. Elle allait coûter 6 milllions de livres égyptiennes et nécessiter 8 000 tonnes de raticides divers ainsi que des gaz lacrymogènes. Inutile de se cacher la difficulté de telles campagnes, car les rats se multiplient très vite et sont devenus résistants à la plupart des préparations chimiques.

L'utilisation à outrance de certains fongicides cupriques sur les bananiers et les caféiers a entraîné, du fait d'une accumulation excessive, la stérilisation du sol au Costa-Rica et une situation très menaçante au Kenya. L'association écologique malaise Sahabat Alam signale, de son côté, qu'un mal étrange, le *wabak kudis*, frappe les poissons des rizières qui paraissent pourrir vivants et perdent leurs écailles. L'Institut de recherche sur les pêches de Penang devait montrer qu'il s'agit, en fait, d'une septicémie hémorragique induite par les produits agrochimiques. Or le poisson des rizières constitue une source de protéines bon marché dans de nombreux pays asiatiques : les pesticides contribuent donc à la malnutrition de la population. *« Dangereux en Suisse, un pesticide ne l'est-il plus en Amérique latine ? »* se demandait *le Monde* en 1982 (6). Et le journal de relater comment la firme suisse Ciba Geigy vendait le Galécron (*alias* Fundal, *alias* Chlordiméform) à l'Amérique latine alors qu'il est interdit depuis 1976 dans la Confédération helvétique, car il est toxique, provoque des maux de tête et d'estomac, des vomissements et des troubles de l'appareil urinaire. On devait apprendre, début 1983, que la multinationale suisse avait utilisé en 1976 six adolescents égyptiens pour tester son produit. Dans le même temps où Ciba Geigy répandait intentionnellement du Galécron sur ces jeunes Egyptiens, il dépensait 3 millions de livres sterling pour améliorer les mesures de sécurité dans son usine suisse et réduire le contact de ses employés avec le poison.

Face à ce type de *« recherches scientifiques »* prenant pour cobayes des êtres humains, il semble difficile de prendre au sérieux le discours de M. Louis von Planta, président du conseil des directeurs de Ciba Geigy, lorsqu'il déclare, en décembre 1982 à Manille, au congrès Chemrawn II : *« Je voudrais expressément déclarer que les entreprises chimiques et spécialement celles qui opèrent à l'échelle mondiale ont aussi une conscience... Elles commercialisent des produits dont elles endossent pleinement la responsabilité sur le plan de la sécurité techniquement parlant. De ce point de vue, il n'y a aucune différence entre pays développé et pays en voie de développement* (7). »



(Kaligny-Gamma)

TRAITEMENT AUX INSECTICIDES DANS LA CAMPAGNE MEXICAINE
Des solutions souvent néfastes, coûteuses et faussement modernes

La politique du double standard

SITOT installé à la Maison Blanche, le président Reagan a abrogé l'ordre exécutif nº 12 264 signé par M. James Carter juste à la fin de son mandat. *« Nous avons le devoir,* expliquait M. Carter, *de ne pas exporter vers des nations non averties des produits que nous n'autorisons pas nous-mêmes dans notre pays. »* M. Reagan ne l'entendait pas de cette oreille : *« Imposer des contrôles à nos exportations conduit à une réglementation coûteuse* (8). » Et le secrétaire au commerce Malcolm Baldridge de renchérir : *« Les actuelles restrictions font du tort aux firmes américaines. »*

Pour 1981, les exportations américaines de pesticides se sont montées à 1,2 milliard de dollars. Ainsi donc, ce qui s'applique aux Etats-Unis en matière de toxicité, de cancérogénicité et de menaces sur l'environnement, n'est pas forcément vrai à l'étranger : c'est là la quintessence de la politique du double standard. En fait, les Etats-Unis ne sont pas le seul pays qui autorise de telles exportations. Le droit japonais, allemand ou néerlandais spécifie expressément que la réglementation nationale ne s'applique pas aux pesticides destinés à l'exportation et, pour la France, la Grande-Bretagne et la Suisse, les exportations de médicaments sont libres. Or l'Europe exporte plus que les Etats-Unis, et en 1978, par exemple, la CEE s'est assuré 61,5 % du commerce mondial des pesticides pour une valeur de 1,675 milliard de dollars.

L'OCDE a cependant adopté en 1984 une recommandation relative à *« l'échange d'informations concernant l'exportation des produits chimiques interdits ou strictement réglementés »*. L'ONU a dressé une *« liste des produits agrochimiques dont la consommation et/ou la vente ont été interdites, retirées, sévèrement limitées ou non approuvées par le gouvernement* (9) ». Mais ce ne sont là que recommandations n'ayant aucun caractère obligatoire, et que certains tournent facilement. Une publication de 1984 de l'association de défense de l'environnement Sahabat Malaysia affirme : *« La Malaisie, comme d'autres pays en voie de développement, a servi de dépotoir pour des pesticides dangereux fabriqués par des compagnies étrangères (10). »*

Mais, si le tiers-monde utilise aujourd'hui moins du quart des pesticides produits dans le monde, l'expansion attendue est importante, et l'on pense qu'en 1993 le marché des pesticides y représentera 1 575 millions de dollars. Ce débouché est évidemment très intéressant pour les grandes sociétés transnationales de produits chimiques qui dominent le marché mondial. Au cours de la dernière décennie, la production de pesticides dans les pays exportateurs a augmenté de 55 %, et les exportations se sont accrues de 200 %. Ces exportations sont cruciales et extrêmement rentables pour l'industrie ; comme il s'agit de produits relativement anciens dont la production est bien rodée, le fabricant récupère de copieux bénéfices.

L'examen des exportations d'insecticides des Etats-Unis en 1978 montre que le Brésil est leur premier acheteur, suivi du Japon. Mais alors que le Japon achète exclusivement des insecticides organophosphorés, le Brésil importe jusqu'à 10 % d'insecticides organohalogénés, interdits ou sévèrement contrôlés tant aux Etats-Unis qu'au Japon. Il en résulte que les aliments des Brésiliens sont contaminés par des résidus organohalogénés, à tel point que l'Etat de Sao-Paulo n'en divulgue plus les analyses. En avril 1983, l'Etat du Rio Grande do Sul a interdit tous les pesticides organochlorés et tous les insecticides *« non autorisés dans leur pays d'origine »*.

Pour certains, les avantages des pesticides dans les pays en voie de développement ne sauraient être discutés, car ils permettent de réduire les pertes énormes provoquées par les nuisibles avant et après la récolte ; ils constitueraient ainsi un puissant instrument de lutte contre la faim et la malnutrition. De plus, ils sont vitaux pour les sociétés affligées par les maladies parasitaires, car ils permettent le contrôle des vecteurs, voire leur éradication.

Une autre école de pensée admet les aspects négatifs de l'utilisation des pesticides, mais soutient que, dans le tiers-monde, le rapport « risques-bénéfices » est nettement en faveur de leur utilisation. D'autres encore pensent que ce rapport ne saurait être le même dans le tiers-monde et dans les pays industrialisés. Mais comment admettre que le DDT, considéré depuis 1972 aux Etats-Unis comme *« un risque inacceptable pour l'homme et son environnement »*, devienne subitement inoffensif pour le Mauritanien ou le Birman ?

Pourtant, l'Environmental Protection Agency (EPA) constate : *« Les fermiers américains utilisaient il y a trente ans 2 265 tonnes de pesticides et perdaient 17 % de la récolte sur pied. Aujourd'hui, ces mêmes fermiers utilisent douze fois plus de produits et, pourtant, leurs pertes ont quasiment doublé* (11). »

Comment, devant ces réalités, inviter le tiers-monde à utiliser plus de pesticides pour limiter ses pertes ? Actuellement, en Afrique, le foreur du grain *(Prostiphanus truncatus)* fait des ravages dans le maïs, que les insecticides se révèlent incapables de juguler. De même, la mauvaise herbe *Striga asiatica* envahit l'Afrique et l'Asie inexorablement, résistant aux herbicides. Aux Etats-Unis même, le scarabée du Colorado *(Leptinotarsa decemlineata)* et la fourmi de feu *(Sinvicta)* résistent à tout l'arsenal chimique. Le professeur Ehrlich, de l'université Stanford, n'a-t-il pas écrit : *« Les pesticides, de nos jours, ne contrôlent pas les nuisibles, ils les créent. Des techniques de contrôle des nuisibles qui seraient vraiment efficaces seraient bien évidemment une catastrophe pour l'industrie chimique* (12). » Il est consternant, dans ces conditions, de voir certains pays en voie de développement subventionner les pesticides plutôt que d'encourager les méthodes biologiques de lutte contre les nuisibles.

Enfin, dans la lutte contre les diverses maladies transmises par les insectes, les insecticides ont généralement aggravé la situation. L'OMS dut, en 1969, transformer sa *« division d'éradication de la malaria »* en *« division de la malaria et des autres maladies parasitaires »*. Le paludisme (malaria) fait un retour en force partout dans le tiers-monde. En fait, il ne saurait y avoir de victoire sur le paludisme que dans le cadre de la lutte intégrée et si l'on s'attaque aux racines socio-économiques de la maladie. Un vieux proverbe sicilien dit : *« Le traitement de la malaria est au fond de la marmite. »* Et le *British Medical Journal* assurait en 1976 que *« le paludisme doit être battu : il faut, dans ce but, augmenter de façon permanente le niveau de vie et de santé dans les zones impaludées »*.

Quoi qu'il en soit, quarante ans après leur introduction, les insecticides seuls ne sont parvenus à éradiquer les maladies parasitaires dans aucune région du globe. Si la fièvre jaune a été éliminée en Afrique de l'Ouest, ce n'est pas par la disparition du moustique aèdes, mais grâce à un vaste programme de vaccination.

Actuellement, l'utilisation d'autres méthodes permet de se libérer des aléas des pesticides. Certains prétendent que ces méthodes sont trop complexes pour être utilisées dans le tiers-monde. Les exemples de l'Egypte et de la Chine prouvent le contraire. En Egypte notamment, l'utilisation des phéromones à titre expérimental a donné d'excellents résultats, et des investissements importants ont été consentis pour la promotion de la technique de la stérilisation sexuelle de la mouche méditerranéenne des fruits, responsable de dégâts importants.

---

* Professeur à la faculté des sciences de Tunis, auteur de *les Poisons du tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1985.

(1) *Chemical and Engineering News*, avril 1983.

(2) Herbicide nécessitant des précautions d'emploi particulières, responsable de nombreux accidents dans le tiers-monde.

(3) David Bull, *A Growing Problem : Pesticides and the Third World Poor*, Oxfam, Oxford, 1982.

(4) *New York Times*, 9 novembre 1977.

(5) *El Ahali*, 16 février 1983.

(6) *Le Monde*, 6 novembre 1982.

(7) Louis von Planta, *« The Future Role of Chemistry in Removing Constraints on Food Production and Utilization »*, Chemrawn II, *Perspectives and Recommendations*, IUPAC-IRRI, 1982.

(8) *Environmental Science and Technology*, volume 16, nº 2, février 1982.

(9) En accord avec la résolution 31/137 du 17 décembre 1982 de l'Assemblée générale de l'ONU.

(10) *Pesticides and Third World*, Sahabat Alam Malaysia, Penang, Malaisie.

(11) *The New Ecologist*, mai-juin 1978.

(12) Préface au livre de Robert Van den Bosch, *The Pesticide Conspiracy*, Doubleday Anchor Press, New-York, 1980.

Bibliographie

– Mohamed Larbi Bouguerra, « Les aléas du vaccin contre le paludisme », *la Recherche*, avril 1985. *Les Poisons du tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1985.

– Catherine Caufield, « Pesticides : Exporting Death », *New Scientist*, 16 août 1984.

– Jay Feldman, « Pesticides Are No Panacea for Poverty », *New-York Times*, 22 décembre 1984.

– José A. Lutzenberger, « How Agrochemicals Feed the Pests that Destroy the Crops », *The Ecologist*, vol. 14, nº 2, 1984.

– Robert L. Metcalf, « Changing Role of Insecticides in Crop Protection », *Annual Review of Entomology*, vol. 25, 1980.

– Rupanagudi R, Rap et al., « Effects of Exposure of Human Volunteers to the Aerial Spraying of Monocrotophos », *Ecotoxicology and Environment Safety*, vol. 3, 1979.

– Robert Van den Bosch, *l'Engrenage des pesticides*, Payot, Lausanne, 1986.

les livres

L'ÉGYPTE EN ÉTERNELLE GESTATION

Le ver dans le coton

LE TABOU, de Yussef Idris (traduit de l'arabe par France M. Douvier), J.C. Lattès, coll. « Lettres arabes », Paris, 1987, 182 pages, 85 F.

SUR un domaine où vivent plus de sept mille personnes, dans le delta du Nil, à la veille de la chute du roi Farouk et de la dynastie de Méhemet-Ali, Aziza, fellaha saisonnière, mariée, met au monde un enfant adultérin qu'elle étrangle aussitôt.

Drame familier de l'Egypte éternelle ? De l'Egypte aux mille contradictions ? Pays où l'on tue pour laver l'honneur, et où toutes les permissivités ont cours, tant qu'elles sont discrètes. Oui, mais cela n'est que le prétexte choisi par Yussef Idris pour construire son roman. Car le thème du *Tabou* est ailleurs. Il s'agit des rapports de forces qui tissent les relations entre des individus participant à la même œuvre économique.

Unité de lieu : le domaine. Un domaine qui voit, un fois par an à l'heure de la récolte du coton, sa population augmenter avec l'arrivée des saisonniers. Unité de temps ? Elle existe dans l'absence de temps. Et c'est là l'une des réussites de Yussef Idris dans ce roman. Ces personnages qui s'agitent et tournent dans un espace clos, qui recherchent la pécheresse avec tant de nonchalance et sont occupés à bien rester à la place qui leur est assignée dans l'échelle sociale, finissent par nier le cours du temps jusqu'à l'anéantir. Il en fut toujours ainsi...

Cependant le ver est dans le fruit.

L'épilogue du roman nous dit : « *L'année s'acheva. Fikri efendi, malgré tous ses déboires, vit ses efforts couronnés de succès. Le ver fut exterminé, la récolte sauvée, les saisonniers s'en retournèrent chez eux.* » Mais, plus loin : « *L'heure de la révolution sonna et la loi sur la réforme agraire fut promulguée. Al Ahmadi pacha vendit la terre aux paysans, et, avec elle, toutes les possessions du domaine...* »

Fikri efendi est l'inspecteur du domaine. La présence du ver dans le coton ne peut que lui signifier la perte de son emploi. Al Ahmadi est le dernier propriétaire en titre du domaine. Derrière l'apparente stagnation de l'Egypte, il y a toujours des changements en gestation. Plus qu'un roman du temps féodal, plus qu'un roman sur les mœurs dans le delta, delta que Yussef Idris connaît bien pour y être né, *le Tabou* est le roman de l'Egypte millénaire. Celle des fonctionnaires et... des tabous. Celle des jeunes à la recherche de nouveaux horizons : c'est le cas ici de Linda et d'Ahmed Sultan.

NOUVELLISTE prolifique (1), Yussef Idris publia ce roman en 1958 (en arabe sous le titre : *Al Haram*). Et il n'est pas étonnant que le cinéma s'en soit emparé aussitôt pour nous donner l'un des plus beaux films de la cinématographie égyptienne : *le Péché*, 1964. La grande Fatem Hamama y interprète Aziza, la pécheresse, dans ce film signé Henry Barakat.

Roman salué dès sa parution par la critique, *le Tabou* annonçait l'avènement d'une nouvelle génération littéraire qui suivait immédiatement celle de Naguib Mahfouz, et que l'on appellera par la suite la génération de la révolution.

Yussef Idris est médecin de formation. Est-ce là l'un des secrets qui font de lui l'un des plus fins psychologues parmi les écrivains égyptiens ? Est-ce d'avoir exercé dans des hôpitaux populaires, qui lui donne cette connaissance des divers personnages de la société égyptienne ?

HÉDI DJEBNOUN.

(1) Les éditions Sindbad viennent de publier une traduction française de son recueil *la Sirène* (Paris, 1986, 218 pages, 98 F).

AFRIQUE

L'INDUSTRIALISATION A GABÈS ET SES CONSÉQUENCES. – Adnane Hayder

★ **Publications de l'université de Tunis, Tunis, 1986, 332 pages.**

Un bilan de l'industrialisation de la région de Gabès qui, dans le sud-est de la Tunisie, faisait partie d'un ensemble géographique sous-développé par rapport au reste du pays. L'auteur décrit d'abord la situation de Gabès avant l'installation du complexe industriel, ce qui lui permet de bien situer le phénomène d'industrialisation, d'en dégager les conséquences économiques et sociales tout en soulignant les mutations profondes qui s'opèrent dans cet espace. Certes, il ne précise pas que cette industrialisation a renforcé un déséquilibre déjà frappant entre le littoral et le reste du pays ; mais il parvient, à l'aide de plusieurs enquêtes statistiques, à montrer que, malgré sa réussite technique et financière, le complexe industriel n'a pas eu les effets escomptés : Gabès est restée un pôle de croissance commandé par des pôles de développement situés à l'extérieur de la région.

Il est dommage que cette étude reste en deçà de l'actualité. L'auteur aurait pu, en effet, analyser les effets de la crise économique sur la politique de développement régional. Car cette crise, qui touche de plein fouet l'économie tunisienne, incite à se poser la question : le pays est-il en mesure aujourd'hui de s'engager dans de tels projets d'investissement, d'autant que la dette externe a dépassé le seuil tolérable et que la politique d'ajustement appliquée avec le soutien du FMI prône la réduction des dépenses publiques ? Malgré ses limites, l'ouvrage d'Adnane Hayder reste d'un grand intérêt pour ceux qui s'intéressent aux problèmes d'industrialisation et de développement régional dans le tiers-monde.

MOEZ LABIDI.

EUROPE

SYSTÈME POLITIQUE ET ÉLECTIONS EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE. – Henri Ménudier

★ **Peter Lang, coll. « Contacts », Berne, 1986, 225 pages, 39 F.**

Un ouvrage d'information et de consultation permanentes sur la RFA. Après avoir présenté les données de base, notamment historiques, du système politique allemand, Henri Ménudier analyse le système électoral et les élections fédérales régionales et européennes en faisant une incursion dans les élections de la RDA. Il étudie ensuite les partis, les institutions et les groupes de pression. La dernière partie de l'ouvrage est particulièrement précieuse : résultats électoraux détaillés depuis 1871, bibliographie commentée de près de deux cents ouvrages, index des sigles et des personnes.

BERNARD CASSEN.

L'IRLANDE. LES LATINS DU NORD. – Sous la directin de Michel Sailhan

★ **Autrement, hors série n° 23, mars 1987, 240 pages, 85 F.**

Hors des milieux spécialisés, l'Irlande, sans doute le pays le plus méconnu des Etats membres de la CEE, suscite davantage le cliché que l'analyse sereine. La médiatisation de la guerre civile au Nord a empêché de prendre la véritable mesure de ce qui est resté intangible au Sud – le poids de l'histoire et de l'Eglise –, mais aussi de ce qui bouge : les industries de haute technologie, une jeunesse nombreuse et scolarisée, une volonté d'intégration à l'Europe.

Les quelque cinquante contributions réunies par Michel Sailhan sont une bonne occasion de faire le point sur les divers aspects de la République, ses paysages, ses pubs, sa musique, mais aussi sur sa littérature et sur les acteurs de sa politique et de son économie, sans oublier la déchirure de l'Ulster. En somme, un passionnant reportage écrit par plusieurs plumes toujours alertes et le plus souvent pleines d'humour.

B. C.

ASIE

LE DÉFI AFGHAN. L'URSS EN ÉCHEC. – A. de Bures et J.-M. Chafigny. Préface de Laurent Schwartz

★ **Editions Anthropos, Paris, 1987, 310 pages, 110 F.**

Préparé par les membres du Bureau international Afghanistan qui, depuis cinq ans, militent pour la libération de l'Afghanistan et la solidarité internationale avec son peuple en lutte, cet ouvrage propose les données du conflit et les perspectives de règlement qu'ont fait naître quatre années de laborieuses négociations entre le Pakistan et le gouvernement de Kaboul. Il est agrémenté du compte rendu d'une mission d'aide à l'élevage et à l'agriculture effectuée par deux membres du BIA en 1986, près de la frontière du Pakistan. Alain de Bures, auteur de la mission, parle des agriculteurs et éleveurs avec lesquels il a travaillé sous les bombes et nous donne, d'une plume alerte et élégante, l'un des meilleurs passages écrits sur cette guerre. Le vrai défi qui menace les Soviétiques, semblent dire les gens du BIA, n'est pas tant celui des armes, mais plutôt la ténacité, l'enracinement d'un peuple de paysans qui n'entend pas baisser les bras.

PHILIPPE FLANDRIN.

DERNIER PAN DU GLACIS DE PRETORIA

La Namibie, enjeu stratégique pour l'Occident

LA Namibie est, à double titre, un enjeu majeur pour Pretoria et la survie du « bastion blanc » d'Afrique australe. L'ancienne colonie allemande du Sud-Ouest africain est en effet le dernier pan du glacis qui isolait le pays de l'apartheid des Etats indépendants d'Afrique noire : elle pourrait devenir, si elle obtenait l'indépendance, la base logistique de l'ANC, principal mouvement de libération d'Afrique du Sud. De surcroît, son sous-sol recèle des richesses minières considérables : cuivre, diamants et, plus encore, uranium.

Ingolf Diener (1) expose avec clarté ces deux aspects et les manœuvres dilatoires de la diplomatie sud-africaine, qui a réussi à ajourner l'indépendance de la Namibie depuis 1966 – année où l'ONU a déchu Pretoria de son mandat sur le Sud-Ouest africain. Il relève une « coïncidence » : quatre des cinq puissances occidentales du « groupe de contact » (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Canada et RFA), chargé de trouver une solution au problème de la Namibie, sont aussi celles qui sont liées à l'exploitation de son uranium. Le consortium qui exploite la fameuse mine de Rossing, sous la houlette de Rio Tinto Zinc (britannique), comprend également, en effet, la compagnie française Total, l'Urangesellschaft ouest-allemande et une filiale canadienne de RTZ.

Le « groupe de contact » n'ayant jamais rien obtenu de Pretoria, la France a décidé en 1983 de suspendre sa participation à ses travaux, Total n'en continue pas moins à faire partie du consortium. Quant aux diamants, ils sont exploités par la De Beers sud-africaine, et c'est une société américaine qui extrait le cuivre de Tsumeb.

L'ouvrage ne se borne pas à une analyse de la stratégie politico-économique de l'Afrique du Sud et de ses « alliés » occidentaux. Après une présentation des différentes ethnies, il fait un historique détaillé des – sombres – heures de la colonisation allemande, marquée par le quasi-génocide des Hereros, et de l'administration sud-africaine, qui imposa durement l'apartheid au territoire. L'auteur a eu l'heureuse idée de citer au passage quelques-uns des plus beaux textes de la résistance africaine à la domination européenne : entre autres, la correspondance de deux chefs africains illustres, le Nama Hendrik Witbooi et le Herero Samuel Maharero, et la déclaration de Herman Toivo, l'un des leaders de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (South West African People's Organization, SWAPO), devant le tribunal sud-africain qui le condamna en 1968 à vingt ans de prison.

Apartheid, la cassure, *malgré son titre peu explicite, et en dépit d'un style militant qui encombre parfois l'exposé, est sans doute le meilleur livre en français sur la Namibie.*

CLAUDE WAUTHIER.

(1) Ingolf Diener : *Apartheid, la cassure. La Namibie, un peuple, un devenir*, Arcantère, Paris, 1986, 341 pages, 130 F.

UNE ENFANCE TZIGANE EN HONGRIE

Vivre, la seule loi

COULEUR DE FUMÉE, de Menyhért Lakatos (traduit du hongrois par Agnès Kahane), Actes-Sud, Arles, 1986, 373 pages, 120 F.

DANS la littérature hongroise contemporaine, Lakatos occupe une place à part : il est unique, précurseur, pionnier, fondateur ; il occupe en fait la place du père. Tzigane, issu de ces colonies misérables où les Tziganes de Hongrie étaient déjà sédentarisés, il est également le premier intellectuel, l'initiateur de cette intelligentsia tzigane de Hongrie. Son autobiographie, dont Actes-Sud nous propose une version française, est la genèse de cette préhistoire et Menyhért Lakatos nous fait revivre ses universités.

Son chemin, nous le suivons depuis les premiers temps du souvenir jusqu'à la fin de l'adolescence ; depuis que l'enfant se découvre lui-même dans ce *putri*, village de misérables cabanes qui est son coin de terre à lui, jusqu'à la rencontre avec le monde extérieur, hostile et fascinant, qui lui apprend, par la différence, sa propre et complexe identité.

L'enfant, à qui le hasard autant que la détermination des parents a ouvert les portes du lycée, doit d'abord apprendre que « *ce n'est pas facile d'être un Tzigane* » ; il n'a pourtant pas le choix. Mais il triomphe des embûches, de la solitude, des complots, des quolibets, car il est « *mû par le désir de prouver que j'étais, moi aussi, né d'une femme et que j'appartenais à la race des humains* ». L'enfant tzigane a beau, quelques années plus tard, être attiré par une jeune fille bourgeoise, il reste indissolublement attaché aux siens. Il les appréhende aussi bien de l'intérieur qu'en prenant un inévitable recul.

Les croyances, par exemple, qui attribuaient les maladies, et donc les guérisons, à des forces surnaturelles, conduisaient à traiter les plaies ouvertes par l'application de crottin de cheval tiède ou de toiles d'araignée. Le jeune homme est déchiré : « *Tout en affichant un grand mépris pour ces croyances, je ne pouvais moi-même m'en affranchir.* »

Le monde tzigane est dur : la vie quotidienne est lutte pour la survie, surtout l'hiver : « *Manger et se chauffer ! Tel était l'unique souci quotidien... La vie réclamait son dû... Vivre, c'était la seule loi.* » Au-delà de la rigueur des privations, les rapports entre les gens dans les sociétés tziganes sont marqués par la violence ; affrontements au gourdin, bagarres. Mais aussi, traitements inhumains infligés à qui s'avisait de contrevenir aux normes de la communauté : mutilations, humiliations... Les femmes n'y jouissent d'aucun droit, elles servent, elles accouchent, elles souffrent. Elles comptent pourtant : « *Dans la vie des Tziganes, seules comptaient réellement les choses sexuelles.* » L'embauche de l'été, c'était « *une migration collective, comme chez certains poissons, qui parcourent des milliers de kilomètres pour obéir à leur instinct de reproduction* ». Et poutant, ce monde abruti, brutal, primitif, il appartient tout entier à l'auteur : « *Je n'osais m'avouer la vérité, que tout ce qui s'était passé autour de moi, dans ce que j'avais vécu, je l'aimais tout entier, tel quel, dans toute sa sombre brutalité.* » Car il est traversé par la joie : la joie des accouplements, la joie des expéditions, la joie du ventre, la joie des fêtes, la joie aussi de la solidarité et de la générosité. Comme le dit cet instituteur hongrois : « *Je ne connais pas votre univers tzigane, mais je le crois plus humain, plus propre que ce monde de carnaval où chacun se dissimule sous un masque.* »

Car si le *putri* tzigane est le cadre essentiel du roman, le reste du monde existe toujours, impitoyable pour le paria. Les chasseurs hongrois, ivres, font danser les jeunes Tziganes jusqu'à la syncope, pour les tirer ensuite comme des lapins. La justice de Hongrie traite les enfants tziganes à coups de nerf de bœuf. Et au fur et à mesure que les menaces montent en Europe dans les années 30 et que les forces les plus réactionnaires gagnent du terrain, en Hongrie même la situation se dégrade : tous les juifs ont été chassés du lycée, un petit Tzigane est noyé dans les WC de l'école : le pont entre les deux mondes a cessé d'être possible.

ALORS Menyhért Lakatos prend conscience : « *Et je compris surtout que mes malheurs n'avaient pas débuté à l'école, mais quelque part au milieu des calèches et dans les nuits de débauche des messieurs de la haute.* » Ce n'est pas tout ; car des dangers encore plus terrifiants l'attendent, vers lesquels notre Tzigane et les siens, à la fin du livre, partent dans l'allégresse bruyante, dans la « *noblesse de leurs rêves* », laissant le lecteur bouleversé, la rage au cœur.

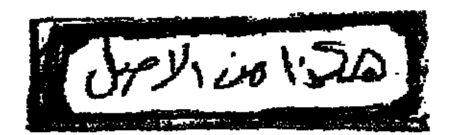
Un livre puissant, une épopée sombre, rouge, bigarrée, débordante de vie, mêlant amour profond et rationnelle lucidité, remarquablement servie en français par la langue vigoureuse de la traductrice.

ÉVA TOULOUZE.

HISTOIRE

ÉCONOMIE





[Liv]res du mois

HISTOIRE

L'ABANDON DES JUIFS. – David S. Wyman

★ Flammarion, Paris, 1987, 460 pages, 150 F.

« Comment et pourquoi les Alliés ont-ils pratiquement laissé faire ? » Wyman n'est pas le premier historien à s'interroger sur l'inertie des Américains face au génocide (1), mais son livre fera date par l'ampleur de sa documentation.

« Peu et tard » : ce titre de chapitre résume le bilan sans complaisance établi par David S. Wyman qui précise ce qui aurait pu être fait pour sauver une bonne partie des juifs d'Europe, dès la décision de la « solution finale » par les nazis. Mais il aurait fallu vaincre des tendances internes à la société américaine : les divisions des associations juives ; la situation paradoxale de l'information (dès 1941, « on a su », mais la presse n'a que très rarement ouvert ses colonnes aux nouvelles d'Europe) ; le désintérêt de Roosevelt, ligoté par un électorat sensible au slogan de ses adversaires, *New Deal is a Jew Deal* ; enfin, révélation pour le lecteur français, la puissance de l'antisémitisme aux Etats-Unis, surtout pendant la guerre.

JEAN-JACQUES GUINCHARD.

(1) Voir Arthur Morse, *While Six Million Died : A Chronicle of American Apathy*, New-York, Random House, 1967 ; Walter Laqueur, *le Terrifiant Secret. La « solution finale » et l'information étouffée*, Paris, Gallimard, collection « Témoins », 1981.

ÉCONOMIE

L'ÉTAT ET L'INVENTION, HISTOIRE DES BREVETS. – Yves Plasseraud et François Savignon

★ La Documentation française, Paris, 1986, 281 pages, 100 F.

C'est dans la Venise marchande, entreprenante et cosmopolite du seizième siècle que se dégage l'idée que l'Etat peut et doit encourager l'activité inventive en protégeant l'investissement de l'inventeur et en lui reconnaissant des droits sur sa création.

Des patentes et monopoles délivrés par le roi, souvent dans l'arbitraire, on évolue au dix-huitième siècle, sur fond de Lumières et d'Encyclopédie, vers une codification des droits et obligations de l'inventeur à l'égard de la société (limitation de la durée du privilège, déchéance du privilège pour non-exploitation). Leur principe est même inscrit dans la Constitution américaine. L'institution du brevet moderne et sa généralisation au dix-neuvième siècle, accompagnent la révolution industrielle et technologique (chimie, mécanique, métallurgie, puis électricité), mais entravent le développement du commerce international : les économistes libéraux du dix-neuvième siècle s'élèvent alors contre toutes les formes de monopole et contre le brevet, symbole du protectionnisme. mais à l'image de l'Union postale, on rêve d'une loi universelle de la propriété industrielle. La convention de Paris jette, en 1883, les bases d'un traité que signeront progressivement tous les Etats, l'URSS n'y adhérant qu'en 1965 et la Chine en 1985. Du triangle national Etat-inventeur-entrepreneur, on passe à un jeu mondial à joueurs multiples. Dans le cadre de ce droit minimal de la guerre économique, coexistent des dispositifs nationaux très différenciés : les auteurs les passent en revue et dégagent, de manière éclairante, la portée économique de ces procédures complexes comme, par exemple, l'examen différé, l'obligation d'exploiter ou les exclusions de brevetabilité que le Brésil et d'autres pays du tiers-monde utilisent pour limiter l'emprise des firmes multinationales.

Si les auteurs apprécient de manière nuancée l'impact des organismes de propriété industrielle sur l'activité productive, ils ne mettent peut-être pas suffisamment en relief leur lourdeur bureaucratique : ces institutions n'ont-elles pas tendance, parfois, à faire prévaloir leurs intérêts ou leur logique propres au détriment de l'efficacité économique ?

MAURICE RONAI.

STRATÉGIE

LA FRANCE SANS DÉFENSE ? – Général Dubroca

★ Plon, Paris, 1987, 207 pages, 75 F.

Le livre sans prétention mais combien courageux de celui qui fut à la fois l'opérationnel et le technocrate, qui se veut metteur au point de l'homme de guerre et de son outil, qui dénonce calmement les cas patents de non-adaptation de l'un à l'autre.

Pour ne pas perdre la guerre moderne, qui, à la limite, pourrait se déchaîner sans délai d'alerte, il importe d'être prêt à la conduire dès le temps de paix. Et l'auteur d'aligner les exemples qui montrent que, même dans leurs meilleures composantes, les forces françaises seraient très souvent dans l'incapacité de réaction immédiate. Compte tenu de la fragilité de nos modes de vie actuels, la France – non plus que l'Europe de l'Ouest – ne saurait supporter une *« grande guerre conventionnelle »*. Sa défense doit donc privilégier la seule arme dissuasive : le système nucléaire stratégique. Cette arme n'est pas exclusive mais elle est prioritaire. C'est pourquoi, s'agissant du reste, il faut choisir et couper sans pitié tout ce qui dépasse, quelle que soit sa valeur relative : porte-avions, chars de combat, arme nucléaire préstratégique, gros effectifs, c'est-à-dire service national. Abandonner aussi l'illusion *« atlantiste »* du *« champ de bataille européen unique »*. La France ne saurait avoir d'autre stratégie que celle de l'économie de moyens. Sans jamais tomber dans la facilité du « n'y-a-qu'à », l'auteur prêche pour une défense sur mesure. Quand on n'est pas l'URSS ou les Etats-Unis, qui peuvent s'offrir l'éventail des forces, quand on n'a pas sous la main un Lazare Carnot ou un Charles de Gaulle pour imposer les choix déroutants, il faut que l'opinion sache, veuille et pèse. Pour l'y préparer, il faut des livres comme celui du général Dubroca.

GEORGES BUIS.

CULTURE

LE FRANÇAIS ÉCORCHÉ. – P.-V. Berthier et J.-P. Colignon

★ Editions Belin, Paris, 1986, 250 pages, 60 F.

Malheur à ceux qui liront ce livre ! Ils riront de bon cœur, apprécieront des exemples savoureux, se réjouiront de plaisants commentaires. Mais, l'ouvrage refermé, ils hésiteront à prendre la plume, par peur d'accumuler dans leur texte d'énormes bourdes dont cet ouvrage nous offre un superbe florilège. Bénie soit cette crainte, qui seule peut nous restituer le plaisir d'écrire, mais aussi la joie de lire, trop souvent gâchée par l'à-peu-près ou l'inutile lourdeur, au point que le sens du texte devient incertain.

Il est de bon ton de répéter qu'une langue évolue sous peine de se scléroser et de mourir. Certains en tirent argument pour justifier de déconcertantes approximations et de fâcheux contresens, des fautes difficilement pardonnables, qui rendent leurs phrases incompréhensibles. Peut-être croient-ils ainsi rendre la langue plus vivante ? En fait, ils la tuent, et en même temps ils assassinent la pensée, éliminent toute possibilité de communication. *Le français écorché* a le grand mérite de ne pas s'attacher à préserver coûte que coûte des formes d'expression plus ou moins académiques. Plein d'humour, il va à l'essentiel : ce qu'il veut sauvegarder, c'est la clarté et la précision, sans lesquelles les individus ne parviennent plus à se comprendre. Les moyens de communication de masse nous offrent trop d'exemples de ces phrases où se diluent, au point d'en devenir incompréhensibles, les faits et les idées qu'il s'agissait de faire connaître.

C. J.

Le capitalisme comme idéal

Par YVES FLORENNE

LE titre même de la collection « Apologiques », où paraît le livre de Michael Novak, avertit le lecteur : il s'agit de l'apologie d'une *Ethique économique* – l'un des *« fondements de l'idéal américain »* – et des *Valeurs de l'économie de marché* (1). « Apologies », complément, annexe, de la grande collection « Théologies », se propose d'apporter des vues « engagées » (dans des directions diverses), sinon polémiques, bref : d'ardents plaidoyers, en marge d'une recherche purement théologique.

La plaidoirie est ici fort utile, car l'essence morale de la pratique économique ne sautait pas aux yeux. Quant aux « valeurs » du marché, au sens mercantile ou financier, elles existent incontestablement, mais ne semblent pas appartenir par priorité à l'ordre spirituel.

Certes, ces valeurs sont honorées avec une ferveur et une activité exemplaires par la société américaine, où la valeur même de l'homme, tout au long de sa vie et à l'heure du bilan final, se chiffre comme on sait en dollars. C'est que les mots « valeur », « valoir », recouvrent des sens très différents. Ainsi, en français, « vaurien » exprime familièrement une appréciation morale et sociale fort claire ; à moins qu'il ne soit, par antiphrase, un mot tendre. Dans l'appréciation américaine, le vaut-rien, c'est simplement *le* pauvre.

Le propos de Michael Novak est donc une défense et une illustration du « capitalisme démocratique ». Selon lui, la supériorité de ce système social se manifeste avec le plus vif éclat dans trois grands pays : les Etats-Unis, qui l'auraient inventé, l'Allemagne et le Japon. Les autres rares démocraties du monde approcheraient de plus loin cet idéal. Conviction d'autant plus sincère et profonde chez l'apologiste qu'elle procède d'une conversion. Et l'une comme l'autre s'éclairent par son itinéraire personnel. Descendant d'une famille émigrée il y a un siècle d'un pays opprimé, la Slovaquie, il avait appris d'elle, avant d'avoir pu le considérer comme un bienfait naturel, ce que c'est que de respirer plus librement. La réalité de l'oppression, il devait l'éprouver beaucoup plus tard de façon tangible, par une simple visite à sa patrie d'origine.

Catholique, et qui se préparait à la prêtrise, il inclinait à gauche et *« jugeait sévèrement le capitalisme »*. Son évolution allait pourtant le conduire à rompre avec le socialisme chrétien. C'est que, dessillé, ayant vu que *« le rêve du socialisme démocratique ne peut concurrencer le rêve du capitalisme démocratique »*, il avait répudié le premier, cependant que, dans une sorte de Pentecôte, le second s'était révélé à lui par *« son âme, son esprit vivant »*. Il avait dès lors tous les titres (auxquels se joindra plus tard celui de titulaire de la chaire de « Religion and Public Policy » à l'American Enterprise Institute de Washington) pour devenir le théologien du capitalisme démocratique.

Non pas qu'il soit victime d'un nouvel aveuglement. Certes, ce système étant humain, n'est pas *« exempt du péché »*. Mais *« tous les autres sont pires »*. Churchill l'avait déjà dit, avec de l'humour (qui n'est pas le péché de l'auteur). Très libre à l'égard de son Eglise, Michael Novak déplore l'anticapitalisme obstiné de la tradition catholique qui n'a jamais *« rien compris »* à ce système économique.

La théologie l'a à peu près ignoré. Il était donc plus que temps d'y remédier. Ce qui conduit ce théologien à s'élever contre une nouvelle forme d'errement consacrée par des évêques d'Amérique latine : la théologie de la libération. Au plus influent des théoriciens et propagandistes de ce mouvement, Gustavo Gutierrez (2), il reproche de *« croire sans équivoque à l'immoralité de la propriété privée »*. C'est probablement que Guterriez est édifié par celle qu'il a sous les yeux, et par les grands propriétaires.

PLUS généralement, quelle est l'attitude de Novak à l'égard du tiers-monde ? De la compassion, sans doute, et de l'agacement. Il trouve *« curieux qu'on fasse porter au capitalisme démocratique la responsabilité d'une pauvreté »*, en quelque sorte naturelle, *« qui a des centaines d'années de plus que sa prétendue* cause ». Curieux aussi qu'il oublie que la conquête de l'Amérique du Sud (laquelle commence d'ailleurs au Mexique) par des Européens également du Sud, n'a pas moins de quatre cent cinquante ans et qu'elle n'a cessé de se poursuivre sous d'autres formes. Là et ailleurs. Quant à l'Amérique du Nord, abordant la démographie, Novak relève au passage que, vers 1500, il y vivait de vingt-cinq à cinquante millions d'Indiens ; et que cette population, écrit-il, *« s'est spectaculairement réduite »* à un million. L'expression, dans sa forme pronominale, est vraiment admirable.

A travers tant d'enseignements divers, le lecteur s'instruira sur les principes, la nature et les réalités du capitalisme démocratique. En deux mots : ouvert à tous pour le mieux-être de tous et leur plus de liberté, il est libéral, certes, mais d'un *libéraisme* contrôlé. Ce contrôle assurant précisément son caractère démocratique. Pluraliste, il se fonde sur une trinité, indissociable par essence, et pourtant séparée classiquement en trois pouvoirs : *« le politique, le techno-économique, l'éthico-culturel »*. Ainsi « encadré », l'économique n'a eu que le jeu que lui laissent le politique et l'« éthico-culturel ». Compte tenu toutefois que *« chacun des systèmes réagit sur l'autre »*.

On ne peut rester insensible à la foi dans le « capitalisme démocratique » qui illumine son théologien, et qui va s'exaltant : *« forme simple de sagesse adaptée à notre monde »* ; *« renouvellement spirituel »* (du capitalisme intégral) et dont l'histoire *« vibre de puissants mouvements de réforme inspirés par des visées idéalistes »* ; enfin, un « idéal communautaire », et « le plus élevé » de tous.

Le lecteur observera peut-être que l'association du mot « idéal » et du mot « capitalisme » n'est pas courante. Préjugé intellectuel ? Faux pli de l'esprit ? Simple affaire de vocabulaire ? Il est des mots difficiles à exorciser.

(1) Michael Novak, *Une éthique économique – Les valeurs de l'économie de marché*, CERF-Institut La Boétie, coll. « Apologiques », Paris, 1987, 444 pages, 175 F.

(2) Chez le même éditeur et dans la même collection, Gustavo Gutierrez, *la Libération par la foi*, et *la Théologie de la libération* (à paraître).

COMMUNICATION

LE DROLE DE DRAME DU CINÉMA MONDIAL. – Charles-Albert Michalet

★ La Découverte – Centre fédéral FEN, coll. « Cahiers libres », Paris, 1987, 216 pages, 89 F.

Alertez les cinéphiles ! Ils doivent lire ce livre de toute urgence. D'abord parce que son auteur est un des rares économistes à s'être penché sur l'infrastructure du cinéma avec une rigueur toute scientifique. Ensuite, parce que son analyse est d'une terrible lucidité : *« Le déclin du cinéma*, nous annonce-t-il, *est irréversible »* ; résultat de la concurrence effrénée des grandes machines de télécommunications.

Chiffres à l'appui *(« dans le septième art, l'économique est toujours au cœur »)*, l'auteur démontre comment tous les grands bouleversements du paysage audiovisuel menacent de mort imminente l'art et l'industrie cinématographiques et risquent de tuer dans l'œuf les cinémas des pays pauvres.

IGNACIO RAMONET.

LE JT, MISE EN SCÈNE DE L'ACTUALITÉ A LA TÉLÉVISION. – Bernard Miège et al.

★ La Documentation française, coll. « Audiovisuel et communication », Paris, 1986, 250 pages, 80 F.

De toutes les émissions, le journal télévisé est certainement celle qui suscite les débats les plus passionnels. En France, et ailleurs aussi, il demeure au centre de toutes les convoitises politiques ; et tous les pouvoirs, depuis 1958, ont été soupçonnés de vouloir le contrôler.

Malgré son importance, le téléjournal demeure mal étudié. Ce livre vient combler, en partie, une telle lacune. Neuf auteurs, rassemblés autour de Bernard Miège, ouvrent de nouvelles perspectives d'analyse et insistent sur l'importance de la scénographie, de la mise en scène.

I. R.

LE GACHIS AUDIOVISUEL. – Jean-Jacques Ledos, Jean-Pierre Jézéquel et Pierre Régnier

★ Editions ouvrières, coll. « Mise au point audiovisuel », Paris, 1986, 228 pages, 80 F.

Alors que l'Etat français vient de vendre au secteur privé la principale chaîne de télévision, ce livre nous rappelle que le *« gâchis »* ne date pas d'aujourd'hui. Les auteurs retracent l'histoire des rapports entre les différents gouvernements et la radio et la télévision, ces *« indispensables instruments de gouvernement »*.

Ils analysent les diverses réformes de l'audiovisuel qui ont, selon eux, accéléré le démantèlement du service public au profit des *« puissances financières »*, et proposent la cogestion de la télévision en associant les usagers à sa gestion et à sa programmation.

I. R.

LE CHOC DES TÉLÉS. – Gérard Le Febvre

★ Robert Laffont, Paris, 1986, 300 pages, 95 F.

Sur toutes les questions que soulève aujourd'hui l'explosion de l'audiovisuel, ce livre apporte des réponses documentées. L'auteur compare constamment – c'est l'une des richesses de l'ouvrage – la situation française à celle d'autres pays et nous montre – dans une langue d'une grande clarté – l'état des problèmes partout dans le monde.

Les enjeux culturels et économiques sont longuement passés en revue ; ils structurent, d'une certaine manière, l'ensemble de la réflexion qui voudrait être, aussi, une prospective pour la télévision de demain.

I. R.

LA POLITIQUE A L'AFFICHE. – Jean-Marc et Philippe Benoît et Jean-Marie Lech

★ Editions du May, Paris, 1986, 226 pages, 220 F.

Les auteurs, ici, ont analysé, en véritables historiens de la communication, les affiches politiques. Et répondent – à l'aide de reproductions, de statistiques, de résultats de sondages – aux questions que chacun se pose : la publicité politique est-elle efficace ? Justifie-t-elle ce qu'elle coûte ?

I. R.

ÉTATS-UNIS

LE SYSTÈME POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS. – Marie-France Toinet

★ Presses universitaires de France, collection « Thémis », Paris, 1987, 630 pages, 180 F.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, il n'y a pas eu, depuis des années, d'ouvrages français sur le système politique américain. Le livre de Marie-France Toinet répond donc à un besoin, comble un vide et restera longtemps la référence en la matière.

Le sujet est traité à partir d'une description minutieuse des institutions : Constitution, Congrès, présidence, administration, justice, Etats et collectivités locales. Elle se prolonge par l'analyse détaillée du fonctionnement du système politique et de ses acteurs qui révèle l'extrême complexité du régime américain et bouscule un bon nombre d'idées reçues, qu'il s'agisse des élections, du vote de la loi, des équilibres entre les pouvoirs ou du rôle des partis, des groupes d'intérêts et de la presse.

Parfaitement documenté, accompagné d'une bibliographie très fouillée et de précieux index, ce livre est d'abord un outil de travail indispensable aux étudiants et aux chercheurs. Il contient aussi une analyse critique pertinente du système politique américain par l'une des meilleures spécialistes des Etats-Unis.

CHRISTIAN DE BRIE.

UNE NOUVELLE UTOPIE : LE PACTE SATURNIEN

L'entreprise, dernier horizon de la démocratie ?

Par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

« *IL faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau.* » Ce n'est pas par hasard que Philippe Messine a placé cette citation d'Alexis de Tocqueville en exergue d'un des chapitres de son dernier livre, *les Saturniens* (1). Cent cinquante-deux ans après *De la Démocratie en Amérique*, la phrase de Tocqueville est d'une troublante actualité. A travers la crise que nous traversons depuis une quinzaine d'années, un monde tout nouveau se met peu à peu en place, bouleversant les cultures, les modes d'organisation, les systèmes de valeurs, forgés au dix-neuvième siècle avec la première révolution industrielle.

Un monde tout nouveau dont la technologie et l'entreprise semblent être les deux piliers. Du moins dans les discours. Mais où la réflexion politique est singulièrement absente. C'est pourquoi le livre de Philippe Messine est salutaire. A l'heure où l'on croule sous les traités de gestion, les innombrables mémoires de patrons de choc ou de syndicalistes du passé, les bouquins de vedettes médiatiques qui se piquent d'intellectualisme, à l'heure où l'économisme fait fonction de discours dominant, *les Saturniens* apporte une bouffée d'oxygène.

Les défis de la puissance japonaise

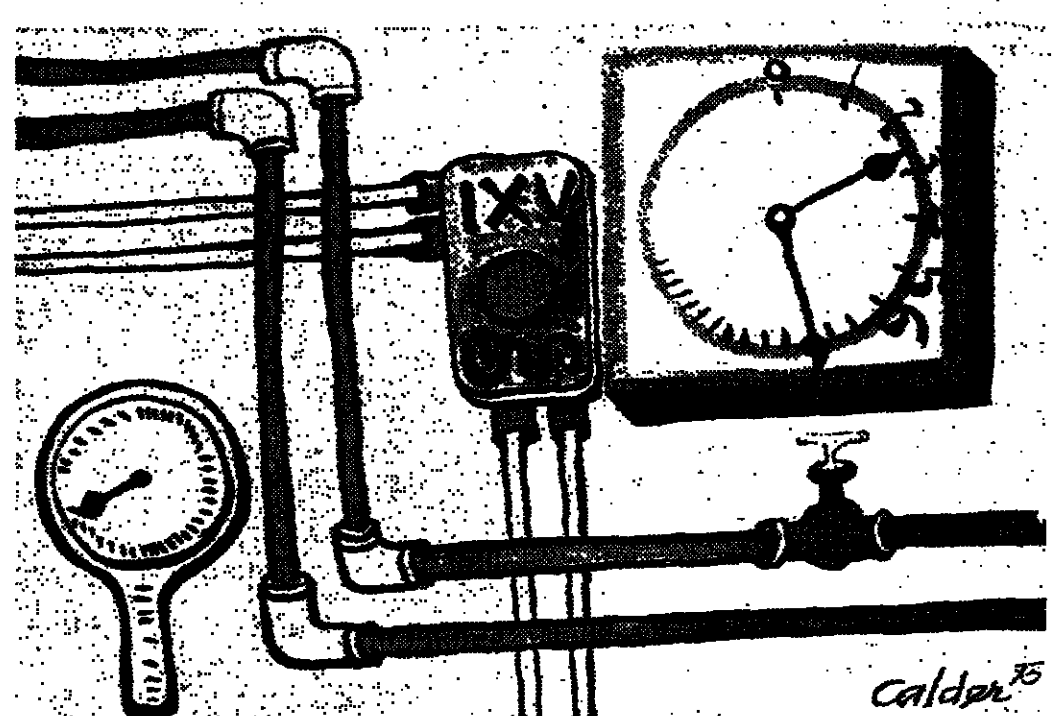
LES Saturniens – dont le titre évoque un mariage de la science-fiction et de la philosophie grecque, – c'est d'abord le récit de ce qui se passe aux Etats-Unis. Un reportage à l'intérieur des entreprises américaines confrontées au double défi de la crise et de la puissance japonaise montante, et qui sont devenues un laboratoire technologique et social plein d'enseignements, pour nous autres Européens.

Une crise dont la compréhension est rendue « *impossible par le minutieux cloisonnement entre le micro-économique, fief des instituts de gestion, et la macro-économique, domaine réservé des facultés d'économie* ».

Une crise où l'entreprise est au centre, car « *c'est là que se réalise l'investissement productif, c'est là que se mettent en œuvre les rapports sociaux et la division du travail, c'est là que les nouveaux savoirs technologiques s'intègrent au processus de la création des richesses* ».

Dans ce laboratoire américain – « *qui ne saurait être un modèle, car chercher des modèles c'est chercher à copier, donc avouer son incapacité à créer* » – Philippe Messine distingue trois grandes écoles. D'abord, les néotayloriens dont « *l'objectif est de graver la structure taylorienne dans le logiciel et le matériel informatiques pour la rendre aussi intangible et incontournable que possible* ». Ce néotaylorisme, qui a fleuri sous M. Reagan, s'appuie sur l'idée de la technologie-substitution : « *On prétend cristalliser dans l'objet, en particulier dans les programmes informatiques, le maximum, sinon la totalité, du savoir pratique des travailleurs.* » Choix redoutable, selon l'auteur, pour l'avenir : « *Le savoir ainsi gelé ne sera plus vécu par les opérateurs sur le terrain. Il ne bénéficiera pratiquement plus d'aucun retour d'expérience permettant de le corriger et de l'enrichir. Il deviendra un savoir mort, incapable d'évoluer.* »

Seconde école : les Californiens, qui « *cherchent un autre type de relations entre l'homme et la machine, entre le savoir vivant et le savoir figé* ». Ces patrons veulent accroître l'efficacité de leur entreprise. Or celle-ci dépend de la technologie, mais aussi de la qualité du travail spécifiquement humain. D'où leur volonté d'améliorer chacun des deux facteurs. Ils plaident pour le travail intelligent, la requalification : « *Le message des Californiens est simple ; il faut maintenant investir dans le travail des hommes...* » Mais, « *pour que le travailleur ne soit pas contre l'entreprise, il faut qu'il cesse d'être face à elle ; il ne suffit pas qu'il soit avec elle, il faut désormais qu'il se fonde en elle* ».



(*Plumbings 1*, gouache de Calder.)

La fin du modèle californien

ON cherche à établir une société consensuelle où l'on gomme les sources de conflit, où le salarié se sent responsable de lui-même, mais aussi du travail de son voisin. On ne travaille plus pour IBM. On est IBM. Du matin au soir. Du soir au matin. L'entreprise sécrète une morale qui lui est propre. Ceux qui l'acceptent participent à la communauté. Ceux qui ne l'acceptent pas sont poussés dehors. Ce modèle californien a fait la preuve de son efficacité dans les années 70. Bien des entreprises françaises cherchent aujourd'hui à l'appliquer. Au moment même où il semble s'essouffler aux Etats-Unis. A l'image d'IBM dont la crise actuelle risque fort de faire voler en éclats le consensus communautaire qui a fait, entre autres, la force du numéro un mondial de l'informatique. « *L'entreprise californienne,* explique Philippe Messine, *fonctionne comme un mécanisme d'occultation des problèmes réels du pouvoir. Mais ceux-ci n'en cessent pas pour autant d'exister... Les divergences d'intérêts entre managers, actionnaires et salariés ne peuvent être dissimulées. Elles font éclater les mythes.* » Et donnent naissance à une nouvelle approche : celle des « Saturniens ».

Ce qualificatif est né du projet Saturn de General Motors. Il s'agit, pour le géant de l'automobile, confronté à la concurrence japonaise, de créer sous ce nom une filiale indépendante où la production sera entièrement automatisée. Jusque-là, rien d'original. Ce qui l'est plus, c'est la conception même de l'usine – intégrée, flexible et modulaire – et surtout le pacte social qui accompagne le projet Saturn.

A la différence des Californiens, qui ne prisent guère les syndicats et misent sur l'individualisme des salariés, les dirigeants de General Motors ont cherché à « mettre dans le coup » le puissant syndicat de l'automobile, l'UAW. Chacune des deux parties a fait des concessions : « *Le pacte saturnien tend ainsi à remplacer le pacte fordien. La négociation, axée sur le revenu et la codification des tâches, cède la place à une négociation axée sur l'emploi, la technique et le pouvoir.* » Certes, « *les Saturniens partagent, avec les Californiens, l'utopie du consensus, mais un consensus limité à l'essentiel, aux principes de base (les contraintes de compétitivité, la sanction du marché, le profit), et qui tolère l'espace du conflit dans la vie quotidienne.* »

Dans la seconde partie de son ouvrage, Philippe Messine cherche à tirer les enseignements pour la France de ce qu'il a vu outre-Atlantique. Dénonçant les archaïsmes de toutes sortes, décrivant le désarroi de la gauche et des syndicats, il tente de dessiner les contours d'une voie nouvelle permettant de concilier entreprise et démocratie. Cette partie fourmille de remarques fort justifiées et de propositions qui prêteront, bien sûr, à discussion et à contestation.

Un pivot de la pensée collective

« *L'ENTREPRISE,* constate l'auteur, *devenue le pivot de l'effort collectif, tend de plus en plus à devenir aussi le pivot de la pensée collective.* » Il dénonce, à juste titre, cet « *économisme moderne qui affirme simultanément l'autonomie de la sphère économique et sa primauté sur les autres sphères de réflexion* ».

C'est bien là que le bât blesse. Si l'on n'y prend garde, la société engendrée par les bouleversements actuels risque fort de calquer ses modes d'organisation sur ceux de l'entreprise. S'il est vrai que l'on a trop longtemps négligé le rôle de celle-ci et de son moteur, le profit, il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse.

L'entreprise est une composante très importante de la vie de la cité. Elle n'est pas la seule. Or relier, comme le fait Philippe Messine, la démocratie dans l'entreprise avec la démocratie dans la cité ne revient-il pas, précisément, à faire le jeu de l'économisme ?

Son analyse, d'inspiration gramscienne, n'accorde-t-elle pas une importance démesurée à ce qui se passe sur les lieux de travail ? Ne faut-il pas d'abord réfléchir plus à fond sur les finalités de l'entreprise ? Celle-ci n'a pas vocation à apporter le bonheur aux hommes, ni à servir de modèle à la société civile. L'entreprise est là pour satisfaire une demande solvable de biens et de services. Vouloir lui faire jouer plus que ce rôle, n'est-ce pas, déjà, fausser le débat ?

« *La politique de la France ne se fait pas à la corbeille.* » Cette phrase restée célèbre, qui fut tant reprochée au général de Gaulle, correspondait pourtant à une vérité profonde : celle du primat du politique sur l'économique. Vingt ans après, sous l'effet de la crise, le politique s'est effacé devant l'économique. Le philosophe a disparu. Remplacé par le « manager ». L'intellectuel est supplanté par le saltimbanque. L'homme politique s'est transformé en politicien ou en technocrate. Soumis à la double dictature de l'économisme et du médiatique. Une évolution lourde de conséquences et qui risque paradoxalement de nuire, à terme, aux entreprises elles-mêmes.

Car la personne humaine ne saurait être ravalée aux seuls actes économiques de production et de consommation. La communauté nationale ne saurait être identifiée à la seule communauté des entreprises. Si l'on veut éviter que le « monde tout nouveau » ne débouche sur une société sans âme et sans projet, il nous faut bel et bien « réinventer une science politique nouvelle ». Philippe Messine a déjà fait un petit bout du chemin...

(1) *Les Saturniens*, La Découverte, Paris, 1987, 219 pages, 85 F.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois d'avril 1987 a été tiré à 133 000 exemplaires.



